

JEAN PRADIER

LES KURDES

**révolution
silencieuse**



DOCUMENTS
FRÈRES DU MONDE

DUCROS ÉDITEUR · BORDEAUX

L'AUTEUR

Jean Pradier est né en 1939 à Marrakech (Maroc). Ancien collaborateur technique à l'Institut de psychologie de la Faculté des Lettres et Sciences humaines de Toulouse, il se consacre à la recherche en sciences humaines. Jean Pradier a réalisé deux longs séjours au Kurdistan de Turquie, d'Iran et d'Irak.

Gen. 29 (2)

M.R. BUCK

17, 1, 1969

**TOUS DROITS DE REPRODUCTION
DE TRADUCTION ET D'ADAPTATION
RÉSERVÉS POUR TOUS PAYS**

Copyright 1968, by DUCROS, Bordeaux

IMPRIMÉ EN FRANCE

*M² = Hunt of a Bucak
N. YORK*

LES KURDES

RÉVOLUTION
SILENCIEUSE

FONDS
M. REMZI BUCAK

FONDS
M. REMZI BUCAK

La sympathie et une collaboration bienveillante ont rendu possible la réalisation de cette recherche. Je tiens à remercier les responsables de la révolution kurde d'Irak qui m'ont permis d'avoir accès aux archives de la Révolution et de consulter les documents dont j'avais besoin. Je sais particulièrement gré au général Barzani, au Comité exécutif du Conseil de commandement de la Révolution et au Comité central du Parti démocratique du Kurdistan irakien d'avoir mis à ma disposition avec une inlassable gentillesse — et ce, pendant trois mois — les gens, les véhicules et les escortes qui m'étaient nécessaires.

Nulle contrainte n'a été exercée à mon égard. Nul frein n'a tempéré ma curiosité. J'ai pu en toute liberté me rendre dans les lieux de mon choix et y rencontrer chacun.

Que cet ouvrage soit un hommage au combat mené par mes amis kurdes et arabes.

L'orthographe latine des noms et des lieux est celle de l'usage vulgaire (cartes de l'I.N.G. et de l'O.T.I.). Je m'en excuse auprès de mes collègues kurdologues et arabisants.

J. P.

04/07/2016
1110 PRA KUR

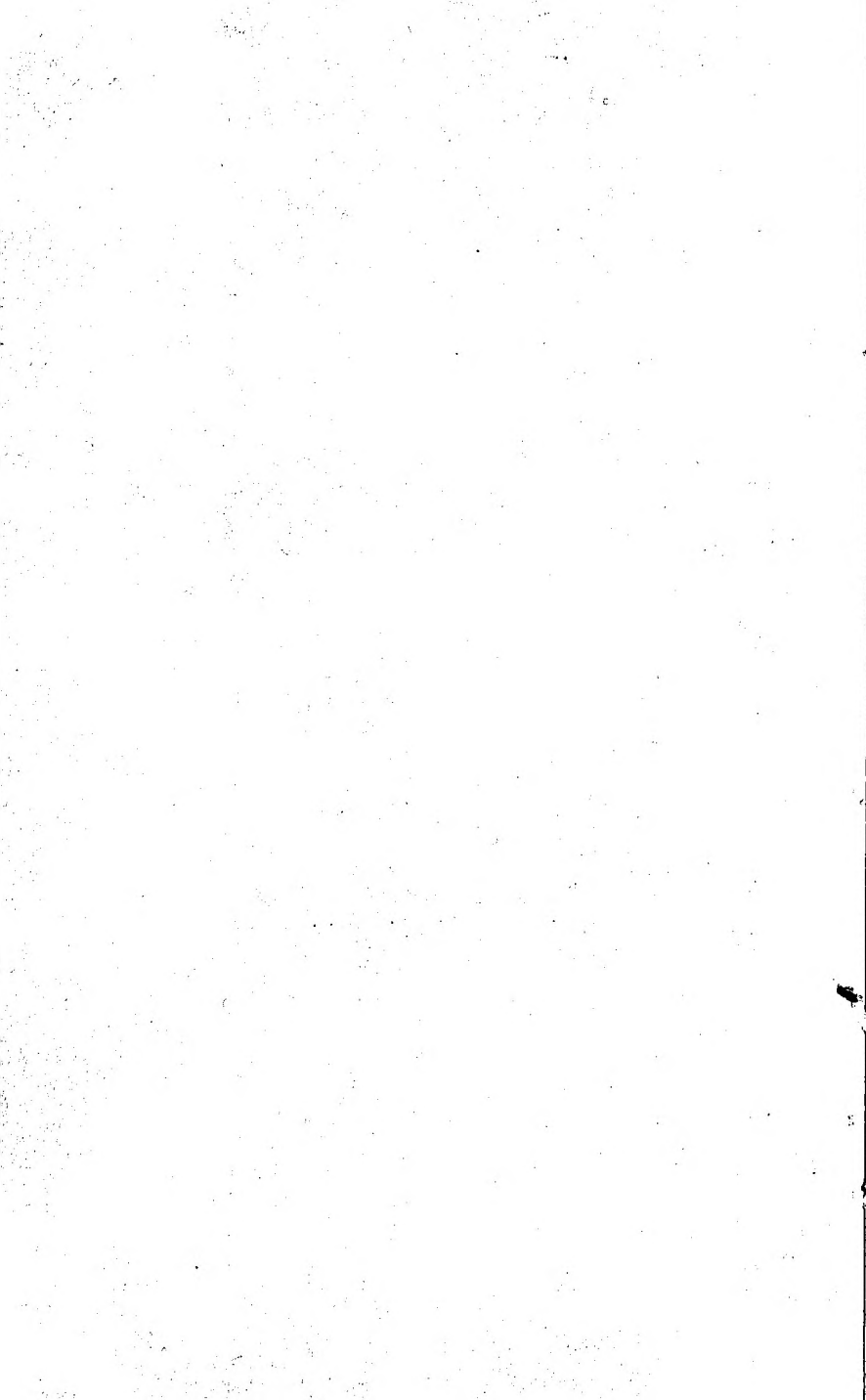
JEAN PRADIER

LES KURDES

RÉVOLUTION
SILENCIEUSE

GUY DUCROS - ÉDITEUR - BORDEAUX

44, Rue de Madrid



PRÉFACES

INSTITUT KURDE DE PARIS

ENTRÉE N° 2374

Pradier est une voix qui crie dans le désert. L'histoire de l'humanité prouve que nous avons besoin de ce genre d'hommes et que nous n'hésitons pas à servir leur tête sur un plateau d'argent pour mieux les honorer. Fort heureusement pour lui (et pour nous), Pradier n'en est pas encore là. Il est trop débordant de vie pour rechercher une quelconque palme, fût-ce celle du martyre.

Que dit Pradier ? Le Kurdistan n'existe pas. Morcelé entre la Turquie, l'Irak, l'Iran, la Syrie et une légère frange d'U.R.S.S., il n'octroie à ses ressortissants que des possibilités fort restreintes. Pour quelques-uns se battre, pour la plupart se faire anéantir. Le fil de l'épée, l'obus ou la bombe au napalm : c'est par ce type d'objets que se signale à travers les siècles le progrès dans ses montagnes et dans ses vallées. Certains de ses envahisseurs sont allés au début du dix-neuvième siècle (l'homme ne suffisant plus) jusqu'à en tuer les arbres. Que de nos jours les autorités turques accordent aux Kurdes le droit d'être esclaves ou que les irakiennes leur confèrent le titre de frères, le résultat est toujours le même : le massacre. Et les U.S.A. qui, dans ce genre de performances, n'entendent jamais rester en arrière, rêvent de faire de certains territoires kurdes une ceinture atomique pour « se protéger du communisme ».

Qui proteste ? Parmi tous les organismes nationaux, internationaux, politiques, confessionnels qui embouchent le clairon de la dignité de l'homme, lequel proteste ?

Un seul a élevé la voix : la Société protectrice des animaux qui s'est indignée contre le bombardement au napalm des troupeaux kurdes par l'aviation irakienne. Ce peu d'indignation que l'on s'accorde pour la mort d'un animal, l'homme kurde n'y a pas droit.

Et pourtant... Visages kurdes rencontrés au hasard de la route et des voyages, vous avez la meurtrissure, la patience et la compréhension de l'homme que de génération en génération on opprime — et ce quelque chose de plus qui vous poussera toujours à opposer à la malédiction d'être kurde la rude silhouette de l'homme insurgé. Votre terre assassinée demeure l'un des rares endroits où les guerriers parlent comme des poètes. Quelques échos nous en parviennent parfois.

A l'occasion de la visite du général Aref en France, Mustapha Barzani, général des Kurdes insurgés, adressait au Président de Gaulle une lettre dont le journal le Monde publiait quelques extraits : « Veuillez permettre à un vieil homme qui lutte depuis sa jeunesse pour la liberté et la dignité de son peuple de vous adresser ce suprême appel. Vous êtes le plus grand résistant d'Europe et vous avez libéré votre patrie : vous ne pouvez donc qu'être sympathique à la résistance presque désespérée que soutiennent depuis six ans en Irak du Nord les montagnards kurdes... Mon général, vous n'avez pas hésité à dénoncer la guerre du Vietnam : je suis sûr que le sort du peuple kurde ne vous est pas moins cher que celui du peuple vietnamien. Dans cette lutte pour notre survie nationale nous sommes seuls : l'O.N.U. nous ignore et certaines grandes puissances se disputent le soin de fournir à l'Irak les armements modernes destinés à notre extermination. La France de de Gaulle reste donc notre seul espoir. Les Irakiens réclament à la France des armes sans le règlement préalable du problème du Kurdistan d'Irak. Ces fournitures d'armes ne feront qu'encourager de nouvelles destructions et le massacre de femmes et d'enfants. Le Coran dit : « Chaque homme a un petite plage du ciel vers laquelle il se tourne en priant. » Notre plage du ciel, c'est vous, c'est la France. »

Que peut dire ou faire le minuscule — et innombrable — caillou de cette plage ? Se laisser bercer par le va-et-vient des flots n'est pas suffisant lorsqu'il s'agit de l'homme luttant contre la mort qu'à tant d'exemplaires on veut lui imposer.

Qu'il fasse sienne cette voix que lui amène le vent du large, pour briser le mur de silence qui entoure le Kurdistan.

A notre échelle, le combat kurde commence là.

Armand GATTI.

Mille amis c'est peu,
Un ennemi c'est trop.

(Proverbe kurde).

Etre kurde est un métier difficile !...

Les quarante-neuf années de ma vie tourmentée, consacrées au service de mon brave peuple opprimé, m'ont confirmé cette cruelle réalité. Pourtant les Kurdes sont aimés et appréciés par ceux qui les approchent de près. Mais le facteur humain joue-t-il un rôle dans les chancelleries ?... Hélas ! le sous-sol kurde est trop riche, partout du pétrole !...

Tout dernièrement, le journaliste turc Setin Altan publiait dans le quotidien d'Istanbul Aksam un article consacré à la situation du Kurdistan et de la Turquie et intitulé « En rentrant de l'Est ». Le distingué chroniqueur écrit : « Quand vous parvenez à faire plus ample connaissance avec « l'homme de l'Est » (le Kurde), vous vous étonnez de sa douceur, de son honnêteté, de sa franche amitié, de ses sentiments loyaux et ceci malgré toutes les souffrances qu'il endure. Ceux-ci sont de vrais hommes !... En dépit de toutes sortes de tromperies, d'oppressions, de mauvais traite-

ments, de tyrannies dont ils sont l'objet, ils restent des hommes au cœur d'or : doux comme de la soie, vigoureux et résistants comme de l'acier !... »

L'étude présente, due à la plume d'un témoin oculaire, Jean Pradier, est précieuse pour plus d'une raison :

M. Jean Pradier est un Français, c'est-à-dire un observateur neutre ; c'est un universitaire, un homme de méthode et de science, donc objectif ; en plus, lors de son séjour de plusieurs mois dans la partie libre du Kurdistan irakien, il a été en contact permanent soit avec le chef de la Révolution, le général Barzani, soit avec les membres du Conseil de la Révolution et ceux du Comité exécutif.

Par ailleurs, libre de toute entrave, il a eu le loisir de faire des recherches, des enquêtes, des investigations dans tout le pays et a pu questionner et interviewer telles ou telles personnes de son choix appartenant à toutes les couches de la population musulmane ou chrétienne.

Cet ouvrage nous prouve à quel point il jouissait de la confiance illimitée de tous, que ce soit des dirigeants eux-mêmes ou de la population tout entière. Il a laissé dans le pays un souvenir impérissable que me confirment les échos que j'en reçois. Le peuple kurde tout entier entoure de son affection ce jeune universitaire fils du grand et généreux peuple de France.

Hélas !... la situation tragique du peuple kurde ne se limite pas uniquement aux terres kurdes attachées à l'Irak.

Le Kurdistan de Turquie avec ses 7 millions d'habitants se trouve privé des droits les plus élémentaires, tels que : se dire kurde, parler librement sa langue maternelle, avoir ses propres écoles, sa propre presse et les mêmes avantages économiques, sociaux et

sanitaires dont jouit la partie turque de la République. En un mot, le Kurde est loin d'y être citoyen à part entière.

Accorder ces droits naturels au peuple kurde de Turquie n'aurait apporté aucune menace à l'intégrité territoriale, aucun affaiblissement à la cohésion nationale de la République turque, bien au contraire. En effet, la reconnaissance des particularismes, notamment linguistiques, est, pour un pays, non seulement une grande preuve de libéralisme, mais aussi un renforcement de stabilité, de sécurité, de cohésion politique, comme plusieurs républiques fédératives en donnent l'exemple.

C'est pourquoi les Kurdes ont fait confiance aux déclarations de M. Ismet Inonu, chef de la délégation turque à la Conférence de Lausanne (plus tard président de la République), lors des discussions sur la question de Mossoul, et selon les procès-verbaux officiels de ladite conférence, lorsqu'il affirmait que la Turquie était le pays de deux peuples : « le Turc et le Kurde », et que « tous deux avaient droit au gouvernement du pays dans une absolue égalité nationale ».

En confirmant cette déclaration officielle, M. Hussein Awni Bey, député d'Erzeroum, pouvait à juste titre déclarer lors d'une réunion de la grande assemblée nationale à Ankara : « Ce pays appartient aux Turcs et aux Kurdes. A cette tribune deux nations ont le droit d'élever la voix : la nation kurde et la nation turque. »

Peu de temps après, toutes ces déclarations furent piétinées et quelle ne fut pas notre surprise d'entendre de la bouche même des plus hauts responsables du gouvernement d'Ankara des absurdités, des menaces, des contre-vérités ou des insultes telles que : « Le peuple kurde?... Cela n'existe pas!... » ou « Si les Kurdes ne se tiennent pas tranquilles, l'armée n'hésitera pas à bombarder leurs villes et leurs villages. Il y aura un tel bain de sang qu'ils seront engloutis eux et leur pays. »

Ajoutons encore qu'un président de la République turque, en pleine ville de Diyarbekir, capitale du Kurdistan de Turquie, n'a pas trouvé déplacé ni de mauvais goût de dire : « Crachez au visage de celui qui vous appelle Kurde !... »

Enfin, lors du dernier séisme qui affecta le Kurdistan de Turquie, M. Haldun Menteseoglu, ministre de la Population et de la Construction, déclarait à la face d'une délégation de Kurdes pendant sa visite dans cette région sinistrée : « Vous voulez nous faire « avaler » (croire) que vos écuries (le ministre veut dire par là « vos habitations ») étaient des palais... De quoi vous plaignez-vous ? Ici, le nombre des victimes n'est que de 3 000, au Vietnam, par contre, il est de 30 000. » Et quand il entendit parler en kurde, il s'exclama : « J'entends des sons animaux sortir de la bouche de soi-disant êtres humains », et il ajouta : « Si vous n'êtes pas satisfaits de cet Etat, cherchez-vous-en un autre !... » Je remarque avec tristesse que, par ses paroles, un ministre du gouvernement d'Ankara atteignait l'apogée du racisme, de l'inconscience et de la bêtise.

On peut facilement se rendre compte que toutes ces déclarations précitées n'étaient pas gratuites. En niant l'existence même des Kurdes et en les qualifiant de « Turcs montagnards », le gouvernement d'Ankara croyait avoir trouvé une justification pour les priver des garanties du traité de Lausanne concernant les droits des minorités.

En effet, la section III de ce traité stipule : « Il ne sera édicté aucune restriction contre le libre usage par tout ressortissant turc d'une langue quelconque, soit dans les relations privées, de presse ou de publication de toute nature, soit dans les réunions publiques. » Et l'article 37 de ce même traité précise : « La Turquie s'engage à ce que les stipulations contenues dans les articles 38 à 44 (protection des minorités) soient reconnues comme lois fondamentales, à ce qu'aucune loi, aucun règlement, ni aucune action officielle ne soit

en contradiction ou en opposition avec ces stipulations et à ce qu'aucune loi, aucun règlement ni aucune action officielle ne prévale contre elles (1). »

Tout ceci nous rappelle une déclaration d'un autre chef d'Etat dont le pays englobe actuellement le Kurdistan du Sud, dit Kurdistan d'Irak, le maréchal Aref : « Il n'y a pas de problème kurde chez nous !... Les bandes de hors-la-loi sont en pleine déroute... » Nous étions en septembre 1963... et, à la question du correspondant de Jeune Afrique (n° 149) : « Selon vous, que sont les Kurdes qui vivent en Iran, en Turquie, en Syrie ? », le maréchal répondit : « Ils n'ont rien à voir avec les nôtres qui sont arabes ! » (sic).

Et pourtant, ce même gouvernement de Bagdad, précédant de peu les déclarations d'Ismet Inonu, le

(1) Pendant ces quarante dernières années, les Kurdes de la Turquie, au nombre de plus de 7.000.000, ne sont parvenus à faire paraître que trois livres en langue kurde : un dictionnaire kurde-turc, une grammaire et une pièce de théâtre. Mais la Sûreté turque faisait disparaître rapidement ces publications des vitrines des libraires, leurs auteurs étaient jetés en prison ou déportés. Il en fut de même des rédacteurs des quatre périodiques bilingues turc-kurde qui furent saisis au bout du cinquième ou sixième numéro.

Tout récemment, M. Sükrü Koç, député d'Aydin, publiait dans le grand quotidien d'Istanbul *Cumhuriyet*, le 31 juillet 1966, une enquête sur le développement du Kurdistan de la Turquie. « Neuf des dix-huit départements orientaux (en tout en Turquie il existe 67 « villayet ») possèdent 336 postes de police ou de gendarmerie. Par contre, on n'y compte que 50 instituteurs, 20 médecins et 6 pharmacies (pas même une par département). Quant à la politique de « turquisation », inaugurée sous Moustafa Kemal, il semble qu'elle ait entièrement échoué. » M. Koç donne des chiffres : à Mardin 91 % de la population ne parle pas un mot de turc ; à Siirt, 87 % ; à Hakkari, 81 % ; à Diyarbakir, 67 % ; à Bingöl, 68 % ; à Urfa, 64 % ; à Agri-Ararat, 61 % ; à Bitlis, 66 % ; à Van, 52 % ; à Mus, 53 %.

Par contre, en Union soviétique, la communauté kurde, au nombre de 150.000, a, durant ces trente dernières années, fait paraître plus de 600 volumes en langue kurde et 5 dictionnaires dont un kurde-russe de 34.000 mots et un autre russe-kurde de 30.000 mots. Elle a pu également traduire en russe plusieurs classiques kurdes, entre autres Ahmed Khani, écrivain et poète du milieu du XVII^e siècle. Il faut préciser qu'entre les 4 Etats qui se partagent le Kurdistan, en Iran seulement le Kurde est respecté en tant que tel, il y parle librement sa langue et écoute les émissions radiophoniques diffusées à son intention en langue kurde par les émetteurs d'Etat iraniens.

24 décembre 1922, déclarait : « L'Irak reconnaît les droits des Kurdes vivant dans les frontières de l'Irak, à établir un gouvernement kurde à l'intérieur de ces frontières. »

Un mot encore sur l'oppression et les sévices policiers dans les territoires kurdes de la Syrie.

Le 12 décembre 1967, sous le titre « La coopération franco-syrienne », l'éditorialiste du grand quotidien le Monde, parlant du gouvernement baasiste, écrit : « Un panarabisme, fortement teinté de chauvinisme, lui a valu également l'hostilité des Kurdes dont plus de 100 000 ont été arbitrairement privés de leur nationalité. » Leurs biens furent confisqués sans contrepartie et leur déportation vers les zones désertiques du pays continue. « L'arabisation à outrance de la Djezireh, territoire kurde riche en pétrole, a pour raison la création d'une majorité arabe qui n'a jamais existé dans cette région. »

Pour la seule raison qu'ils étaient kurdes, 54 officiers de l'armée syrienne ont été mis à la retraite. Malgré les règles de droit et de justice admises à travers le monde, une terrible oppression pèse sur le peuple kurde en dépit des engagements solennels et internationaux contractés envers lui par l'Irak et la Turquie.

Et face à la moindre revendication kurde dans les domaines culturel, économique ou administratif, on taxe les Kurdes de « séparatistes » et on leur prête l'intention de vouloir créer un Kurdistan uni et indépendant ; alors les portes des cachots et les voies de déportation s'ouvrent toutes grandes devant eux.

Il est incontestable que le Kurdistan constitue une entité géographique, historique et linguistique, dotée d'importantes ressources naturelles. Il est évident que le peuple kurde, comme tous les autres peuples du monde, a droit à l'unité et à l'indépendance

Toutefois, nous sommes convaincus que les bienfaits que cette indépendance apporte aux hommes, en leur permettant de vivre dans la dignité, la liberté, la prospérité et la sécurité, peuvent être aussi trouvés dans l'association avec une autre communauté humaine. Et cela nous paraît d'autant plus facile qu'il s'agit, comme c'est le cas pour nous, de communautés qui, souvent au cours du temps, ont vécu côte à côte, cohabitant harmonieusement dans un mutuel respect et partageant la même foi, les mêmes croyances et aussi les mêmes joies et les mêmes souffrances.

C'est à cette harmonieuse coexistence qu'aspire le peuple kurde, avec l'espoir que les dirigeants des Etats qui se partagent aujourd'hui son pays renonceront aux conceptions d'un nationalisme étroit et suranné, à l'esprit de domination et d'assimilation, aux notions vaines et néfastes de supériorité raciale ou culturelle, en un mot aux vanités creuses des grandeurs futiles et comprendront enfin, dans leur intérêt même, que la véritable grandeur et la réelle sagesse résident moins dans un orgueilleux esprit de domination que dans le respect des droits les plus élémentaires des hommes et des communautés avec lesquels ils doivent vivre.

Emir Kamuran A. BEDIR-KHAN.

L'*Agha* était à l'origine un chef de tribu. Il commandait et protégeait les siens. On lui reconnaissait de la bravoure. A présent, on ne lui accorde que de la fortune. Présente un sens prononcé de l'opportunisme. Dans le langage courant, est synonyme de propriétaire terrien, de « richard ».

Le *Baas* est le parti de la renaissance arabe, fondé en Syrie par un professeur d'histoire chrétien, Michel Aflak. Nationalisme et socialisme s'y rencontrent disharmonieusement. Des scissions internes ont abouti à la création d'un parti Baas de gauche, qui n'a rien à voir avec l'aile droite du même nom.

Le *Bey* ou *Beg* est le chef traditionnel d'une région. On peut le comparer à un baronnet campagnard. Il n'en reste que des débris. Ils sont friands du double jeu et grands fournisseurs de djashes.

Les « *brassards verts* » sont l'équivalent des chemises noires nazies. Groupes nationaux-socialistes du parti Baas de droite.

Kak'a (litt. « frère aîné ») est une marque de respect que chacun se témoigne, en s'accordant ce titre dans les conversations courantes.

Le *Mollah* est l'homme de Dieu du village, qui, parfois, enseigne le Coran aux enfants. Dans le Barzan, c'est un titre que l'on accorde généreusement à tout mâle sachant lire et écrire. A l'heure actuelle, veut dire : « Ce monsieur a de l'instruction. » Ce qui n'est pas évident.

Le *pesh merga* (litt. « devant la mort ») est le soldat de l'armée révolutionnaire kurde.

Le *Sheikh* est chef religieux ou chef de tribu. Pouvoirs religieux et temporels sont héréditaires et restent attachés à la famille. Certains sheikhs pratiquent encore une petite sorcellerie afin de mieux s'attacher leurs ouailles.

**LE SOLEIL
EST SUR L'HORIZON**



DANS le hall d'un petit hôtel bon marché de l'avenue Abou-Nouas, une sentinelle monte la garde. Sentinelle impressionnante au turban gris, portant petit gilet et larges pantalons bouffants taillés dans une étoffe légère de Sienne qui semble tissée à la main. A la ceinture, une double cartouchière et les chargeurs en demi-lune d'un pistolet-mitrailleur russe.

La sentinelle guette la rue. Pourtant le quartier est calme. A 6 heures du matin, le 26 septembre 1966, Bagdad n'est pas réveillée. La fraîcheur pâle du ciel n'annonce guère la trépidation et la chaleur du jour. D'ailleurs, ce bord du Tigre n'est beau qu'à la tombée de la nuit, lorsque grésillent les poissons largement ouverts sur les braises et que s'illumine — en face — le cube blanc du palais républicain. Un énorme soleil rouge se glisse alors derrière les silhouettes qui franchissent en ombres chinoises le pont Ahrar, tandis que des gamins en tuniques longues, souples comme des danseurs, apportent des sodas aux familles qui regardent les télévisions en plein air. Les visages portent les éclats bleus, verts, rouges, des chapelets de lampes accrochés aux boutiques.

A 6 heures, le matin, le claquement des jetons de jacquet n'est qu'un souvenir ou une promesse. L'avenue est déserte. Devant la porte de l'hôtel, auquel deux colonnes de fonte voudraient donner de l'importance, stationne un taxi Mercédès au pare-brise étoilé. Des gerbes de fleurs en matière plastique épaisse bordent l'intérieur et le volant. La voiture porte une immatriculation du Nord : Arbil, petite ville kurde qui fut Arbèle où Alexandre vainquit Darius dans la plaine de Gaugamèle.

Deux hommes, venant des chambres du premier étage, rejoignent la sentinelle : de haute taille, massifs, la moustache taillée, ils contemplent à leur tour la rue où passe un cycliste solitaire. Une boursofflure sur la hanche, accusée par la veste largement ouverte, trahit une arme personnelle de gros calibre.

— *Il est en retard*, constate le plus jeune vêtu d'un complet gris clair.

Son nom est Mossem Dezaï. C'est un juriste. Il occupe à présent d'importantes fonctions : membre du Comité exécutif du Conseil de commandement de la Révolution kurde, il fait partie du Comité de conciliation gouvernementalo-kurde, et, porte-parole du général Barzani à Bagdad, accomplit de nombreuses missions dans cette ville⁽¹⁾.

— *Nous avons le temps de prendre un verre de thé*, répond l'ex-colonel Nafiz, qui fut officier supérieur de l'armée irakienne avant de rejoindre les forces révolutionnaires.

Le colonel Nafiz est un grand gaillard aux traits rudes et qui n'a pas l'air commode. Elevé à l'anglaise, il a conservé le maintien digne et cassant des officiers de Sa Majesté britannique. Ses fonctions sont identiques à celles de son ami, Mossem Dezaï.

Au deuxième verre de thé, bien clair pour être bon, survient une longue station-wagon beige de l'armée. Un major en descend, trapu, souriant et aimable. Salutations, échanges de nouvelles.

Le major N., d'origine turque, est le gouverneur militaire d'une importante ville de garnison du Nord, située dans la zone des opérations. Affable, il hâte cependant les préparatifs du départ. Ensommeillé,

(1) Le 29 juin 1966 était signé un cessez-le-feu mettant fin aux combats acharnés qui opposent l'armée révolutionnaire kurde aux troupes gouvernementales irakiennes. Peu de temps après, le docteur Bazzaz, premier ministre, publiait un programme en 12 points destiné à apporter une solution à la question kurde en Irak. Ce fut le début de longues négociations, entrecoupées de tensions et parfois de combats locaux.

craignant d'avoir oublié son tasbeh — l'inséparable chapelet d'ambre avec lequel il amuse ses doigts — il le cherche furieusement dans les poches de son pantalon d'uniforme.

En voiture.

Un fantassin chauffeur prend le volant de la Chevrolet de service. Derrière lui s'entassent sur les deux banquettes un élégant jeune lieutenant, le garde du corps des officiels kurdes, le major et le colonel Nafiz. Le taxi suivra avec Mossem Dezaï.

Direction Kirkuk par une route à l'asphalte neuf. Les innombrables barrages de police, flanqués parfois d'étonnantes voitures amphibies de marque anglaise, égarées dans la plaine sèche, se lèvent à la vue des étoiles et des épaulettes du major.

Kirkuk : la ville sainte des pétroles, dont la protection a été confiée à la 2^e division. Son général, Ibrahim Fayçal Al Ansari, porte le surnom de « millionnaire », titre que les mauvaises langues lui ont décerné à la suite de tortueuses affaires de soldes fictives. Les abords de Kirkuk sont truffés de blockhaus, de postes militaires, de chicanes et de travaux en tout genre. Installations pétrolières dont les masses argentées forment des socles à la Calder et emplacements de mitrailleuses à ras de terre se fondent dans une harmonie spectaculaire de feuilleton. Des irréguliers arabes campent à proximité des ponts, dans des édicules de ferraille : bidons d'essence vides remplis de caillasse et qui font office de sacs à terre. Çà et là, des maisons détruites : leurs habitants kurdes ont été expulsés et remplacés par des familles arabes du Sud.

— Halte ! où allez-vous ?

Les militaires sont partout : à bicyclette, en jeep, en camion, en char ou à pied, en short ou en treillis, avec ou sans étoiles. La police militaire fait circuler ce peuple kaki.

Le soir, les torchères géantes flambent sur la ville en flammes épaisses que les maquisards aper-

çoivent de leurs avant-postes. Ces feux sont plus qu'un symbole : le pétrole est là qui imbibe le sol et les gens, pactole monstrueux qui garrotte les consciences au point de les affoler : 400 millions de dollars par an s'égouttent dans les caïsses de l'État, sans entraîner d'autres soucis que quelques signatures à distribuer.

Mais les pipe-lines s'échappent vite du Kurdistan, dans une course sud-ouest, transportant un pétrole que l'on croirait volé. En effet, l'or noir descend des montagnes sans y rester : l'arrière-pays dans lequel s'avancent les deux voitures est pauvre.

Les passagers de la station-wagon se sont tus. Il est difficile d'aborder les sujets tabous : pétrole et politique ne sont que les chefs du même être bicéphale qui donne du sang à la guerre. Les conversations reprendront au moment du déjeuner, dans un restaurant discret. Le major, que la bière rend loquace, devient volubile. De temps à autre il jette des coups d'œil furtifs en direction des fenêtres et de la porte, agitant avec nervosité son tasbeh dont les perles s'entrechoquent.

A la fin du repas, la discussion glisse sur le ministre Bazzaz, destitué au mois d'août dernier.

Soudain, l'officier détourne son regard : il parlait en arabe avec ses interlocuteurs kurdes et en anglais interroge les deux Européens qui doivent rencontrer Barzani.

— *Vous n'avez rien compris, n'est-ce pas ? Vous ne parlez pas arabe ?*

— *Oui, j'ai suivi votre conversation. Fort intéressante,* répond l'un : *vous regrettiez la disparition de Bazzaz et vous vous plaigniez de certains officiers supérieurs hostiles à la paix...*

Le major se reprend. Sourit.

— *Non !... je parlais de la gare de Lyon, à Paris... La place Blanche : je connais... Pigalle... je parlais de la France et de bons souvenirs.*

Le major parlait d'un Paris qui s'appelait Bazzaz.

Les officiers irakiens ont rejoint leur casernement.

Mossem Dezaï et ses invités dînent ensemble. Le juriste a demandé que l'on ferme les volets. Un fusil-mitrailleur est posé à ses côtés, contre le mur. Sur les coussins d'un fauteuil, trois chargeurs.

— Ici, explique-t-il, les plus dangereux sont les djashes. Les djashes, ce sont des « ânon » — des « bourricots » — de Kurdes que le gouvernement utilise pour lutter contre la Révolution. Comme dans toutes les guerres coloniales, le gouvernement essaie d'acheter une partie de la population colonisée afin qu'elle se retourne contre ceux qui se révoltent : ce sont des supplétifs que nous méprisons, mais dont il faut tenir compte car ils sont bien armés et parfois courageux.

Près de l'entrée, la sentinelle mange des brochettes au riz.

Le lendemain, les voitures repartent. Les camps militaires se font nombreux : une section appuyée par une ou deux automitrailleuses, parfois une compagnie ou un bataillon entier. Le soleil a fané la couleur des tentes dont certaines furent plantées voilà cinq ans. De vieux casernements, il ne reste plus à présent que les emplacements vides bordés de pierres peintes à la chaux.

Cette passion qu'ont les militaires pour les bordures de petits cailloux blancs se retrouve sous toutes les latitudes.

Des convois de camions Molotova s'évalent le long des rampes.

La route monte.

Les collines, couronnées d'un fortin, ont d'immenses plaques de pelade :

— Napalm !

Désolation d'un paysage sec et brûlé, torturé par le feu et le fer, qui n'accepte les arbres et les buissons qu'à l'état de squelettes. Nul troupeau à râper cette herbe en cendres.

Pourtant, Salahadin, la ville d'eau, attend toujours les touristes. L'hôtel principal a des clients en uniforme : les officiers de la garnison, et des pensionnaires civils, curieux et muets, qui rôdent autour des tables de bridge :

— *Sécurité militaire.* Le portier de l'hôtel en fait partie.

C'est ainsi que personne n'élève la voix au cours de ces conversations insipides de salon, attendant l'hospitalité d'un coin de parc pour parler des choses dites sérieuses.

La garnison de Salahadin est calme : elle ravitaille en eau les campements voisins. Il semble que l'appareil guerrier se soit installé à demeure dans la place, par une sorte d'habitude, et qu'il soit impossible de l'en déloger. Le cessez-le-feu transforme en boy-scouts les guerriers, et les camps en bases de repos. Rien n'est changé en profondeur. Ici, la paix n'est qu'une halte, et les négociations des bavardages.

— *Demain nous franchirons les lignes. Ne prenez pas de photos, c'est interdit. D'ailleurs, toute la région est zone militaire. Ne parlez à personne. Si on vous interroge, dites que vous êtes des touristes. Ne vous promenez pas seuls, loin de l'hôtel.*

Les officiers sont aimables et tristes : la soirée tisse son ennui que l'on chasse à la carte et à l'alcool. Ambiance d'occupation. En l'honneur des Français, les discussions cajolent Paris, les Folies Bergère, Jean-Paul Sartre et le général de Gaulle. Il devient par contre impossible de s'aventurer plus profondément. Des barbelés limitent les champs de sujets tabous : politique, guerre, président Aref. Ces officiers sans passion, désorientés, loin de leurs fem-

mes et de leurs enfants, mornes sous les échecs successifs, rappellent leurs répondants français de la guerre d'Algérie.

Mossem Dezaï, l'ex-colonel Nafiz jouent aux cartes avec deux commandants. Autour d'eux, les visages marqués de jeunes capitaines et d'un sous-lieutenant stupéfait par la scène. Giap jouant aux cartes avec de Lattre de Tassigny dans un recoin de Saïgon. Impossible.

Il y a trois ans, les négociateurs de Barzani furent arrêtés, torturés et jetés en prison par les policiers gouvernementaux. Il suffit d'un ordre ou d'un coup d'Etat pour que le fait se renouvelle. En attendant, on joue aux cartes.

— *Bonne nuit !*

Une cabane à lapins où dorment deux gendarmes marque l'entrée du no man's land.

— *Papiers !*

Des camions civils à l'arrêt sont fouillés. Les consignes doivent être strictes car le major turc parle mente.

Les gorges de Rawanduz. Somptueuses. Rivières qui forent le roc. Murailles grises de part et d'autre de la route. Un pont métallique protégé par un poste construit en sacs à terre. Blindés que l'on rencontre au détour d'un virage. L'antenne d'une voiture radio qui s'accroche dans les branches basses des arbres. Rawanduz cité forteresse. Cerclée d'un ravin profond que domine l'Hendren. Sa garnison : immenses casernements repeints. Alignements de chars, d'automitrailleuses. Les canons de 155 dans leurs terriers. Des jeeps russes, trapues, qui se croisent.

Puis c'est le silence. Le dernier poste des hommes kaki est dépassé. La route Hamilton, qui mène à Téhéran, est toujours la même. Mais il y a quelque chose de changé. Les uniformes.

Soudain, dans l'anfractuosité d'une roche, une arme automatique. Ses servants n'ont pas bougé. Ils ont été prévenus. Un contrôle routier : les nouveaux soldats sourient, font des signes de bienvenue. Leur vareuse est stricte : toile d'avion, forte et rude. Le turban est rouge ou gris. Baudrier, cartouchière, pistolet automatique pour les gradés.

— *Maktab Tanfisi, Comité exécutif*, déclare Mossem Dezaï.

— *Passez !*

La voiture du major est à présent précédée du taxi Mercedes qui ouvre la route.

A chaque kilomètre, nouveau contrôle.

— *Ils surveillent le trafic, contrôlent les marchandises, les permissions des soldats et les identités des visiteurs. Car il y a beaucoup d'espions.*

Au nord de Galala, le poste qui borde la route semble plus conséquent. Il dispose d'un téléphone de campagne. Le gradé de quart serre les mains et appelle des gardes.

— *Descendez les bagages et portez-les au camp !*

— *Oui, c'est ici. Le Comité exécutif est installé par là. Vous allez voir.*

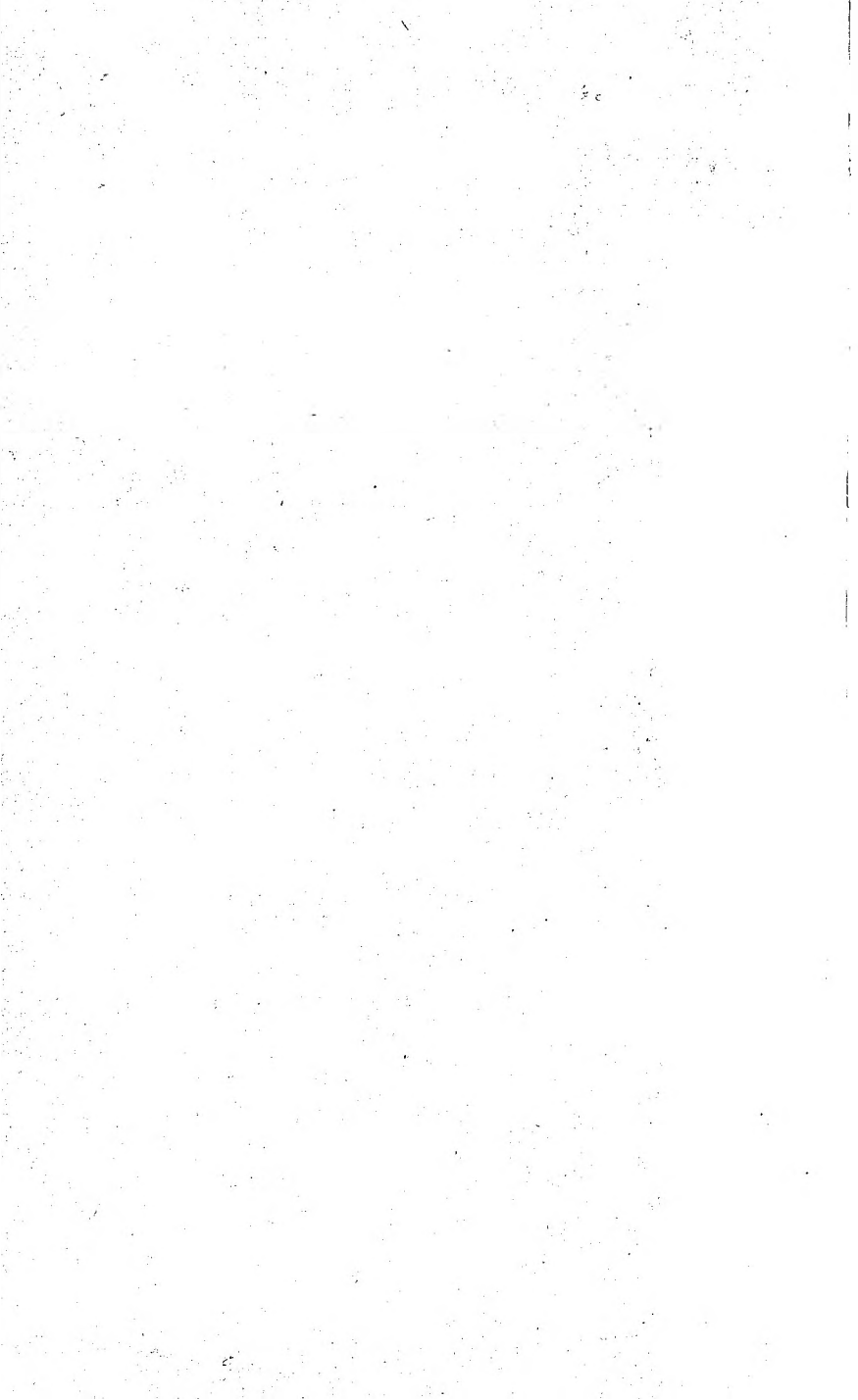
Les jeeps seules peuvent y aller, car il faut traverser un gué. Au-delà du torrent, un cimetière ombragé dans lequel broute un âne. Un champ de tabac. Une jeune femme, très belle, y travaille, cueillant de larges feuilles qui seront mises à sécher sur la façade des maisons. Le chemin se creuse entre deux haies. Un canon de D.C.A. sous sa bâche, puis un camp : une trentaine de tentes de feuillages, disposées à l'anglaise ; en contrebas, près d'une rivière, les cuisines.

Le camp est une petite ville communautaire, groupant les services et les membres de l'Exécutif chargés des affaires courantes. Il comprend : hôpital, dont le médecin est un arabe, le docteur Hassan, réfugié politique ; secrétariat ; tailleur ; boulangerie ; stocks de vivres ; salles de réunion ; central radio. L'ensemble est organisé, encadré, rodé. Le responsable du camp est un civil.

Mossem Dezaï et le colonel Nafiz se dirigent vers une tente :

— *Nous allons rendre compte au Comité exécutif, puis nous accompagnerons le major auprès du général Barzani.*

Le major attend sur la route, nerveux et inquiet. La réponse qu'il apporte n'est qu'un prétexte destiné à gagner du temps.



LES ENCOMBREMENTS DE LA COMPRÉHENSION

Ma rencontre avec l'intérieur de la révolution kurde d'Irak se plaçait ainsi dès le départ sous le signe du paradoxe. J'étais parti pour approcher la notion d'antagonisme racial et les représentations réciproques de deux groupes que l'on disait ethniquement et culturellement opposés : les premiers combattants kurdes que je rencontrai — peu après Rawanduz — appartenaient à une brigade arabe, commandée par des officiers arabes de l'armée révolutionnaire kurde.

Ce paradoxe anecdotique s'ajoute à d'autres étonnements. Ils sont le signe de la vigueur d'une conspiration qui voudrait nier l'intense réalité d'une révolution avec laquelle nous ne pouvons communiquer qu'après avoir franchi une forêt d'obstacles matériels, culturels, psychologiques.

Pour les commentateurs accrédités des puissances en cause, la guerre révolutionnaire kurde d'Irak est une vue de l'esprit. En parler ne pourrait conduire les « tribus kurdes » qu'à se prendre au sérieux et à revendiquer on ne sait quelle indépendance. Le Kurdistan d'Irak est zone interdite. Y pénétrer nécessite le recours à la chance.

Enfin, les yeux encombrés d'images reçues, comment percevoir la personnalité originale, et en rendre compte, d'un monde effervescent qui se recrée. Avant même de courir cette course, il est nécessaire de pointer les obstacles qui l'encombrent.

DIFFICULTES METHODOLOGIQUES

Un combat vécu en tant que révolution conduit nécessairement la société à une remise en cause de ses structures. Les modalités de la lutte et la recherche d'une formulation politique des aspirations nationales introduisent le groupe à la critique même du moteur nationaliste initial. Il ne s'agit pas pour le Kurde de renier cela même auquel il se sacrifie — la liberté nationale — mais de se défaire d'un certain type de nationalisme de classe. Au nationalisme traditionnel, féodal, se substitue la notion de collectif et de responsabilité nationaux.

Cette transformation des attitudes est apparue particulièrement dans l'alliance avec les partis progressistes arabes, le rôle pédagogique du Parti démocratique du Kurdistan irakien, et la décentralisation du pouvoir révolutionnaire.

Ces événements n'ont pas fait irruption d'une manière soudaine dans l'histoire de la révolution kurde. Ils se sont au contraire cristallisés en une longue élaboration. Annoncés par des options minoritaires, objets de crises qui ébranlèrent un instant l'édifice révolutionnaire, ils se sont enfin inscrits officiellement dans les décisions du 7^e congrès du P.D.K. et du Conseil de commandement de la Révolution.

L'évaluation exacte de ces transformations appelle à un examen de l'histoire du nationalisme kurde. Pourtant la démarche psychosociologique peut éclairer de neuf et d'une manière originale le sujet. Mais elle ne peut l'épuiser. Alors sommes-nous portés à espérer un travail proprement collectif et interdisciplinaire qui offrirait l'économie d'analyses parcellaires impropres à traduire la nature d'un phénomène essentiellement dynamique.

Notre propos se bornera essentiellement à esquisser une première réponse aux interrogations que l'on

pouvait formuler quatre ans après les premières heures de la Révolution — en 1964-1965 — au moment où celle-ci se trouvait à un « carrefour⁽²⁾ » : qu'en est-il du rapport des forces traditionnelles de la société kurde d'Irak, affrontée à la guerre révolutionnaire ? Une nouvelle structure sociale est-elle en train de naître, en cet an VII de la Révolution ?

Nous devons opérer avec beaucoup de prudence dans l'appréciation des nouvelles tendances et attitudes. « L'objectivité académique » se retrouve singulièrement désarmée au cours de cette tentative d'objectivation de processus neufs qui concourent à l'élaboration de « sujets collectifs » renouvelés, émergeant de l'histoire et qui n'ont pas encore achevé de se révéler à eux-mêmes.

Comment ne pas faire nôtres les inquiétudes de Jacques Berque qui, avec une lucidité courageuse, se demande de quel droit et sur quels critères « l'intellectuel de sociétés arrivées » peut prétendre « censurer le travail ardu de l'histoire dans les sociétés en transe⁽³⁾ ».

Aussi devons-nous insister sur les bornes repères de notre modeste enquête qui n'a qu'une valeur d'introduction. Accueilli trois mois durant dans le « Kurdistan irakien libéré », nous avons procédé par observations, entretiens libres, entretiens directifs individuels et de groupes, analyses de textes.

(2) Cf. *Orient*, n° 32/33, 4^e trim. 1964 - 1^{er} trim. 1965, p. 112 : « Le mouvement national kurde, ses origines, son développement historique et ses perspectives. » L'auteur, qui signe Serge Gantner, est arabisant. Les déclarations et les textes rapportés dans son étude sont extrêmement précieux et permettent de mieux comprendre le conflit théorique qui opposa les leaders du P.D.K. au général Barzani. Toutefois, l'auteur regrette de n'avoir pu rencontrer, du fait des circonstances, les partisans de ce dernier.

(3) Jacques BERQUE : « Quelques problèmes de la décolonisation », in : *l'Homme et la société*, n° 5, 1967. Nous retrouvons également le thème de cette analyse dans une remarquable étude de l'auteur : *l'Égypte, impérialisme et révolution* (Gallimard, 1967).

Le problème de traduction aurait pu poser de sérieuses difficultés. Les circonstances ont voulu que nous puissions bénéficier d'excellents interprètes qui, comprenant nos soucis, se sont efforcés de respecter les nuances et les détails des réponses.

Deux remarques concernent le choix des échantillons et la valeur des réponses.

Les sujets interrogés peuvent se répartir en quatre classes :

- patriotes bourgeois des grandes villes, en plus ou moins grande sympathie avec la Révolution ;
- responsables du Conseil de commandement de la Révolution, eux-mêmes ventilés en quatre sous-groupes : chefs militaires, représentants des minorités, leaders du P.D.K, chefs féodaux patriotes ;
- paysans ;
- membres du P.D.K.

A ces difficultés méthodologiques s'ajoutent d'autres perversions moins honnêtes.

LA PERVERSION DU SILENCE

La diplomatie partage avec les rendez-vous galants le vice de la discrétion.

Isolée, gardée à vue par plus d'une grande puissance, objet de chantage et pion d'échange, la révolution kurde est à ce point ligotée dans l'hypocrisie des gouvernements que publier leurs scandales signifierait pour elle signer son faire-part de décès. Les responsabilités se trouvant aux quatre coins de la rose des vents, les compères ennemis auraient tôt fait de s'accorder, au moins pour l'heure de la mise à mort.

Dénoncer un crime, c'est bien, à condition d'être gendarme. Evidence comprise depuis longtemps par

les autorités qui de la morale se font une profession et que l'on a rarement vues condamner les criminels politiques notoires de leur vivant.

Que servirait-il d'écrire que trois tonnes de médicaments offertes à la population sinistrée du Kurdistan irakien ont été saisies par « tel » pays, qui d'un autre côté se commet à manifester quelques faiblesses à l'égard de la Révolution ?

Serait-il utile de faire savoir au public que le gouvernement français a assuré l'Angleterre de son silence au sujet de certaines livraisons à l'Irak de chasseurs bombardiers Hunter Hawker accompagnés de leur chargement de napalm ?

Quelle serait la réaction des automobilistes s'ils connaissaient l'incidence des récents accords pétroliers franco-irakiens ?

Il faut bien se rendre à l'évidence : un génocide ne saurait se perpétrer six longues années durant s'il ne bénéficiait de quelques complicités.

LA PERVERSION HUMANITAIRE

La mort violente, le sang, les os brisés et les chairs brûlées au phosphore suscitent toujours en nous une réaction émotionnelle. L'information d'une destruction locale de l'espèce par elle-même véhicule une série d'images tragiques au sein desquelles notre être puise les éléments de sa propre justification à se défendre et à se protéger d'autrui.

Parfois, le caractère spectaculaire de ces morts en arrive à fasciner le voyeur, surtout lorsqu'elles sont exotiques. L'exotisme agit alors en écran protecteur de la réalité, en une sorte de refus d'identification aux victimes. Le racisme est la négation forcenée du partage d'une nature identique.

Tués, blessés, traumatisés deviennent, par le jeu de ce mécanisme, essentiellement romanesques : à ce point décentrés par rapport au quotidien habituel que leur présence disparaît de notre inquiétude. Nous ne

les retrouverons que dans l'imaginaire. Formes inconsistantes sur lesquelles on ne peut que pleurer, sans ressentir le poids d'une quelconque responsabilité à leur égard.

A ces fantômes affligés qui émeuvent sans intéresser parce que lointains, appartient la révolution kurde.

Dans la meilleure des éventualités, la révolution kurde peut poser une question morale. Et l'on parle des atrocités perpétrées par l'armée gouvernementale, des villages montagnards détruits, des visages d'enfants vitrifiés par le napalm, et même des mules abattues. On évoque les moissons brûlées et les longues files de blessés hagards qui se joignent aux réfugiés en marche vers des frontières fermées.

Une question crée en nous une inquiétude morale, dans la mesure où nous n'en percevons pas la dimension politique, ou que nous lui refusons celle-ci. C'est pourquoi nous gratifions certaines guerres de notre sérieux, et la révolution kurde de notre apitoiement. L'apitoiement étant l'aboutissement d'une réaction émotionnelle qui ne peut parvenir à maturité. Et pour cause.

Pour un Occidental, la représentation du conflit kurde supporte le handicap d'une double ambiguïté :

— ambiguïté d'une origine à résonance magique : les Kurdes ;

— ambiguïté du concept de révolution dont nous limitons la signification aux données statiques du modèle européen.

LA PERVERSION DE L'EXOTISME

Nous croyons percevoir chez le Kurde qui se bat une certaine parenté avec le personnage traditionnel de l'irréductible Gaulois. Le héros Astérix annonce, avons-nous tendance à penser, un Barzanix

plus réel que le général Mustapha Barzani, président du Parti démocratique du Kurdistan irakien. Barzanix émeut, alors que Barzani indiffère. La presse — seul témoin mi-loquace, mi-muet de la révolution du Kurdistan — l'a compris qui, pour attirer le lecteur, titre le sensationnel et utilise l'appât : « Barzani, dernier seigneur de la guerre », « La guerre vient des montagnes », « Les montagnards kurdes armés d'escopettes », « Les Kurdes sur le sentier de la guerre », « Tribus perdues et poignard rouge », « Rêve kurde : l'autonomie », « Whose bodies : Iraq's Kurdish terrorists (4) ».

Se fixe donc l'impression d'une guerre anachronique conduite par des tribus belliqueuses contre un ennemi riche en moyens et pauvre en scrupules. Cette « guerre qui vient des montagnes » n'est donc qu'un refus de l'histoire. Le recul réactionnaire d'une poignée d'aghas dont la tentative désespérée de ne point rompre avec la tradition est vouée à l'échec.

Cette attitude qui remise au rang des querelles exotiques une authentique révolution a été utilisée par les gouvernements et les puissances dont l'intérêt est de ne pas attirer une attention critique sur l'une des questions majeures du Proche-Orient.

(4) Ces fantaisies journalistiques ne doivent pas faire oublier les excellents témoignages parus dans *le Monde* — en particulier le reportage d'Eric ROULEAU, « Le Kurdistan à dos de mulet » (1963); l'ouvrage de D.A. SCHMIDT, *Journey among brave men* (1964); les relations généreuses de R. MAURIÈS, *le Kurdistan ou la mort* (R. Laffont, 1967) et de BERTOLINO, « Un mois dans les maquis kurdes » (*la Croix*, 1967).

La presse américaine bat le record de l'exotisme : « Far off red flame », par E. GRIFFITHS, *Newsweek*, 10 novembre 1958, p. 30; « Irak : smouldering Kurds », *Economist*, June 15, 1963, p. 1127-1128; « Kurds on the warpath », *Newsweek*, May 7, 1962, p. 46; « Kurdish dream, autonomy », *Newsweek*, March 25, 1963, p. 49; « Lost tribes, the red dagger », *Newsweek*, June 8, 1959, p. 48-49; « Men of the mountains », *Times*, May 31, 1963; « Menace from the mountains », *Times*, May 4, 1962; « Old perfidious », *Economist*, September 30, 1961; « Ultimatum and war : Kurdish tribesmen and Iraqi troops », *Newsweek*, June 24, 1963.

L'AMBIGUÏTE REVOLUTIONNAIRE

L'ambiguïté révolutionnaire n'est pas la moins redoutable. La notion de révolution, liée aux modèles historiques, gèle la compréhension d'un processus dynamique aux modalités différentes. La « Révolution » n'est qu'un attribut à valeur de mot d'ordre : c'est la qualité d'une conversion historique — restructuration d'un Etat jugé décadent — agie par le groupe social majoritaire et producteur (5).

La fluidité du terme a permis une prolifération des significations qui séduisent ou effraient et dont l'aboutissement est la création de couples tels que révolution-cruauté, révolution-haine (6).

Il est curieux d'analyser les appellations utilisées par les agences de presse, les reporters et les chancelleries, pour caractériser un conflit qui se dit lui-même une Révolution : « combat », « guerre », « révolte », « terrorisme ».

(5) « Révolution est presque toujours pris au sens de révolution politique. Ceci est à ce point vrai dans le Moyen-Orient que notre attention est détournée d'autres changements importants qui surviennent. L'étendue de ces changements est si grande que l'on peut bien parler de révolution sociale. » Dr Peter C. DOOD, department of sociology, American University of Beirut, in : *The social revolution in the middle east*, 20 novembre 1966.

(6) Que l'on se réfère aux espérances nostalgiques et lénifiantes d'un P. SOROKIN — *The sociology of revolution*, Philadelphia, 1925 — qui écrit : « L'histoire du progrès social nous enseigne que toutes les acquisitions fondamentales marquées par le sceau du progrès furent le résultat de la connaissance mutuelle, de la paix, de la solidarité, de la coopération et de l'amour, et non le résultat de la haine, de la cruauté et d'un combat insensé, choses inhérentes à toute grande révolution. »

Dans le même sens, E. ARAB-OGLY — Institut du Mouvement ouvrier international, Moscou — remarque que, dans son livre monumental en douze tomes, *Recherche historique*, achevé en 1961, A. TOYNBEE substitue au terme de révolution les appellations de « période de trouble », « rébellion », « changement ». (E. ARAB-OGLY : « La révolution socialiste et la mystification pseudo-révolutionnaire », in : *l'Homme et la société*, n° 5, 1967, p. 41).

Soyons insistants. L'ethnocentrisme est plus qu'un risque. Il rend malaisé toute manipulation de concepts tels que celui de révolution dont le contenu ne se définit que par rapport à une expérience qui nous est souvent — historiquement et géographiquement — étrangère : la révolution d'octobre, la révolution chinoise, la révolution cubaine, la révolution irakienne du 14 juillet 1958, etc.

Ainsi que l'écrivait Herskovits⁽⁷⁾ de la culture, chaque révolution « doit être étudiée selon les modes de vie et les valeurs qui lui sont propres ». Pour ce propos, il serait nécessaire de faire intervenir une notion dynamique — telle la « transculturation » du Cubain Ortiz⁽⁸⁾ — qui permettrait de jeter un pont entre le concept de révolution considéré comme une chose en soi, et la somme des comportements individuels par lesquels il se manifeste.

Nous le verrons, une fixation conceptuelle peut apparaître non seulement chez l'observateur mais également dans le groupe mutant où elle suscite une confusion par contamination : refusant la mise en valeur et l'évolution dans la révolution du substratum culturel national, un certain nombre de théoriciens atypiques — souvent issus de la bourgeoisie conformationnée aux habitus culturels du colonisateur — préféreront l'adoption de modèles étrangers, au nom même de la modernité.

Or, il est intéressant de remarquer que ce processus révolutionnaire de transculturation répond à

(7) M.J. HERSKOVITS : *les Bases de l'anthropologie culturelle* (Payot, Paris, 1952), p. 184.

(8) « Je crois que le mot transculturation exprime mieux les différentes phases du processus de transition d'une culture à l'autre, parce que ce processus ne consiste pas simplement à acquérir une autre culture, ce qu'implique réellement le terme anglais acculturation, mais qu'il comprend aussi nécessairement la perte ou l'extirpation d'une culture précédente, ce qui pourrait s'appeler une déculturation. Il entraîne en outre l'idée de la création subséquente de phénomènes culturels nouveaux, ce qui s'appellerait une néoculturation » (HERSKOVITS, *op. cit.*, p. 231).

l'appel du conservatisme culturel. La réorganisation des thèmes socio-politiques se construit autour de l'idée centrale de la sauvegarde des valeurs traditionnelles et nationales. Ce mouvement n'est pas simple. Tout se passe comme si le contenu général de la culture était trié, de telle sorte que soit dissociée la thématique idéale — vécue comme réceptrice des « valeurs de la nation » et du *peuple national* — du système relationnel interindividuel et interclasse — vécu comme archaïsme dont il est nécessaire de se défaire. De la sorte, les poèmes de Kak'a Ajar ⁽⁹⁾ évoqueront les fastes des princes kurdes — modèles historiques et patriotiques — tout en annonçant la disparition des aghas — éléments responsables de la servitude.

En conclusion, la révolution ne peut être comprise qu'en prenant pour point de départ la signification que lui accordent les sujets en cause, et non l'observateur. Trop nombreux sont les esprits généreusement avides qui voudraient projeter dans une situation culturelle donnée leurs propres représentations et aspirations, à la manière des missionnaires chrétiens euro-américains qui offrirent à l'Asie et à l'Afrique un Dieu outrageusement occidental.

(9) Poète kurde d'Iran, réfugié dans le Kurdistan d'Irak. Kak'a Ajar compose une *Histoire du peuple kurde* présentée sous la forme de poèmes.

LA FASCINATION DU KURDE

Au printemps 1966, un jeune étudiant anglais en rupture d'université franchit la frontière turco-iranienne. Il est seul. Pour tout bagage, un sac à dos de boy-scout et un vieil appareil photographique. Très peu d'argent avec lui, il ne voyage qu'en auto-stop. L'aventureux jeune homme méprise la grande route qui mène à Tabriz, puis à Téhéran. Au contraire, il s'enfonce dans la zone du Kurdistan iranien qui jouxte l'Irak. Il lui faut ruser avec les patrouilles et les gendarmes, éviter les postes militaires et les convois. Les alertes se font de plus en plus nombreuses au fur et à mesure qu'il approche de l'Irak. Enfin, se dirigeant au jugé, il atteint la frontière. C'est le Kurdistan irakien. Le soir est tombé. Pas un village en vue. Dans le vallon, il avise une grande tente noire — en poil de chèvre tissé. Il avance sur le seuil. La sher'mal est vide à l'exception d'une femme qui s'effraie à l'apparition de cette silhouette inconnue et se met à hurler. Le mari survient.

Le Britannique ne connaît ni le kurde ni l'arabe. Il utilise alors un mot de passe : *Barzani, Barzani*. Il répète inlassablement ce nom. Le paysan sourit. Il lui offre du thé et le conduit au premier poste de l'armée révolutionnaire. Là un coureur l'accompagne jusqu'au Comité exécutif de la Révolution.

Deux mois plus tard, inaugurant une carrière journalistique, le reportage du voyageur paraissait dans la presse anglaise de Téhéran.

Prolégomènes de toute enquête, s'impose l'analyse de la représentation que nous avons de l'objet de notre recherche. Logé dans la collection de nos représentations de l'Autre, qu'évoque donc pour nous le mot « Kurde » ?

Une fascination.

La parenté est certaine entre les « voyageurs » du XIX^e siècle — tel Henri Binder — et cet étudiant las des gazons universitaires. Leur démarche est identique : partir vers un inconnu fascinant et guerrier, à la rencontre d'êtres frustrés dont l'hospitalité tamise la violence.

Binder rend compte avec simplicité de ses motivations dans la préface de son ouvrage : *Au Kurdistan, en Mésopotamie et en Perse* (Paris, Maison Quantin, 1887). L'auteur expose en effet que son choix s'est porté sur les Kurdes, parce qu'il avait entendu parler des difficultés rencontrées par les voyageurs au sein de ces « peuplades guerrières » qui rendent la route dangereuse.

L'exégèse de sa relation et de quelques autres textes nous permettra de risquer l'approche du personnage magique qu'est pour nous le Kurde.

1759. Diderot publie le septième volume de son *Encyclopédie*. A Paris, paraît également, avec approbation et privilège du roi, le septième tome d'un ouvrage que l'on peut se procurer quai des Augustins, près de la rue Gilles-Cœur, chez Méricot père. Il s'agit d'une vaste *Introduction à l'Histoire moderne, générale et politique de l'univers ; où l'on voit l'origine, la révolution et la situation présente des différents Etats de l'Europe, de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique*.

Au chapitre XIII, intitulé « Tableau général des différents peuples orientaux qui ont causé de grandes révolutions en Asie, en Afrique et en Europe », sont exposées à l'article III les origines de la dynastie des « Ayoubites » dont le fondateur est le célèbre Kurde Salaheddin, Saladin. En Nasir Salah-ed-Din Youssouf : le vainqueur de Jérusalem. Le chef prestigieux contre lequel se briseront les armées de la troisième croisade. Sultan d'Égypte et de Syrie, il apparaît comme une des plus hautes figures de son temps. Admiré et craint, tant par les siens que par les chrétiens, ses exploits et ses gestes ont fait la joie des chroniqueurs. Commentant la naissance du héros originaire de la tribu des Ravadiens, « une des plus illustres de la nation des Kurdes », les auteurs définissent en note :

« Les Kurdes sont des peuples féroces qui demeuraient dans les montagnes voisines de l'Arménie et de la Médie. Leur pays porte le nom de *Kurdistan*. Ils vivaient sous des tentes et étaient naturellement portés au brigandage. Ils ont souvent fait des courses sur les terres de la dépendance des Khalifs, mais quoiqu'ils se soient emparés de plusieurs villes, ils n'ont jamais fait d'établissements solides. » (p. 342).

Les dés sont jetés. Pour longtemps. Une réputation de violence et de goût du sang accompagnera les Kurdes tout au long de leur histoire. Ils rejoindront les Huns, les Tartares, Mongols, Peaux-Rouges et Chinois au musée des horreurs et de la barbarie. Les civilisations entretiennent de la sorte, en un répertoire de Grand Guignol, des collections de monstres, incarnation du carnage, qu'elles projettent au-delà de la culpabilité de leurs propres meurtres. Ainsi est maintenu le partage réconfortant du monde manichéiste : les bons à droite et les méchants à gauche. Confrontation comique qui piège les bonnes consciences : à quelques pages de ces « peuples féroces », les auteurs font état au chapitre XIV, « Histoire des croisades », du comportement des combattants de la Croix, représentants de la vérité et des bonnes mœurs :

« Le cruel Richard, impatient de ce que rien ne se terminait, fit sortir de la ville les hommes, les femmes, les enfants qu'il avait fait mettre nuds et auxquels on avait attaché les mains derrière le dos. Lorsque ces innocentes victimes furent dans la plaine, le roi d'Angleterre ordonna à ses troupes de les massacrer à coups de sabre, et il ne rougit pas d'exciter lui-même la rage de ses Anglais qui eurent l'inhumanité d'ouvrir le ventre à un grand nombre de ces malheureux pour en tirer le fiel, qu'on destinoit à des usages de médecine. Il périt dans ce massacre cinq mille prisonniers. » (p. 430).

Qu'importe, le « fair play » sera l'apanage des Britanniques, les Français héritant de « l'esprit » et les Kurdes de la « férocité ».

Il n'est pas inutile de feuilleter les dictionnaires, recueil officiel des idées reçues.

1861. Le II^e Empire achève son expédition de Syrie. Paraît chez Dezobry, E. Magdeleine et C^{ie}, éditeurs, un *Dictionnaire général de biographie et d'histoire* où l'on apprend (p. 1499, t. II) que le mot kourde signifie en persan « fort, brave, aguerri ».

Le *Dictionnaire universel d'histoire et de géographie* (1892) est plus lyrique. Les auteurs ont lu l'ouvrage de Binder paru en 1887 et sur lequel nous reviendrons :

« ... Pour leur rudesse et leur amour du pillage, on les a parfois comparés aux Peaux-Rouges. Ils sont braves, ont opposé de tout temps une vive résistance à la conquête et ont conservé jusqu'à nos jours une sorte d'organisation féodale, bien que les Persans et les Turcs aient réussi à détruire leurs châteaux forts... Considérés dans l'ensemble, les Kourdes constituent une population très arriérée, d'une ignorance absolue et très misérable. » (p. 1007).

Le dictionnaire encyclopédique *Quillet* (1939), qui remarque l'ancienneté du peuple kourde, ne peut échapper à la règle : « ... Guerriers, pillards, ils ont été l'instrument dont se sont servis les Turcs pour opprimer l'Arménie. »

Cette définition est illustrée par les récits rapportés par les consuls et les missionnaires occidentaux. On peut lire dans *l'Histoire universelle des missions franciscaines* (1898) le récit des massacres de chrétiens commis par des « villageois kurdes, arabes et circassiens » dont les « mœurs sanguinaires les portent au carnage ⁽¹⁰⁾ ».

La maison *Larousse* ne varie guère depuis ses origines : avant la première guerre mondiale, les Kourdes ou Kurdes à la « physionomie rude des montagnards », vivent « surtout de brigandage » (*Petit Larousse pour tous*). En 1931 — pour le *Larousse du vingtième siècle* — les Kurdes « sont redoutés pour les pillages qu'ils commettent à main armée, et cependant l'étranger auquel ils offrent l'hospitalité est en sécurité auprès d'eux ». Présentation identique en 1948, y compris les illustrations tirées de l'édition de 1907 ⁽¹¹⁾.

Ne nous abusons point : gommer de leur histoire les guerres et les violences auxquelles les Kurdes participèrent ou dont ils eurent à souffrir serait une malhonnêteté que nul angélisme ne saurait justifier. Par contre, il est curieux d'associer à cette ethnie des qualités barbares et carnassières élevées au principe d'une définition.

Sans doute dictionnaires et encyclopédies n'ont-ils eu qu'à puiser leurs informations dans les récits des voyageurs que l'on sait suspects de surenchère, sur-

(10) *L'histoire universelle des missions franciscaines*, d'après le T.R.P. Marcellin DE CIVEZZA, t. II, p. 297 et sv. (Tolra éd., 1898).

(11) Signalons en guise d'exception le sérieux des articles de *l'Encyclopaedia britannica* (édition de 1964), vol. 13, p. 520 et sv. Les auteurs se gardent toutefois de faire allusion à la situation actuelle.

tout lorsqu'il s'agit d'en tirer quelque fierté. Les révolutionnaires kurdes ont fort bien saisi ce léger travers des observateurs étrangers qui aiment à narrer leurs aventures « guerrières ». Ils vont jusqu'à leur offrir — aux fins de photographie — de petites opérations militaires montées avec précision et délicatesse. Il est arrivé que ces grandes manœuvres dégénérèrent en véritables batailles avec intervention de l'aviation, au grand dam des assistants. Mais ceci est une autre histoire (12).

Il est d'usage — parlant des Kurdes — de citer un voyageur connu, Xénophon (13), qui eut à pâtir au cours de sa longue marche des « très redoutables » cardouques.

Préférons-lui Henri Binder, incarnation d'un dieu itinérant aux pieds voyageurs, dont l'amour des routes exotiques se raconte à la première personne sous forme d'un exploit. La performance de Binder est celle de Philéas Fogg : voyage rapide que l'on ne sait réalisé pour le plaisir de l'aller ou la gloire du retour. Les notations de l'auteur, générales et définitives, laissent cependant transparaître une sympathie réelle pour ces brigands de Kurdes aux larges turbans et au pittoresque inépuisable : « Les Kurdes, tout sauvages qu'ils sont, ont de grands sentiments de fierté ; ils passent pour fort soucieux de leur parole. Si un Kurde vous a promis de vous ramener sain et sauf à un endroit, vous pouvez vous confier à lui sans crainte ; mais le lendemain, sa promesse accomplie, s'il vous rencontre, il vous dépouillera et vous tuera comme un chien. » (p. 109).

Amusons-nous à joindre à ce programme un commentaire situé plus loin : « On prétend que la grande analogie du caractère kurde et du caractère

(12) Ce léger travers faisait dire à Sosie (*Amphitryon*, acte I, scène I) : « Combien de gens font-ils des récits de bataille — dont ils se sont tenus fort loin ? »

(13) XÉNOPHON, *Anabase*, v, 17

français vient de ce qu'à l'époque de la deuxième croisade une partie de l'expédition s'égara vers le Nord-Est et, ne sachant comment revenir, s'établit dans le Kurdistan. Là, les croisés se mêlèrent aux habitants auxquels ils transmirent une partie de leurs idées et de leurs mœurs. Dans la langue kurde, plusieurs mots ressemblent au français, surtout dans la numération. La construction des forteresses du Kurdistan rappelle tout à fait celle de nos châteaux forts... »

Pour l'Anglais Hamilton (14), l'ingénieur d'une route stratégique remarquablement bien tracée qui relie Baghdad à Téhéran par le Kurdistan, les Kurdes ont le type écossais. A croire qu'il n'est de visiteur qui ne se sente cousin de ces peux montagnards.

Nouveau Binder, Jacques Soubrier publiera cinquante-huit ans plus tard ses souvenirs de voyage sous le titre *Moines et brigands* (15), les Kurdes étant les brigands : « Avec le pays des Kurdes, commence le règne de la violence, le mépris de la mort, le culte de l'honneur et le goût du danger » (p. 121). « Leurs colères soudaines naissent de motifs insignifiants. Un chef kurde, un jour, agacé par une mouche, tire son pistolet, la vise... et s'empare le doigt... Les Kurdes n'attachent aucune importance à la vie, tuent sans scrupule, pour un oui, pour un non, pour une femme volage ou pour un peu d'argent » (p. 126). Et l'auteur de citer le major Soane : « Verseurs de sang, nés pour la bataille ou la bagarre, voleurs et brigands, méchants par habitude dépravée, sans bon sens et sans pitié, mais d'une race brave, hospitalière, sans égale pour la franchise et l'honneur, de mine sympathique et de beau visage. »

(14) A.M. HAMILTON : *Road Through Kurdistan*, 2 uppl., London, 1958.

(15) Jacques SOUBRIER : *Moines et brigands de l'Adriatique aux marches iraniennes* (J. Susse éd., 1945).

Fascinés par les qualités du caractère qu'ils prêtent aux Kurdes, les auteurs sont également séduits par leur apparence physique à laquelle ils peuvent appliquer les canons européens de l'esthétique.

Major E.B. Soane⁽¹⁶⁾ : « Parmi eux, il y a beaucoup de blonds aux yeux bleus et si on plaçait l'enfant kurde de ce type dans la foule d'enfants anglais, on ne pourrait le distinguer car il a la peau blanche. »

Binder : « Le type des Kurdes est beau, le nez est long, mince et un peu busqué ; la bouche est petite et le menton en pointe, les yeux intelligents et vifs, quoique un peu vagues ; ils portent la moustache... En somme, les Kurdes sont de beaux hommes, forts, intelligents, d'un joli type et, lorsque la civilisation les aura policés, ils seront supérieurs à leurs voisins les Turcs et les Persans. »

Hamilton retient pour sa part les qualités physiques et morales qui du Kurde font un excellent ouvrier, travailleur, peu bavard et d'un bon rendement.

L'efflorescence des thèmes majeurs sertis par l'apparente rigueur du compte rendu historique ou du témoignage vécu se réalise dans l'œuvre romanesque. L'imagerie entre en éruption, et se dégagent les représentations confuses, reçues ou fabriquées, dont les auteurs n'ont plus à se justifier.

A titre d'exemple, nous retiendrons quatre ouvrages : deux romans destinés à un public de préadolescents, et deux autres lus par un public plus âgé.

(16) Le major E.B. SOANE est l'auteur de deux relations de voyage et de trois grammaires kurdes : *Two years in Kurdistan* (Boston, 1908) ; *To Mesopotamia and Kurdistan in Disguise* (2 uppl., London, 1926) ; *Grammar of the Kurmanji or Kurdish Language* (London, 1913) ; *Elementary Kurmanji Grammar* (Baghdad, 1912) ; *Elementary Kurdish Grammar* (Baghdad, 1919).

Les jeunes Allemands ont leur Jules Verne, un Jules Verne justicier qui, tout au long de soixante-dix romans, raconte complaisamment au lecteur ses aventures de Salomon itinérant.

Karl May (1842-1912), dès son deuxième roman, *Dürchs-Wilde Kurdistan*, s'imagine « à travers le Kurdistan sauvage », parti à la recherche d'un jeune Arabe qu'il doit arracher aux Turcs. Accompagné d'un Anglais, Lindsay, il affrontera les Kurdes « très virils » et « brigands ». A Lindsay en quête de ruines archéologiques, Karl May, auteur et héros, réplique : « Dans les vallées kurdes les fumées des villages incendiés et l'odeur des flots de sang répandus sont montées vers le ciel. Nous nous trouvons dans un pays où la vie, la liberté et le patrimoine sont plus menacés qu'ailleurs. »

Cependant, cette violence est tempérée par le sens de l'honneur : « La meilleure façon d'apprivoiser ces hordes violentes est de faire confiance à leur hospitalité. Si un Arabe peut avoir des arrière-pensées en recevant un étranger sous sa tente, ce n'est pas le cas pour un Kurde. »

Dans la collection *Marabout junior*, le père de Nick Jordan enverra son héros en mission au sein d'une révolte kurde de Syrie. Nick Jordan, agent des services secrets français, sera chargé de libérer un jeune chef kurde arrêté par les Syriens, « magnifique centaure kurde ardent et martial », fils du chef de la rébellion. Le chef des « rebelles » est un « patriarche, guerrier assoiffé de combats ». Les Kurdes sont impressionnants : « Vus de près, ils avaient l'air encore plus terribles. En-dessous des turbans noués à la diable et de la ligne charbonneuse des gros sourcils, les yeux luisaient d'un éclat farouche... L'apparition de ces guerriers-panoplies en pleine montagne, à l'heure où les ombres déjà se confondent avec la nuit, tenait tout à la fois de l'image d'Epinal et du cauchemar. Nick éprouva l'impression de vivre enfin l'un de ces merveilleux récits d'aventures à la Gustave Aymard. »

Naturellement, l'armement des Kurdes est médiocre. Ils ne disposent que « d'un vieil émetteur-récepteur de campagne aux accus presque à plat ». Leur « dialecte » est « aussi rocailleux qu'hermétique ». Les femmes, toutefois, ne sont pas voilées et disposent d'une grande liberté d'allure.

Deux romans d'espionnage exalteront également les vertus guerrières des Kurdes. Dans *Face d'Ange lève le masque*, de Adam Saint-Moore (17), deux Kurdes seront utilisés pour abattre au fusil-mitrailleur l'hélicoptère du président Abdesalam Aref. Deux Kurdes « rebelles », choisis parmi des guerriers « tous tireurs d'élite, qui grandissent le fusil à la main ». Au moment de l'attentat, les deux Kurdes « étaient parfaitement tranquilles et seulement préoccupés de la propreté de leurs armes ». Ils sont « armés d'une façon impressionnante ». Ces hommes « aux yeux de rapace » sont des « ascètes religieux » et nourrissent pour la parole « un mépris abyssal ».

Cheik Hussein Ali, que l'on rencontre dans le roman de Allan Mac Kinnon, *Sur les toits de Bagdad* (18), est un chef de tribu kurde qui sauvera la révolution irakienne de 1958 du péril nassérien. Homme de puissante stature, bon vivant et actif, il possède au Kurdistan un domaine « où ses hommes ont tendance à tirer à vue sur tout représentant de la police qui se présente ».

Une insurrection armée de légionnaires ne peut être une révolution : c'est une rébellion. Le Kurde,

(17) Adam SAINT-MOORE : *Face d'Ange lève le masque* (Fleuve noir). Adam SAINT-MOORE est le pseudonyme derrière lequel, on le sait, se cache le petit-fils d'un poète. Auteur à l'imagination inépuisable, il est le père d'une suite innombrable de romans, scénarii et nouvelles.

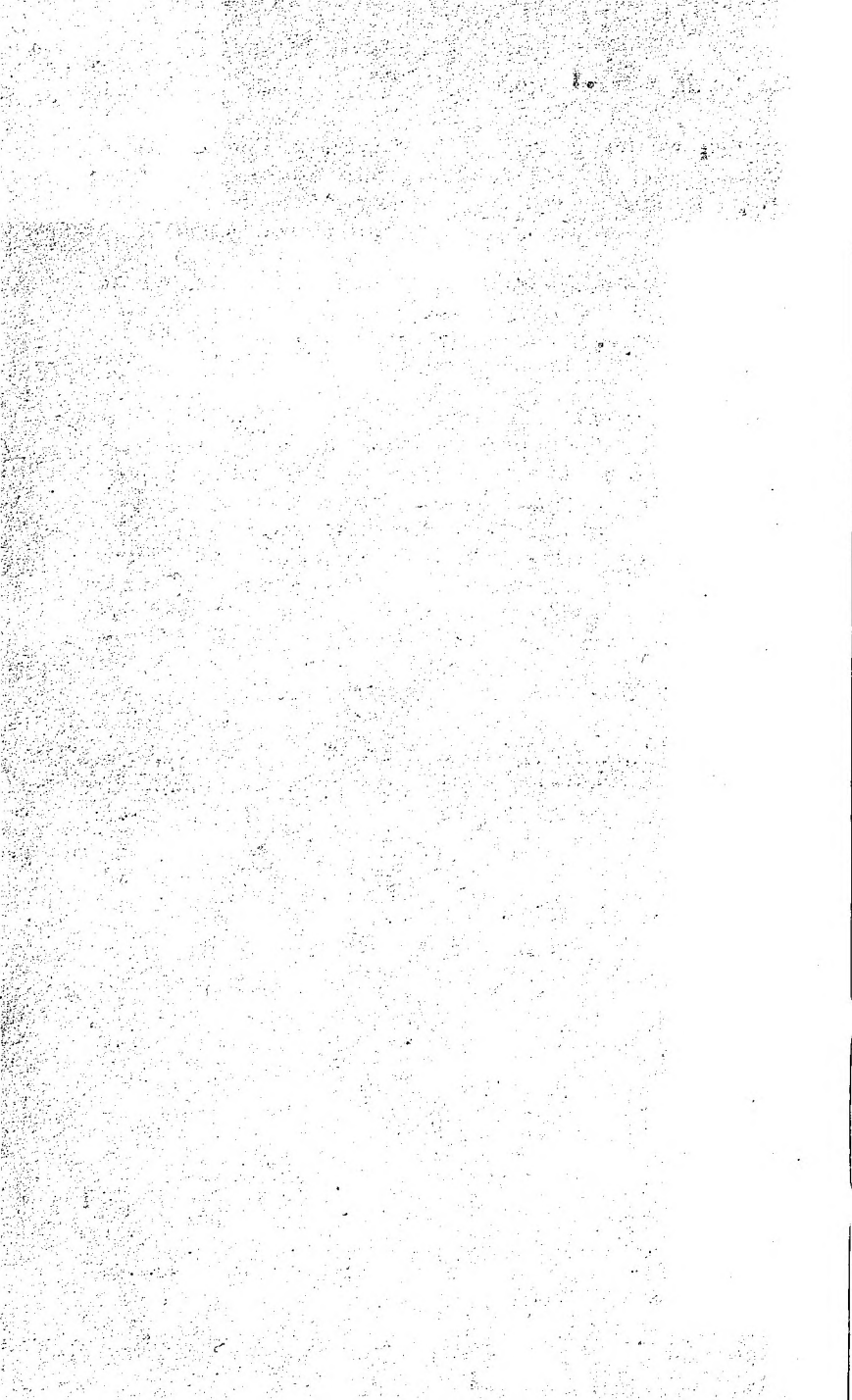
(18) Allan MC KINNON : *Sur les toits de Bagdad* (Fayard, « l'Aventure criminelle »).

animal mythologique qui fascine et effraie, apparaît comme l'un de ces guerriers nostalgiques — centurions perdus — qui se prêtent au jeu de la révolte contre un pouvoir central ignorant et bourgeois.

La révolution kurde d'Irak paie un lourd tribut à cette attitude qui a colorié Barzani en « dernier seigneur de la guerre », patriarche solennel et désuet régnant sur des tribus instables.

Ce phénomène de simplification est complexe. Il s'agit d'une tentative de déréalisation d'autrui — par sélection et isolement des faits et des caractères — qui est alors considéré comme objet avec lequel nous ne pouvons pas établir de communication. Notre capacité d'approche et de compréhension d'une situation politique extérieure à notre système est donc faussée dès le départ par ces résidus culturels qui encombrant notre appareil critique.

Il était nécessaire d'en prendre conscience.



DANS LE TEMPS ET L'ESPACE

DE L'AUBE...

Dans la riche mosaïque ethnique du Moyen-Orient, composée avec violence par les vagues successives des envahisseurs, le Kurde tient la place de choix de propriétaire de la première heure, fixé depuis des millénaires dans une région difficile, aux grottes sûres.

En 75.000 - 100.000 avant J.-C. apparaît sur les pentes montagneuses du nord de l'Irak, l'animal qui parle, rude et craintif, vivant isolé ou en « groupements minuscules », subsistant de chasse et de cueillette. Ses traces sont une richesse pour les archéologues préhistoriques, qui mettront à jour, dans les environs de Kirkuk, les sites fameux de Matarrah en 1948, de Jarmo, Karim-Shahir, Palegrawa et Barda-Balka en 1950-1951 (19).

Jean Bottero écrira, en avant-propos de l'ouvrage de Samuel Noah Kramer, *l'Histoire commence à Summer* (20) : « Les premières installations humaines en Mésopotamie remontent à une centaine de milliers d'années, bien avant que la basse Vallée-des-deux-Fleuves eût émergé de l'entremêlement de leurs eaux

(19) R.J. BRAIDWOOD et B. HOWE, avec les contributions de H. HELBAEK, F.R. MATSON, C.A. REED, H.E. WRIGHT Jr. : *Prehistoric Investigations in Iraqi Kurdistan* (studies in ancient Oriental Civilization, 31), University of Chicago, 1960.

(20) Samuel Noah KRAMER : *l'Histoire commence à Summer* (Arthaud, 1957).

puissantes : c'est donc sur les pentes montagneuses du nord de l'Irak, surtout en pays kurde (sites de Barda-Balka, Palegrawa, Karim-Shahir, etc.), que l'on en a retrouvé les vestiges. »

Braidwood retrace les péripéties de cette fantastique révolution qui se dessine après une interminable stagnation entre 9.000 et 6.000 avant J.-C. et qui change les conditions de la vie humaine : les petits hommes-chasseurs des montagnes se détachent d'une économie de « récolte » pour s'organiser peu à peu en une économie de « production ». Des villages agricoles naissent auprès des innombrables sources. L'animal n'est plus seulement traqué, mais domestiqué.

Dans la basse Vallée-des-deux-Fleuves, vers 2300, se cristallise un empire : le premier empire mésopotamien. Un Sémite — jailli des bandes bédouines et nomades du désert syro-arabe infiltrées parmi les Sumériens — prend sous sa coupe la Mésopotamie entière, l'Elam à l'Est et une partie de la Syrie et de l'Asie Mineure à l'Ouest. Mais des hordes de montagnards Guti dévaleront les pentes du Kurdistan et submergeront l'Empire et la dynastie des Sargon (21).

Si l'humanité naît dans la montagne, sa puissance se trouve dans la plaine et les vastes vallées fertiles où se développent les empires. De sa géographie dépend l'histoire torturée du Kurdistan : réservoir d'hommes et de matières premières, bastion, tampon qui absorbe le premier choc ou que l'on échange, si on ne l'a pas donné après la défaite ou pris après la victoire. A l'intérêt porté au sol et aux gens, le ^{xx} siècle ajoutera l'appréciation du sous-sol : fabuleuses richesses des minerais et du pétrole dont Noé enduisit son arche avant de s'échouer en capitaine malheureux sur le mont Ararat — autre lieu kurde — ou qui s'échappe en flammes magiques qu'adorèrent les disciples de Zoroastre.

(21) Samuel Noah KRAMER, *op. cit.*

Le démantèlement de l'Empire ottoman consacrera la propension au martyre d'un peuple qui s'y refuse énergiquement depuis des siècles. Il n'est pas de notre propos de retracer l'histoire, mais de la feuilleter afin de lier connaissance avec des gens qui ont donné à leur nation le nom d'une qualité.

Kurdistan, le pays des Kurdes, ou Kourdes : adjectif — que l'on retrouve en persan ou dans le slave « gord » — signifiant vaillant, fort, fier, altier.

Epine dorsale de l'Asie antérieure, le Kurdistan occupe un territoire d'une surface légèrement inférieure à celle de la France : 500 000 km². Le nom lui-même est porté sur les atlas qui lui adjugent une importance relative à la nationalité de leurs auteurs (22). L'*Encyclopaedia britannica* lui accorde le grand arc montagneux du Zagros et du Taurus, s'étendant des environs de Kermanshah, à l'ouest de l'Iran — passant du nord-est de l'Irak à Everan dans la République socialiste soviétique d'Arménie au Nord — pour aboutir à l'Ouest à Erzurum et Erzincan en Turquie orientale. Tronçons de la grande chaîne plissée alpine-himalayenne qui enlace sur son bord nord la plateforme arabique, le Taurus et le Zagros, au Nord et au Nord-Est, la limitent et alimentent de leur neige deux grands fleuves : le Tigre et l'Euphrate.

Les conditions climatiques particulières du Kurdistan lui offrent donc les possibilités d'une économie agricole variée : élevage, culture du riz, maïs, blé, avoine, produits maraîchers et tabac. Le retard apporté à la mise en valeur du pays — tant en Iran qu'en

(22) En Iran, par exemple, la province du Kurdistan ne représente qu'un quart du Kurdistan iranien qui comprend, outre la région officiellement reconnue kurde, le grand et petit Luristan, la province de Kermanshah, les parties occidentales et méridionales de la province d'Azerbaïdjan où fut créée, en 1945, la R.D.K. de Mahabad.

Turquie — ne permet pas d'obtenir un rendement en rapport avec les espérances. Le tabac, par exemple, est rarement traité sur place — manufacture de Sulemaniye en Irak et de Sanandaj en Iran.

La cohésion de cet immense territoire, dont l'identité de caractère n'était guère propice à une unité des individus, fut déterminée par un facteur : les Mèdes. Catalyseur ethnique du peuple kurde, les Mèdes, battus par Cyrus, paieront de leur empire le prix de leur défaite. Fantastique chance pour les Perses, cet héritage n'était que l'introduction au partage d'un Kurdistan condamné à l'écartèlement.

« Les Mèdes, avec leurs fractions des Kyrtili, des Mardes, des Zikurtu, des Mannéens et les Scythes de la Médie en s'amalgamant en masse aux autochtones du Zagros et de l'Asie Mineure orientale, aux Guti, aux Kassites, aux Naïri et aux Hurrites, et en léguant leur langue à l'amalgame ainsi constitué, sont devenus le peuple kurde que nous sommes ⁽²³⁾. »

La langue kurde, langue européenne du groupe iranien, se sédimentera avec le temps et comprendra deux dialectes apparentés : le kordmandji et le zoran, parlés respectivement au nord et au sud du Kurdistan.

...A MIDI

Le Kurdistan déroule dans le temps une histoire fantastique profondément enracinée dans une terre qui vit se former des empires, naître et périr des civilisations prestigieuses, alors que l'Europe grossière et inculte s'en tenait à des querelles de tribus.

Le Kurdistan fut de tous les fastes, de toutes les guerres et de tous les massacres du Proche-Orient.

(23) Parez VANLY : *Lettre ouverte au gouvernement impérial de l'Iran et à la classe dirigeante persane*, 1959.

A plus d'une reprise il en sera le champion : un prince kurde, Salaheddin — Saladin le magnifique — sera victorieux des croisés et sauvera l'Islam ; en 1257, les troupes kurdes arrêteront 20 000 Mongols devant la forteresse d'Arbil. Alliés aux Turcs, ils vaincront la puissance naissante du Chiisme. Maîtres sur leurs terres, les princes kurdes sauront y ensementer une paix policée, forgeant un art de vivre et une politique qui marqueront l'apogée d'une civilisation telle que la décrit minutieusement Emir Kamuran Bedir-Khan⁽²⁴⁾ qui raconte par exemple comment les ordures ménagères étaient utilisées à chauffer les bains publics.

Les craintes des souverains inquiets pour la sécurité des marches de leurs Empires — le Turc et le Persan — leur inspireront d'étranges mesures : les Kurdes constitueront des Etats-soldats-tampons qui absorberont le premier choc des envahisseurs. Ils seront dirigés vers le Khorassan en Iran — contre les Uzbeks — et en Transcaucasie au bénéfice de la Turquie — contre les Russes.

Puis ce sera, déjà, l'heure du partage : les Empires se distribuent leurs Kurdes à l'occasion des traités (1639). Fiers jusqu'à l'émulation, leur puissance les menant à la rivalité, les princes kurdes restent divisés. L'appel à l'unité donnera le chef-d'œuvre classique de la littérature kurde : *Men O Zin*, d'Ahmed Khani⁽²⁵⁾.

Deux siècles plus tard, il n'est plus de poésie, mais seulement la colère : l'Ottoman ne tolère plus la richesse de ses vassaux : massacres, déportations, incendies de forêts ruinent les principautés. Le Persan fait de même. Les Kurdes se révoltent, libèrent le pays. La Sublime Porte fait alors appel à des « conseillers » allemands — dont un certain von Moltke. La répression est au-delà de l'horrible. Istanbul et Téhé-

(24) Dans un livre à paraître aux éditions Maspero.

(25) Gérard CHALIAND : *Poésie populaire des Turcs et des Kurdes* (F. Maspero, 1961).

ran signent, le 31 mai 1847, le traité d'Erzurum : coalition d'Empires contre leurs Kurdes. Pourtant des revues kurdes paraissent — au Caire, des organisations patriotiques sont créées — *Espoir* en 1910, au nord de l'Irak.

1914-1918 : l'Empire ottoman scelle son arrêt de mort en s'alignant aux côtés des Empires centraux. Les alliés tentés par sa dépouille flattent les nationalismes pour mieux croquer les restes de « l'homme malade ». Le haut commissaire britannique en Egypte, Sir Henry Mac Mahon, poursuit une politique de promesses secrètes et flottantes. Les dessous de la Question d'Orient sentent le tripot : les grandes puissances se sont distribuées des zones d'influence, mais convoitent leurs butins réciproques. Le Proche-Orient apparaît aux chancelleries comme un immense coffre-fort dont il s'agit de forcer la serrure : pétrole, route des Indes...

Le 30 octobre 1918, meurt le « vieil homme malade ». C'est l'armistice de Moudros. Mais un fils lui reste : l'énergique, l'intraitable Mustapha Kemal — Atarturk — qui rassemble ses forces et fait front. Il répondra par une guerre d'indépendance au dépeçage des alliés. Ceux-ci déclarent : « La complète et définitive libération des peuples si longtemps opprimés par les Turcs et l'établissement de gouvernements nationaux et d'administrations tirant leur autorité de l'initiative et du libre choix des populations indigènes » est notre seul but (8 novembre 1918). Or, tandis que le major Noël est envoyé en mission dans le Kurdistan, la Perse murmure. Que l'on ne s'avise pas de toucher à son Kurdistan dont les murs « dominant de leurs hauteurs les raffineries d'Abadan de l'Anglo Iranian Co (26) ».

Revenant sur les accords Sykes-Picot, la France abandonne, en septembre 1919, ses vues sur le

(26) Parez VANLY, *op. cit.*

willayet kurde de Mossoul qui est laissé à l'Angleterre. En échange, la France reçoit 25 % des parts de la T.P.C. (*Turkish Petroleum Company*), qui deviendra en 1928 l'I.P.C. (*Iraq Petroleum Company*). Toutefois, le 10 août 1920, est signé à Sèvres un traité qui admet la formation d'un Etat kurde indépendant [section 111, articles 62-64] (27).

Le projet porte l'effroi à Téhéran, s'oppose à la convoitise d'un Atartuk vainqueur (1923), est contesté par Londres qui, le 23 août 1921, a hissé l'émir Fayçal sur le trône neuf de l'Irak (28). Ajoutons que le willayet de Mossoul est gorgé de pétrole. Aussi, le Christmas de l'année 1922 sera-t-il heureux pour l'Angleterre : le 24 décembre, le gouvernement britannique, dans une déclaration commune avec le gouvernement de Baghdad, présente une communication à la S.D.N., avouant son désir d'annexer le willayet de Mossoul au nouvel Etat. D'après ce projet, les Kurdes bénéficieraient d'une autonomie au sein des frontières irakiennes, tout en ayant des « relations économiques et politiques avec le gouvernement de Sa Majesté britannique et le gouvernement irakien ». Peu de temps après la Royal Air Force, estimée par T.E. Lawrence — dit d'Arabie — plus efficace que l'infanterie, bombarde et mitraille la zone kurde insurgée. Le 21 juillet 1923, le Conseil des ministres d'Irak publie une décision affirmant reconnaître une certaine autonomie aux « districts kurdes ». Un an plus tard, le comte Teleki rentre d'une mission au Kurdistan et déclare à la S.D.N. la réalité et la force du nationalisme kurde. Un contre-expert est aussitôt nommé par les Britanniques : le général Laidoner qui, dans son

(27) G. CHALIAND : *la Question kurde* (F. Maspero, 1961).

(28) Irak-Ababi : l'Irak des Arabes, par opposition à l'Irak Adjemi persan, comprenait les willayet de Baghdad et de Bassorah. Sur les cartes ottomanes, le willayet de Mossoul portait la mention « Kurdistan ». Actuellement, l'Irak est divisé en liwa ou provinces. Au nombre de quatorze, ces liwas sont eux-mêmes subdivisés en casa, puis en naya, composées de villages. L'ancien liwa de Mossoul a donné les liwas de Mossoul, Kirkuk, Arbil et Sulemaniyeh.

rapport, conseillera le rattachement du willayet de Mossoul à l'Irak. Ce plan sera adopté le 16 décembre 1925, lors de la 37^e session du Conseil de la S.D.N., qui décide de rattacher le willayet de Mossoul à l'Irak « placé pour vingt-cinq ans sous mandat britannique ». Le 21 janvier 1926, le gouvernement irakien se félicite de la solution et proclame la joie qu'ont les frères d'habiter tous ensemble : « Il nous est obligatoire de reconnaître aux Kurdes leurs droits. »

La nomenclature des mouvements insurrectionnels kurdes devient alors fastidieuse : tandis que l'Angleterre soutient l'entrée de l'Irak à la S.D.N., elle offre le concours de la R.A.F. et de ses troupes qui iront de campagne en campagne prêter main-forte à l'armée gouvernementale.

En Turquie, les massacres succèdent aux déportations. Les ministres d'Ankara produisent d'étonnantes déclarations : « Le Turc est le seul seigneur, le seul maître de ce pays. Ceux qui ne sont pas d'origine turque n'ont qu'un seul droit dans ce pays : le droit d'être serviteurs, le droit d'être esclaves. » (septembre 1930, Mahmoud Essad, ministre de la Justice).

Un jeune officier français de l'armée du Levant — Charles de Gaulle — s'est intéressé à la question kurde et a publié à son sujet un rapport confidentiel.

Au début de la première guerre mondiale, Mustapha Barzani s'enfuit de Sulemaniyeh et prend les armes. Contraint de négocier, le gouvernement irakien tergiverse et viole ses engagements. Barzani reprend le combat et chasse les troupes gouvernementales. Puis c'est l'extraordinaire aventure de la première république démocratique du Moyen-Orient : la République kurde de Mahabad (1940-1946). Elle accueillera Barzani et ses hommes. Le gouvernement de facto depuis cinq ans de Mahabad se proclamera république le 22 janvier 1946. Le 23 avril, le président de la République kurde signe à Tabriz un pacte d'amitié et d'assistance réciproque avec le gouvernement de la nouvelle République d'Azerbaïdjan.

Le gouvernement de Téhéran, appuyé par les alliés occidentaux, décide d'en finir. Les troupes gouvernementales sont acheminées vers le Nord, afin de « protéger les libertés individuelles » lors des élections générales. Georges Allen, ambassadeur des Etats-Unis à Téhéran, se rend en personne à Rezaieh, en qualité de conseiller technique du général Razmara, chef d'état-major de l'armée iranienne. Pris en chasse par les armées turques, irakiennes et iraniennes, le général Barzani réussit avec ses troupes à se frayer une trouée et à rejoindre l'Union soviétique où il se réfugie.

Ce sera le silence jusqu'en 1958. Un silence entrecoupé de « campagnes », de persécutions. Entre-temps, l'Irak, la Turquie, l'Iran, le Pakistan, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont signé le pacte de Baghdad, le 4 avril 1955. But premier : faire face à une éventuelle agression soviétique en Orient. But second : faire face aux périls intérieurs, dont les Kurdes et la subversion.

Le 14 juillet 1958, le général Kassem renverse en Irak la dynastie Hachémite.

Avant même de poursuivre et d'envisager l'évolution de la question kurde après la révolution du 14 juillet 1958, dressons le bilan présent des différents partages dont le Kurdistan fut l'objet au moment du dépeçage de l'Empire ottoman. Quatre pays en sont les bénéficiaires :

- la Turquie ;
- l'Iran ;
- l'Irak ⁽²⁹⁾ ;
- la Syrie.

(29) Le Kurdistan irakien comprend deux régions géographiques qui sont deux aires culturelles parentes : le *Bahdīnan*, ou Kurdistan irakien septentrional, et le *Soran*, ou Kurdistan irakien méridional.

Les statistiques relatives à la population kurde sont difficiles à établir, tant pour des raisons techniques que politiques. Certains gouvernements allant jusqu'à nier l'existence d'une communauté kurde sur leur territoire, nous devons nous borner à des estimations ⁽³⁰⁾.

Ismet Cheriff Vanly fait état des chiffres suivants ⁽³¹⁾ :

PAYS	Surface totale en km ²	Surface du Kurdistan	Population totale	Population kurde	%
Turquie ..	760 000	220 000	26 000 000	6 000 000	23
Iran	1 600 000	180 000	21 000 000	4 500 000	21
Irak	440 000	80 000	6 500 000	2 000 000	30
Syrie	170 000	20 000	5 000 000	400 000	8
U.R.S.S. ..				150 000	
Kurdistan .		500 000		13 050 000	

L'Union soviétique est le seul pays dans lequel ne se pose pas de problème kurde. De plus, minoritaires quant à l'effectif de leur population, les Kurdes

(30) « Ceux qui oppriment les Kurdes désirent à tout prix minimiser l'importance de la question et les chiffres qu'ils avancent se situent bien en-deçà de la réalité : trois ou six millions. Les Kurdes les plus enthousiastes s'estiment à environ dix-huit millions. Des observateurs prudents, en Europe, évaluent l'ensemble entre neuf et dix millions. Nous croyons que leur nombre s'élève approximativement à treize millions » (Ismet Cheriff VANLY : *Revolution of Iraqi Kurdistan*, avril 1965).

(31) Gérard CHALIAND, pour sa part, présente la répartition des populations kurdes comme suit : Turquie, 4 millions sur 26 millions d'habitants ; Iran, 3,5 millions sur 21 millions ; Irak, 1,8 million sur 6,5 millions ; Syrie, 0,25 million ; U.R.S.S., 0,16 million. Soit un total de 9,71 millions de Kurdes.

Bernard VERNIER, auteur du très documenté *Irak aujourd'hui* (Armand Colin, 1963), évalue la population kurde d'Irak à « 2 millions environ, soit à peu près un tiers de la population ».

d'Union soviétique jouissent de la plus totale liberté — au même titre que les autres citoyens — et peuvent publier les études, revues, journaux ou dictionnaires dans leur langue. L'Union soviétique apparaît ainsi comme le centre mondial de la kurdologie.

Quant à la diaspora kurde, elle s'inscrit dans le cadre plus large de l'émigration des « élites », qui constitue un problème important du Moyen-Orient et des pays en voie de développement. En effet, il arrive parfois que les étudiants syriens, iraniens, libanais ou irakiens préfèrent une apparente sécurité et un bien-être européen ou américain aux rigueurs d'une participation sur place à la croissance de leur propre pays. Ces émigrés par luxe ne constituent que rarement des communautés nationales à préoccupation politique.

En résumé :

Le Kurdistan — dont le leadership politique se situe donc en Irak, à l'occasion de la révolution de 1961 — prend la forme géométrique et politique d'un coin de bûcheron fiché au point de rencontre de l'axe CENTO, de l'Union soviétique et des pays arabes. Il bénéficie d'une insolente richesse géologique, agricole et humaine, qui serait à même de le transformer en l'une des plus riantes régions du Moyen-Orient. Carrefour stratégique mordant largement sur des zones politiques divergentes, le Kurdistan — de par les tenants de sa question et les atouts qu'il représente — pourrait s'inscrire d'ici peu au rang des préoccupations majeures des chancelleries.

DU 14 JUILLET 1958 AU 11 SEPTEMBRE 1961

La révolution kurde de septembre 1961 est née de l'échec de la révolution irakienne de juillet 1958. Qui plus est, le mouvement révolutionnaire organisé autour de Mustapha Barzani et du Parti démocratique du Kurdistan irakien est la suite logique de l'entreprise amorcée par Kassem le 14 juillet 1958.

Ainsi la tentative de libération politique éclatée à Baghdad dans la chaleur d'un été fertile en événements se déplacera trois ans plus tard au nord du pays quelques jours avant l'automne.

Il est important de tenter l'analyse des circonstances responsables de la crise qui conduira le Zaïm ⁽³²⁾ de l'Irak à un effondrement dont la conséquence première se traduira par l'affrontement sanglant qui mettra aux prises nordistes et sudistes. Il ne s'agit pas d'intenter un procès à un quelconque bouc émissaire — serait-il le général Kassem, l'impérialisme anglo-saxon, le nationalisme arabe, les puissances pétrolières ou les prétentions soviétiques — mais de rendre compte à la fois de la nature des contradictions mères du conflit et de leurs articulations réciproques.

Nous nous bornerons, afin de ne pas dépasser le cadre de cette étude, à un inventaire élémentaire des événements qui nous rendra plus à même de comprendre le contenu de l'étape ultime : la révolution kurde.

1958 dans le monde : Khrouchtchev remplace Boulganine à la présidence du Conseil — avril — tandis que Fidel Castro, le Cubain, s'oppose à la dictature de Batista et que s'ouvre à Bruxelles (7 avril) l'exposition universelle. Au début de l'année, l'Egypte et la Syrie ont fusionné en une République arabe unie. Le 13 mai, à Alger, éclate une révolte. Le 1^{er} juin, est votée en France l'investiture du général de Gaulle.

(32) Nom donné à Kassem : « le chef ».

La 19^e brigade de la division blindée irakienne s'ébranle en direction des frontières jordaniennes, le 14 juillet. Le brigadier Kassem qui la commande du fait de l'absence du général Daghestani — convoqué le 13 juillet à Bagdad — traverse la capitale deux heures avant l'aurore et renverse le régime mis en place par les Anglo-Saxons. Fayçal II, le prince Abdulillah et le premier ministre Nouri Saïd sont abattus.

Le peuple hurle sa joie. « L'Irak aux Irakiens ». Les militants kurdes du P.D.K. réapparaissent à la surface, dans l'exultation.

Le 15 juillet, 5 000 marines débarquent à Beyrouth. Le 16, dans la nuit, des parachutistes britanniques prennent position à Amman. L'Est incite l'Ouest à la prudence. Le brigadier Kassem accorde des apaisements aux Anglo-Saxons. Une Constitution provisoire est établie. Deux de ses articles sont particulièrement remarquables ⁽³³⁾ :

ART. 2. — L'Etat irakien fait partie intégrante de la nation arabe.

ART. 3. — La société irakienne est fondée sur la coopération totale entre les citoyens, sur le respect de leurs droits et de leur liberté. Les Arabes et les Kurdes sont associés dans cette nation. La Constitution garantit leurs droits nationaux au sein de l'entité irakienne.

Le 7 octobre 1958, le général Barzani, de retour au pays natal après son long exil en l'hospitalière Union soviétique, est accueilli en héros par Kassem qui lui offre le palais de Nouri Saïd. Le premier cabinet Kassem comprend entre autres Kurdes un brillant universitaire formé aux Etats-Unis, Baba Ali Cheikh Mahmoud, dont le père inquiéta longtemps les Anglais à Sulemaniyeh. Un tribunal suprême spé-

(33) La Constitution du 3 mai 1964 sera plus laconique : « Cette Constitution admet les droits nationaux des Kurdes au sein de l'intégrité irakienne. »

cial est créé, chargé de juger les notables de l'ancien régime. Parmi ses membres, un jeune et brillant officier connu sous le nom de Kemal⁽³⁴⁾.

Le 27 décembre, commence l'étrange procès du « frère » du Zaïm, le brigadier Abdessalam Mohamed Aref qui avait épaulé son compagnon d'armes lors de la révolution de juillet. Condamné à mort, l'irritable militaire est gracié par le nouveau chef d'Etat dont il saura prendre la place cinq ans plus tard.

1959. Investiture de deux présidents : le 8 janvier, de Gaulle entre à l'Elysée, au printemps, Liu Shao chi est nommé président de la République populaire chinoise. En Irak, le procès Galayni confirme la rupture Kassem-Nasser. En janvier, le journal communiste du P.C.I. est suspendu. La mesure sera reportée par Kassem peu de temps après. En mars, éclate à Mossoul un putsch militaire conduit par le colonel Abdul-Wahhâb Chawâf et appuyé par les services spéciaux syriens. Communistes et Kurdes organisés en milices populaires matent l'insurrection et sauvent le régime. Allan W. Dulles, chef de la *Central Intelligence Agency*, s'alarme : il accuse les Soviétiques d'utiliser les Kurdes pour établir une tête de pont au Proche-Orient. Le paquebot soviétique *Gruzia* rapatrie le restant des hommes de Barzani : 460 hommes, 108 femmes et 252 enfants.

A la même époque, le « Front d'union nationale » se reforme, groupant le Parti communiste, le Parti national démocratique et le Parti démocratique du Kurdistan⁽³⁵⁾. Au printemps, un féodal kurde — Shaikh Rashid Lolan — lance une révolte soutenue en sous-main par le gouvernement de Téhéran. Le général

(34) Il commandera cinq ans plus tard la brigade arabe de l'armée révolutionnaire kurde.

(35) Le 3 avril, parution de *Khabat* (« la lutte »), organe du Parti démocratique du Kurdistan irakien, suivi de *Azadi* (« liberté »), édité par la section kurde du Parti communiste irakien.

Le TRAVAIL

Barzani se charge de la mater. Le 14 juillet 1959, des Turcomans sont massacrés à Kirkuk par des « éléments communistes », parmi lesquels on croit remarquer des « agents chinois ».

La vie politique du pays est marquée d'une certaine confusion. Les partis politiques ne sont pas autorisés — « l'époque n'étant pas opportune » — des armes chinoises sont livrées à Bassorah, l'affrontement Nasser-Kassem se poursuit, les forces populaires sont dissoutes.

En automne, Kassem sera victime d'un attentat. A sa sortie d'hôpital, il tentera une union avec la Syrie et se heurtera avec l'Iran au sujet du Chatt al Arab, frontière fluviale mal déterminée et objet traditionnel de litige. Il fait finalement preuve de sa propre incertitude : flottant entre la droite et la gauche, hostile à l'action des intellectuels progressistes — tel le poète Jawahiri — il tenta de maîtriser la presse qui, trop longtemps muselée sous l'ancien régime, n'hésite pas à polémiquer.

En fin de compte, Kassem n'est plus à présent qu'un militaire solitaire, incertain et perplexe, incapable de coordonner les forces vives de la nation. Homme de tous les partis, donc de personne, il avoue une grande méfiance à l'égard des organismes politiques dont il ressent la pression. Balloté, il commence une périlleuse marche vers l'isolement du pouvoir personnel. Par contre, fleurissent des revues littéraires kurdes et arabes, qui vont en se politisant de plus en plus (36).

1960. Kennedy est élu, au désavantage de Nixon. Khrouchtchev visite la France. Au printemps, 27 mai, l'armée turque prendra le pouvoir à Ankara. En Irak,

(36) Parmi les revues kurdes les plus célèbres, citons : *Hetaw* (« soleil »), *Jin* (« vie »), *Hêwa* (« espoir »), *Roje Neuy* (« jour nouveau »), qui paraît à Sulemaniyeh, *Ronahi* (« lumières »), *Shafak* (« crépuscule »), *Denguê Kurd* (« la voix kurde »).

la liste des partis autorisés est publiée le 9 janvier. Ce sont : le parti national démocratique, le parti démocratique du Kurdistan, le parti communiste dissident de Daoud Sayegh.

Kassem a jugé inopportun l'article du programme du parti démocratique du Kurdistan mentionnant « l'autonomie du Kurdistan » comme but essentiel poursuivi par cette formation politique. Par contre, se félicitant des grincements de dents certains de ses voisins iraniens et turcs, il a approuvé l'article 23 qui déclare : « Nous soutenons la lutte du peuple dans les diverses parties du Kurdistan pour sa libération du joug de l'impérialisme et de la réaction. Nous luttons pour le droit de la nation kurde à l'auto-détermination. » Le congrès du P.D.K.I. refusera la suppression de l'article relatif à l'autonomie interne du Kurdistan irakien.

La confusion se développe et semble même devenir systématique. Alors que Kassem tente de s'attirer les bonnes grâces à la fois des U.S.A. et de l'Union soviétique, des commandos de droite et de gauche s'entretuent. Des aviateurs fuient en R.A.U. Le gouvernement casse l'élection de Chaderji à la présidence du Parti national démocrate, puis cesse ses poursuites contre les formations progressistes. La presse et les partis dérapent sur les mesures tracassières. Certains journaux sont interdits. Les fonctionnaires reçoivent l'ordre de ne point s'affilier aux formations politiques autorisées. Imitant les méthodes des interrogatoires policiers, le Zaim frappe puis reconforte. A la fin de l'été, il reçoit magnifiquement les congressistes de l'Union internationale des étudiants. Toutefois, le consul général de l'Irak à Prague, Mustapha Kaladaghi, a fait savoir au président de l'Association des étudiants kurdes en Europe qu'il ne pourrait lui accorder de visa pour entrer à Bagdad. Le refus est confirmé à l'intéressé par un fonctionnaire des Affaires étrangères.

Bravant ces interdictions, trois jeunes étudiants kurdes se glissent dans l'avion charter affrété par

l'U.I.E. Ce sont Taha Fouad, Tacin Oukhami et Ismet Cheriff Vanly. Chaque délégation devait prononcer une courte allocution au cours des premières séances de travail. Son tour de parole arrivant, Ismet Cheriff Vanly, étudiant en sciences politiques à l'université de Lausanne, monte à la tribune. Un homme jeune, mince.

Stupéfaction.

D'une voix vibrante, l'étudiant interpelle son auditoire en français, négligeant l'arabe, langue officielle du congrès, comme s'il désirait en utilisant cette langue diplomatique marquer sa qualité d'étranger⁽³⁷⁾. Il fait d'abord l'éloge de la révolution de 1958, se félicitant qu'elle ait mis un terme à l'oppression impérialiste exercée par les Anglo-Saxons sur l'Irak. Il parle de ses grandioses réalisations, puis aborde la critique de la Constitution provisoire.

Il nous l'a raconté lui-même : « Entre autres, j'ai mentionné l'article 12 de la Constitution : j'ai dit que l'article 3 qui est très bien sur le papier — parce qu'il parle de la parité arabo-kurde en Irak — se trouve en contradiction avec l'article 12 qui confirme que l'Irak comme tel, en tant qu'Etat, en tant que pays, dans son ensemble fait partie intégrante de

(37) Six ans plus tard, une des résolutions publiées par le Comité exécutif de l'U.I.E. reprendra le même thème : « Le Comité exécutif de l'U.I.E., réuni au Caire (R.A.U.), du 11 au 20 juillet 1966,

« Considérant,

« — la permanence du régime de dictature militaire en Irak et la situation tendue que connaît encore ce pays,

« — la suppression des libertés démocratiques,

« — la situation anormale qui existe encore dans le Kurdistan irakien à la suite des opérations militaires qui, au cours des cinq dernières années ont apporté la misère et la destruction dans toute la région,

« CONDAMNE la politique néocolonialiste du régime et du gouvernement d'Irak, tendant à détourner peu à peu le pays des principes de la révolution de juillet 1958;

« SOUTIENT l'Union générale des étudiants de la République irakienne;

« SOUTIENT la revendication du peuple kurde pour l'autonomie dans le cadre de la République irakienne. »

la nation arabe. J'ai dit que cela ne peut être juste, puisque en Irak se trouvent côte à côte deux fractions de nations : une fraction de la nation kurde et une partie de la nation arabe ; et *si l'Irak arabe fait partie de la nation arabe, l'Irak kurde fait partie de la nation kurde*. La délégation irakienne s'est tout de suite levée et a pris la parole, essayant de réfuter ce que j'avais dit, et déclarant que ces deux articles étaient admis par tous les Irakiens, y compris par le parti démocratique du Kurdistan. Le journal *Khabat*, organe officiel du P.D.K., fut sommé de prendre position. »

Le Comité central du parti se réunit le soir même. Le lendemain, *Khabat* paraissait avec une énorme manchette, en première page, proclamant qu'il était évident que le Kurdistan irakien faisait partie de la nation kurde (19 octobre).

Des télégrammes de soutien affluèrent à Baghdad, affirmant leur accord, invitant Vanly, Kurde syrien d'origine turque, à visiter le Kurdistan irakien. Ce furent des jours pleins de tension. *Khabat*, dès sa parution, s'arrachait des mains des vendeurs et des kiosques à journaux. Hôte du P.D.K., Vanly ne put toutefois répondre aux invitations en provenance de Kirkuk ou de Sulemaniyeh : le gouvernement lui donna vingt-quatre heures pour prendre le premier avion et quitter le pays (21 octobre).

La situation se détériore rapidement. Des tribus kurdes, traditionnellement alliées au pouvoir central, reçoivent des armes et harcèlent sporadiquement des villages jugés comme étant les fiefs des leaders politiques kurdes. Le général Barzani rentre de Moscou où il assistait aux fêtes commémoratives de la révolution d'octobre, pour trouver le désordre. Il préfère, pour des raisons de sécurité, quitter la capitale, et se réfugie à Barzan.

Deux mois plus tard, le 15 novembre 1960, Kassem renvoie deux de ses ministres — ils sont communistes — et intente des procès à la presse progressiste. En fin de compte, en cet hiver 1960, deux forces

principales s'opposent à la manœuvre réactionnaire du Zaïm : les communistes — qui doivent bientôt entrer dans la clandestinité et ne veulent pas une guerre ouverte — et les Kurdes. L'incohérence des programmes et le manque de cohésion des partis condamne la gauche à n'opposer qu'un front désuni face à la détermination de Kassem qui a enfin rassuré les milieux traditionalistes et la droite.

1961. L'année de la crise de Berlin sera, pour l'Irak, celle de la guerre. Le point de rupture atteint, le conflit va ensanglanter le Kurdistan, saper les fondations d'un régime instable et annoncer un processus de saignée dans l'économie du pays. L'excitation est telle que les manifestants ne savent parfois guère quel est l'objet de leur marche et l'on verra par exemple, au mois de février, des nassériens nationalistes se joindre aux militants communistes qui descendent les rues en criant des slogans hostiles à la R.A.U. Leur méprise prendra fin lorsque la police chargera.

Barzani se rend au Nord et avec quelques guerriers s'empare des armes données par Kassem aux Zibaris. Au contraire du bureau politique du P.D.K. — qui voudrait répondre par la force aux manœuvres de Kassem — Barzani, fort d'une tactique à laquelle il restera fidèle, préfère « l'attente armée, défensive » dans la région de Barzan.

Au printemps, trois revues kurdes sont suspendues et leurs directions exilées dans le Sud : ce sont *Hetaw*, *Jin*, *Denguê Kurd*. Le gouvernement central refuse le statut de réfugiés aux Kurdes syriens et turcs qui se sont enfuis de leurs pays respectifs pour échapper à l'emprisonnement. Ibrahim Ahmed, secrétaire du Parti démocratique du Kurdistan irakien est accusé du meurtre d'un féodal. Omar Mustapha, membre du bureau politique, est envoyé en exil.

Les chefs kurdes qui, avec les milices populaires, avaient eu raison de l'insurrection du colonel Abdul-Wahhâb Chawâf, en mars 1959 à Mossoul, sont poursuivis pour port illégal d'armes à feu.

Le P.D.K. présentera trois notes successives, dont une de 22 pages. La seconde, en date du 30 juillet, intitulée « Gravité de la situation au Kurdistan », comporte 19 points de critique et 13 de solution. On peut résumer ainsi les principales revendications :

- Le général Kassem doit mettre fin à la « période de transition » et rétablir le régime démocratique respectant les institutions républicaines ; est plus précisément demandé pour le Kurdistan :

- l'ouverture des écoles primaires dans tout le Kurdistan d'Irak ;

- la création de lycées de langue kurde ;

- la création d'une faculté à Kirkuk ;

- la nomination de gouverneurs kurdes dans le Kurdistan irakien ;

- la création d'un poste de radiodiffusion en langue kurde à Sulemaniyeh ;

- la création d'une Académie pour les études kurdes ;

- la création d'une direction générale de l'Enseignement pour le Kurdistan, au même titre que la direction générale déjà existante pour la section arabe ;

- la construction de deux routes permettant l'écoulement des produits agricoles kurdes dans tout l'Irak ;

- l'ouverture de dispensaires et d'hôpitaux ;

- la mise en valeur des richesses du sous-sol révélées par les travaux du *Development Board* ;

- la fin de la discrimination raciale dans les écoles d'officiers.

Témoin impuissant, le brigadier Fouad Aref se désolidarise du gouvernement et donne sa démission

de ministre : nous le retrouverons en mai 1967 dans le nouveau cabinet formé par le président Aref lui-même.

Eclate la curieuse aventure du Koweït, territoire que le général Kassem revendique pour l'Irak. L'affaire est utilisée pour éloigner fort à propos des officiers et des soldats kurdes de la 2^e division. Au Nord, la situation devient tragique. Jalal Talabani et Omar Mustapha sont dépêchés l'un à Tchwarda, l'autre à Khilkan : ils y trouvent des féodaux sur le pied de guerre, prêts à en découdre. Les défilés de Darbendi Barzan et de Darbendi Khan sont occupés par quelques groupes de Kurdes armés de fusils de guerre.

Le 6 septembre, grève générale.

Le P.D.K. (avec ses 14 sections) est interdit. Le siège du journal *Khabat* est investi par la police qui brise les presses, saccage les archives et le matériel et jette dans ses geôles les rédacteurs. Cependant, habitués à la clandestinité, bon nombre de responsables ont pu s'échapper et regagner soit le Nord, soit une maison amie.

Le 8 septembre, les 2^e et 3^e divisions font mouvement vers la zone tenue par les groupes kurdes armés. Le 11 septembre : aviation, artillerie, blindés, infanterie sont mobilisés pour une attaque d'envergure. C'est la guerre.

— Non ! s'écrient les Kurdes du P.D.K., c'est la révolution.



**DU CÔTÉ
DE BAGHDAD**

**AN VII
DE LA RÉVOLUTION**



LE POUVOIR ET L'ARMÉE

« Un proverbe chinois qualifie l'action de certains sots en disant « qu'ils soulèvent une pierre, pour se la laisser retomber sur les pieds ». Les réactionnaires de tous les pays sont justement de ces sots. Les répressions qu'ils exercent contre le peuple révolutionnaire ne peuvent finalement que le pousser à étendre et à intensifier la Révolution. »

Mao Tsé-Toung, 6 novembre 1957.

— Il fallait se défendre. Nous avons réagi, au début, comme un homme assailli par des voleurs.

L'homme qui parle est un ingénieur électricien de 33 ans, formé en Angleterre, membre du Comité exécutif du Conseil de commandement de la Révolution kurde et du Comité central du Parti démocratique du Kurdistan irakien. Il est le type même de la jeune génération, née de la Révolution et, semble-t-il, pour elle : « Nous ne saurons jamais remercier suffisamment Kassem de nous avoir aidés à prendre conscience de nous. Le peuple kurde lui devra sa liberté et indirectement son éducation politique. Le Parti lui sera redevable de sa propre révolution interne. Oui, Kassem et ses successeurs devront être élus « héros du peuple kurde » !

La révolution kurde survint par accident d'une révolution ratée — celle de 1958 — et d'un général solitairement agressif, replié dans un personnage de dictateur. Le centralisme autarcique de Kassem, indécis quoique autoritaire, fasciné par ses propres déclarations — prêtant au verbe la consistance de la

réalité — le condamnait à trébucher dans ses propres rêts. L'illusion du militaire que l'événement installe au pouvoir repose sur une confiance aveugle dans l'improvisation « sur le terrain » :

« C'était quelqu'un, nous a déclaré à Bagdad un haut fonctionnaire du ministère de la Santé. Lorsqu'il a fait tracer ces immenses avenues de l'*Army Canal*, il n'était pas rare de le voir arriver en pleine nuit et d'ordonner au chef de chantier de terminer telle portion de route avant le petit matin. »

Les adjoints du militaire seront choisis non en fonction de leur qualification, mais de leur obéissance. Ainsi, le régime paralyse les volontés actives du pays et tend à assumer l'ensemble des responsabilités nationales sans délégation de pouvoir.

L'anarchie des partis consumma la rupture entre le pouvoir et la nation. Ils ne surent réaliser l'union. La révolution de 1958 avait été consommée avec trop de facilité pour mûrir et surtout rassembler les groupes politiques. Leur incohérence accula Kassem à l'autarcie après les entrechats confus d'une tentative de conciliation. De plus, le général-président se trouva affronté au jeu de la surenchère nationaliste arabe, dans lequel il dut donner la réplique à de dangereux concurrents.

Le panarabisme, dont l'Irak se défiait, prit alors la figure d'un chantage à deux faces :

— pôle d'attraction pour l'opinion, le nationalisme arabe joue le rôle d'un masque de l'échec national ;

— il est également utilisé en tant que menace qui doit inciter l'opposition et l'étranger à la considération et à la sagesse. Le panarabisme apparaît alors comme critère de discrimination entre les bons et les méchants, les « patriotes » et les « agents impérialistes ».

Cette double contradiction — isolationnisme dans l'exercice du pouvoir central et expansionnisme pan-

arabe — clairement exprimée par l'aile droite du parti Baas, est responsable de l'impossibilité de la République unitaire à se réaliser (1).

Ainsi se fonda le mouvement révolutionnaire kurde. Le terrain était sensibilisé par de longues luttes d'indépendance et l'action en profondeur d'un parti politique lui-même révolutionnaire : le Parti démocratique du Kurdistan.

En 1961, le parti — las des incessantes escarmouches que lui offre le régime — décide de riposter. Mustapha Barzani, pour sa part, refuse :

— *Nous ne devons jamais attaquer les premiers, mais nous défendre si besoin est.*

Lorsque Omar Mustapha et Jalal Talabani rejoindront les groupes armés par les féodaux, ils assisteront en septembre à la fuite éperdue de ces derniers et se retrouveront seuls avec quelques paysans.

Le bureau politique se réunit et prend la résolution de coiffer et d'organiser la révolution, afin qu'elle ne puisse dégénérer en révolte anarchique.

Dans une lettre du 10 juillet 1962 — n° 194 — les politiques reconnaîtront avoir été pris de vitesse par les féodaux qui, les premiers, prirent les armes contre Kassem : « Le mouvement qui eut lieu dans la première moitié de septembre était principalement dirigé contre les féodaux... »

Le repli des personnalités kurdes révolutionnaires et des militants urbains dans le Haut Kurdistan est significatif de l'allure que prendra la lutte : la zone

(1) « L'exercice immédiat de la démocratie, dans la plus petite collectivité admise, fonde la république unitaire. » Robert LAFONT : *la Révolution régionaliste* (N.R.F., coll., « Idées nouvelles », 1967), p. 32.

La distribution démocratique des pouvoirs de décision et de critique est le garant de l'unité de l'entité nationale. Tel est l'avantage du système des républiques de l'Union soviétique, où ne peut se poser de problème revendicatif kurde.

rurale du Kurdistan irakien offrant un abri sûr, il ne s'agira pas de mener une action terroriste dans les villes, mais de défendre un bastion de 35 000 km², soit la moitié du Kurdistan d'Irak.

Tandis que sautent quelques malheureux postes de gendarmerie dans les régions tenues par les guérilleros, l'armée gouvernementale entre en campagne avec pour objectif de contourner les défenses kurdes — 700 fusils — et de s'emparer de Barzani.

A Bagdad, Kassem — comme le feront Abdessalam et Abdurahmane Aref — annonce à la presse le succès des forces gouvernementales et la réduction des « coupeurs de routes ».

Pourtant, de nombreux officiers — comme le colonel Nouri — donnent leur démission et regagnent le maquis, apportant à Barzani l'avantage de leur qualification. Très rapidement, un poste d'écoute radio et de décryptage des messages est constitué sous la direction d'un ancien commissaire de police.

La résistance s'organise chez les Kurdes, parvenant à un tel point de perfection que l'armée irakienne, décrite comme l'une des plus efficaces du Moyen-Orient⁽²⁾, sera tenue en échec et taillée en pièces pendant plus de six ans.

Le craquellement de l'unité irakienne s'accélère et des opérations militaires coûteuses vont engouffrer les bénéfices des royalties pétrolières. Des voix crient au suicide : elles seront exilées. Les progressistes arabes veulent arrêter la course à la faillite : alors, le pouvoir militaire accentue sa fermeté et musèle. Les Kurdes, du haut de leurs montagnes, assistent au naufrage de Kassem. Après une halte, l'effrayant régime baasiste prend la relève et atteint les sommets de la pathologie politique en cumulant les atrocités.

Un militaire — qui se fera nommer maréchal — reprendra les rênes de l'Etat le 18 novembre 1963.

(2) *Le Monde*, 19 mai 1967, article d'Edouard SAAB.

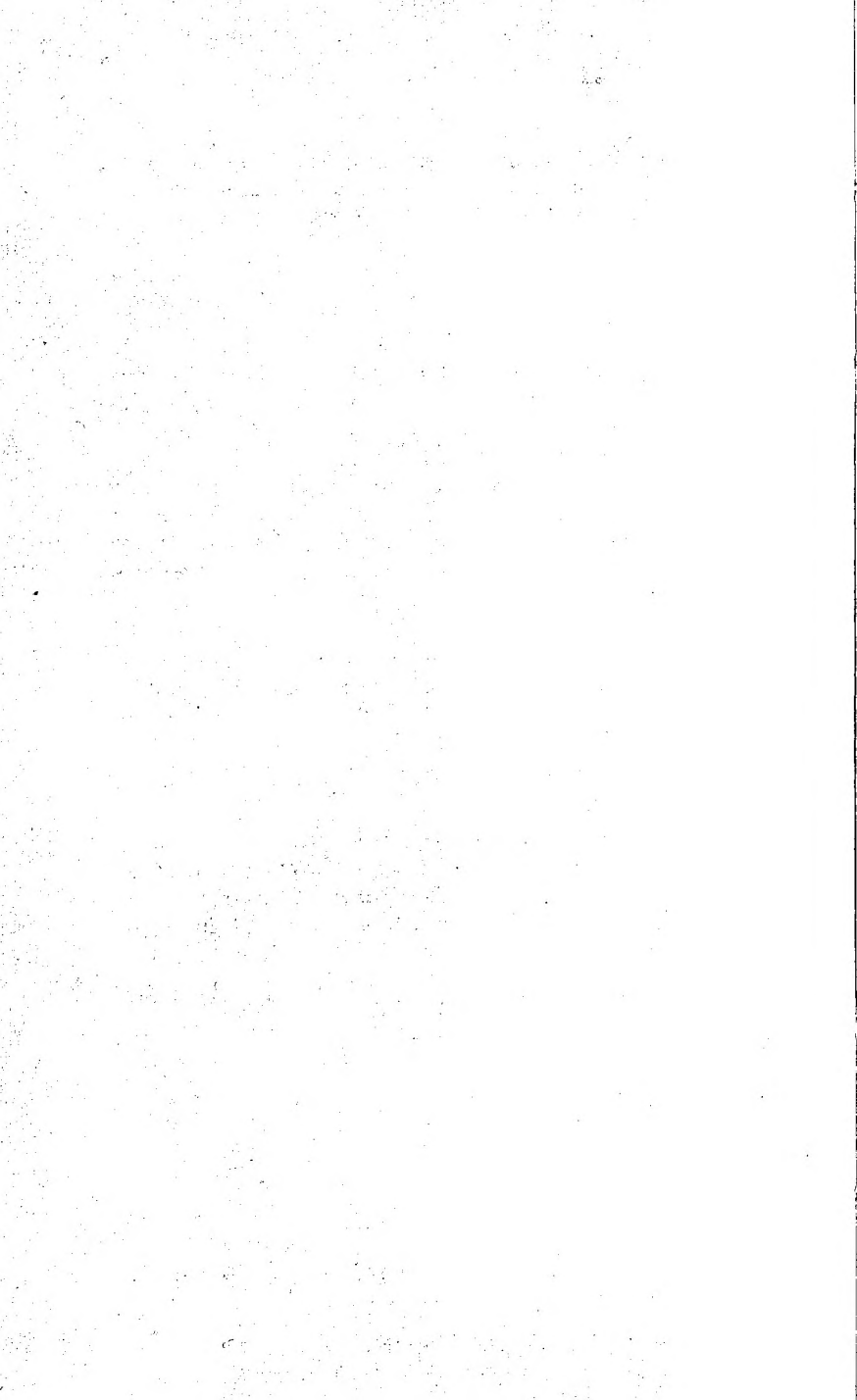
Le maréchal Abdul Salam Mohamed Arif — ou Aref. Il présentera le 3 novembre 1964 le texte d'une Constitution intérimaire, destinée à « fixer la forme et les règles d'un régime transitionnel, amorce de la république définitive ». La Constitution de 1964 annule celle de Kassem et ne reconnaît plus les droits nationaux du peuple kurde.

Les régimes changent et le mal demeure. Poursui-
vant jusqu'à épuisement une politique guerrière, les
gouvernements se plaisent à un tragique jeu d'enfants :
battus par les armes, ils réclament un cessez-le-feu,
promettent une solution équitable et, incorrigibles
perdants, reprennent les armes. Le maréchal Aref se
tue le 13 avril 1966 dans un « accident » d'hélicoptère.
Se pose le problème de la succession. Les officiers,
désireux d'éviter toute rivalité, prennent le parti qui
leur paraît le plus sage : le propre frère du défunt
fera l'affaire. C'est un officier calme, pondéré, que
l'on dit faible et peu amateur d'intrigues. De tendance
pro-anglo-saxonne, méfiant à l'égard de tout extrém-
isme, le général Abdurahmane Aref possède les quali-
tés propres à rassurer à la fois les compagnies pétro-
lières et le Caire.

L'héritage est encombrant : une offensive militaire de grande envergure était prévue pour le printemps. Elle devait résoudre radicalement la question kurde. Par la destruction totale. Ce sera — pour les gouvernements — la défaite de Zozek et de l'Hendren (3).

Une trêve succédera à la guerre : la troisième depuis les premiers jours de la révolution kurde.

(3) Cf. le reportage de R. MAURIÈS dans *la Dépêche du Midi*, juin 1967.



L'ARMÉE ET LE PEUPLE

Stigmatisant le régime politique actuel, Mustapha Barzani s'exclame : « *L'Irak ? C'est à présent un camp militaire !* »

96 % des paysans et des pesh merga interrogés rendent les officiers gouvernementaux responsables du conflit, précisant : « surtout les officiers supérieurs, pas les petits gradés ».

Le rapport politique du Comité central du P.D.K., qui sera lu à l'occasion du VII^e Congrès, condamnera le pouvoir militaire et appellera le retour à la démocratie.

L'armée offrit à l'Irak la liberté par la révolution du 14 juillet 1958. Mais elle ne sut ni la lui conserver, ni lui permettre de s'y épanouir.

Un croquis rapide de cette « société militaire », pour reprendre l'expression de Anouar Abdel Malek (4), rendra plus explicite la compréhension de l'opposition populaire qui s'est manifestée avec constance au cours de la guerre — parfois d'une manière sanglante (5) — et la défiance des politiques kurdes à l'égard des privilèges éventuels des chefs militaires de l'armée révolu-

(4) Anouar Abdel MALEK : *l'Egypte société militaire* (éd. du Seuil, 1962).

(5) Le 3 juillet 1963, un « incident tragique » opposa au camp Rachid la troupe qui refusait de monter au front aux officiers qui n'hésitèrent pas à ouvrir le feu sur les « mutins ». « Il y eut des centaines de morts » (Nâzem SAFIR, in : *Etudes*, mars 1964 ; cité par Serge GANTNER, *op. cit.*).

tionnaire et d'une quelconque intrusion de ceux-ci dans la conduite politique de la révolution, serait-ce au sein du Comité central du parti.

Dire que l'officier est le nouvel aristocrate du Moyen-Orient n'est pas suffisant. Il serait plus juste, comme l'expose Eric Rouleau au sujet de la Syrie, de parler d'une irruption de la modernité par le canal de l'armée. La société militaire technocrate⁽⁶⁾ a pris la relève du groupe des guerriers, et il est devenu plus important, pour un officier, de posséder de solides connaissances mathématiques que d'apporter à la troupe le prestige d'un grand nom. Ainsi se trouve favorisée l'accession, à des postes de commandement, de jeunes gens laborieux issus de milieux familiaux petits-bourgeois. Un milieu socio-culturel nouveau est créé, supra-national, se présentant comme une vaste corporation bénéficiant d'un statut privilégié par la qualité même des engins, machines, outillage, avec lesquels elle exerce son activité professionnelle. La nature de cette dernière — détentrice d'une puissance plus rigoureuse que celle de la corporation judiciaire et pénitencière — a favorisé l'apparition de phénomènes initiatiques marginaux, que nous retrouvons en Occident, par exemple dans le cérémonial des promotions — baptême, « bizuthage » — et les pèlerinages militaires. On imagine en effet difficilement une réunion internationale à Lourdes des employés du gaz. Intervient également, à ce niveau, la composante monosexuelle du groupe : tribu masculine dans laquelle la femme ne peut être qu'auxiliaire.

Ce réseau déterminant permet de saisir l'importance que prend l'armée dans la vie intérieure de pays en voie de développement. Proportionnellement, les cadres des forces armées disposent du matériel le

(6) Cf. les travaux de Walter MARKOV (Université Karl Marx, Leipzig) et l'ouvrage de Bernard VERNIER : *Armée et politique au Moyen-Orient* (Payot, 1966). Cf. aussi l'ouvrage cité de Anouar Abdel MALEK.

plus moderne et le plus coûteux du pays, exigeant de ses utilisateurs un haut degré de connaissances techniques.

Dans un pays dont la population majoritaire est rurale, et dont l'infrastructure industrielle est naissante, le pilote de jet ou l'officier du Génie formé à Londres ou à Moscou représente une élite certaine dotée d'un pouvoir d'achat considérable et de relations avec l'extérieur de beaucoup supérieures à la moyenne.

De plus, l'arrivée au commandement de cadres issus de la petite-bourgeoisie favorisera la mise en place d'une réaction idéologique qui sera la réponse politique d'un milieu trop longtemps soumis aux diktats de la féodalité mourante. Nationalisme socialisant deviendra alors le programme proposé.

« Les armes les plus modernes sont inefficaces dans les mains de soldats sans entraînement et sans foi », dit le colonel Nouri. Il poursuit : « Un jour, lorsque j'étais dans l'armée irakienne, j'ai reçu un ancien pilote. Etonné, je le convoque : Comment, vous, un pilote, pouvez-vous quitter une arme moderne et intéressante pour rejoindre les rangs de l'infanterie ? Savez-vous ce qu'il m'a répondu ? Sur le sol, on est plus en sécurité qu'en l'air. »

Il n'est pas rare que ces anciens officiers supérieurs rencontrent au hasard des négociations nombreuses qui rythment la guerre quelque ancien subalterne promu à la tête d'un bataillon ou d'une division :

« Je lui ai dit : X..., si je commandais encore la division, vous ne seriez pas ce que vous êtes à présent : quelle honte ! vous, un major ! Je comprends l'incapacité de l'armée gouvernementale. »

En juin 1967, au moment du conflit israélo-arabe, quelques éléments de l'armée irakienne firent mouvement vers la Jordanie, inquiétant certains observateurs

qui n'hésitèrent pas à écrire : « On sait que l'armée d'Irak, forte de cent mille hommes et relativement bien équipée, est l'une des plus puissantes du monde arabe. »

Quelle est la réalité ?

En octobre 1966, l'armée irakienne comprenait :

5 divisions composées chacune de 3 régiments de 3 000 hommes. L'une de ces divisions, la troisième, est blindée.

1 bataillon de parachutistes relevant directement du commandement général, articulé en 3 compagnies d'infanterie et 1 compagnie de mitrailleuses. A ce bataillon de 600 hommes, est adjoind un groupe de transport aérien, équipé d'avions-cargos anglais.

Un certain nombre de ces paras-commandos ont été entraînés en Angleterre. En fait, cette unité constitue une sorte de garde prétorienne à la disposition du président de la République qui ne l'utilise que rarement. Engagé lors de la bataille de Penjwin, en janvier 1966, ce bataillon eut 60 tués et fut retiré du combat.

Il faut ajouter à l'ensemble environ 30 000 policiers, gendarmes et supplétifs arabes et kurdes, dont 500 djashes « Talabani » et 5 à 6 000 djashes « traditionnels ».

Le total des forces de l'armée de terre s'élève donc à 75 600 hommes.

Le personnel de l'armée de l'air ne porte pas cependant le visage d'un technicien meurtrier aux coups imparables. Son corps est au contraire profondément meurtri et inquiet, désuni et contradictoire. Aristocratie technique et économique de l'armée, l'aviation

est certes de toutes les guerres, mais également de tous les complots. Le capitaine Kemal, dont la brigade recueillit un pilote repentí gagné aux idées révolutionnaires, explique ce qu'il est commun d'appeler un « malaise » :

— *Lorsqu'un putsch éclate, une escadrille prend l'air, bombarde le palais républicain, détruit au sol une seconde escadrille, tandis que la troisième tente d'intercepter la première. Rappelez-vous Abdel Rrazzak.*

On raconte à Mossoul, où se trouve une base de l'air importante, qu'un pilote accepte pour 20 dinars de jeter ses bombes à côté de sa cible. De fait, les Kurdes eux-mêmes justifièrent la maladresse flagrante des pilotes par leur peu d'enthousiasme pour cette guerre.

— *Certains pilotes sont fascistes. Mais la plupart ne devinrent véritablement mauvais qu'après la défaite de l'Hendren. Alors, ils bombardèrent tout : les ponts, les villages, les mosquées, les troupeaux. Avant cela, ils jetaient leurs bombes un peu partout, parfois en pleine nature, comme pour s'en débarrasser.*

En Irak, l'harmonie de l'armée ne se rencontre qu'au niveau de l'uniforme. L'appareil guerrier est fiévreux, inconfortable. Les vieux officiers stylés à l'anglaise ont été évincés. Certains ont choisi la révolution kurde. Les autres oscillent entre la prison et les ministères. Les jeunes officiers — armature des régimes neufs du Proche-Orient — sont divisés : ils sont eux-mêmes sous la tutelle d'anciens capitaines promus brigadiers ou majors en l'espace de cinq ans, et qui semblent s'accoutumer au jeu du pouvoir politique. La sécurité militaire est plus efficace que les services de renseignements : dans les casernes, les propos sont notés, rapportés. Des forces contradictoires s'affron-

tent : national-socialisme du baasisme, idéalisme nasérien, espérance démocratique, cellules rarissimes des communistes traqués.

Le commandant T... déclare : « Tout lieutenant qui reçoit ses deux étoiles peut prétendre à la présidence de la République. L'armée est devenue une pépinière de politiciens en puissance. »

Les officiers supérieurs paraissent rechercher avant tout une certaine tranquillité confortable. La guerre les avantage : traitements majorés, primes, soldes fictives, audience accrue. Parmi ces guerriers peu enclins à la prospérité pacifique, les Kurdes remarquent trois généraux :

- Saleh Mahdi Ammache, à la retraite ;
- Hardan Al Takriti, de l'armée de l'air ;
- Ahmad Hassan Al Bakr, qui fut premier ministre au temps du baasisme.

Pour l'instant, les militaires pro-occidentaux qui entourent le général-président ont la première place : ce sont des modérés, on pourrait dire des timorés, dont l'inquiétude se situe tant à l'Ouest — dans l'agitation syrienne — qu'au Sud, du côté du Caire. Leur position a été artificiellement renforcée par le choix de mai 1967 qui porta au pouvoir des personnalités nationalistes du centre droit, plus attirées par Londres que par Le Caire.

Un gouvernement de militaires est par nature un corps de consommation, non de production. Le militaire est habitué à dépenser beaucoup en peu de temps, à utiliser le matériel non à le produire.

Aussi l'économie irakienne est-elle déficitaire et sous la dépendance étroite de Londres, La Haye et Paris pour le pétrole et du Koweït pour son trésor asphyxié d'emprunts. La crise israélo-arabe et le blocage des produits pétroliers décidé à la conférence de Bagdad en juin 1967 risquait en conséquence de prendre le

visage d'un suicide, l'année même où l'I.P.C. promettait de produire 75 millions de tonnes de pétrole.

Cette situation paraît sans issue au Comité central du Parti démocratique du Kurdistan : « Un régime militaire gouverne l'Irak. C'est un fait. Or cette junte est-elle représentative du pays ? Absolument pas : une douzaine d'hommes prétendent agir au nom de 7 millions de citoyens dont ils ne partagent ni les préoccupations ni la situation économique. Le problème kurde ne peut être considéré et traité que dans le cadre d'un Irak véritablement irakien, c'est-à-dire démocratique. »

La militarisation des institutions est telle que les membres gouvernementaux du Comité de liaison arabo-kurde ont été tous deux choisis parmi les officiers supérieurs ; ce sont les brigadiers Ahmed Kemal Mustapha et Abdul Mounhem El Musref.

Face aux officiers, la troupe : sans formation politique, analphabète à 68 %, victime d'une aventure qu'elle ne désirait pas.

A la question : « Estimez-vous possible une révolte de la troupe dans l'éventualité de la reprise à grande échelle des hostilités ? », un officier irakien répond : « Dans l'état actuel des choses, non. Les sanctions prises par les supérieurs sont extrêmement sévères. De plus, la maturité politique nécessaire à la décision de refus fait défaut pour les neuf dixièmes des hommes de troupe. Par contre, le rythme des désertions va s'accroître. D'ici cinq ans, considérant le travail de formation des partis politiques, surtout par la radio, je vous répondrai autrement... »

En revanche, la population, productrice de soldats de deuxième classe, paraît s'émouvoir des pertes considérables observées au cours de six ans de guerre. A titre indicatif, on retiendra l'exemple de Souk Al Shioukh, petit district situé à proximité de Bassorah, qui perdit 39 soldats dans la seule bataille de Rawanduz au printemps 1966.

DJASHES

« Le meilleur chasseur de fellagha est le F.S.N.A., Français de souche nord-africaine. Le F.S.N.A. sera donc utilisé au maximum sous toutes ses formes : appelé, engagé, harki, G.M.S., maghzen, autodéfense. »

(Directive n° 1 en date du 22 décembre 1958 du général d'armée aérienne Challe, commandant en chef des Forces armées en Algérie.)

Les rivalités féodales avaient été utilisées et entretenues par les Anglais qui créèrent en armant quelques chefs un réseau de surveillance réciproque parmi les tribus. Ces nouveaux aristocrates dorés par les caisses de la Couronne furent les fidèles serviteurs des régimes successifs.

Les Kurdes libres eurent tôt fait de trouver un surnom à ces portefaix auxiliaires : on les appela *djashes* — ânon — du nom de ces braves et robustes bêtes dont la profession est de porter les charges d'autrui. Il y eut ainsi les « *djashes polis* » — informateurs et mouchards — les « *djashes askar* » — supplétifs des armées gouvernementales — et les « *djashes arab* » — ânon eux-mêmes arabes. Dans le vocabulaire populaire, « *djashe* » signifiait un homme de main, un bonhomme qu'on loue à la journée ou à la semaine : un être servile.

Barzani fut flanqué avec discernement de *djashes* particulièrement vigoureux : les Zibaris, les Osqui, les Mezurie, les Sarapha, les Beruari Bala, les Sulevanie (« les gens de la croix » que l'on dit descendants des croisés parce que les femmes font le signe de la croix sur la pâte du pain), le clan de Sendi Pessakha, qui offrit pourtant un commandant en chef à la révolution en la personne de Kak' Rachid Sendi, et quelques autres.

Les *djashes* du Bahdinan fréquentent la dissension de longtemps. Ce sont les Corses du Kurdistan, prompts

à la mitraille et aux vendettas subtiles. Les querelles de clan y étaient à la mode. La révolution, sacrificatrice des tribus et des particularismes, ne pouvait convenir à ces féodaux batailleurs qui auraient dû se soumettre à un seul : Barzani. De fait, le principe d'un chef unique, assisté d'un conseil élu compris dans une structure démocratique, représentait une injure aux traditions multiples et antagonistes de ces innombrables hobereaux campagnards.

Plus évolués — et donc plus habiles — les aghas et les sheikhs du Soran estimèrent qu'une alliance avec le gouvernement les dispenserait des avatars de la réforme agraire. Les grands chefs religieux considéraient avec consternation les brèches causées dans leurs privilèges par le Parti et les désertions de leurs fidèles au profit d'une lutte émancipatrice.

Les grands, en majorité, inquiets pour leur avenir, s'alignèrent en conséquence aux côtés de Bagdad. Quant aux petits, paysans soumis, métayers de toutes sortes, les liens de dépendance qui les enchaînaient aux propriétaires, le manque de formation politique et l'appât du gain furent autant de raisons qui les déterminèrent à opter pour l'uniforme kaki gouvernemental.

Les « vieux djashes », par opposition aux djashes de 1966 de Jalal Talabani, composent une petite armée de cinq à six mille hommes, groupés principalement autour de Kirkuk et Mossoul. Ce sont des sujets ravis de leur situation financière. Le gouvernement les entretient et leur verse une solde mensuelle de 14 dinars, soit le revenu annuel d'un petit paysan. Ce fixe est arrondi par de nombreux trafics portant sur le matériel et les munitions vendus à l'armée révolutionnaire, les pillages, les rançons et les chantages.

Le temps et les défaites ont cependant commencé une sape insidieuse du moral de ces supplétifs qui rejoignent régulièrement les rangs de l'armée de libération kurde. Leur réintégration au sein du collectif kurde n'est certes pas facile : comme tous les colla-

borateurs, les djashes se sont rendus particulièrement odieux auprès de leurs compatriotes qu'ils pressurent et massacrent sans vergogne.

Le phénomène djashe, exacerbé par la trahison de Talabani, a développé une obsession particulièrement vivace dans la population. Elle est apparente dans chacune des conversations que l'on peut avoir avec un paysan ou un pesh merga. Equivalent du « milicien » des années 40, le djashe constitue un être aberrant, d'autant plus nuisible qu'il est issu du groupe dont il se fait le persécuteur.

Djashe ! devient l'injure suprême, analogue au *Viet Gian* ⁽⁷⁾ vietnamien. Les gens distinguent toutefois le « vieux djashe » — servile par tradition et par intérêt — du djashe « shashtou shash » entraîné à la trahison pure et simple par ses chefs.

Le djashe est une carte de flambeur que le gouvernement a caché dans sa manche : « irrégulier », le djashe — appuyé par les bases militaires irakiennes — assume l'offensive des « temps de paix ». C'est lui qui se lance à l'assaut des positions révolutionnaires lorsque les troupes régulières encasernées par une trêve ne peuvent se déployer au grand jour. C'est lui que Bagdad exhibe à la revue lorsque l'opinion parle du problème kurde :

— *Mes Kurdes sont fidèles, s'exclame le gouvernement. Regardez-les !*

Ils sont au grand maximum 6 000.

— *Les autres ne sont que des rebelles éparpillés : une poignée !*

Ils sont deux millions.

(7) « Traître au Vietnam ». Ce terme est utilisé pour stigmatiser les sujets qui s'opposent par leur attitude ou leur action au succès de la guerre révolutionnaire vietnamienne.

ENGAGES INVOLONTAIRES

Batah est une petite ville du Sud irakien déposée sur la rive de l'Euphrate qui lui apporte du poisson et de l'eau pour ses jardins. L'existence y coule chaude et tranquille, dans la paisible torpeur d'une indifférence sereine que ne parviennent guère à ébranler les événements.

Le soldat de deuxième classe Mouloud R... ne peut trouver le sommeil. Agité, sous la mince couverture d'intendance qui ne le protège qu'imparfaitement de la fraîcheur humide de la nuit kurde, il pense à sa ville. Batah. Le petit commerce du père. Les dattes épaisses et gluantes. La mère. Les sœurs. Microscopique univers personnel qui ne lui appartiendra plus. Car il va mourir. Il le sait. Le soldat de deuxième classe Mouloud mourra et sa charogne pourrira sur la montagne. Loin des sables tièdes du Sud et du Grand Fleuve.

Mourir. Et pourquoi mourir ? Pour qui ? Parce qu'il est soldat. Soldat de deuxième classe dont la compagnie a pris position à l'est du barrage de Dokan. Il sera tué. Demain ou dans deux jours. Ses copains le murmurent lorsque les officiers ont le dos tourné :

— *Nous sommes foutus ! Les Kurdes sont les plus forts.*

— *A quoi ça sert ? Que Barzani reste dans les montagnes ! Ce n'est pas moi qui viendrai y habiter !*

— *Moi je veux mourir où je suis né ! Je suis de la plaine. Pas de la montagne.*

— *Tu as vu les Kurdes ? Les gosses, les vieux, on ne les comprend même pas ! Ils ne parlent pas la même langue que nous.*

A minuit, Mouloud ne dort pas encore. Dans une heure, le sergent le réveillera pour la relève de la garde. Capote au dos, casqué, il sautera dans le trou près de la mitrailleuse. Pour attendre trois heures,

inquiet, les nerfs torturés, abruti par l'insomnie et la fatigue du jour qui s'accumule et ne veut plus partir.

— *Debout ! Poste n° 4, près du petit arbre. Rien à signaler... Si... ouvrez l'œil : il y a du monde dans le coin... ça bouge depuis une heure... mais je ne suis pas sûr...*

Fatah, le mitrailleur, est déjà là.

— *Salut !...*

— *Salut !...*

Fatah est un type de Fuhud : un type des marais autrement dit. Ses cousins habitent dans des barques au milieu des moustiques. Ce sont presque des sauvages : ils ne font même pas la prière, pêchent au harpon et vivent nus. Leurs femmes se prostituent sans histoire pour 100 filis. Le chemin de fer de Kassem ne les a pas fait changer.

La nuit grouille de bruissements insolites. Des pierres roulent sous un sabot. Un coup de feu claque quelque part, sec et précis.

— *Qu'est-ce qu'on fait ici ?*

— *Je te le demande...*

A la fin de la garde, le trou resta vide. Sur la piste, coupant au travers des broussailles, deux silhouettes encombrées d'une arme automatique lourde marchent courbées.

Soudain, vingt minutes après, un pesh merga se dresse devant eux.

— *Salut !...*

— *Salut !...*

Mouloud et Fatah furent conduits au chef de poste qui récupéra la mitrailleuse et l'équipement et renvoya vers l'arrière les deux déserteurs. Là un officier les interrogea.

— Bon, maintenant, vous avez le choix : nous pouvons vous renvoyer dans vos foyers, chez vous, à la maison, ou vous pouvez rester ici, dans la brigade du capitaine Kemal. Vous ne serez pas les seuls !...

Mouloud, qui avait entendu la radio kurde et les émissions arabes de l'Allemagne de l'Est, demanda à rester. Fatah regagna son village après un long détour, confié aux mains des passeurs.

Ils furent 1 500 à désertter l'armée irakienne en 1965. 1 500 déserteurs arabes qui, à la faveur de la nuit, s'enfuirent et gagnèrent les avant-postes kurdes à vingt minutes de marche ! 20 % d'entre eux décidèrent de rester et combattent dans la brigade arabe de la révolution, en compagnie d'une vingtaine d'officiers arabes. Les autres sont dirigés sur leurs villes d'origine par le canal des filières clandestines du Parti démocratique du Kurdistan.

LES NUS ET LES MORTS

« Plus j'y songe moins j'ose souhaiter la fin de la guerre. »

Anatole France.

Les milieux populaires ont été durement affectés par les pertes subies par l'armée gouvernementale. Depuis six ans, chaque campagne entreprise par Bagdad se solde par une défaite sanglante suscitant l'étonnement, puis l'inquiétude et la consternation dans les familles. De petits villages ont perdu jusqu'à 40 % de leurs effectifs mâles.

Le désenchantement et l'amertume apparaissent dans le rituel mortuaire organisé par l'entourage des soldats tués au combat.

Il s'agit là d'un comportement spécifique qui permet de rendre compte de la signification que

revêt la mort du guerrier aux yeux du groupe social, qui peut soit magnifier ses héros et considérer leur mort comme le sacrifice suprême, soit en nier la valeur en accordant au rite le caractère d'une contestation.

A 102 kilomètres au sud de Bagdad, la ville sainte des Chiïtes, Karbala est la cité de la douleur et des cris. A Karbala, le peuple lave ses soldats morts au combat et les mène à la terre. La guerre a fait de Karbala une ville interdite aux étrangers : nul témoin qui puisse porter au loin l'hallucinant spectacle de ces monceaux d'uniformes tachés de sang, souillés et déchirés, dont les pyramides s'élèvent à côté des bassins où les femmes célèbrent dans leurs lamentations la toilette des morts.

Les camions Molotova de l'armée fournissent les cadavres qui sont descendus, allongés sur le sol et dénudés, puis emportés par les familles pour la cérémonie. Des groupes vont et viennent parmi les corps boursoufflés, rendus méconnaissables par la chaleur et le transport. L'odeur douceâtre de l'immense charnier pénètre les vêtements, mais se fait très vite oublier tant est grande la détresse des pauvres. Les femmes hurlent, s'arrachent les cheveux, insultent :

— *Ce sale gouvernement n'envoie que les Chiïtes se battre au Nord !*

L'imprécation est lancée, reprise par le chœur des mères, des sœurs et des épouses :

— *On veut tuer tous les Chiïtes...*

— *Ce gouvernement dévore les enfants des Chiïtes...*

La matière première de l'armée est effectivement le soldat. Le soldat, donc le peuple. Or le peuple irakien appartient essentiellement à la secte Shiâ.

En 1965, Mossem Al'Haquin, chef des Chiites, se rendit à Bagdad afin d'y rencontrer le maréchal Abdessalam Aref. Il avait pris la précaution de se faire entourer d'une foule de coreligionnaires armés de poignards, de fusils ou de bâtons, qui bientôt cernèrent le quartier du palais présidentiel et prirent position dans les cafés.

La violence de l'entrevue atteint le sommet du délire.

Mohssem Al'Haquin demanda tout d'abord le respect de l'égalité :

— *Je demande l'égalité, comme au temps de Kassem ; car on envoie plus de Chiites au Nord que d'autres !*

Aref, qui recevait son hôte debout dans une antichambre, répondit :

— *Cela ne te regarde pas !*

— *Insolent !... Je suis un Sheikh !*

— *Mange de la merde !*

— *Animal !... Imbécile !...*

Le maréchal, hors de lui, lui jeta à la figure l'ultime insulte :

— *Tu es un Iranien ! Je vais te mettre à la porte... Va-t'en... Soldats !*

Mais tandis que les gardes accouraient, le Sheikh pointa un doigt vers les fenêtres :

— *Si on me touche, il y a un millier des miens aux portes !*

— *Etranger !*

Un mois après, le fils du Sheikh était assassiné. Mystérieusement.

A Karbala, les enterrements commencent à l'aube. Les cortèges succèdent aux cortèges, en un va-et-vient de la cour de la mosquée au cimetière qui ne cesse qu'au crépuscule.

Près du brancard mortuaire de son fils, une femme gémit :

— *C'est la faute de Barzani ! Barzani est un chien ! Il faut que le gouvernement fasse plus et l'écrase !*

Le clerc qui l'assiste la reprend :

— *Femme ! C'est nous qui envoyons nos fils au Nord ; c'est le gouvernement. Les Kurdes, eux, ne font que se défendre.*

A Baghdad, le gouvernement aurait voulu que l'on enterrât les morts dans la discrétion. A plusieurs reprises, il conseilla la modération et la sérénité.

Ce furent les hurlements métalliques des haut-parleurs loués par les familles qui lui répondirent. Des journées entières, les quartiers populeux des bords du Tigre lançaient les imprécations émises par ces sonorisations dérisoires et mal réglées, qui portaient jusqu'aux grilles du palais républicain les cris des pleureuses.

Des petites gens — commerçants du Bazar, employés — se cotisèrent pour obtenir en location micro et amplificateurs.

Est-ce pour cette raison, et pour que reviennent « la modération et la sérénité » que bon nombre des tués de l'Hendren au printemps 66 ne furent pas remis aux familles mais enterrés par les services de l'armée ?

Au printemps 1966, un Illyouchine fut abattu par les Kurdes à l'intérieur de leurs lignes. L'avion revenait d'une mission de bombardement, ratant de peu le poste de commandement du Maktab Tanfisi (Comité exécutif du Conseil de commandement de la révolution) logé au fond d'une gorge, mais tuant dans un village un vieil homme qui priait à la mosquée. Touché par le tir d'une mitrailleuse, il s'abattit dans une prairie en pente douce où il brûla comme une torche. Une de ses roues dévala le pré en bondissant et termina sa course dans une rivière où l'on peut encore la voir.

L'équipage — un officier et deux sous-officiers — tué sur le coup, grilla dans le brûlot. Le gouvernement demanda les corps. Le commandement kurde les refusa. L'oncle du jeune lieutenant — un Arabe de Mossoul — se présenta aux avant-postes des révolutionnaires. Confiant. On le laissa passer, afin qu'il puisse recueillir les restes carbonisés de son neveu.

L'histoire illustre deux principes observés de part et d'autre : du côté kurde, ce qu'on n'accorde pas au gouvernement l'est à la population ; du côté arabe, ce que ne peut pas accorder le gouvernement l'est par les révolutionnaires.

Ces comportements sont significatifs. En fait, le gouvernement seul accomplit avec éclat le rite de la célébration des morts, dont il tire sa propre justification, alors que le groupe, dépossédé de son bien qu'on ne lui a rendu qu'à l'état de cadavre, utilise les funérailles pour intenter son procès.

BOUTEILLONS ET PROPAGANDE

La guerre exorcise ses obsessions en sécrétant un musée mythologique dans lequel l'ennemi prendra place, transfiguré et inaccessible. Car il importe que l'« autre » — l'ennemi — ne puisse me ressembler en rien. Il importe que l'*autre* soit rendu à l'état d'objet avec lequel je n'ai rien de commun ou rien à partager. On ne peut se battre entre hommes. On ne se bat qu'avec des *choses*. L'ennemi chosifié, glissé dans l'habit mort dont le revêt la propagande, ne participe plus à l'humanité qui doit alors se débarrasser de lui. Le tuer.

En conséquence, le *bruit qui court* — les « bouteillons » des armées de campagne et des camps de prisonniers — est plus significatif d'une mentalité que d'une réalité, et en dit davantage sur l'émetteur que sur l'objet de l'émission. Ils représentent donc un matériau de choix dans l'approche des attitudes.

Parfois, ces « bouteillons » ont valeur de mot d'ordre : ils sont la création directe de la propagande officielle : la masse adhère à la mythologie de l'Etat qui peut ainsi justifier ses entreprises, orienter l'agressivité du groupe, faire porter sur telle ou telle minorité la responsabilité de ses propres échecs.

Mais il arrive que la distance soit grande entre bouteillons officiels et bouteillons populaires, ceux-ci s'opposant à ceux-là comme en un refus d'être dupe. L'imaginaire devient une forme de contestation spontanée, la rupture des deux mythologies — la populaire et l'étatique — signant celle des consciences.

Pour les gens du palais républicain de Baghdad, les révolutionnaires kurdes ne sont que « les hommes de Barzani », des « Mollahiens »⁽⁸⁾. Ils appartiennent à la catégorie des « hors-la-loi » — *Essaat* en arabe — mal armés et coupeurs de routes comme de têtes. Ces hors-la-loi sont naturellement constitués en bandes, parfois antagonistes⁽⁹⁾. Autant d'appellations classiques, adoptées jusqu'à la fin des temps par des générations de fonctionnaires affrontées aux révolutions.

Ce terme de « hors-la-loi » est toutefois renforcé par les descriptions traditionnelles du Kurde. Le Kurde légendaire est un « sauvage », écrivait Binder en 1887⁽¹⁰⁾, professionnellement brigand, « qui enlève des

(8) T.O. secret n° 290 Q du 31 août du commandement des opérations militaires au Nord aux brigades de la région de Qala Dag.

(9) Déclaration du ministre de la Défense, le général Chaker Mahmoud Choukri au quotidien *Al Joumhouriyé*, octobre 1966.

(10) *Op. cit.*

troupeaux entiers que l'on ne revoit jamais plus⁽¹¹⁾ », ou destiné à des postes de « gendarmes et portefaix⁽¹²⁾ ». La propagande de Baghddad a tenté d'utiliser cette collection de représentations archaïques pour asseoir sa propagande. Très vite, ses tentatives de dévalorisation du Kurde furent dépassées par les fables populaires.

En 1947, la République kurde de Mahabad est écrasée par les troupes impériales de Sa Majesté le Shah d'Iran. Le général Barzani, pris dans l'étau de la coalition turko-irako-iranienne, se fraye en force un sentier en direction de l'Union soviétique qui l'accueille pour douze ans. Pour ce faire, il pique vers le Nord-Est, en compagnie de quelque cinq cents soldats, lambeaux de l'armée républicaine, dont la réputation était bien faite pour inspirer la terreur :

— *Ce sont des mangeurs de chair humaine*, disent les gens.

Une telle qualité constitua dans ces circonstances une arme de choix dont surent jouer ces hommes traqués. Un survivant raconte : « Les gens disaient que nous étions des mangeurs de chair humaine. Nous le savions. Aussi, lorsqu'il y avait un bouchon sur la route et qu'il fallait se battre pour passer, avant de donner l'assaut, nous poussions de grands hurlements. Les soldats gouvernementaux avaient peur et ils préféraient s'enfuir ou nous ouvrir la route. En Iran, les gendarmes accouraient dans les villages que nous devions traverser et avertissaient les paysans : « Attention, les mangeurs de chair humaine arrivent ! » C'était alors le sauve-qui-peut. Les hommes, les femmes, les

(11) Rapports commerciaux des agents diplomatiques et consulaires de France. Annexe du *Moniteur officiel du commerce*, du 12 mai 1892.

(12) M. JEANNIER, consul de France à Baghddad en 1891. Page 5 du rapport : Situation économique, commerciale, industrielle et agricole de la province de Baghddad ; rubrique : population - métiers.

enfants, tout le monde prenait le mors aux dents sans perdre une seconde, laissant le riz sur le feu, abandonnant la volaille, le bétail. Pour nous, quelle chance ! nous n'avions guère de provisions dans nos bagages et ces villages vides nous offraient à manger. Nous avons dévoré je ne sais combien de poulets rôtis au feu de bois... »

La réputation est une forme évoluée de mensonge social, souvent utile aux deux partis : l'auteur et la victime.

Les bruits qui courent à Bagdad au sujet de la révolution kurde dénotent également une surévaluation en sa faveur. Les défaites subies avec constance par les troupes gouvernementales ont provoqué dans le petit peuple, toujours à la peine, des soldats d'infanterie des commentaires acerbes à l'égard des officiers et des politiciens nationalistes, allant jusqu'à magnifier le courage et l'audace des pesh merga.

A la fin du mois de janvier 1965, après la bataille de Penjwin, un soldat en uniforme monta dans un autobus rouge à impériale des transports en commun de Bagdad. Fraîchement sorti de l'enfer des combats, il libère son émotion en s'adressant à haute voix aux voyageurs : « Notre armée est foutue !... La plupart de mes camarades sont morts. Je suis un des seuls survivants. Alors, ils m'ont envoyé en permission. Les officiers ont menti en disant qu'il ne restait que soixante « Barzanis ». On attaque avec tout : les tanks, les avions. Eh bien, il y en avait des milliers de Barzanis. Mes compagnons sont tombés. Tués. Nos camions brûlaient. Mais notre officier nous a dit : Il y en avait soixante, vous en avez tué quarante, il en reste vingt. A l'assaut ! Mais les gens de Barzani étaient des centaines ! » Un homme porta la contradiction, exaltant l'armée qui par principe ne peut être vaincue. Le fantassin répondit et tourna en dérision le valeureux civil.

Ce dialogue est fréquent. Il surgit aux terrasses des cafés, dans la rue, les lieux publics. De telles manifestations ne sont guère goûtées des policiers et des gendarmes qui interviennent :

— *Vous faites de la démoralisation. C'est faux !*

— *Dis donc toi ! planqué ! ça se voit que tu n'as pas fait la guerre ! va donc sur le front, fainéant !*

Les rieurs sont la plupart du temps du côté de ces braves bougres de militaires par occasion qui se gênent de moins en moins pour narrer leurs mésaventures.

Si le Kurde est difficile à tuer, c'est en partie dû à son courage, mais c'est également le fait de quelque manœuvre diabolique de sa part :

— *Margaret Georges se bat à la tête d'une unité composée de trois cents femmes. Oui, je les ai vues. Nous avons été attaqués par elles, un jour.*

Le fleuron des bouteillons concerne l'aide étrangère. Cette attitude n'est d'ailleurs pas le propre de la masse qui, pour ce fait, s'associe de grand cœur aux vitupérations de la propagande gouvernementale ou aux sous-entendus de la presse internationale.

Les événements du Nord sont dus à des agents impérialistes, soviétiques ou anglo-saxons, déclarent les communiqués de la radio irakienne. Les Kurdes ne sont pas seuls ; à Bagdad, ce n'est plus un bruit qui court, mais une certitude :

— *Oui, nous avons des informations sûres : il y a des officiers russes, anglais, français, qui travaillent pour l'armée kurde, et Israël envoie des armes.*

Nous retrouvons dans ces accusations le thème de la cinquième colonne, des agents étrangers, immense force dont les agissements deviennent responsables de l'échec.

Le communiste constitue également un « étranger » de choix. Ogre des temps modernes, il en assume la

vocation : laid, horrible, en son visage et son esprit, il est la sanction de la faute commise par le groupe qui n'a pas en temps utile décidé d'en arrêter la prolifération. Le communiste est diabolique : incarnation du mal, celui qui vient fustiger le juste ou occuper les lieux lorsque le péché est commis.

Un paysan de la région de Kirkuk s'exclame :

— *Comment peut-on être communiste ?*

Le président Aref répète en un de ses discours du mois d'octobre 1966 :

— *Les impérialistes, les communistes et les sionistes veulent séparer les Arabes et les Kurdes.*

Un djashe converti, de retour au sein de la révolution, explique :

— *Nos officiers nous parlaient des communistes. Ils nous disaient que Barzani était l'allié des communistes, que c'était lui-même un communiste. Les Arabes communistes sont avec Barzani. Un jour, mon lieutenant m'a montré un journal : Tu vois, me dit-il, cette photographie représente ce que font les communistes : celui-ci baise sa sœur. Et c'était vrai, sur la photographie j'ai vu un communiste qui baisait sa sœur. Je l'ai bien vu. Je peux le certifier : il était en position... sa sœur nue. Les communistes n'ont pas de morale. Ils ne croient pas en Dieu... Enfin, moi, je pensais comme ça. Maintenant que je connais les communistes, je sais que tout cela est mensonge.*

A Bagdad, le communiste correspond à la définition du jésuite que donnait Flaubert dans le *Dictionnaire des idées reçues* : « Il est partout ». Les émissions radio réalisées en Allemagne de l'Est par les réfugiés politiques irakiens contribuent à renforcer cette opinion : remarquablement faites, elles se bornent souvent à aligner une série de minces faits divers détaillés qui prouvent la valeur des services d'information du P.C.I. Les moindres exactions commi-

ses par tel ou tel agha, tel ou tel policier, sont notées avec précision et transmises par des voies mystérieuses :

— *Les communistes sont infiltrés dans tout le pays.*

La fabulation populaire exalte les pesh merga en magnifiant les vertus et les vices qu'elle leur prête, les haussant au rang métahumain de l'ange ou du démon. La propagande gouvernementale nie la réalité révolutionnaire et refuse l'évidence de la défaite.

A plusieurs reprises, les services officiels irakiens ont annoncé la mort de Barzani ou celle de ses fils. Au cours de l'automne 1966, le monde apprenait que le généralissime kurde se mourait d'un cancer, que le président Aref lui avait téléphoné et lui offrait son médecin personnel.

Recevant en 1963 des journalistes de *Jeune Afrique*, Abdessalam leur déclare que l'affaire kurde est terminée, que les rebelles sont balayés. En août 1966, un communiqué paraît dans le *Journal de Téhéran* : il n'existe plus de question kurde, et les officiers déserteurs ont regagné leurs anciennes casernes.

En 1966, la campagne de printemps ne dure que deux mois : son élan est stoppé par une défaite sanglante. Une seule journée suffit à l'armée révolutionnaire pour décimer la 4^e brigade d'élite qui, le 12 mai, abandonne plus d'un millier de morts. L'échec des opérations — sanctionné par le cessez-le-feu du 29 juin — suffit au président Abdurahmane Aref pour féliciter les troupes de leurs brillants faits d'arme et de leur victoire. Qui plus est, un grand nombre d'officiers et de sous-officiers seront médaillés.

Ce processus de négation qui transparaît dans la propagande est appelé à déterminer une stagnation dans le règlement du conflit. L'attitude négativiste interdit la mise en route d'une tentative de solution. Elle entretient au contraire une permanence agressive dont la seule manifestation est la violence.

En Irak, la réaction populaire — illustrée par la fabulation relative à la guerre — tend à s'opposer à la propagande officielle. Il faut attendre le jour où s'opérera une structuration de l'imaginaire pour que cette opposition implicite passe à l'état de conflit.

L'aurore de la prise de conscience politique se décèle dans le récit populaire qui porte en lui les inquiétudes et les doutes du groupe.

DU CÔTÉ
DU KURDISTAN

AN VII
DE LA RÉVOLUTION



VISAGE D'UN COMBAT

Le combat révolutionnaire accélère les processus de prise de conscience du collectif, contribue à définir les projets, et dans une suite d'essais et d'erreurs, d'ajustements constants, dégage les virtualités du groupe.

Entraîné dans cette dynamique qui ne tarde pas à le remettre en cause, le projet initial — constitué parfois d'éléments contradictoires — se réalise dans une forme originale qui était difficilement prévisible.

Sept ans après les premières escarmouches de l'automne 1961, la révolution kurde peut légitimement prétendre à une certaine maturité. Considérant son propre passé et son devenir, elle se situe d'elle-même à plusieurs kilomètres du « carrefour » de 1964 — temps de la révolution intérieure — dont elle sut se désempourber non sans risques ni douleurs.

Mais avant de tenter l'examen de cette mutation révolutionnaire née de deux conflits — la guerre de libération et la crise — définissons l'allure générale qui caractérisa l'affrontement armé. Nous en retiendrons trois grands traits :

— l'outrance de la répression et la dureté des combats ;

— la fluidité et l'opportunisme des tentatives de conciliation ;

— les difficultés économiques qui, de part et d'autre, obligèrent à des compromis temporaires.

DIEU ! QUE LA GUERRE EST JOLIE !

Incapable de briser l'armée révolutionnaire, le gouvernement s'est efforcé, dès les premiers jours des combats, de détruire la volonté de résistance populaire par une mise à sac des villes et des zones rurales. Plus d'un millier de villages furent attaqués, brûlés, pillés. L'aviation alla jusqu'à bombarder des villes tenues par le gouvernement et pavoisées de drapeaux irakiens : ce fut le sort de Qala Diza.

15 000 civils furent arrêtés, torturés et jetés en prison. 800 employés kurdes de l'*Iraq Petroleum Company* furent chassés de leur emploi. 300 villages des zones pétrolifères furent évacués par la force : des bédouins importés du Sud y remplacèrent leurs habitants d'origine. 100 000 réfugiés gagnèrent qui la frontière iranienne, qui le Kurdistan libéré, affamés, sans ressources ni espérance.

La destruction à 50 % du cheptel, l'incendie des récoltes, le blocus économique, la mévente du riz et du tabac, la hausse des prix, l'écrasement du pouvoir d'achat, créèrent une situation économique dramatique. Les épidémies, encouragées par la malnutrition, se développèrent à loisir sur un terrain aussi favorable. Par bonheur, l'épidémie de choléra de l'été 1966 ne fit que peu de victimes.

Le bilan de la guerre :

Réfugiés : 200 000 en 1966, en majorité originaires des zones pétrolifères de Kirkuk, Khanaqin, Ain Zala. 7 à 8 % sont hébergés en Iran, au-delà de Khanaqin. 10 % vivent sous la tente. Le restant est réparti dans les villages libérés.

	Tués	Décédés par manque de soins	Blessés	Invalides	Tuberculose cas dépiés	Taux de mortalité infantile
Victimes civiles ..	30 000	10 %	42 000	40 %	5 000	20/60
Victimes militaires .	2 200	10 %	5 000	42 %		

Ceci pour une population de 1 million d'habitants, correspondant aux sujets vivant dans les régions libérées.

Remarquons la proportion des victimes civiles par rapport aux victimes militaires. Pour un pesh merga tué au combat, 13 civils périssent sous les bombes, le napalm et les mitrailleurs.

Face à ce tableau, dressons l'état de l'équipement sanitaire :

Médecins	3	Hôpitaux	néant
		Laboratoires d'analyses ..	néant
Vétérinaires	1	Blocs opératoires	néant
		Appareils à rayons X ..	néant
Infirmiers formés		Ambulances	néant
sur place	46	Blocs réanimation	néant

Un blessé a donc peu de chances de survie. Transporté sur un brancard de fortune ou à dos de mule, il rejoindra la route où une jeep le prendra en charge. S'il n'est pas mort en cours de route, un infirmier ou l'un des trois médecins nettoiera les plaies à l'antisep-tique, et recoudra les chairs s'il dispose de catgut. Les antibiotiques sont rares. Les tonocardiaques, un luxe. Les anticoagulants, une exception.

Seul pays au monde à ne point refuser assistance aux victimes, l'Iran accepte dans ses hôpitaux les grands blessés et les brûlés. Une exception : son gouvernement refuse les blessés communistes. Ainsi, un officier arabe communiste — Riaz — blond platiné marié à une Kurde, blessé à Korak où il perdit un œil, dut être acheminé en automne 1965 sur l'U.R.S.S. par des voies on ne peut plus détournées.

Les horreurs de la guerre se passent d'une revue de détail. Nous ne mentionnerons que quelques exemples, difficiles à choisir dans une collection d'horreurs qui trouva son apogée en 1963 avec la prise du pouvoir par les Baasistes sur lesquels misèrent les Américains et les Chinois : les premiers pour lutter contre le communisme, les seconds pour s'opposer à l'Union soviétique.

Sulemaniyeh se réveilla le 9 juin 1963 à 4 heures du matin. Des voitures munies de haut-parleurs traversèrent la ville dans tous les sens et annoncèrent : « Toute personne sortant de son domicile sera fusillée sur l'heure. » Des rafales d'armes automatiques et des coups de feu isolés appuyèrent bientôt la proclamation. Au lever du jour, la ville était investie, cernée, verrouillée. Des chars avaient pris position aux carrefours, et l'on pouvait voir le mitrailleur de la tourelle alimenter son arme.

Abdul Salam Aref et les dirigeants baasistes appuyés par quelques officiers avaient décidé d'anéantir ce qu'ils considéraient comme étant le foyer de l'insurrection kurde.

L'exécution des hautes œuvres fut confiée à Sadek Mustapha, au directeur de la Sûreté Hasan Zain Al Abidine, au capitaine Jasim et à un médecin militaire, le docteur Mohamed Ali Hussein. Naturellement, un adjudant complétait l'équipe : Abid Alwan. Ecœurés et scandalisés, quelques membres du gouvernement

protestèrent. Un commandant local refusa d'obéir. Il fut « suicidé » par les services de la Sécurité militaire.

— *Pourquoi ?* se demandèrent les civils, tandis que la troupe entreprenait la fouille des maisons, ouvrant les armoires à coups de crosse, brutalisant les habitants, frappant les enfants et les femmes, arrêtant les hommes en état de porter les armes. Lorsque la femme était jolie, elle était violée sous les yeux de son mari que l'on maintenait de force.

La fouille était systématique. Chaque habitation recevait une marque à la peinture, comme une valise à la douane. Des débrouillards s'échappèrent par les égouts. 5 000 personnes furent emmenées et parquées dans la cour de la garnison. Parmi elles, on reconnaissait les notables, les délégués administratifs du gouvernement, les directeurs de la Santé, de l'Education, du service des Tabacs. On fusilla.

Dans les cris, les insultes, les brutalités, les hommes collés au mur étaient abattus dans une ambiance de boucherie. Certains prenaient leur temps pour mourir. Blessés, ils gémissaient ou rampaient sur le sol. Des soldats ramassaient les cadavres, les lançaient dans des camions qui allaient déverser leur contenu dans des fosses creusées au bulldozer, à quelques kilomètres du centre. On devait compter 267 victimes (1).

La journée ne pouvait s'achever sans massacres à la prison. 85 prisonniers politiques furent tirés de leurs geôles et exécutés. Sans jugement.

Les villages alentour subissaient le même sort. A Korajain, ce fut l'incendie qui réveilla les paysans. Ceux qui purent s'échapper des flammes furent tirés à vue et abattus. Une fillette de dix ans tenta de fuir. Les soldats la rattrapèrent sans peine, la prirent sous les aisselles et par les pieds et la jetèrent dans le brasier.

(1) Le charnier, devenu lieu de pèlerinage, porte désormais le nom de « cimetière des martyrs » (« maqbara ash-shouhada »).

Les villages plus éloignés présentaient un risque : les pesh merga pouvaient y avoir pris position et riposter. Aussi jugea-t-on préférable de les pilonner au mortier de 120.

Sulemaniyeh porta le deuil pendant de longs mois, ce qui n'apitoya nullement les autorités. Les 23 et 24 mars 1966, au retour de deux opérations malheureuses à Penjwin, la troupe donnait l'assaut à la ville, fusillant les passants, mitraillant les rues et les ruelles. 30 civils furent ainsi tués.

Les forces gouvernementales lancèrent une offensive analogue à Koy Sanjak. Là, on pendit aux poteaux télégraphiques et on viola allégrement. Sur la colline de Koy Sanjak, trois jeunes bergers — des frères — étaient en train de manger. Les soldats survinrent et les massacrèrent.

Un officier — le colonel Tahar Al Shakarchi — conduisait les tribus mercenaires « djashes » au pillage de leurs coreligionnaires. Ce fut le même qui ordonna l'exécution de douze pesh merga et civils kurdes dont on retrouva les corps sous les ruines d'un petit café de Shanarök. Le fringant officier fit mieux : il obligea cent vingt femmes à se dévêtir et les envoya dans la montagne de Haibet Sultan en compagnie d'un vieillard, Hadj Haziz. Pendant que la longue cohorte des femmes nues gravissait les premières pentes de Haibet Sultan, la troupe tirait sur elles sous prétexte que leurs parents tenaient le maquis.

Dans la même région, 49 000 têtes de bétail furent massacrées. Plus de 7 000 balles de tabac brûlèrent, réduisant à néant les efforts d'une année de travail et les seules ressources de la paysannerie locale.

Ces faits ne sont que des gouttes d'eau, des détails parcellaires dont l'ensemble constitue un énorme rapport fastidieux que les Kurdes transmirent par trois fois à l'O.N.U. et au Vatican.

Cette complicité silencieuse permit au gouvernement irakien de perpétrer ce que les Kurdes appellerent des « actes inhumains nouveaux ». En mai 1966, alors que l'armée gouvernementale piétinait devant le mont Zozek dont elle ne pouvait s'assurer la possession, des camions Molotova transportèrent en première ligne un étrange bouclier. Il s'agissait simplement des familles du colonel Abdurahmane Kasi et du commissaire Ibrahim Effendi — tous deux servant dans les rangs de l'armée révolutionnaire — ainsi que des parents de pesh merga rameutés de force et placés en écran protecteur devant les gouvernementaux afin de les protéger des tirs kurdes. Parmi ces pauvres gens, des femmes malades et des dizaines d'enfants, dont certains n'avaient pas plus de deux ans.

Deux mois auparavant, le 5 mars 1966, l'aviation avait utilisé contre le village de Asraou, à l'est de Penjwin, des gaz paralysants temporaires de fabrication suisse : on retrouva 28 capsules sur le terrain. Les gaz avaient atteint une centaine de personnes qui présentèrent ces symptômes : vomissements, prostration, pleurs, irritation de la gorge et des bronches. Deux enfants en moururent. Les 17 et 25 mars, les mêmes gaz toxiques furent employés à Piri et Blau, dans la région de Akra. 50 capsules y tuèrent quatre sujets.

Perpétuant la tradition ottomane des transferts de population, le gouvernement imita le plan syrien dit « de la ceinture arabe » et tenta de balayer les villageois kurdes des zones pétrolifères. Le 9 juin 1963, 12 000 Kurdes furent jetés sur le pavé de Kirkuk, tandis que les bulldozers du Génie abattaient leurs habitations. Des femmes tentèrent de récupérer quelques ustensiles ménagers et des vêtements. Elles en furent empêchées par les soldats. Furieuses, certaines entreprirent de forcer les barrages. Elles tombèrent sous les rafales des mitraillettes. Cinq enfants périrent sous les chenilles des engins de déblaiement. Les rescapés furent entassés dans soixante-cinq camions

qui prirent la route de Sulemaniyeh. Le convoi tomba dans une embuscade tendue par l'armée révolutionnaire. L'aviation intervint. C'était trop tard, elle ne put incendier que des véhicules vides.

En avril 1965, plusieurs familles kurdes furent chassées de la ville de Zakho. La troupe avait au préalable mis à sac les maisons, déchirant et volant les vêtements des malheureux. En août 1965, des villages brûlèrent dans la plaine de Simil, dans le Bahdinan, et leurs habitants durent s'enfuir. Le 12 octobre 1965, c'est le tour de 74 villages de la région de Tus. Du 17 octobre au 5 novembre, 10 villages de Zakho, de Bekher et d'Herir flambent allégrement. Ibrahim Fayçal Al'Ensari organise le pillage de Surdach. Les paysans sont alors chassés dans la montagne de Pira Magroun. Nous sommes le 31 décembre 1965. Le thermomètre indique une température nocturne de — 20°.

A Mossoul, djashes et Kurdes patriotes se retrouvèrent dans le malheur. Le gouvernement chassa le Kurde, qu'il lui soit fidèle ou hostile. L'administration décréta « huttes » les habitations kurdes et décida de leur destruction par mesure de salubrité publique. Ce souci d'hygiène se borna à la démolition. Le 16 février 1966, un groupe de femmes et d'enfants à demi nus atteignirent les avant-postes révolutionnaires. Glacés, sans vêtements ni nourriture, ils s'étaient perdus dans la neige d'hiver, arrachés à leurs villages et à leurs champs.

Les officiers avaient coutume de prélever dans ces familles kurdes « en déplacement » des enfants — beaux et dociles — pour les utiliser comme domestiques.

Au printemps 1966, 2 800 familles bédouines originaires du sud de l'Irak et appartenant à la tribu Shamaar furent installées dans 300 villages kurdes de la région de Kirkuk et de Shonan.

DES ENFANTS QUI FLAMBENT (2)

La guerre contre-révolutionnaire inclut dans ses objectifs la mise en condition de la population civile. Il s'agit d'atteindre l'adversaire dans la masse de ses réserves, qui, démoralisées, matériellement et neuro-psychologiquement anéanties, se refuseront à la poursuite du combat. Ce principe est parfaitement illustré par les bombardements systématiques de la République démocratique du Vietnam du Nord par l'aviation américaine.

Eléments particulièrement fragiles du groupe, les enfants seront les premières victimes, d'autant plus exposées que sont archaïques les structures de la société à laquelle ils appartiennent.

Toutefois, l'éventualité d'un orphelinat d'Etat ne s'est jamais posée : l'enfant privé de ses parents sera pris en charge par les collatéraux ou une famille du village.

Mai 1966.

SAROUCHAWA

A Sarouchawa, les drapeaux flottent dans le vent qui vient des montagnes. Les drapeaux des morts. Voiles verts, blancs, rouges et dorés. Les cailloux de la plaine, pierres sèches des champs de blé, ont été rassemblés sur les morts de Sarouchawa. Le village, quant à lui, est vide : ses habitants sont sous les pierres des morts.

(2) L'expression est d'une petite fille américaine, Barbara Beidler, douze ans, de Vero Beach en Floride. Barbara Beidler composa un poème sur les souffrances des enfants vietnamiens qui fut reproduit dans une revue catholique des Etats-Unis.

Après avoir franchi le gué, lorsque les voitures bringuebalent sur le mauvais chemin, ce sont ces flammes de tissu, accrochées à leurs longues perches piquées sur les tombes, que l'on aperçoit en premier. On laisse alors les véhicules et l'on s'avance à pied.

Au début de la campagne de printemps, lorsque les troupes gouvernementales se mirent en marche, elles subirent dès leurs premiers pas de lourdes pertes. Les blindés cependant progressèrent dans la plaine, rendant illusoire toute défense en terrain plat, et les pesh merga durent reculer.

Sarouchawa n'est pas loin de Serkaplan, où passe la route goudronnée. Les engins lourds s'y aventurèrent, appuyant une brigade de choc. Au grondement des moteurs, les paysans de Sarouchawa surent que l'ennemi ne tarderait pas. Seuls, sans armes, les hommes valides étant au maquis, ils décidèrent de manifester leur esprit pacifique.

— *Ce sont des musulmans comme nous*, dirent-ils au vieux Mollah à barbe blanche, *tu vas marcher à leur rencontre en tenant ouvert le Koran, les femmes suivront avec les enfants.*

Sept femmes avaient des bébés en bas âge. Elles se découvrirent le sein, et l'offrant à leur enfant, elles se mirent en marche derrière le vieux qui brandissait le livre saint. Vieillards, enfants, femmes, au total 23 personnes s'avancèrent.

Les hommes en kaki débouchèrent. Leurs armes étaient en position de tir. Ils répondirent aux paroles de bienvenue du Mollah en l'abattant à bout portant. Les femmes crièrent, empêtrées dans leurs robes qui traînent à terre, arrêtées par les gosses qui pleurent et s'accrochent à elles. Les rafales les couchèrent tous dans l'herbe du printemps.

Les hommes en kaki s'acharnèrent, taillant à la baïonnette, poursuivant les bêtes, massacrant. Les officiers firent parquer les survivants arrachés aux maisons :

— Interdiction absolue d'enterrer les cadavres avant deux jours ! Sous peine de mort !

Ahmed Ladjane se mourait, demandait de l'eau. Sa fille se pencha vers lui avec un bol d'eau fraîche. Un soldat l'ajusta et la tua. La mosquée flambait. On y jeta des blessés. Un vieux s'approchait du cadavre de son fils qui gisait avec les autres, il aurait voulu l'enterrer. Une rafale le jeta au sol.

C'était le 25 mai 1966. Les soldats appartenaient au 20^e R.I. Gamen Messbak les commandait (3).

Deux jours après, lorsque les pesh merga, prévenus, arrivèrent, ils trouvèrent soixante-treize cadavres, dont ceux de seize femmes. Les mères portaient encore leurs bébés pendus à leur sein. Un enfant qui n'avait pas voulu mourir dormait sur la poitrine de sa mère.

La grande peur des civils vient du ciel. Mais l'avion a remplacé Satan, et le Dieu terrifiant n'est qu'une machine brillante qui siffle violemment en volant et jette sur les villages des bombes et du feu.

Donnant aux enfants de 7 à 12 ans la consigne : « Dessine sur cette feuille de papier quelque chose qui m'explique la révolution », j'ai recueilli les mêmes scènes, pour tous les enfants vivant dans les zones éloignées du front et n'ayant pas de contact physique avec les soldats gouvernementaux :

— *Un avion. Il bombarde des maisons.*

Avec plus ou moins d'habileté, parfois sans aucune ressemblance, l'appareil est représenté survolant des habitations d'où s'échappent des flammes. Une autre fois, l'avion paraîtra mitrailler : en pointillé, deux lignes sortent de son nez en direction de sujets, d'animaux ou de maisons. Parfois le pointillé s'incurve vers les sujets, comme si les balles étaient capables de les poursuivre jusqu'au plus profond de leur abri.

(3) Soixante-treize civils furent massacrés le même jour dans des conditions analogues à Keferdagh Hadji, Loda, Taklawā, Mirawā, Tirshawā, Guerdihle.

C'est à quelques kilomètres au nord de Kamdchuka que fut brûlée Yasmina, 14 ans, au cours d'un bombardement.

Le petit Youssef se mit à hurler. Yasmina sut alors qu'elle reverrait jaillir du Sud la flèche stridente de l'avion. Le petit Youssef se traînait sur la terre de la terrasse, et ses cris attirèrent la mère sur le seuil. Elle n'eut pas un regard pour le garçon, mais regarda le ciel, vers Kirkuk. La mère savait aussi que le Mig était là, braconnier libre de ses cibles qu'il choisissait au hasard.

Youssef percevait de très loin les vibrations des réacteurs. Il ne les supportait pas et délirait d'angoisse.

Yasmina prit son frère dans les bras. Les 14 ans de Yasmina lui offrent un jeune corps de femme gracie et la peau d'un enfant. Son ventre a faim de viande, de farine, de sucre. Il n'y a qu'aux mariages où l'on mange bien, et l'on danse ensuite, des heures entières, le corps du partenaire chaud aux côtés du sien, les mains dans les mains, les doigts enlacés. A 14 ans, Yasmina rêve de ripailles et d'amour.

L'avion a de longs bidons sous les ailes. Mohand, le pilote, est lieutenant. D'un stage en Union soviétique, il a rapporté une paire de chaussures et des gants souples avec lesquels il épate les copains de la base de Mossoul. Il prétend ne pas pouvoir piloter sans ces accessoires. Sur un petit carnet qu'il porte en permanence sur lui, il note ses impressions. Il aime voler en solitaire. L'état-major lance les jets un à un, afin de maintenir une « permanence tactique ».

— *Comment peut-on être communiste, pense le, lieutenant Mohand, au-dessus du carré MB4. Etre communiste et vivre avec ces salauds de Kurdes qui ne mangent que du riz comme les Vietcongs, et*

boivent un thé fort comme l'alcool du mess ! Le carré MB4 est sain ; il ne comporte que de vieux fusils de paysans.

Le lieutenant Mohand est un sportif élégant : il ne peut imaginer qu'un village s'attaque à la paresseuse : haute altitude, choix au hasard, et piqué. Il convient au contraire de déterminer à l'avance la cible et de naviguer à la carte à basse altitude. C'est peut-être difficile. Certainement. C'est une question d'amour-propre et de conscience professionnelle. En réalité, peu de pilotes ressemblent au lieutenant Mohand. Dans ces bombardements de routine au Nord, le risque est grand de se laisser entraîner par la facilité. La technique peut amollir comme une caresse que l'on reçoit sans la rendre, alors que l'on doit payer d'un effort accru de perfection les avantages de la prodigieuse machine qu'est un Mig.

Les instructeurs britanniques qui forment les équipages de Hunter Hawker se permettent quelques remarques. On a vu, à Galala, un pilote se reprendre à sept fois avant d'atteindre un malheureux chien pétrifié sur la route !

— Imaginez que vous avez devant vous des fusées sol-air !

Un Anglais a murmuré à un officier supérieur :

— Attendez encore trois générations pour avoir des pilotes valables. Ce n'est pas une question d'instruction dans les casernes, mais de tout-à-l'égout dans les villes.

A 700 à l'heure, on ne pense pas par phrase, mais par impression. Tout cela, c'est ce que ressent le lieutenant Mohand. En lui, sonnent des images sans mots, en des mélopées mécaniques dégurgitées par sa mémoire : Bien situer la passe de tir... objectif 1 500 mètres... 7 secondes et des poussières... thalweg, rivière, piqué... Il pose lentement les deux pouces gantés sur les contacts.

— 7... 6... 5... *Chronomètre...*

Dans la maison, Youssef s'étouffe, bâillonné par la mère. Affolées, les femmes glapissent, les yeux exorbités, invoquant Allah, les anges, les prophètes. Yasmina, figée, tremble nerveusement. Elle a froid. La poitrine lui fait mal. Elle se colle au mur pour s'empêcher de vibrer et reprendre son souffle...

— *Ça y est, le voilà...*

Hurlements des réacteurs.

— *T... Top!* crie Mohand qui écrase les deux boutons de bakélite noire... *lâché!*

Déjà, le jeune pilote amorce une ressource et un virage sur tribord pour s'échapper.

— *Maman!... maman!... par Allah!...*

Il paraît que Yasmina a couru en direction de la porte de planches minces, comme pour la fermer, bloquer le terrier, sceller le cube de terre qui protège des morsures brûlantes de l'avion. Silhouette maigre, elle fait face au feu qui bouillonne à l'entrée, un bras jeté au travers du visage, l'autre main tendue vers le seuil pour repousser les serpents rouges et jaunes qui déroulent leurs anneaux vers ses pieds, griffent son front, ses joues, arrachent ses cheveux, la déshabillent de ses hardes dont les cendres s'incrusteront dans la chair. Le coude a protégé ses yeux.

Le docteur Hikmet n'a pas de plasma. Du sel, du sucre, l'eau de la source sauveront-ils cet amas de boursouflures et de plaies éclatées dont coule la vie. Il n'y a plus que deux yeux noirs et brillants dont la détresse hurle.

INCONSTANCE ET CONTRADICTIONS

« Provocation des troubles, échec, nouvelle provocation, nouvel échec, et cela jusqu'à leur ruine, telle est la logique des impérialistes et de tous les réactionnaires du monde à l'égard de la cause du peuple ; et jamais ils n'iront contre cette logique. C'est là une loi marxiste. Quand nous disons : « L'impérialisme est féroce », nous entendons que sa nature ne changera pas, et que les impérialistes ne voudront jamais poser leur coutelas de boucher, ni ne deviendront jamais des bouddhas, et cela jusqu'à leur ruine. »

Mao Tsé-Toung, 14 août 1949.

Constante de la riposte contre-révolutionnaire, le refus de la négociation a composé avec la nécessité tactique du compromis temporaire un jeu de cessez-le-feu qui ne saurait abuser. Pour les gouvernements successifs de Bagdad, il n'y a jamais eu de révolution kurde, mais tout au plus une révolte provinciale à visées séparatistes, engagée par l'ennemi national tricéphale : « l'impérialisme, le sionisme et la réaction ».

— Négociateur serait alors accorder à la révolution le bénéfice d'une reconnaissance de facto.

— Une négociation inclurait l'impossibilité de venir à bout, pour le régime, des fauteurs de troubles.

— Enfin, l'hypothèse d'un accord construit à partir d'une possibilité de décentralisation, puis d'autonomie au profit du Kurdistan irakien, provoquerait une fêlure géographique et politique qui serait l'annonce d'une rupture ultérieure de l'entité irakienne. C'est ce que signifie l'image utilisée par le représentant kurde au Caire : « Pour les ultras, l'Irak est promise à un mariage grandiose qui l'unirait à la nation arabe :

elle ne peut alors se permettre d'arriver à la cérémonie amputée d'une partie d'elle-même ou dépossédée de la moitié de sa dot. »

Pour les Kurdes, toute négociation, dans l'état actuel des choses, ne peut être qu'une étape. Obligés à l'atерmoiemement par les circonstances — la situation économique et l'organisation socio-politique de l'intérieur — ils se prêtent au jeu des trêves et des palabres. Jeu dangereux qui sera l'occasion de la crise qui opposera le général Barzani au Bureau politique du P.D.K de 1964.

Encore faudrait-il, pour saisir les subtilités de la tactique et son articulation, tenir compte de cette aptitude à la souplesse mentale et diplomatique qui est un des traits marquants de la mentalité moyen-orientale. Cette fluidité est particulièrement dangereuse lorsque l'absence de participation du collectif laisse le champ libre à un groupe de décision minoritaire isolé du peuple. Nous retrouverons ce déterminisme à l'origine de la crise interne kurde et de la faillite des gouvernements irakiens. Nous comprendrons alors pourquoi un homme comme Barzani, plus proche de la masse populaire par ses origines, sa formation et sa mentalité, sera plus à même de débrouiller, en une sorte de réflexe, l'écheveau de ces contradictions.

Les exemples sont nombreux qui illustrent cet opportunisme diplomatique. Nous en retiendrons un parmi tant d'autres : la rencontre Aref-Barzani d'octobre 1966, dont nous fûmes témoin.

Il en est allé des promesses de Bazzaz comme des herbes de l'Hendren : la chaleur de l'été a desséché les unes et les autres, et l'on se demande si la paix née avec la saison ne mourra pas avec elle. Les escarmouches se multiplient sur le front sud-est et Barzani se lasse de cet étrange jeu de la paix et de la guerre.

Ses négociateurs — Kak' Mossem Dezai, le juriste, et Kak' Nafiz, l'ex-lieutenant-colonel de l'armée gouvernementale — sont chargés de notes à la sévérité de plus en plus précise. Le brigadier Ahmed Kemal Mustapha, un des membres irakiens du comité de liaison, s'est fait vertement tancer par le général kurde qui lui a lancé :

— *Que voulez-vous ? La guerre ? nous la ferons ! La paix ? nous la bâtirons ! Mais faites votre choix !...*

La guerre ? Il ne faut pas y penser pour l'instant. L'armée irakienne convalescente est loin de pouvoir envisager la mise en route d'une quelconque campagne. L'armement, l'équipement, l'entraînement font défaut, ainsi que le moral. Les troupes sont épuisées, plus en esprit que dans leur chair. On signale même des désertions, dont celle de deux pilotes de jet.

L'économie nationale a été durement touchée, et l'Irak envisage dès à présent de demander au Koweït un prêt qui comblerait en partie le déficit de 40 millions de livres qui s'est rapidement creusé dans le trésor.

A la fin août, tandis que se font plus pressants les télégrammes de protestation de Barzani, des séances de travail extraordinaires groupent autour du président Aref ses conseillers et quelques-uns de ses amis. Ces hommes, pour la plupart des militaires de tendance modérée, sont décidés à tenter une manœuvre politique d'apaisement destinée à gagner du temps. Ils répugnent à l'usage de la force brutale et s'inquiètent de l'action des groupes de pression ouvertement hostiles à toute négociation avec les révolutionnaires kurdes.

Il est bien évident que Barzani est las de ces visites de courtoisie que lui prodiguent les personnalités irakiennes, et au cours desquelles ne s'échangent qu'amabilités et cadeaux (le généralissime kurde recevra trois Korans au cours de ces ballets diplomatiques, y perdant un revolver Herstal 9 mm qu'il donnera au ministre de la Défense !).

Au fur et à mesure que monte la tension, les exigences gouvernementales s'amenuisent et le conseil personnel du président Aref en arrive à élaborer une ultime concession : le président lui-même se déplacera en personne et se rendra « au Nord » afin d'y rencontrer Barzani. Dans les premiers jours de septembre, le ministre de la Défense, porteur de l'inévitable Koran à offrir, est chargé de présenter le projet au quartier général de la révolution. La réaction du leader kurde n'est guère enthousiaste :

— *Nous acceptons le principe d'une rencontre, répond-il en substance, mais nous ne voulons pas qu'elle ne donne lieu qu'à un simple échange d'amabilités.*

Qui plus est, dans un télégramme, il précise :

— *Pour votre sécurité, et la mienne, cette entrevue se déroulera dans les lignes kurdes.*

Baghdad se rend aux exigences kurdes. Il ne reste plus qu'à fixer une date : sans doute fin octobre. La manœuvre tentée par Aref est dangereuse. Ce déplacement au Nord ne va-t-il pas être interprété comme un aveu de sa faiblesse ? Pour la révolution kurde, recevoir Aref au sein même du Kurdistan « libéré » constitue une preuve de sa puissance et une illustration des succès militaires du printemps dernier.

Conseillers et président n'ont cependant pas abdiqué toute velléité de tactique et, avec habileté, mettent au point les modalités de l'entrevue, tout en prenant une série de mesures propres à créer une détente et un climat favorable aux discussions :

— On libère quelques prisonniers politiques.

— L'officier commandant le bataillon gouvernemental de Dokan confie au chef militaire kurde de la région, qu'il rencontre « incidemment », que Baghdad procède au désarmement progressif des « djashes ».

— Le 20 octobre, Radio Baghdad déclare : « L'impérialisme ne pourra pas diviser les Arabes et les Kurdes. »

— Le gouverneur de Sulemaniyeh est remplacé par un Kurde : M. Bahiz Dezai.

26 octobre.

Trois personnalités kurdes de Baghdad précèdent le chef du gouvernement, composant une sorte de Conseil des sages de tendance modérée, amical envers la révolution. Etrange destin de ces grands bourgeois au nationalisme prudent dont l'existence se partage entre un ministère et la prison, ou tout au moins la disgrâce. Un sheikh arabe de leurs amis les accompagne, figure souriante à la barbe épanouie qui sera l'image de l'amitié arabo-kurde que nul impérialisme ne saurait atteindre.

Il y a là, calme et effacé, le ministre de la Reconstruction du Nord, Ahmed Kemal Kader, ministre sans besogne ; le général Fouad Aref, ancien ministre, compagnon d'armes du président Aref qui le fit jeter en prison puis lui confia un portefeuille ; Baba Ali Sheikh Mahmoud, brillant petit homme à la chevelure poivre et sel, formé à l'Université américaine, par trois fois ministre, et dont on parle beaucoup à présent en tant qu'éventuel vice-président.

27 octobre.

L'opacité de la nuit sans lune dessine aux phares des faisceaux sans bavure. Les sentinelles, l'arme à la bretelle, regardent repartir vers Rawanduz ce seikh arabe qui vient de conférer avec les chefs de la révolution. La Mercédès claire fait rouler les pierres du chemin.

Le trafic radio est calme. Aucune alerte. Un messenger d'Arbil vient d'arriver : on ne signale aucun

mouvement de troupe. A Mossoul, les avions sont désarmés. Les chars d'assaut de Rawanduz restent au parc.

Le colonel Kasi, qui veille sur la sécurité de Barzani et de ses invités, plaisante avec le docteur Mahmoud.

28 octobre.

A quelques kilomètres au nord de Rawanduz, sur la route stratégique qui mène en Perse : Jindian. Un petit hameau tranquille où s'arrêtaient les commerçants pour faire viser leurs acquits par des douaniers aux casquettes crasseuses. Seul à n'avoir pas été bombardé, et seule construction de pierres et de ciment, le poste de douane a conservé son panneau enfumé par le napalm :

« Customs - Excise Office - Jindian »

Un bistrotier y a élu domicile. En ce petit matin ensoleillé, rafraîchi par la rivière proche, les pesh merga sont venus plus nombreux qu'à l'habitude. Une section a pris position sur le talus qui fait face à la boutique. Des moteurs grondent, et tout étonné, le cafetier distingue les huit Dodge qui grimpent au flanc de la colline, ferment la route, mettent leurs mitrailleuses en batterie. C'est beaucoup pour un café.

— *Qu'est-ce que c'est ?*

— *Barzani arrive...*

Les larges bancs de bois dont la patine adoucit la rudesse sont vite recouverts de tapis. D'un camion, trois pesh merga — qui portent sur l'épaule l'insigne rouge du Comité exécutif — extirpent des fauteuils de bureau.

Bientôt surviennent les Land Rover grises du général Barzani et de ses gardes du corps. La jeep Willys verte du Comité exécutif suit, conduite par Habib,

le secrétaire du Parti. Bientôt les rejoint le « Conseil des Sages » que préside Baba Ali Sheikh Mahmoud, et que l'on hébergeait à Galala.

A leur tour arrivent les Sudistes en une délégation familière, puisque s'y trouvent le gouverneur d'Arbil, des officiers supérieurs de la région et le chef de la première division.

Des pesh merga servent le thé et des sodas.

Il est 11 heures. Chacun paraît détendu, serein.

N'était-ce la gravité du visage impénétrable de Barzani qui s'est isolé sur un fauteuil et ne participe aux conversations que par monosyllabes, il semblerait qu'il ne s'agisse que d'une agréable partie de campagne présidentielle. Le généralissime kurde souffre depuis plusieurs semaines du nerf sciatique et l'attente l'importune.

12 heures. Aref est en retard. Baba Ali Sheikh Mahmoud, souriant, raconte des anecdotes et décide de filmer la scène. Sa caméra lui cause quelque ennui, ce qui permet à ces messieurs de donner leur avis et de manipuler à leur aise l'appareil. Des pesh merga apportent des raisins.

— *Les voilà !...*

Une camionnette blanche des services secrets précède une longue limousine américaine. L'officier qui en descend n'est pas le président, mais son ministre de la défense.

— *Oui, le président Aref est à Rawanduz. Nous pourrions peut-être aller le chercher. Il serait certainement sensible à cette marque de courtoisie.*

Barzani acquiesce et les chauffeurs avancent les voitures. La délégation kurde part rapidement sans autre escorte que cinq pesh merga armés de pistolets-mitrailleurs et de fusils.

13 h 45. — Survient un soldat de l'armée de la révolution au volant d'un vieux taxi Buick. Il freine brutalement, baisse les glaces et crie :

— *Le général Barzani est resté là-bas. Il est entré sous une grande tente, et tout autour il y a des soldats du gouvernement et des djashes en armes dans des postes militaires.*

Un léger affolement flotte dans l'air. Des ordres claquent. Une centaine d'hommes s'entassent dans les trois Dodge armés de mitrailleuses sur affût et foncent sur Rawanduz.

— *Ça y est ! ça va chauffer !* déclare un officier.

Des estafettes kurdes stoppent le convoi à trois cents mètres d'une vaste étendue de terrain où sont dressées deux grandes tentes de l'armée flanquées de voitures radio, d'un camion citerne Molotova et de quelques jeeps russes.

Mergasoori ordonne :

— *Un Dodge D.C.A. dans le cimetière sous les arbres, les autres ici. Que les pesh merga rejoignent les positions gouvernementales afin de les neutraliser en cas de besoin.*

Deux soldats irakiens éberlués assistent à la manœuvre, assis sur leur rocher. Ils ont l'air fatigué des vieux territoriaux et lèveraient presque les bras à la vue des Kurdes qui les rejoignent en courant, le sourire aux lèvres et le fusil à la main.

Là-bas, devant une cohorte de journalistes gouvernementaux auxquels se sont joints des correspondants égyptiens — les étrangers ayant été priés de s'abstenir — le général Aref, en uniforme de général, a accueilli son répondant et lui dit, désignant les installations champêtres :

— *Inutile de nous déranger. Nous serons très bien ici. D'ailleurs, le déjeuner est servi...*

Le lunch est léger. Les deux généraux prennent place sous l'auvent de la tente, tandis que s'affairent les reporters photographes. La première partie de l'entrevue, qui durera plus de deux heures, est publique, ce qui permet au président Aref de proclamer

à haute et intelligible voix des déclarations de principe édifiantes qui ne sauraient que plaire à son interlocuteur :

— *Un homme commet dans sa vie une lourde erreur. Faisons en sorte de ne pas la perpétuer.*

Barzani évoque le problème des djashes :

— *Je les ramasserai et les mettrai sous vos chaussures,* lui répond-il.

Puis les deux chefs se retirent afin de conférer.

Le mutisme de Barzani suscite toujours chez Aref une certaine anxiété. Aussi s'efforce-t-il de paraître aimable. Barzani, pour sa part, est surpris du manque de résistance qui lui est opposé.

— *Nous devons cesser cette guerre,* insiste l'Irakien.

— *A la condition de respecter le programme des réformes établies par Bazzaz,* répond le Kurde.

— *Mais certainement.*

— *Les promesses s'accumulent.*

— *Je ferai tout mon possible,* affirme le président.

— *Exilez Talabani dans le sud de l'Irak. C'est un être maléfique qui ne peut que nous diviser.*

— *Oui.*

— *Des Kurdes doivent accéder à des responsabilités gouvernementales telles que la vice-présidence, et la fonction de vice-premier ministre...*

— *Je suis d'accord.*

— *Un général kurde doit être nommé à la tête de la deuxième division.*

— *Assurément...*

— *L'exécution du programme en quinze points de Bazzaz doit se faire rapidement...*

— *Dès à présent, mais nous avons des difficultés d'argent...*

Les revendications gouvernementales sont assurément modestes.

— *Les structures administratives doivent être rétablies dans le Kurdistan, demande Aref.*

— *Nous vous ferons parvenir une liste des fonctionnaires kurdes capables de remplir à nouveau leur rôle.*

— *L'armement lourd saisi par l'armée révolutionnaire lors de la campagne du printemps dernier doit être restitué à l'armée irakienne.*

— *Les canons lourds vous seront rendus.*

Assurément tout est pour le mieux. A 16 heures, les deux interlocuteurs réapparaissent, satisfaits. Ils feront quelques pas sur la route tandis qu'opère la télévision. Barzani, en gabardine, répond en souriant aux journalistes égyptiens qui l'enregistrent à l'aide d'un petit magnétophone Philips Mini-cassette. Le colonel Kasi, dans son uniforme sans galons de révolutionnaire, ne peut s'empêcher de taquiner ses anciens subalternes sanglés de kaki. Il a fort bien connu le jeune Abdurahmane Aref qui s'éloigne de cet infatigable chahuteur et prend la tête de la petite troupe.

A Baghdad, les nationalistes seront furieux d'assister impuissants à la télévision à cette entrevue que domine la présence du leader kurde.

— *Nous ne pourrons jamais le pardonner à Aref, écriront-ils.*

L'heure du départ est celle des cadeaux : Barzani reçoit une Ford Falcon gris bleu, alors qu'il offre un plateau d'argent ciselé portant l'inscription : « Fraternité arabo-kurde ».

Sur la route du retour, une fois franchi le no man's land, Barzani fait arrêter sa voiture et adresse quelques mots aux gens qui l'accompagnent.

— *L'entretien s'est bien déroulé...*

Le soir même, Radio-Baghdad annonce : « Au cours de sa visite de cinq jours au Nord, le président de la République s'est rendu à Arbil. A l'intersection des camps de Diana et Rawanduz, le président a reçu Mollah Mustapha Barzani qui est venu le saluer

en compagnie de chefs de tribu kurdes. Un déjeuner a été pris en commun, offert par le commandant de la première division...

« Mollah Mustapha Barzani a offert au président Aref un plateau ciselé portant l'inscription « Fraternité arabo-kurde. »

Le bulletin de minuit devait être rectifié et faisait mention d'un « entretien ».

Les journaux irakiens décrivirent l'entrevue en se bornant à souligner la volonté de paix du président Aref et la soumission de Barzani. Un journaliste égyptien réussit à émouvoir ses lecteurs en exposant les périls auxquels il avait été exposé « dans la haute montagne ».

Quelle est la signification réelle de cette rencontre considérée tant à Baghdad qu'au sein de la révolution kurde comme le moment le plus important de ces longues négociations ?

Barzani ne devait-il pas dire : « A défaut de gagner la guerre, il gagne du temps. Il est impossible que tout change du jour au lendemain à la suite d'un voyage. Rien n'a été fait jusqu'à présent. Rien ne sera fait. »

VA-ET-VIENT DIPLOMATIQUE

Plus qu'une simple anecdote, l'épisode que nous venons de décrire est à situer dans un contexte plus général de restructuration de la politique irakienne.

La trêve-négociation présente est la plus longue de l'histoire de la révolution. Elle intervient de plus à un moment critique pour le Proche-Orient qui sera agité par deux crises lourdes de conséquences : le conflit avec les pétroliers anglo-saxons et plus particulièrement le groupe I.P.C. — *Iraq Petroleum Company* — et la guerre israélo-arabe.

L'équilibre précaire du gouvernement de Bagdad en sera affecté. Toutefois, échappant à l'explosion du statu quo politique qui le maintient à la tête de l'Etat, le président Aref saura utiliser la crise de l'été 1967 pour assurer une cohésion nouvelle au régime et signer de fructueux accords économiques avec la France.

Une brève nomenclature des faits mettra en évidence les va-et-vient de cette balançoire diplomatique dont il est difficile d'augurer avec certitude le résultat final.

L'hiver 1966-1967 est dominé par la crise pétrolière. De passage en Europe, le docteur Mahmoud Ali Osman déclare à la presse que les Kurdes font leurs revendications légitimes du gouvernement irakien, qu'ils soutiendront dans son conflit avec l'I.P.C.

Mais à New York, au siège des Nations Unies où il se rendra, ce même docteur Osman sera pris à partie par les diplomates irakiens qui protesteront auprès des délégations étrangères auxquelles il rend visite.

Le 11 mai, un nouveau gouvernement est formé à Bagdad par le président Aref lui-même qui en prend la tête. Des « personnalités kurdes » y entrent — dont le patient général Fouad Aref.

Le 2 juin, quarante-huit heures avant l'ouverture des hostilités par Israël, une commission interministérielle se rend au Kurdistan pour y rencontrer Barzani.

— *Nous désirons qu'un contingent de pesh merga soit envoyé au front pour y combattre aux côtés des troupes gouvernementales.*

— *C'est un suicide, répond Barzani. Israël est soutenu par les grandes puissances. Ce sera une guerre de matériel, une guerre de techniciens. Mes hommes ne serviraient à rien. Ce serait les envoyer à une mort inutile.*

Barzani ajoute une allusion aux « travaux de reconstruction du Nord » dont la promesse erre depuis le 29 juin. Peine perdue.

C'est la guerre et l'écrasement de la coalition arabe. Le contingent irakien a été décimé sur la route jordanienne. Son itinéraire avait été annoncé avec fracas par la radio d'Etat. A Bahnya, 10 avions sont détruits au sol le premier jour, tandis que 11 appareils s'écrasent en flammes, tirés par les Mirages israéliens. Au tableau de chasse de l'aviation irakienne : 2 jets. Une quarantaine de chars disparaissent également dans la tourmente.

Barzani a transmis un message de soutien moral aux responsables arabes. Ce qui permettra à un hebdomadaire français de déclarer dans sa lettre confidentielle aux lecteurs que le chef des « insurgés kurdes » « vient d'ailleurs de demander que soit organisée la solidarité arabo-kurde contre Israël » (4).

Le 11 juillet, chute du gouvernement : le général Taher Yiahia — que l'on dit au mieux avec l'Iraq Petroleum Company et les nationalistes baasistes — assume la direction d'un cabinet dont les prises de position excluent la participation des « personnalités kurdes » qui se retirent une nouvelle fois.

Dans une déclaration radiodiffusée, le général Taher Yiahia promet : « Mon gouvernement est prêt à reconnaître les droits du peuple kurde. » Notons-le bien : l'expression *peuple kurde* a été utilisée officiellement.

Le journal kurde de Baghdad *Tahari* (« la fraternité ») publie dans son n° 71 du 11 juillet 1967 une interview du « chef du mouvement kurde en Irak » : le général Barzani se montre sévère.

« L'expérience nous a appris qu'un régime qui n'a pas le peuple pour origine et qui n'est pas né dans des conditions naturelles, reste dans la confusion totale,

(4) L'article est intitulé : « Tournant à gauche ». En fait, depuis 1948, les Kurdes ont toujours prôné l'intégration d'Israël au sein de la communauté proche-orientale. L'auteur cite le général Taher Yiahia parmi les « personnalités progressistes » : on se rappellera le rôle joué par le général lors de la prise du pouvoir par les Baasistes en 1963.

sans programme et sans participation populaire... A cause de toutes ces considérations, nous n'avons pas voulu participer au gouvernement Taher Yiahia, car nous le croyons incapable d'exécuter la tâche qui consisterait à apporter une solution au problème du régime politique... Je dois mentionner ici la présence dans ce gouvernement de personnes qui désirent créer de toutes pièces des problèmes artificiels pour reprendre une situation de guerre. »

Fin juillet, des combats ont lieu dans la région de Sulemaniyeh : attaqués, les Kurdes ont le dessus et s'emparent d'un important armement.

Le gouvernement central diminue les salaires des fonctionnaires et organise des quêtes au profit « des victimes de la guerre d'agression perpétrée par Israël ». Le peuple murmure. A Bagdad, des personnalités osent avancer : « Tant qu'un homme comme le général Taher Yiahia, connu pour ses exactions et son immoralité en matière de finances, sera au pouvoir, nous ne donnerons rien. »

Une délégation militaire irakienne se rend en U.R.S.S. : l'Union soviétique livre à Bagdad une cinquantaine de chars. Quelques mois plus tôt, une commission d'experts de l'état-major s'était intéressée aux performances des chasseurs-bombardiers français.

Espérant contre toute espérance de la conférence de Khartoum, le général Barzani transmet à tous les gouvernements arabes, et en particulier au président Nasser, un rapport sur la question kurde : il y demande que soit étudié ce problème important pour le Moyen-Orient.

Aucune suite n'est donnée à ce rapport. Par contre, les responsables kurdes et les milieux progressistes arabes critiquent vivement la solution apportée au problème yéménite, pour lequel les pays arabes acceptent un *modus vivendi* malgré la présence d'officiers anglais et américains parmi les forces royalistes.

Quelques semaines plus tard, Jalal Talabani, envoyé en mission auprès du gouvernement syrien, s'efforce de convaincre ce dernier d'une collusion entre Israël et la révolution kurde. Deux bataillons gouvernementaux rejoignent la garnison de Rawanduz. Une brigade prend position à Sulemaniyeh. Le congrès de l'Association des étudiants kurdes en Europe — qui devait se tenir à Vienne du 17 au 22 août — est interdit par les autorités autrichiennes qui agissent sous la pression de l'ambassade d'Irak.

En septembre, l'armée révolutionnaire est en état d'alerte. Les permissions sont supprimées. Les positions de défense sont renforcées. A la fin du mois, le premier ministre, le général Taher Yiahia rencontre le général Barzani. Après l'échange traditionnel de cadeaux, la discussion commence sous le signe de la cordialité et de la confiance. Le premier ministre demande une réconciliation générale entre les Kurdes et le gouvernement. Barzani répond qu'il ne s'agit pas de proclamer une réconciliation, mais de reconnaître le minimum qui avait été proposé dans la déclaration du 29 juin 1966. Cette reconnaissance officielle serait — de fait — la réconciliation.

Le premier ministre propose alors la participation au gouvernement d'un vice-premier ministre et de quatre ministres kurdes qui représenteraient la révolution. Le général Barzani rappelle qu'une proposition de ce genre ne signifiait pas nécessairement la reconnaissance des droits nationaux kurdes.

Un compromis est adopté : la révolution kurde fournira les ministres demandés et le nouveau cabinet mettra en vigueur, dès sa constitution, les déclarations du 29 juin.

Le 6 octobre 1967, une délégation irakienne dirigée par quatre ministres s'installe à Arbil pour négocier avec les représentants *de la révolution kurde* — et non plus seulement avec le général Barzani — l'aménagement d'un statut d'autonomie de fait du Kurdistan irakien, sans que le mot soit officiellement prononcé ni que la chose soit divulguée par la presse

et la radio, afin d'éviter les réactions éventuelles des extrémistes arabes (5).

Le 8 octobre, le premier ministre irakien se rend à Arbil où il converse plusieurs heures durant avec la délégation kurde.

En décembre 1967, la mue saisonnière de Bagdad accentue son processus de dégradation diplomatique : la tension atteint la cote d'alerte. Tandis que le général Barzani — accompagné du docteur Osman — achève de visiter les régions de Sulemaniyeh et de Kirkuk, l'armée gouvernementale lance des attaques locales sur les positions kurdes. L'armée révolutionnaire, en état d'alerte permanente, repousse les commandos, non sans s'emparer de quelques prisonniers — un officier et cinq soldats — qui seront la preuve *in vivo* de la violation du cessez-le-feu.

L'hiver est rude. Les services de santé de la révolution, débordés, estiment à trente le nombre des malades par village. Les médicaments font défaut.

Le 13 janvier 1968, six ministres présentent leur démission au général Aref. Parmi eux, Abdel Razak Mohieddine — ministre d'Etat — qui sera remplacé par un militaire : le général Fayçal Chourbal El Ers.

Avant la fin du même mois, une commission française interarmes se rend à Bagdad. En France, les journaux annoncent la venue à Paris du président irakien qui, répondant à l'invitation de M. le Président de la République, sera reçu du 7 au 10 février.

Dans la nuit du dimanche 6 mai, le docteur Malik Douhan Al Hassan, ministre de l'Orientation et de la culture, annonce la prorogation de deux ans du « régime provisoire » établi le 2 mai 1964.

Entre-temps, le général Fayçal Al Ansari, connu pour son hostilité à toute négociation avec les révolutionnaires kurdes, est promu à la tête de l'état-major.

(5) Tenant compte des réactions éventuelles des ultras arabes, le docteur Bazzaz avait tenu secrètes trois clauses de son programme de juin 1966.

L'ECONOMIE REVOLUTIONNAIRE

Une guerre, une révolution, sont des corps en déséquilibre, déhanchés par une consommation qui peut atteindre un poids irrésistible, aux dépens d'une production faible, incapable de rétablir la balance.

Il s'agira donc pour la révolution de tenir rigoureusement compte de son économie, afin de ne point s'engager dans une action mal adaptée à ses ressources. Aussi, dessinera-t-elle une stratégie à long terme, permettant des reprises courtes et nombreuses de respiration économique. De fait, le général Barzani n'a jamais refusé les cessez-le-feu qui lui étaient proposés, allant jusqu'à donner aux troupes gouvernementales l'initiative de la rupture. Le cessez-le-feu du 29 juin 1966 n'était qu'une de ces haltes tactiques auxquelles se laissent abuser les observateurs étrangers peu informés.

Les facteurs strictement économiques impriment en conséquence un rythme lent au mouvement révolutionnaire kurde, et qui se répercute de plein fouet dans son évolution politique : fusion plus large des responsables politiques et de la masse, éducation des paysans-hôtes, politisation de l'armée, épuration intense des activistes.

La « douloureuse question d'argent » accélère de plus le processus de déféodalisation : ruinés, les grands propriétaires s'alignent sur l'ensemble des citoyens, perdant leurs prérogatives et acceptant d'autant plus facilement une conversion psychologique où n'intervient plus la « crainte de perdre ».

Quant au gouvernement, il est lancé dans une guerre classique qui utilise des moyens modernes et coûteux : 140 millions de dinars par an. Or, l'infrastructure économique du pays n'assume pas ces

120 x 5 = 420

dépenses. L'armement acheté à l'étranger est payé par le jeu artificiel des royalties pétrolières, soit 400 millions de dollars annuels : poule aux œufs d'or à la santé fragile, qui devrait au contraire permettre des investissements internes.

Le gouvernement, consommateur en déficit — 40 millions de dinars en 1966 — se trouvera obligé d'emprunter, hypothéquant sur les ressources futures de la nation et la plaçant ainsi sous la dépendance des prêteurs. En décembre 1966, l'émirat de Koweït sera le créancier ravi de prêter de nouveau assistance à son voisin auquel il conseilla de manifester quelque compréhension s'il voulait bien être crédité. Le petit émirat achetait ainsi une certaine forme d'allégeance et réglait définitivement ses problèmes frontaliers. Cette rentrée au sérail Centre-Droit, réjouissant les pétroliers et les Occidentaux, se traduira par le nouveau gouvernement de mai 1967. L'alliance du prêteur et de l'emprunteur ne va pas sans mécontenter l'opposition au régime et fortifie dans le même temps le glacis révolutionnaire kurde et arabo-kurde.

L'argent est également un des principaux soucis des responsables kurdes :

— Nous avons deux points critiques : nous sommes à court et d'amis étrangers sur le plan diplomatique, et d'argent sur le plan économique. Je pense qu'il est plus important de trouver de l'argent que des amis : les amis interviennent toujours une fois la victoire acquise. Pour vaincre, il faut de l'argent...

L'argent. Que ce soit dans les avant-postes du front, les villages ou les grandes villes, au cours des séances du Comité exécutif du Conseil de commandement de la révolution, ou des réunions de cellule, il y a toujours un pesh merga ou un paysan, une femme ou un enfant pour exposer son cas et demander de l'aide :

— Je n'ai plus de ressources. Mes champs ont été brûlés. J'héberge mon frère qui a été blessé...

— *Il nous faudrait de l'argent pour secourir les familles de Sulemaniyeh...*

— *Nous devons trouver de l'argent pour éditer un tract...*

D'où vient l'argent ?

Le budget de la révolution est déterminé par les cotisations et les dons des militants des villes et des villages, des sympathisants et des amis. Or, sur les deux millions de Kurdes qui vivent en Irak, combien sont en mesure d'apporter à la révolution une aide substantielle ? La moitié d'entre eux peuplent le Kurdistan libéré — zone tenue par les forces révolutionnaires — aux moissons détruites, au tabac invendu. Depuis sept ans, les fortunes se sont effritées, alors que les besoins augmentent. Quant au million qui reste sous tutelle gouvernementale, il comprend la minorité hostile à la révolution, les 800 employés et techniciens des compagnies pétrolières chassés de leur emploi pour des « raisons de sécurité », les paysans de 330 villages de la région de Kirkuk et d'Arbil qui furent évacués au profit de Bédouins importés du Sud, les 303 villages entièrement rasés du front, et les cellules traquées des grandes villes.

La source des revenus apparaît donc relativement mince : l'étranger serait en mesure d'éponger en partie le déficit. Or, jusqu'à présent, les collectes effectuées en Europe, en Amérique et dans les pays socialistes ne représentent qu'une infime partie des besoins. A une opinion publique relativement peu informée, qui se sensibilise progressivement, il faut ajouter l'atemoiement des partis peu enclins à tenter le risque d'une accusation de politique anti-arabe, la crainte des organismes charitables de profession — tel le Secours catholique — de favoriser une révolution dont ils redoutent la nature, le désintérêt de la communauté assyrienne réfugiée aux U.S.A. qui, malgré les injonctions du fils du général Agha Petros, borne ses aspirations nationales aux rêveries des cocktails et des premières communions.

Restent les comités de soutien à la population kurde, la Croix-Rouge internationale et le Secours populaire français dont l'action, pour être efficace, ne se heurte pas moins à des difficultés innombrables de procédure : passage des frontières, accusation d'ingérence dans des problèmes nationaux, ou de politisation de l'assistance. En effet, pour ne citer qu'un exemple, un flacon d'antibiotiques offert par le Secours populaire français paraîtra, aux yeux de certains observateurs, comme le signe de la participation évidente du parti communiste à la révolution kurde.

La révolution kurde assume en conséquence des charges supérieures à ses possibilités financières. Le trésorier de la révolution, le docteur Mahmoud Ali Osman ne s'en cache pas :

— Il nous faudrait un million de dinars par an, non pour progresser, mais pour survivre. Or, nous ne disposons que du cinquième. Le gouvernement utilise cet état de choses en tentant de nous asphyxier complètement par un blocus économique et la ruine du pays — incendies de moissons, élimination des ouvriers et employés kurdes ou salariés de l'administration — et en attirant par l'argent les indécis ou les faibles : les chefs de tribu reçoivent ainsi des offres considérables. Beaucoup acceptent. Les paysans ne peuvent plus vendre leurs récoltes. Les pesh merga avaient, au début de la révolution, quelques ressources personnelles. A présent, ils n'ont plus rien. L'armée grossit ! Le nombre des sinistrés augmente ! Nos ressources diminuent.

Cette inquiétude fera dire au capitaine Kemal qui commande la brigade arabe :

— Notre révolution est celle de tous les révolutionnaires de la terre. Ils doivent donc la prendre en charge. Notre combat est leur combat. Mais souvent les révolutionnaires européens ne sont que des agitateurs. Leur action se situe au niveau de la déclaration et du verbe. Aux militants d'Europe, je dis, je leur demande de nous aider. (23 novembre 1966).

Quels sont les besoins de la révolution ?

Le Conseil de commandement de la révolution est un corps gouvernemental responsable d'une population de 1 million d'habitants et d'une armée révolutionnaire en guerre.

Population civile :

18 000 familles ne disposent d'aucune ressource. Ce sont les parents, les épouses et les enfants de 2 500 pesh merga et des 30 000 civils tués au cours des opérations militaires et des bombardements. Les habitants de 600 villages sinistrés sont obligés de recourir à une aide temporaire : les quantités de céréales épargnées lors des incendies de récoltes s'avèrent insuffisantes pour nourrir la population. Sur les 200 000 villageois réfugiés, 92 % vivent en territoire libéré ; 10 % sous la tente, le reste disséminé dans les familles. Ce sont autant de bouches supplémentaires à nourrir.

Le budget annuel de temps de paix d'une famille rurale est de 40 dinars pour de simples cultivateurs et de 100 dinars pour les producteurs de tabac. Le Kurdistan irakien produit en effet plus de 4 millions de kilos d'un excellent tabac qui suffit à la consommation nationale et à l'exportation. 75 % des champs de tabac sont situés dans la zone libérée. La récolte de 1965 n'a pu être vendue : la guerre faisait rage et le blocus économique décidé par le gouvernement interdisait toute transaction commerciale avec le Nord. Seuls, quelques trafiquants, commerçants arabes habiles, contrebandiers irakiens, turcs et iraniens, parvenaient avec leur mule à franchir les lignes et à acheter à bas prix quelques centaines de kilos du meilleur tabac. On comprendra l'intérêt économique des cessez-le-feu.

Quels sont les prix affichés dans un village kurde libéré ? Ils varient avec l'époque. L'absence de fonds ne permet pas le stockage et la cherté de la vie est déterminée par la situation militaire.

Produits	Quantité	Temps de paix	Temps de guerre ⁽⁶⁾
Sucre	1 kg	90 filis	250 filis
Thé	1 kg	1 dinar	2 dinars
Froment	1 kg	50 filis	150 filis
Orge	1 kg	40 filis	100 à 200 filis
Riz	1 kg	300 filis	700 filis
Huile	1 kg	400 filis	900 filis
Viande	1 kg	400 filis	800 filis
Pétrole	28 l	250 filis	2 dinars
Essence	28 l	1 dinar	4 à 5 dinars
Tabac *	1 kg	500 filis	
Savon	1 morceau	40 à 60 filis	120 filis
Pile 1,5 volt **		30 à 40 filis	
* 1 à 3 % de la récolte revient de droit à la révolution qui le distribue aux pesh merga ou le vend. ** Peu de postes à transistors dans la population rurale.			

Les vêtements sont également beaucoup plus chers en temps de guerre déclarée. Il n'est pas rare de rencontrer un paysan kurde vêtu d'un blouson d'une université américaine ou d'un club de base-ball new yorkais. En effet, les produits des fripiers américains — vendus à la clientèle du monde entier — parviennent au Kurdistan après de multiples intermédiaires. Un costume d'homme traditionnel tissé à la main revient à 30 dinars.

(6) Prix affichés à Galala, petite ville située au nord de Rawanduz. Le filis est la centième partie du dinar : 100 filis : 1 dinar irakien. 1 dinar : (environ) 13,25 F.

L'armée :

14 000 pesh merga, dont 3 000 sans armes, dans la réserve et les services. Cette proportion importante d'hommes désarmés s'explique par les conditions économiques. L'armement est en effet soit saisi sur le terrain, soit acheté à l'étranger à des revendeurs.

En deux ans, les pesh merga n'ont pu être payés qu'à quatre reprises : soit 5 dinars, 5 dinars, 2,5 dinars, 5 dinars (7). Un djashe, par contre, reçoit 14 dinars par mois. Les familles de « tués » ont une pension mensuelle de 1,5 dinar « lorsque la situation est bonne ».

A combien revient l'entretien d'un pesh merga moyen dont il faut assurer l'habillement et la nourriture ?

Turban	1 dinar
Uniforme	2,5 dinars
Chaussures (chaussures en plastique sans adhérence en terrain montagneux)	0,5 à 1 dinar
	4 à 4,5 dinars
Repas (par mois)	1,5 dinar
Dépenses ordinaires (allumettes, papier)	0,5 dinar

La Hez de Resgari, par exemple, commandée par le lieutenant Rachid Sendi, dépense pour la nourriture de ses pesh merga — estimée à 2 dinars par sujet — et compte tenu du maigre « argent de poche » :

(7) La dernière solde a été touchée au mois d'octobre 1966.

$$\begin{array}{rcl} 1\,200 \text{ pesh merga} \times 2 \text{ dinars} & = & 2\,400 \text{ dn} \\ 15\,000 \text{ pesh merga} & = & 30\,000 \text{ dn par mois} \end{array}$$

Si ces 15 000 pesh merga changent 3 fois par an de vêtements et de chaussures :

$$4 \text{ dinars} \times 3 \times 15\,000 = 180\,000 \text{ dinars par an (habillement)}$$

Auxquels on ajoute :

$$30\,000 \text{ dinars} \times 12 = 360\,000 \text{ dinars par an (nourriture)}$$

$$\text{Total} \dots\dots\dots 540\,000 \text{ dinars par an}$$

Admettons que les pesh merga reçoivent en solde — nécessaire à l'entretien de leur propre famille — 10 dinars par an : $10 \text{ dinars} \times 15\,000 = 150\,000 \text{ dinars}$

Le total des dépenses d'entretien de l'armée s'élèverait en conséquence à :

$$\begin{array}{r} 540\,000 \\ + 150\,000 \\ \hline 690\,000 \text{ dinars par an} \end{array}$$

Dans ces chiffres n'entre pas en jeu l'entretien des cadres permanents de la révolution qui, réfugiés dans le Kurdistan libéré, ont abandonné toute activité professionnelle, et se doivent de pourvoir en partie à l'entretien de leurs familles terrées dans les grandes villes.

Or les ressources financières de la révolution s'élèvent à :

300 000 dinars par an.

Si l'on évoque à présent le problème du matériel, de son entretien, de son achat, on retiendra — à titre indicatif puisqu'il s'agit d'autant de secrets militaires — que 2 millions de cartouches ont été tirées du printemps 1965 à juin 1966. Sur ces 2 millions, la moitié a été achetée aux djashes ou à l'armée irakienne elle-même, au prix moyen de 50 à 100 filis l'unité.

Si un officier gouvernemental d'infanterie met en vente le mortier de sa compagnie — au prix de 40 dinars — ses chefs, au contraire, s'efforcent d'acheter : des sommes considérables sont proposées aux chefs de tribu pudiquement qualifiés « d'indépendants », c'est-à-dire attentistes et peu enclins à laisser la première place aux révolutionnaires. Ceci explique l'habileté manœuvrière de la révolution, obligée de s'opposer avec les mêmes armes — l'argent — aux tentatives de séduction conduites par le gouvernement sur la personne des grands propriétaires. Lorsque Barzani déclare :

— *Nous devons pratiquer avec soin notre politique de relations avec les tribus,*

il entend par là éviter la création d'un second front à l'intérieur même du Kurdistan :

— *Nous luttons contre le gouvernement. Nous ne pouvons pas matériellement lutter à la fois contre le gouvernement et contre les grands chefs de tribu qui vivent encore dans le Kurdistan. Car ces hommes sont puissants : ils ont des guerriers, de l'argent, des appuis et la population paysanne n'est pas encore prête à se soulever contre eux. Nous ne pouvons supporter une division interne.*

La situation financière de la révolution, sollicitée sur tant de fronts, est pour le moins préoccupante. La conclusion du rapport financier publié lors du VII^e congrès du Parti démocratique du Kurdistan irakien, en novembre 1966, laissera transparaître l'amorce d'une nouvelle attitude centrifuge : l'isolement de la révolution doit être rompu par la propagande à l'étranger.

— *Le budget de la révolution n'est que le cinquième du strict minimum indispensable. Cependant, nous pouvons espérer : en effet, pour le moment, nous ne recevons pas d'argent de l'étranger. Aussi devons-nous fortifier notre organisation, augmenter nos activités*

et nous efforcer d'améliorer notre situation financière. Mais ce qui est le plus important est d'essayer d'avoir davantage d'amis dans le monde extérieur, parmi les peuples et les gouvernements. La paix présente nous donnera l'occasion de réaliser cet effort : car une aide intérieure même maxima ne peut nous tirer d'affaire. Nous devons recevoir une aide extérieure.

LA MUTATION RÉVOLUTIONNAIRE

L'AMBIGUITE NATIONALISTE

Rencontré au détour d'une rue, d'un forum ou d'un hémicycle, le nationalisme paraît tout d'abord sous les traits du verbe.

De fait, la débauche verbale, sous forme de discours public, semble être le squelette du comportement nationaliste. L'émotion collective atteint au cours de ces manifestations un état de confusion apte à provoquer une action anarchique et violente. Cette attitude élémentaire spectaculaire est bien faite pour provoquer — par l'agression et la contrainte — l'observateur ou le participant.

Les Kurdes, gens discrets, disent des leaders nationalistes arabes : « Ils parlent trop... ce ne sont pas des manières de chef d'Etat ! Ils se contredisent, jettent des énormités et des insultes qui sont incongrues dans la bouche d'un responsable. Comment les prendre au sérieux ? » (Comité exécutif).

Une phraséologie volubile berce dans les phantasmes de l'avenir la faim de la foule du présent. Au nom du nationalisme, des budgets s'engloutissent dans des préparatifs de guerre et de sanglantes promenades militaires. C'est au nom du nationalisme d'une

classe que se déclencha la contre-révolution de Kassem, qui fut à l'origine de la révolution kurde de 1961. Mais c'est également au nom du nationalisme que se développe cette dernière.

Existe-t-il alors une pathologie du nationalisme, et à quel stade du développement collectif celui-ci correspond-il ?

27 Résurgence de l'attitude agressive de la tribu qui, pour survivre, doit se battre, le nationalisme est l'exaltation d'un sentiment archaïque de revalorisation, nécessaire au collectif pour regrouper ses potentialités et faire face (8).

Distinct du processus de « nationalisation » du pays colonisé qui se retrouve en lui-même et reprend conscience de son identité, le nationalisme néofasciste se distingue par son option résolument expansionniste et centrifuge. Au contraire du nationalisme chinois — centré sur la conversion économique et socio-politique interne — le nationalisme arabe se refuse à envisager une thérapeutique locale : l'ennemi n'est pas dans le pays, mais à l'extérieur, les réformes ne peuvent venir du dedans, mais de la conquête.

Manipulé, le nationalisme arabe permet aux puissances de planter leur tente dans des pays en voie de développement pour lesquels l'assistance est une nécessité. Serti dans cette occupation néocolonialiste, le nationalisme est une véritable entreprise de désintégration économique et politique de la nation. En

(8) Groupe primitif exclusif, la tribu ne réalise son unité qu'autour de la notion de dépendance et d'identité — identité des caractères d'une même ethnie, d'un même groupe. Le groupe primitif et racial ne parviendra à maturité que dans l'éclatement de son particularisme et de son exclusivisme, par la fusion avec d'autres groupes. Son unité sera alors politique. La fusion des communautés exige que disparaissent les rapports de dominance.

En ce sens, nous pouvons dire que les collectifs nationaux vivent encore — que ce soit en Europe ou aux U.S.A. — sur un mode archaïque.

effet, pôle pathologique de la *nationalisation* des mentalités jusque là asservies, l'hypernationalisme semble bien correspondre trait pour trait à la symptomatologie de la névrose hystérique.

L'observateur ne peut s'empêcher de s'étonner des déclarations contradictoires issues des milieux nationalistes arabes : influençables et inconsistants en leur personne, ils paraissent agités de vecteurs contraires qui les conduisent à affirmer avec force des thèmes inconciliables. Cette fluidité s'accompagne de ferveur, sans cesse renouvelée, adaptée au moment, et qui réapparaîtra quelques semaines après dans la dénonciation de ce qui a été dit avec passion. Ainsi Kassem célébrait-il (1958-1959) la fraternité arabo-kurde, puis lançant ses troupes dans le Kurdistan, fustigera-t-il les Kurdes « rebelles et coupeurs de route ». Aref promettant la paix préparera la guerre, invitant avec chaleur des négociateurs kurdes, et les jetant aux fers à l'issue de leur visite.

Les fabulations ne cesseront de falsifier les rapports interindividuels, et ce au niveau des communautés : les professions de foi alternent avec les attentats et les promesses cohabitent avec les reniements. Se magnifiant lui-même, le nationalisme arabe substitue au réel l'événement imaginaire qui n'est que la traduction de l'histoire *ad usum Narcissi*. Cette transformation de l'histoire en conte sécurisant et justificateur s'accompagne d'un véritable refoulement du détail accusateur et déplaisant.

Distinctes de la propagande, qui est action, ces manifestations verbales, qui sont passion, traduisent la fantasmagorie hystérique. En 1966, lorsque les troupes défaites regagneront leurs casernes après la sanglante campagne de printemps, Abdurahmane Aref récompensera les « héros victorieux » et épuisés. Accusés, contraints à l'évidence, les nationalistes arabes inventent de bonne foi les responsables de leur échec : « agents étrangers »... « impérialisme ».

Ainsi se déroule l'existence du collectif nationaliste dans le monde factice de conquêtes imaginaires, refusant la trame authentique du quotidien et préférant le jeu phraséologique aux obligations matérielles de l'équipement et du développement.

La « théâtralité de l'existence hystérique » interdit toute révolution interne : la politique de l'hystérique qui, échappant au *dedans*, tente de vivre sur un mode du *dehors*, développe son délire au point de lui donner vie. A ce moment, le délire prend le relais de son géniteur et l'assume, le poussant au-delà de sa propre volonté dans un processus circulaire d'amplification qui ne peut aboutir qu'à l'issue *dramatique*, catastrophique.

Coiffant le tout d'une auréole valorisante, l'alibi religieux accentue la poussée du délire qu'il alimente⁽⁹⁾ : Dieu est la caution par excellence du sacrifice collectif, subi et imposé⁽¹⁰⁾.

Le déterminisme responsable de la révolution nationale kurde est différent de celui que nous pouvons rencontrer dans l'élaboration des nations, dont le nationalisme s'est forgé au cours des guerres de

(9) « Prenant sa racine dans la famille, la patrie apparaît donc comme un héritage à la fois charnel et spirituel... Au premier rang se dressent les cathédrales... Bibles de pierre, elles font le lien entre la patrie charnelle et le ciel, résumant l'héritage spirituel que composent les coutumes, les mœurs, les traditions, les arts, les sciences, les gloires militaires, et dont la clé de voûte est la religion. » C.R., *les Centurions* (publication de l'O.A.S. réservée aux officiers et cadres, n° 5, 20 octobre 1961).

(10) Que l'on se reporte à l'ambiguïté des « villes saintes » et des guerres politico-religieuses entreprises pour leur défense ou leur reconquête. Des croisés à Israël le pieux, le chemin est peu large.

Il s'agit ici d'une contradiction absolue entre l'infini du contenu de la notion de Dieu, et la localisation forcenée des dévotions qui taillent dans l'étendue du concept pour n'en retenir qu'un rituel et une morale. L'Etat religieux se pare de la divinité, et par son truchement escamote le politique au profit du magique.

On mesure à ce propos l'étonnante personnalité d'un Mustapha Kemal Atatürk qui osa s'attaquer au pesant édifice d'une société religieuse.

libération nationale. Chez ces dernières, l'oppression coloniale cristallise la réaction du colonisé autour d'une recherche de cohésion nationale⁽¹¹⁾. Pour le Kurde, le partage arbitraire du Kurdistan par les puissances occidentales engendre la volonté de remettre en cause les décisions du colonisateur⁽¹²⁾.

La forme présente du nationalisme kurde semble s'articuler sur trois pivots : l'affirmation, la différenciation et l'identification : « *Je suis Kurde !* ».

Les ouvriers kurdes, de retour au pays, tournent en dérision certaines habitudes sexuelles des villes arabes :

— *A Baghdad chaque type a son petit ami. Ils se tiennent par le petit doigt et ils couchent ensemble. Ils pervertissent les jeunes Kurdes de Sulemaniyeh.*

Comportements socio-culturels, valeurs physiques et morales, sont utilisés comme points de comparaison. Toutefois, cette différenciation ne se poursuit pas sur un mode péjoratif :

— *Nous sommes différents. Moi, je ne suis pas un Arabe. Cela ne veut pas dire que les Arabes soient mauvais. Pas du tout : j'ai beaucoup d'amis arabes, et certains combattent dans la révolution. Nous sommes deux communautés distinctes avec nos richesses et notre histoire — souvent commune. (Homme, 34 ans, membre du P.D.K.)*

Le conflit exacerbe le nationalisme⁽¹³⁾ et met en valeur les divergences d'attitudes : le général Barzani ne déclare-t-il pas :

(11) A l'intérieur des nouvelles frontières tracées par l'occupant.

(12) Sans tenir compte des nouvelles frontières tracées par l'occupant.

(13) L'aile droite du nationalisme kurde — réduite à la portion congrue — est représentée par Jamal Nabes, kurdo-logue résidant à Munich. Nabes ne s'est pas engagé dans la révolution et ne bénéficie que d'une très faible audience.

— *Notre peuple ne peut accepter la résignation et partager le sort misérable des Irakiens trompés par un gouvernement fantôme.*

En fait, le nationalisme est bien un acquis culturel : la carte des attitudes nationalistes est significative à cet égard. Si pour le paysan de Kirkuk ou de Mossoul l'Arabe se distingue en tant qu'individu et en tant que gouvernement, pour le Kurde dont l'habitat isolé se trouve aux confins de la frontière turque, l'Arabe — individuel — est un inconnu et ne fait qu'un avec « celui qui vient jeter ses bombes ».

— *Je n'ai jamais vu d'Arabe. Mais je vois les avions : ils brûlent tout.* (Paysan du Nord, 65 ans.)

Ainsi la faute gouvernementale engendre-t-elle l'affrontement racial porteur de haine.

A la question « Pourquoi y a-t-il la guerre au Kurdistan ? » les sujets répondent en mettant en valeur la notion d'asservissement collectif :

— *Nous aurions préféré être colonisés par les Anglais ou surtout par les Français : maintenant nous serions indépendants ! S'il y a la guerre c'est que le gouvernement ne respecte pas nos droits.* (Homme, 42 ans.)

— *Nous ne sommes pas des hommes : nous sommes écrasés par le gouvernement arabe.* (Chef de village, 49 ans.)

— *Il n'y a jamais eu de véritable égalité entre les Kurdes et les Arabes : pourquoi donner des postes de gouverneur d'un liwa kurde à un Arabe ? Et pourquoi exiler dans le Sud un instituteur ou un fonctionnaire sous prétexte qu'il est Kurde ?* (ancien sous-préfet en poste dans le liwa de Bassorah.)

La révolution intervient comme facteur majeur de la transformation du nationalisme : au nationalisme séparatiste se substitue la prise de conscience natio-

nalitaire⁽¹⁴⁾ et la responsabilité collective. La réalité de la nation kurde intéresse le révolutionnaire qu'elle concerne seul, tandis que semblent être rejetés de la nation la majorité des aghas ou des collaborateurs du pouvoir central réactionnaire. La notion même de Kurde s'estompe au profit de celle plus large de Kurdistan, signifiant une réalité géographique — et politique — où se retrouvent plusieurs communautés. C'est ainsi que le Parti démocratique kurde, fondé en 1946, deviendra en 1952 : le *Parti démocratique du Kurdistan*.

Toutefois, c'est pour la *nation* et non pour le *parti* que se réalise la lutte révolutionnaire : les circonstances nationales orientent la politique du parti qui ne peut être qu'en fonction des aspirations et des besoins nationaux. C'est sur ce point précis que se déclenchera la crise interne de 1964 qui s'achèvera par la trahison de Jalal Talabani.

La nation révolutionnaire absorbe les nationalismes locaux organisés autour des féodaux :

— *Avant, c'était un chef local qui commandait la révolte. Maintenant, c'est tout le peuple kurde, avec un régime démocratique. Un seul chef, comme Sheikh Mahmoud à Sulemaniyeh, ne pouvait vaincre. Le peuple, lui, peut vaincre.* (Pesh merga, 32 ans, membre du P.D.K.)

Interrogé sur *ce qu'il est*, le sujet se définit en tant que révolutionnaire : acteur participant à l'élaboration d'une nation libérée. Ce n'est qu'accessoirement qu'il ajoutera : « Je suis Assyrien » ou : « Je suis chrétien. » Les valeurs d'intégration priment donc les valeurs de différenciation. La synthèse des caractères se fait par la révolution qui catalyse les aspirations.

(14) Cf. Anouar Abdel Malek, *Egypte, société militaire* : « L'effort nationalitaire s'entend comme un processus d'édification autonome et authentique, comme une véritable reconquête en profondeur de l'identité, bien au-delà des premiers combats de la souveraineté ou du ressentiment. » (*op. cit.*, p. 9).

Existe-t-il alors un fanatisme révolutionnaire qui ne serait que la forme rationalisée et justifiée d'un fanatisme nationaliste ?

La participation à la révolution de groupes ethniques différents, liés par le seul souci politique, tend à prouver que la révolution kurde nationale n'est pas une révolution nationaliste au sens où nous l'entendions lors de l'étude pathologique de ce terme. Les attitudes des sujets plongés dans le combat incitent à exclure de leur comportement tout fanatisme : la vie quotidienne qui impose ses pesantes obligations à un peuple isolé dans des conditions d'existence misérables a tôt fait de saper l'excitation primitive du danger et de la révolte au profit d'un retour sur soi et d'une autocritique permanente.

— *Pensez-vous que sept ans de guerre soient terriblement excitants, alors que votre carrière est brisée, votre fortune envolée, vos enfants au Caire et votre femme à Baghdad, à la merci des rafles de la police, et que vous vivez sans confort, loin de ceux qui étaient vos amis ou vos relations ?* (Ex-directeur des Travaux publics irakiens, membre du Comité central du Parti.)

— *Soyons francs : au Moyen-Orient, si l'on voit des intellectuels, des techniciens, des ingénieurs, des médecins, des avocats, des officiers supérieurs tenir le maquis dans la misère, alors que leur statut social les place au pinacle du pays, c'est qu'il y a une raison sérieuse. On peut fanatiser des pauvres, on peut faire se battre des miséreux, des réfugiés, pour n'importe quoi : ils n'ont rien à perdre. Nous, les anciens riches, nous avons matériellement tout perdu.* (Médecin, 30 ans, bureau politique.)

Défense de l'homme sain, l'humour — trait caractéristique de la psychologie kurde — permet le recul nécessaire par rapport à l'événement, et la dédramatisation de la situation. L'humour est incompatible avec le fanatisme qui, au contraire, fixe le sujet à l'intérieur de structures rigides et étanches. Cette propension qu'a le Kurde à rire de lui-même et de

ses semblables lui fait critiquer autant le rituel minutieux qui agite le « bon pratiquant » que la haute démenche verbale et motrice d'une foule nationaliste :

— *Avant, on tapait dans les mains, on criait beaucoup avec les autres quand il fallait manifester. On s'agitait beaucoup. A présent, avec la révolution, tout a changé : personne ne tape plus dans les mains, on ne crie plus. On est devenu plus réalistes. Tout cela ne servait à rien. Ce sont des mots. (Homme, 30 ans.)*

— *La révolution se fait pour les étudiants au niveau de la cravate. Ils s'agitent beaucoup mais ne froissent jamais le pli de leur pantalon. (Homme.)*

La révolution nationale qui se construit longuement dans la patience et le sacrifice collectif brise le comportement archaïque nationaliste qui est fixation à la tradition et aux normes du passé.

A la névrose nationaliste se substituent le sens de la responsabilité sociale et la nécessité de la transformation personnelle. Cette mutation ne s'accompagne pas pour autant d'attitudes fanatisées dans lesquelles s'investiraient agressivité et frustration : la politisation des mentalités conduit les sujets à l'analyse objective, tandis que les modèles refusés de l'adversaire — nationaliste — déterminent une réaction de rejet de tout comportement semblable.

DE LA GUERRE (SER) A LA REVOLUTION (SORIS)

« Mais pour supprimer la guerre, il n'existe qu'un moyen : lutter par la guerre contre la guerre, par la guerre révolutionnaire contre la guerre contre-révolutionnaire, par la guerre nationale révolutionnaire contre la guerre nationale contre-révolutionnaire.... »

Mao Tsé-Toung : la Guerre révolutionnaire. Problèmes stratégiques.

La révolution kurde naquit d'une réaction de défense et se transforma en un mouvement insurrectionnel populaire dont l'organisation fut bientôt prise en main par un parti : le Parti démocratique du Kurdistan irakien. Ce mouvement insurrectionnel est initialement le fait d'une minorité ethnique, les Kurdes, qui cherchèrent à faire reconnaître leurs droits par le pouvoir central. Aux paysans armés du Kurdistan, encadrés par les responsables politiques, se joignit une élite urbaine volontairement exilée des grands centres et qui apporta aux maquis l'avantage de ses qualifications techniques, civiles, militaires et intellectuelles.

Rapidement, les frontières ethniques éclatèrent et le noyau kurde se grossit de communautés minoritaires religieuses ou politiques.

De racial, le conflit devenait politique et remettait en cause non seulement le principe des statuts particuliers au sein du collectif arabe, mais surtout la nature même d'un régime militaire autocratique.

Les noms géographiques des parties en présence conduisent à une confusion exaltée par la propagande des nationaux-socialistes arabes de droite : parler

d'un conflit arabo-kurde au sens de comportement agressif de deux communautés raciales, c'est utiliser un alibi passionnel pour masquer une faillite politique.

L'attitude des partis communistes est significative à cet égard : peu sensibles à l'argument ethnique, ils conduisent l'analyse de la situation de manière à découvrir les éléments profonds responsables de l'affrontement présent. A la fin du mois d'août 1966, Zahir Abdul Samad, membre du bureau politique du P.C. syrien, traita de la question kurde dans un article courageux que publia le n° 7 de *Nidal El Shaab* (« la lutte du peuple »), organe central du parti communiste syrien ⁽¹⁵⁾ :

« La question kurde du nord de l'Irak reste jusqu'ici sans solution en dépit des combats acharnés que les divers gouvernements irakiens ont livrés et continuent de livrer depuis Nouri Saïd contre les nationalistes kurdes qui luttent pour la création d'une entité kurde dans le cadre de la République irakienne...

« La révolution kurde fait l'objet de violentes campagnes de déformation de la part de certains nationalistes arabes : on lui adresse des accusations provocantes (...) disant qu'elle n'est qu'une seconde Israël ou qu'il s'agit d'un mouvement séparatiste. Barzani est également accusé d'être un agent de l'impérialisme, du pacte C.E.N.T.O. et des compagnies pétrolières. Ces éléments chauvins arabes voudraient que la question kurde corresponde au tableau qu'en dresse leur propagande pour justifier une politique chauvine et hostile dont l'aboutissement est le refus d'une solution démocratique... »

(15) Il s'agit d'une attitude courageuse de la part du P.C.S. qui subit pendant longtemps de nombreuses persécutions du gouvernement de Damas. Au mois d'août 1966, la composition gouvernementale permettait qu'une telle déclaration ne fût point mortelle pour le P.C. syrien qui se garda bien de sanctionner l'article d'une signature collective. L'internationalisme du communisme arabe se doit de tenir compte des forces nationalistes particulièrement vivaces en Syrie, berceau du parti de la renaissance arabe et terre d'élection du successeur de Mohamed.

La réunion au sommet des partis communistes arabes, qui se tiendra en mai 1967, tirera les mêmes conclusions et votera une résolution particulière concernant la question kurde. Le texte de cette déclaration importante sera publié en juin 1967 dans le n° 86 de l'organe central du P.C. syrien :

« Les circonstances ont prouvé que la question kurde faisait partie du problème de la démocratie en Irak... Les partis communistes de tous les pays arabes affirment de nouveau leur soutien aux revendications nationales légitimes du peuple kurde visant l'obtention de l'autonomie dans le cadre de la République irakienne et invitent l'ensemble des forces progressistes et patriotiques du monde arabe à soutenir les efforts réalisés pour parvenir à cette solution souhaitable et juste. »

Dans le vocabulaire kurde, le terme *Ser* signifie « la guerre », « la lutte armée ». Le langage courant, véhicule par excellence des attitudes implicites, lui a préféré *Soris*, « la révolution », pour caractériser les événements présents. Interrogé sur ce qui se passe, un paysan ne parlera de guerre que dans le sens de « faits de guerre », tels que les bombardements, les batailles et le cessez-le-feu. Par contre, la situation est considérée comme « révolutionnaire ».

— *Pendant la guerre, on se bat sur le front. La révolution continue : il y a beaucoup de travail à faire.* (Homme, 35 ans.)

L'usage des deux termes est en relation avec l'apprentissage politique du sujet : les vieux paysans des zones montagneuses retirées ne distinguent que rarement la spécificité du conflit actuel.

— *C'est comme du temps des Anglais. C'est pareil. Nous nous battons pour notre liberté.* (Homme, 76 ans.)

La comparaison des deux thèmes par un sujet met en valeur les motivations sociales :

— *La guerre, c'est se battre entre deux armées. Nous nous battons pour rester libres. La révolution, c'est changer tout cela, et faire notre pays moderne, que tous les Kurdes soient heureux, qu'il y ait l'égalité, et pas comme avant. (Paysan de Barzan, 43 ans.)*

— *Maintenant, c'est la révolution, car nous sommes tous unis ; tous les Kurdes. Avant, c'étaient des guerres, des révoltes ici et là, comme à Sulemaniyeh. Maintenant, il n'y a plus d'histoires de tribus ou de féodaux : nous luttons ensemble pour la démocratie. (Homme, 45 ans.)*

Quelles sont donc les caractéristiques de la révolution kurde ?

Il est nécessaire de distinguer deux champs de forces, l'un géopolitique global, le second proprement interne, qui rendent compte à la fois de son originalité et des obstacles auxquels elle s'affronte.

LES CIRCONSTANCES GEOPOLITQUES

★ L'Irak, pays hôte de la révolution, est redevable des puissances occidentales et plus précisément de l'Angleterre qui en décida la création lors du démembrement de l'Empire ottoman, dans le cadre plus large de ses visées moyen-orientales. L'Irak, pays anciennement colonisé et formé par une tierce puissance se situe également dans la communauté des nations arabes dont le nationalisme fut à la fois exploité et orienté par les Britanniques afin d'être utilisé aux intérêts de la couronne.

★ L'ennemi auquel s'oppose la révolution kurde est donc puissant, déborde largement les limites de l'entité nationale irakienne. Dans une certaine mesure,

le nationalisme panarabe représente un élément dangereux capable de paralyser l'élaboration d'une société nationale libérée des tutelles : c'est donc au niveau des gouvernements débordés par les courants contradictoires de l'arabisme que se situe l'affrontement, et non au niveau du peuple arabe lui-même.

★ La manipulation du nationalisme arabe, tant par les forces réactionnaires nationales que par les grandes puissances intéressées, condamne la révolution kurde à un isolement de la part même des groupes politiques et des gouvernements à idéologie parente⁽¹⁶⁾. La répartition de la population kurde à l'intérieur de quatre pays dont les différends atteignent parfois l'antagonisme accélère les processus de désengagement et de non-intervention ; considérée comme seconde par rapport à la question apparemment plus vaste du nationalisme arabe, la révolution kurde est réduite au rang d'objet de chantage et de troc.

★ L'Islam constitue le milieu socio-culturel spécifique dans lequel se déroule la lutte révolutionnaire kurde. Par Islam, nous n'entendons pas un contenu idéologique strictement composé, mais plutôt un collectif d'attitudes et de comportements autour desquels se rassemble la communauté : à l'image du christianisme occidental, les habitudes psychologiques religieuses ont rejeté au rang des accessoires la recher-

(16) L'Angleterre, jouant la carte arabe dans le Proche-Orient, dressa cependant le nationalisme kurde contre le kémalisme vigoureux qui s'opposait au dépeçage de l'Empire ottoman. Le but une fois atteint, les fonctionnaires britanniques rattachaient le willayet de Mossoul pétrolière au royaume irakien et lançaient les avions de la R.A.F. sur les petits villages kurdes. En 1963, lorsque l'Union soviétique s'élèvera à l'O.N.U. contre les atrocités commises par le gouvernement irakien sur les populations kurdes, Pékin tentera de consommer la rupture Moscou-Baghdad en appuyant le nationalisme arabe, prêtant main-forte au régime fasciste des brassards verts mis en place avec l'aide du colonel Lakeland de l'armée U.S.

che dynamique de l'inquiétude religieuse au profit d'une morale implicite essentiellement statique (17).

« Or cette résistance qu'oppose l'Islam, même assoupli, aux exigences de la société contemporaine est spécifique au monde arabe », écrit Anouar Abdel Malek dans une remarquable analyse du « socialisme dans le monde arabe (18) ».

Le groupe des « Frères musulmans » (« el klouan musulmin ») représente fidèlement l'aile ultra-conservatrice de l'Islam arabe. Or, pour les « Frères musulmans », la révolution kurde se limite à un conflit interprovincial, dangereusement politisé par le Parti démocratique du Kurdistan jugé « communiste ». Le 26 octobre 1966 paraissait à Baghdad un tract publié par cette association qui entendait protester contre la rencontre qui avait eu lieu peu de temps auparavant au palais républicain et qui avait groupé autour du président Aref un certain nombre de personnalités et de notables. Le texte de cet appel ne manque pas d'un humour involontaire :

« Au nom de Dieu !

« La rencontre au palais du gouvernement...

« ... La question kurde : les Kurdes sont musulmans, et si le gouvernement les reconnaît en tant que nation, cela implique la division de l'Irak en deux parties. Le problème du Nord doit être résolu par un gouvernement musulman, l'Islam étant la religion des Kurdes.

(17) Cf. l'étude de Maxime RODINSON : « Problématique de l'étude des rapports entre Islam et communisme » (Colloque sur la sociologie musulmane, Bruxelles, 11-14 septembre 1961, p. 114), où l'on peut lire : « Ce n'est donc pas l'Islam considéré comme un catalogue de dogmes fixé *ne varietur* au moyen âge qu'il faut envisager, mais une sorte d'idéologie implicite créée par les besoins et les aspirations des populations musulmanes d'aujourd'hui... »

(18) In : *Nuovi Argomenti*, n° 61-66, mars 1963 - février 1964, p. 141-183. Repris dans la revue internationale de recherches et de synthèses sociologiques, *l'Homme et la société*, n° 2, octobre-novembre-décembre 1966 sous le titre : « Problématique du socialisme dans le monde arabe ».

« Les maladies de l'Islam se fondent dans le socialisme, dont les principes sont pernicioeux, surtout lorsqu'ils ne sont pas appliqués.

« Répondez-nous ! voulez-vous devenir socialistes pour la satisfaction de Moscou, ou de votre maître le pharaon d'Egypte ? Nous essayons toujours de continuer notre action contre cette politique confuse.

« Le traitement de la situation, le seul traitement de la situation est l'Islam. 95 % de la population de l'Irak est musulmane. Si le gouvernement ne suit pas cette route, il s'effondrera, parce que personne ne réussit dans sa lutte contre l'Islam.

« Abdullah ! »

★ L'économie du pays revêt un caractère de dépendance semi-coloniale, attachée par de multiples liens aux puissances étrangères, tant pour l'exploitation des pétroles, par le jeu des concessions, que par celui des investissements et des marchés. Cette dépendance est d'autant plus sensible au lendemain de la guerre du Kurdistan qui a rendu largement déficitaire la balance budgétaire nationale. Le déficit obligeant à l'emprunt a conduit à hypothéquer l'avenir : les arbres de la forêt à planter sont déjà vendus.

La guerre consommatrice ligature les projets d'équipement d'un pays en voie de développement, en aiguillant sur les voies de l'armement les ressources accordées par les royalties. Les redevances des compagnies de pétrole devaient assurer à 55,8 % le financement du plan décidé par Kassem, soit 315 810 000 dinars, alors que les recettes des entreprises d'Etat ne couvraient que 4 %, soit 22 800 000 dinars, soit moins de trois fois les prêts étrangers — 77 178 571 dinars : 13,6 %.

★ La société irakienne morcelée en deux couches distinctes sans classe intermédiaire s'oppose en deux grands blocs majeurs, dont l'un, le rural majoritaire, ne représente pas lui-même un corps unifié : « La population rurale vit à l'écart des villes, dispersée

en une poussière de quelque 8 600 villages, dont 3 000 à peine ont plus de 2 000 habitants, les 5 600 autres n'en ayant pas même 200, souvent beaucoup moins », écrit Bernard Vernier. Négatif du premier avec lequel il n'établit guère de communications, le bloc dominant, inférieur en nombre, groupe essentiellement les marchands — grands commerçants — les officiers supérieurs et les grands propriétaires fonciers.

LES CARACTERISTIQUES INTERNES

Des contradictions engendrées par cette situation et ces circonstances se dégage un modèle révolutionnaire original dont ne parviennent pas à rendre compte les concepts et les schémas du socialisme européen. Qui plus est, la crise qui ébranlera la révolution kurde aux alentours de l'année 1964 trouvera son origine profonde dans la tentative inadaptée des anciens dirigeants du P.D.K. qui voudront forcer la situation en tentant d'y appliquer les normes tactiques et stratégiques du socialisme soviétique.

Le modèle révolutionnaire kurde s'articule autour de points essentiels :

★ *C'est l'événement qui a imposé la révolution* : la révolution kurde d'Irak n'avait jamais fait l'objet d'un plan à long terme de la part de ses dirigeants actuels. En fait, elle n'aurait jamais dû éclater ; sa naissance n'a été déterminée que par l'avortement de la révolution irakienne de 1958 et la mise en place des régimes néofascistes qui succédèrent à Kassem.

★ La révolution kurde s'est élaborée à partir d'un fond nationaliste, créateur d'un *front de libération nationale qui groupe toutes les classes patriotes*. L'unité de commandement et d'orientation assumée par le Parti démocratique du Kurdistan irakien

n'exclut pas l'éventail des attitudes politiques dont les divergences sont rendues accessoires par l'enjeu de la lutte.

La révolution est donc menée pour la liberté : étape première qui permet à la collectivité une prise de conscience de son identité au-delà des pressions de la colonisation. Libre, la communauté nationale se veut prospère dans chacun de ses membres, ce qui inclut une transformation des structures coloniales internes — souvent mises en place par le colonisateur lui-même — et l'élaboration de la société nouvelle :

— *Le Kurde qui se bat pour libérer son pays désire que tous ses compagnons de lutte soient heureux et ne souffrent plus : il faut donc améliorer les conditions de vie du paysan et détruire la force des aghas.* (Paysan, 41 ans.)

Cette préoccupation centrale « nationalitaire » — pour utiliser l'expression de Anouar Abdel Malek — n'admet pas de visées expansionnistes et se localise très exactement dans les limites territoriales traditionnelles du Kurdistan : *il s'agit de défendre un habitat et non de conquérir des territoires étrangers.* Au contraire du nationalisme arabe expansionniste — qui se heurte lui-même au nationalisme arabe local qui ne prétend pas à l'expansion — *le nationalisme kurde entend se borner à la reconquête d'un statut national légitime débarrassé d'une tutelle de type colonial.*

★ La motivation nationaliste de départ a contribué à circonscrire la révolution dans une zone géographique précise : le Kurdistan irakien. Toutefois, les conditions particulières de la guerre et l'importance des moyens modernes dont bénéficie l'armée gouvernementale font en sorte que le territoire libéré, tenu exclusivement par les forces révolutionnaires, est constitué de petites villes, de villages et d'un vaste arrière-pays rural. Les grandes villes, situées en lisière de l'Irak arabe mieux développé, et siège de rares industries régionales, ont été occupées par le gouver-

nement de Bagdad qui en assure la défense par ses blindés et son aviation. Ainsi les villes kurdes de Mossoul, Kirkuk, Sulemaniyeh, Khanakin, Arbil, Rawanduz apparaissent comme autant de forteresses dans lesquelles des forces considérables tiennent garnison.

Il n'a jamais été question pour l'état-major révolutionnaire d'en entreprendre la reconquête.

Par leur développement économique et culturel, les bases révolutionnaires sont inférieures aux régions qui se trouvent sous l'autorité du gouvernement de Bagdad. De ce fait, *la révolution se construit essentiellement à partir de la masse rurale*, rejointe par les élites urbaines — fonctionnaires, militaires, professeurs, ingénieurs, juristes, médecins, artisans, petits commerçants, ouvriers — qu'elle héberge et abrite dans ses vallées et ses montagnes.

★ L'analyse de la situation, les conditions de la lutte et l'incidence de la crise de 1964 ont rendu caduque la révolution théorique qui visait à une réforme rapide des structures sur des modèles occidentaux, et donné le primat à l'élaboration d'un *nouveau type d'homme*. La formation de l'homme révolutionnaire — véritable mutant — importe plus qu'une action directe sur les structures : l'objet est second par rapport au sujet, qui seul organisera à son tour l'objet de façon durable, lorsqu'il aura achevé la transformation de ses attitudes et de ses comportements.

Il s'agit là d'un choix, déterminé par une certaine qualité d'homme : doit-on promouvoir la masse paysanne en sa totalité et l'amener à conduire sa propre évolution, ou doit-on lui imposer des structures neuves, qui n'auront été pensées que par des leaders petits-bourgeois d'origine urbaine ?

Nous reviendrons sur les caractéristiques de l'éthique révolutionnaire, constituée longuement au cours des crises et des combats. Nous nous trouvons ici devant une conception originale de la temporalité

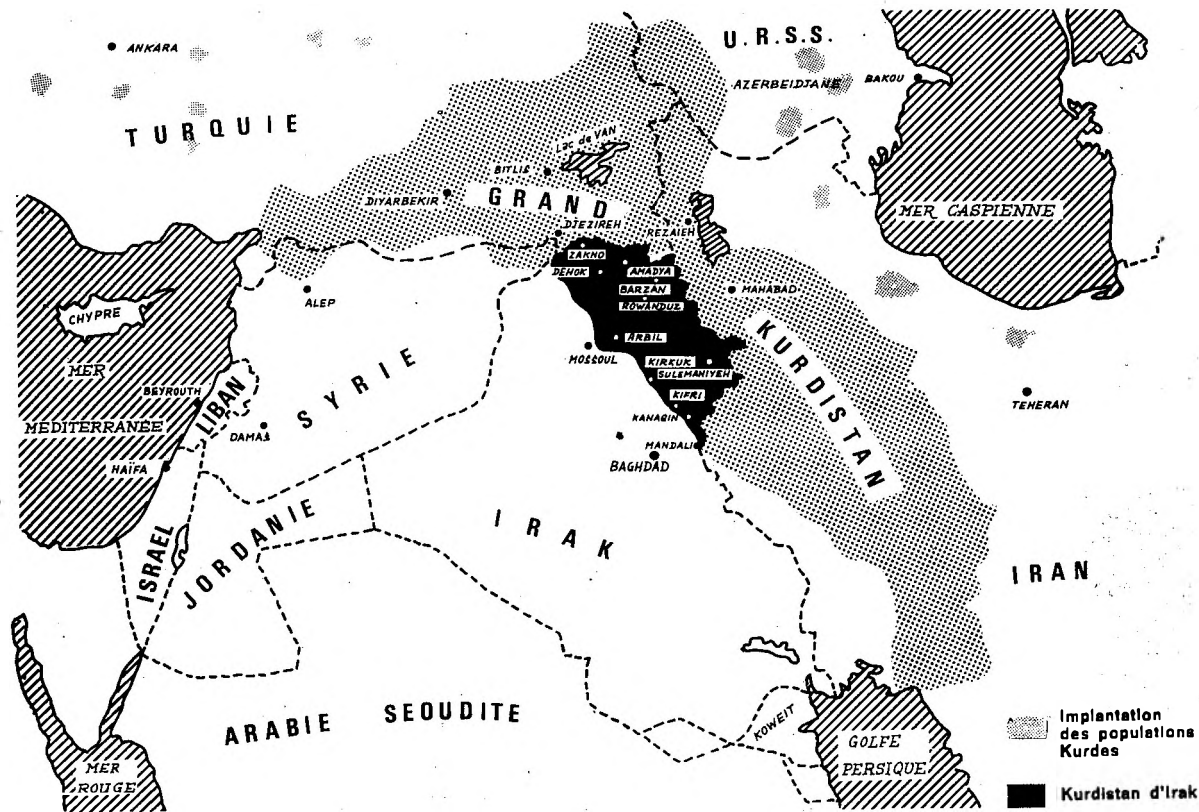
forgée par les circonstances et la situation : le choix — mutation de l'homme antérieure à l'action sur les structures — détermine une estimation du temps révolutionnaire :

— *Notre lutte va durer vingt ans, peut-être cent ans. Ce n'est pas important : ce qui importe, c'est de savoir attendre et d'organiser. Nous devons organiser davantage la révolution et insister sur la formation des cadres, surtout des petits cadres. Les cadres intermédiaires font défaut : il y a les dirigeants capables d'un côté, et de l'autre, la masse paysanne peu éduquée. Nous devons établir un pont. Pour nous, le temps est avec la révolution, à condition que le gouvernement ne trouve pas des alliés étrangers plus nombreux.* (Membre du Comité exécutif, 30 ans, médecin, membre du Bureau politique du P.D.K.I.)

★ *L'homme révolutionnaire n'est pas le guerrier : le guerrier — pesh merga — n'est que l'outil de la révolution, il ne se confond pas avec elle. Le réalisme révolutionnaire kurde se défie de la fascination qu'exerce le « guérillero ». Nous sommes fort loin des chromolithographies chatoyantes et héroïques qui incitent au maquis : le soldat révolutionnaire dont on ne renie pas le courage et le sacrifice est le bras qui maintient la révolution en survie. Mais l'ampleur de son rôle ne doit en aucune manière privilégier son statut :*

— *Nous luttons contre une junte militaire et savons le danger que représentent les militaires au pouvoir : le Proche-Orient est asphyxié par l'armée, déclare un membre du Comité exécutif, qui s'inquiétera en novembre 1966, lors du VII^e Congrès, de l'élection de trois officiers au Comité central du Parti.*

— *La masse se laisse prendre facilement au panache des militaires, surtout dans notre lutte héroïque. Nous devons veiller à ce que les militaires ne prennent pas le pouvoir.*





Le Kurdistan libéré

Kurdistan tenu en grande partie par les gouvernementsaux

DERNIERES CARACTERISTIQUES

La révolution kurde exclut le terrorisme de sa tactique. La révolution étant réalisée pour l'intérieur — le Kurdistan — et contre un gouvernement peu appuyé par le reste du pays, il ne s'agit pas d'agiter, mais d'agir. Le terrorisme systématique est rejeté comme contraire aux intérêts de la révolution et du peuple irakien. Le général Barzani le répétera lui-même à plusieurs reprises et insistera sur cet aspect lors des interviews qu'il accordera à des journalistes étrangers.

Le processus révolutionnaire n'est donc pas statique : jaillissant comme l'invention créatrice hors de l'aliénation des contradictions, il est redevable d'une situation aux composantes nombreuses, qui constituent autant d'éléments dont il lui faudra tenir compte.

Ainsi apparaissent les grandes lignes d'un modèle révolutionnaire original, situé dans le temps et l'espace : réponse adaptée et non adaptation des circonstances à une réponse figée.

C'est en cela que nous devons préférer l'adjectif révolutionnaire au substantif révolution.

LA FUSION DES PARTICULARISMES

L'usage de l'appellation géographique Kurdistan, préférée à la définition ethnique Kurde, est significative d'une transformation des mentalités. Les paysans inscrivent au pinceau : « Le Kurdistan ou la mort » sur les murs de torchis de leurs masures, et non : « Etre Kurde ou mourir ». La naissance d'une nation est déterminée par la fusion des groupes distribués

sur un territoire donné, qui agencent les fondements de l'unité. La socialisation des individus sera alors fonction de l'œuvre collective.

Pour la révolution kurde, cette œuvre collective sera précisément la révolution. L'aire commune étant le Kurdistan, et le modèle ethniquement majoritaire le Kurde. Les groupes, d'importance inégale, peuvent être comptés au nombre de six :

- les Kurdes musulmans sunnites : 1 800 000 sujets ;
- les Yézidis : 15 000 à 20 000 sujets ;
- les chrétiens : Assyriens nestoriens : 20 000 sujets ; Assyro-chaldéens : 90 000 à 100 000 sujets ; Jacobites et orthodoxes : 3 000 sujets ;
- les turcomans : 20 000 sujets ;
- les réfugiés politiques arabes ;
- les Kurdes d'origine turque, syrienne et iranienne.

L'évolution de ces communautés au sein de la révolution n'est pas identique et présente des diversités d'options telles qu'elles aboutissent parfois à des scissions internes. Qui plus est, leur appartenance au collectif révolutionnaire remet souvent en cause leur maintenance au foyer d'origine qui peut aller jusqu'à les renier. Nous retrouverons plus loin cette clause essentielle du statut révolutionnaire :

— *La Révolution est notre véritable nationalité. Nous sommes Kurdes, puis chrétiens ou musulmans. Et non chrétiens ou musulmans du Kurdistan. Nous devons tous porter la révolution, quelles que soient nos idéologies.* (Chrétien, Comité exécutif.)

LES KURDES MUSULMANS

Un proverbe turc prétend que « le Kurde n'est musulman que par rapport à l'infidèle », La mentalité religieuse du Kurde juxtapose des composantes contradictoires, incarnées par des personnages fameux,

auréolés d'impiété ou d'esprit d'offensive missionnaire : Saladin qui sauva l'Islam et mit en déroute les croisées côtoie la masse indifférente ou superstitieuse des petits paysans.

Toutefois, l'expérience révolutionnaire va bouleverser l'habitude religieuse et entraîner une réorganisation des attitudes.

— L'oppression ordonnée et conduite par un gouvernement réactionnaire musulman,

— l'usage abusif du rituel religieux au profit de l'ultra-nationalisme arabe,

— les prises de position de partis d'obédience religieuse, « les Frères musulmans » pour ne citer qu'un exemple,

— la cohabitation constante avec des sujets de religion différente ou athées,

— la prise de conscience de l'effroyable stagnation des pays islamisés,

— les modèles étrangers chrétiens ou athées,

— le primat de la motivation révolutionnaire sur les motivations secondaires et la politisation de la lutte, sont autant de facteurs qui conduisent les sujets :

○ soit à rejeter globalement ce qui leur paraît « le passé » et le symbole de leur « malheur présent »,

○ soit à opérer une critique de leurs comportements antérieurs et à rechercher une nouvelle prise de position à l'égard du problème religieux,

○ soit à juxtaposer une attitude religieuse ancienne et traditionnelle à une conception politique nouvelle.

— *L'Islam a été notre perte ! Dire que Saladin a sauvé l'Islam ! Jamais je ne pourrai m'en consoler.* (Homme, 38 ans.)

— *Je ne rejette pas Dieu, mais je crois que l'Islam a été très mauvais pour nous.* (Homme, 30 ans.)

— *Moi, je ne crois pas en Dieu : cette idée ne repose sur rien. Elle va disparaître avec l'évolution de l'homme. L'Islam a été le frein de la civilisation : les habitudes religieuses sont même malsaines et anti-hygiéniques ; vous avez vu dans les villages : ils*

croient que l'eau courante est toujours pure, alors qu'à deux mètres de distance une personne crache dans l'eau et l'autre boit. (Homme, 34 ans.)

Les responsables civils et militaires de la révolution se sont toujours gardés de manifester une quelconque critique à l'égard de l'Islam :

— Il serait de mauvaise politique de paraître athée ou impie : cela ne ferait qu'alimenter la propagande nationaliste arabe. Le général Barzani lui-même est très respectueux des idéologies et des religions. Il fait ses prières rituelles... enfin... quand il en a le temps. (Homme, 34 ans, Comité exécutif.)

Tout se passe comme si l'immensité de la tâche matérielle à accomplir déplaçait au second plan le souci religieux qui s'estompe de lui-même, puisque ne répondant pas aux besoins du moment. Cependant, les préoccupations pédagogiques des leaders interdisent la manifestation explicite d'une agressivité à l'égard des attitudes religieuses ressenties comme aliénantes.

— Depuis ce mouvement, ils n'ont plus aucune idée religieuse ; preuve flagrante, voyez-vous, ils disent maintenant : regardez ces hommes qui font la prière. Pourquoi ? Est-ce que c'est cela qui les sauvera des bombes lancées par d'autres musulmans. Est-ce que c'est cela qui fera avancer notre révolution ? (Homme, 76 ans.)

LES YEZIDIS ⁽¹⁹⁾

Etrange secte religieuse que l'on dit improprement « adorer le diable », les Yézidis kurdes se sont regroupés dans la vallée de Mossoul et sur les contre-

(19) Cf. *les Yézidis*, par L. MENANT (1892) ; *Scheich Adi, der grosse Heilige der Jezidis* (1911) ; *The cult of the peacock Angel* (1928). Les textes sacrés yézidis ont été traduits en 1918 par F. Nau et publiés sous le titre : *Recueil de textes et de documents sur les Yézidis*.

forts du mont Sinjar. Ce sont des originaux par excellence, dont la doctrine se borne aujourd'hui à quelques pratiques fort particulières.

Leur nom véritable, *Dasni*, disparut au profit de celui de *Yézidis* ⁽²⁰⁾ dont les gratifièrent leurs voisins.

Leur « grand saint fondateur » serait Shir Hadi, dont on visite le somptueux mausolée situé dans une agréable vallée à laquelle il a donné son patronyme. Le sanctuaire desservi par des religieuses soupçonnées des pires débauches a toutes les caractéristiques des monastères chaldéens confortables, pour lesquels l'eau courante n'était pas un luxe. L'auberge est accueillante et le pèlerin choyé.

Dans la plaine, en contrebas, gîte le petit village de Baadre. Son nom araméen signifie « lieu des secours ». C'est ici ⁽²¹⁾ que se trouve la résidence de l'émir, pape et prince de la secte.

Le contenu de la doctrine semble l'apparenter au mazdéisme en un savoureux cocktail dans lequel on retrouve des traces de manichéisme, de christianisme et d'islamisme.

Les Yézidis ne craignent guère le Dieu du bien qui, par profession, ne peut nuire à personne. Ils appréhendent par contre le Dieu du mal — représenté sous la forme d'un paon — dont ils ne peuvent prononcer le nom sous peine d'être foudroyés sur l'heure. A cette interdiction s'ajoute celle d'utiliser les mots commençant par le son *sh* ⁽²²⁾ et une profonde rancune à l'égard de la laitue :

— *Un jour, Jésus, Mahomet et Shitan jouèrent à se cacher. Lorsque ce fut le tour de Shitan, celui-ci*

(20) Dérivé sans doute du mot persan *Yazdan* qui signifie Dieu.

(21) Où se tint à la fin du ^v^e siècle un synode nestorien présidé par le fougueux évêque de Nesibie, Barsoman (« le fils du jeûne »), qui introduisit en Orient, avec l'aide de l'armée perse, le nestorianisme naissant.

(22) Diable se dit Shitan — que nous retrouvons dans Satan.

se dissimula sous les larges feuilles d'une laitue. Hélas! cette dernière monta et, le trahissant, le découvrit à la vue de ses partenaires. Depuis ce temps, la laitue est un objet de mépris pour les Yézidis qui lui vouent une véritable haine. (Père Paul Baidar.)

Chaque année, l'émir organise une curieuse vente aux enchères dont l'enjeu est la possession, temporaire, d'une statuette réputée pour être d'or massif et qui représente le dieu paon Malik Taous. Des sommes fabuleuses sont avancées. L'acquéreur aura en effet le droit de promener son dieu entouré de troubadours de village en village, bénissant les maisons moyennant cadeaux et dinars qui peuvent atteindre le triple de l'enchère. Le paon vagabond erre ainsi jusqu'en Transcaucasie où vit une colonie yézidi importante.

Le matin, le pieux Yézidi adore les premiers rayons du soleil, se jette à terre et baise le sol avec dévotion. Se relevant, il tendra ses mains vers l'étoile dans un simulacre d'étreinte. Le temps n'est pas lointain où interdiction était faite d'apprendre à lire et à écrire : la tradition et les préceptes devaient être transmis oralement. La langue sacrée était le kurde.

Peu enclins aux guerres de religion, les Yézidis ne s'entendirent mal qu'avec l'Islam et ses conquêtes missionnaires. Ils comptaient par contre bon nombre d'amis chrétiens qu'ils trahissaient aux occasions favorables. Leur réputation n'était guère enviable :

— Des gens sans principe, qui se trompent mutuellement... ils boivent de l'alcool jusqu'à l'ivresse... ils s'amuse à descendre au fusil des œuf posés sur la tête de leurs fils...

Des orgies collectives — auxquelles nul étranger n'avait le droit de participer — les réunissaient régulièrement. Peu avant la cérémonie, les sujets exacerbaient leur tension nerveuse par des prostrations, des baisements de pierre, des invocations. Ils pénétraient ensuite, hommes et femmes, dans une vaste salle

encombrée de victuailles et d'amphores de vin rouge, qu'éclairaient à grand-peine quelques lampes fumeuses. Une fois les convives restaurés, le délire érotico-mystique atteignait son paroxysme au milieu des hurlements, des chants et des bagarres. Alors, on éteignait les lumières.

La secte est exclusive. On n'admet ni les convertis ni les prosélytes. Le paradis, fort étroit, est réservé aux seuls membres de l'Eglise.

Le particularisme se traduit également au niveau du vêtement et des structures sociales. Le blanc est une couleur que l'on porte volontiers, surtout chez les femmes. Les castes permettent une discrimination entre les bons et les meilleurs : parmi ces derniers, les *Fakiri* ne sont pas les moindres, qui portent capuchon noir et scapulaire — sorte de « chiffon sacré » sur lequel on jure solennellement.

Ainsi s'est développée une mentalité qui s'oppose en cloisons étanches aux aspirations du collectif plus large : le nationalisme yézidi n'a été que privé, borné à la défense du groupe. Calfeutrés dans la défense de leur originalité religieuse, les Kurdes yézidis semblent avoir fait preuve d'un très grand opportunisme conservateur.

— *Nous ne demandons qu'une chose : qu'on nous laisse tranquilles.*

Cette raison à laquelle s'ajoutent des facteurs géographiques défavorables à une guerre de guérilla, rend compte de l'attitude hostile manifestée par les chefs yézidis de Sinjar à l'égard de la révolution kurde. Emprisonné à plusieurs reprises par le gouvernement, il est vrai, l'émir a lancé son excommunication sur tout Yézidi qui rejoindrait les rangs de la révolution et a rappelé en 1964 son frère qui combattait avec les *pesh merga*.

Or, signe évident du craquellement de la société féodale, quelque 600 Yézidis sont membres du Parti démocratique du Kurdistan. Un millier de leurs coreligionnaires portent l'uniforme *pesh merga*. Pour ces

sujets, la rupture est d'autant plus irréversible que leur groupe d'origine était singulier : l'action commune annihile les pratiques religieuses incommodes, et le souci politique — diffusé par le P.D.K. — se substitue aux habitudes doctrinales passées. Pouvoir temporel et pouvoir spirituel liés l'un à l'autre par la coutume yézidi s'effondrent en même temps de par la critique implicite et explicite qu'en fait le sujet.

LES ASSYRIENS NESTORIENS

On serait tenté d'écrire : les Assyriens ou la déchéance d'une nation.

L'appellation *Assyrien* réapparut à la fin de la première guerre mondiale, lors des derniers soubresauts de l'Empire ottoman et des premiers pas officiels du lion britannique au Moyen-Orient. Utilisés contre les Turcs, réorganisés autour de chefs prestigieux naïvement confiants, les Assyriens de Perse espérèrent sinon retrouver la gloire d'un empire disparu, au moins s'établir sur des terres qui seraient leurs. Ils furent en fin de compte enrôlés comme supplétifs dans les armées alliées. Se battirent fort bien. Abandonnés par leurs anciens maîtres, ils terminèrent leur aventure dans l'un des massacres les plus scandaleux de l'entre-deux-guerres. Les survivants s'exilèrent. Qui aux Etats-Unis, qui en France, qui en Angleterre. Des communautés se formèrent à Téhéran, Bagdad, Beyrouth. De petits villages végétèrent avec leur clergé crasseux et illettré.

La religion⁽²³⁾ n'est qu'un prétexte à la cohésion. En fait, tradition et doctrine se cisailent au fil des

(23) L'Eglise nestorienne tient injustement son nom du patriarche de Constantinople Nestorius, condamné au concile d'Ephèse en 431. L'Eglise nestorienne ou orientale, marquée par les théories de Théodore de Mopsueste, cohabita avec l'Islam, mais éclata lors des invasions barbares des XIII^e et XIV^e siècles.

ans. Trois évêques, dont deux à Bagdad et un dans le Kurdistan — à Doure, dans la région de Amediyah — somnolent pour le bien de leurs fidèles qui ne leur demandent que d'inutiles et vaines bénédictions.

La fonction de patriarche est héréditaire d'oncle à neveu. L'enfant destiné à l'épiscopat est choisi fort jeune : à l'état de fœtus. Sa mère qui le porte ne doit ingérer ni viande ni alcool. Le tenant du titre — Mgr Shemoun — fut sacré à l'âge de 11 ans. Elevé par une tante moniale attachée à l'Intelligence Service — Sourman Ranou — il reçut une éducation anglaise, fréquenta Oxford et fit carrière aux U.S.A. où la communauté assyrienne est plus fortunée. Le roi patriarche fut appelé à Téhéran pour une consultation secrète avec le gouvernement irakien. Il reprit l'avion sans avoir obtenu un quelconque résultat⁽²⁴⁾.

Considérant l'ensemble du collectif « assyrien », on peut distinguer trois sous-groupes nettement définis :

- les nostalgiques,
- les réalistes,
- les indifférents.

Les *nostalgiques* ⁽²⁵⁾, Assyriens de la diaspora pour la plupart, ou habitants des grandes capitales au Moyen-Orient, rêvent à l'Empire. Désireux de retrouver Ninive et ses fastes, ils vont jusqu'à prétendre à la possession du Kurdistan irakien.

(24) L'Eglise assyrienne sacrait en septembre 1967 un nouvel évêque, âgé de 17 ans : Mgr Yousef Sarkis. La revue *Missi* — n° 339 — décrit la cérémonie : « Mgr Perrin, nonce apostolique, et les prélats arméniens — unis et grégoriens — ainsi que les évêques chaldéens et syriens (catholiques) étaient au premier rang. Derrière, venaient les religieux : jésuites, carmes, rédemptoristes et dominicains. Ensuite figuraient les anglicans, les grecs et les protestants presbytériens. » On aimerait retrouver ce souci œcuménique dans les manifestations de la vie politique.

(25) Il existe une « Association patriotique assyrienne » clandestine qui opère à Bagdad, à Téhéran et à Beyrouth.

Friands de panache, les rêves nostalgiques de certains de ces Assyriens mirent au monde une légende héroïque qui transforma en nouvelle Sémiramis⁽²⁶⁾, une jeune femme du Hakkiari en rupture de mari. Courageuse, la belle se battit avec fougue à la tête de guerriers mis à sa disposition, mais, flattée par les siens et l'enthousiasme de journalistes qui n'hésitèrent pas à voir en elle la « Jeanne d'Arc » du Kurdistan⁽²⁷⁾, elle ne tarda pas à vouloir sortir du rang et à manifester de l'ambition politique. On jugea ses velléités démesurées. Tolérée pour des raisons de propagande — le personnage plaît aux Occidentaux — elle est à présent chargée de missions mieux adaptées à ses possibilités. Interrogée, ses réponses l'apparentent davantage à une héroïne de Ronald Searle qu'à la Passionaria.

Réaliste de la diaspora, Dimitri Petros-Eloff, fils du général Agha Petros⁽²⁸⁾, voudrait attirer l'atten-

(26) Sémiramis (800 avant J.-C.), célèbre princesse assyrienne qui serait la fille de la déesse poisson Atargatis. Des pigeons la sauvèrent de la mort en lui apportant de la nourriture, jusqu'à ce que Simmas, le berger royal, la découvrit et en prit soin. D'autres légendes courent sur son compte et ont trait à ses charmes irrésistibles et à ses prouesses sexuelles. Une colonne découverte en 1909 la décrit comme « une femme du palais de Samsi-Adad, roi du monde, roi d'Assyrie... roi des trois quarts du monde ».

(27) *Stern* du 17 janvier 1964 et *Quick* du 25 avril 1965. Marguerite Georges, 26 ans, fait à l'heure actuelle l'objet d'un culte de dessus de cheminée de la part des « Assyriens » de la diaspora. Ceux-ci honorent l'un de ses portraits polychromes rehaussé d'un poème patriotique. Marguerite est une belle fille, de taille moyenne, aux cheveux en aile de corbeau et aux lèvres pleines. Elle ne présente d'autre intérêt que celui de combattre avec vaillance et d'attirer l'attention du public sur elle. Produit publicitaire, on doit la considérer à sa juste valeur : ni Jeanne d'Arc, ni Messaline. L'auteur qui a pu la rencontrer garde le souvenir d'une femme attirante, plus capable d'utiliser un fusil que des idées.

(28) Le général Agha Petros naquit le 1^{er} avril 1880 dans le village yézidi de Taffia, près de Mossoul. Orphelin, il fut élevé à l'école presbytérienne américaine de Baz, puis de Ourmi. Consul, chef de guerre, il tint tête aux troupes turques et se rallia aux Anglais dans des circonstances romanesques. Il devait mourir le 2 février 1932 d'une congestion cérébrale. Cf. major général L. C. Dunsterville : *The adventure of Dunsterforce*, et Mary Shedd : *The measure of a man*.

tion de ses coreligionnaires sur le combat mené par les Kurdes d'Irak. Dans une déclaration du 25 août 1966, il demande incessamment, à tous les « Assyriens », « d'assister inconditionnellement nos frères kurdes dans le combat qu'ils mènent pour la libération du territoire qui nous appartient en commun... (par une) assistance... en hommes et en argent... ne pas manifester de revendication démesurée. » Il conclut : « Notre dernière chance de survie en tant que nation est la victoire de Barzani. »

Les *indifférents* constituent la majorité : exilés qui ne se rencontrent que pour boire ensemble une tasse de thé ou fêter la « communion » d'un enfant, vieille femme qui hurle une chanson du pays, homme d'affaire nationalisé de frais qui signe un chèque pour le journal *Assyrian Star* ou une troupe de danseurs amateurs, petit commerçant de Téhéran besogneux et tranquille, artisan actif de Baghdad, pour lesquels « l'Assyrie » se réduit à une gravure vieillotte aux couleurs criardes. A ces indifférents géographiques, on ajoutera dans dix ans les paysans des villages nestoriens lassés de leur clergé paresseux et qui préféreront le Parti à l'Eglise.

LES ASSYRO-CHALDEENS (29)

Etre catholique implique l'appartenance à une Eglise occidentale, et dans une certaine mesure à l'Occident lui-même. Détournés de la Mecque au profit des capitales européennes, les Chaldéens héritèrent

(29) A la mort de Simon VII Bar Mama, en 1551, une partie de la « nation » nestorienne refusa d'accepter le neveu auquel revenait le siège. Une assemblée de prêtres et de fidèles protestataires se réunit à Mossoul, sous la présidence de trois évêques qui penchaient pour l'union avec Rome. Les votes se portèrent sur le supérieur du couvent de Rabban Hormizd, situé près d'Alkosh. Après avis du custode franciscain de Terre sainte, qui était alors commissaire du Saint-Siège pour l'Orient, l'élu se rendit à Rome où il fut agréé.

d'un clergé formé à l'occidentale par des maîtres relativement lettrés, et caractérisés par le sens évident d'une qualité spécifiquement romaine : la prudence.

Le patriache, Mgr Paul Chekho, réside à Bagdad. Soucieux de maintenir de saines relations avec le gouvernement, il n'a pas hésité à démentir certains faits de guerre sur lesquels les révolutionnaires kurdes désiraient attirer l'attention du Vatican. Les cinq évêchés chaldéens d'Acra, Amediyah, Zakho-Doc, Alkoch et Kirkuk observent également une réserve prudente pour ménager un avenir qu'ils souhaiteraient souriant.

Les Chaldéens comptent pourtant des héros, tant laïcs que clercs, dont un des plus étonnants est un prêtre qui avoue 76 ans — mais depuis plusieurs années — et qui eut le courage de gagner les lignes kurdes au cours d'une périlleuse épopée. Monté sur une mule, une bouteille thermos contenant de l'eau de source en bandoulière, flanqué de quelques gardes du corps, il s'enfuit de Syrie et, par de multiples détours, traversa les avant-postes gouvernementaux. Son seul bagage — des ouvrages en langue kurde, arabe, française, anglaise et syriaque, ainsi qu'une soutane bordée de violet ambigu — bringuebalait sur une haridelle⁽³⁰⁾. Le Père Paulus Baidari, Paul Baidar puisque tel est son nom, est membre du Conseil de commandement de la révolution et du Comité exécutif. C'est à lui que nous avons demandé de dresser un tableau d'ensemble des Chaldéens du Kurdistan.

(30) Le Père Paul Baidar fut professeur de lettres, directeur d'école, curé de paroisse. Il manie admirablement le kurde, l'arabe, l'araméen, le syriaque, le français, et peut honorablement converser en anglais et en italien. Il avoue être relativement réfractaire au latin. Chaque matin, il aime méditer sur un passage d'évangile écrit en langue kurde du Soran, qu'il compare au texte kurde du Bahdinan. L'une de ses passions consiste à relever les fautes de grammaire commises par les speakers des radios arabes. L'opposition sémantique qu'il manifeste à l'égard de la langue arabe se concrétisa par la publication d'une brochure au titre significatif : *la Bombe du Père Baidar* (publiée à Beyrouth il y a une dizaine d'années).

— Je veux faire ce qui profite à notre peuple et aux communautés chrétiennes. Il y a par exemple notre patriarche qui a été un de mes élèves, un de mes brillants élèves, en 23, 24, 25 à Mossoul. On dit que c'est un saint homme, un homme qui sait manœuvrer ! Il est toujours avec les religieux occidentaux, les missionnaires, les sœurs, etc., qui sûrement le recommandent auprès du Vatican. Il voudrait vraiment dans son cœur... il souhaiterait le succès du mouvement kurde, dans ce sens que les chrétiens profiteraient dans l'avenir. Mais il ne veut en aucune manière en dire quelque chose : il a une peur incroyable. Voilà ! Un véritable ecclésiastique, mais sans le souci humain. Uniquement dans sa moinerie : faire marcher les affaires courantes. Les confessions : beaucoup de confessions, beaucoup de communions, des mariages, des enterrements, qui ont bon rendement.. Voilà !... Mais à côté, nous avons quatre, cinq évêques du Kurdistan qui sont franchement pour moi, contre lui. Ils ne peuvent pas se révolter parce qu'il est leur chef. Mais ils sont franchement contre lui.

— *Ne pensez-vous pas que les évêques et les prêtres catholiques craignent que le mouvement kurde ne soit progressiste ou même communiste ?*

— La majorité de nos chrétiens catholiques sont communistes. Maintenant. Tenez, par exemple, deux villages : les meilleurs de tous les villages chaldéens, les plus religieux, les plus imbus de religion : Alkoch et Ankawa, tous les deux sont pour 90 % communistes. Avant la révolution. Parce que d'abord, ils sont un peu contre le clergé. Ensuite, parce qu'ils avaient été négligés jusqu'ici du point de vue éducation religieuse : encore une fois, je suis navré de vous dire que nos chefs se contentent d'une vie de routine, d'une vie tranquille, paisible.

— *Comment expliquez-vous le silence de Rome ?*

— Depuis que Rome fait de la politique (...) elle se soucie davantage de sauvegarder les écoles des mis-

sionnaires étrangers, ou de ne dire que de bonnes paroles... inutiles... pour ne pas mécontenter le gouvernement.

Une telle attitude, essentiellement statique, ne peut convenir aux sujets soucieux de participation active à la construction politique et socio-économique de leur pays. En fait, si l'unité des chrétiens et des musulmans au sein de la révolution kurde se présente comme un acquis élaboré dans le combat, par contre, une scission pourrait se produire parmi les chrétiens eux-mêmes, entre les supporters de la révolution et les attentistes.

Retranchés dans les villes, les *Jacobites* et *orthodoxes* sont numériquement trop faibles pour poser une question particulière.

Quant aux *Turcomans* de Mossoul et de Kirkuk, il est difficile, après le massacre de 1959, survenu dans des conditions mystérieuses, de les compter au nombre de sujets favorables à la cause kurde.

LES REFUGIES POLITIQUES ARABES

La « chasse aux rouges » systématiquement organisée par les « brassards verts » baasistes en 1963, et l'attitude du Parti communiste irakien dont la passivité fut un objet de scandale pour le peuple, déterminèrent un certain nombre de progressistes arabes — socialistes, communistes, démocrates — à rejoindre le Kurdistan et les troupes de la révolution kurde.

Les plus nombreux à prendre les armes aux côtés des pesh merga furent sans conteste les officiers et sous-officiers communistes traqués par la Sécurité

militaire et qui préférèrent la lutte à l'exil. Le général Barzani ne chercha pas à les disperser dans les unités kurdes. Il leur permit de se constituer en brigade, sous les ordres de leurs propres chefs. Des communistes kurdes demandèrent à être intégrés dans le contingent arabe, ce qui leur fut accordé.

Un médecin arabe, le docteur « Hassan », prit également la direction de l'un des trois hôpitaux de la Révolution. Son témoignage, traduit de l'anglais, sera l'illustration d'un des mouvements spontanés majeurs de la vie politique moderne de l'Irak : pour la première fois, Kurdes et Arabes, soudés par une profonde amitié, poursuivent en commun une lutte dont l'enjeu est à la fois *l'autonomie du Kurdistan* et *le rétablissement de la démocratie en Irak*. Ainsi se définissent les traits véritables de la révolution kurde qui, assise sur des fondations nationalitaires, ne prétend pas faire œuvre nationaliste et parachève la Révolution irakienne avortée de 1958.

Interview du docteur Hassan.

— Il y a toujours eu en Irak une oppression gouvernementale contre la nation kurde, et non seulement contre la nation kurde, mais contre le peuple irakien. Tous les gouvernements de l'Irak ont été les mêmes et ont refusé le système républicain : il n'y a pas de parlement et tout se fait sur le mode dictatorial. Aussi cette guerre, menée par les Kurdes, est-elle une guerre contre cette dictature : ils ont toujours déclaré : « Nous voulons vivre en paix, nous voulons vivre dans l'amitié du peuple arabe, mais le gouvernement ne nous donne pas nos droits. » Aussi, tout cela ne finira pas avant l'obtention des droits, tant des Kurdes que des Arabes. Parce que, vous savez, dans cette révolution, il y a aussi des Arabes qui combattent contre ce gouvernement.

— *Y a-t-il une discrimination entre les Arabes et les Kurdes au sein même de la révolution ?*

— Il y a un ennemi : le gouvernement. Et il y a l'autre côté : la révolution. Si le gouvernement lance

une attaque contre les Kurdes, tous, tous les gens qui vivent ici répondent en bloc. Il y a un idéal : lutter contre cette guerre. Mais naturellement, il y a des différences de détail, mais aucune discrimination.

— *Comment expliquez-vous l'attitude ambiguë de l'Union soviétique vis-à-vis de la révolution et sa main tendue aux gouvernements arabes, seraient-ils réactionnaires ?*

— La politique étrangère de l'Union soviétique est très particulière : elle désire la paix et veut la sauvegarder. Elle est de plus favorable à la révolution kurde et à la reconnaissance des droits du peuple kurde. Mais je crois savoir que le gouvernement irakien a sollicité des armes auprès de l'U.R.S.S. qui a refusé, tant que le problème kurde ne serait pas résolu⁽³¹⁾. Aussi, quand le cessez-le-feu a été proclamé, la radio soviétique — que j'ai entendue — s'est félicitée de la chose, disant qu'il fallait sauvegarder la paix et que celle-ci était le prélude de la reconnaissance officielle des droits du peuple kurde. La radio soviétique a toujours stigmatisé cette guerre comme un crime entre frères : si un soldat kurde est tué, ou un soldat irakien abattu, ce sont deux frères entretués ! Vous savez, je connais beaucoup de soldats gouvernementaux : ils ne veulent pas la guerre et ne la font que par force. Seules les hautes autorités, celles qui vivent dans les grandes villes, désirent la guerre, y obligeant les soldats et le peuple qui n'en veulent pas.

— *Pensez-vous que l'actuel président Aref puisse démocratiser peu à peu son gouvernement ?*

— Ce gouvernement est hostile aux partis : il est hostile à l'idée même de parti. Le gouvernement

(31) L'U.R.S.S. fournit régulièrement des armes à l'Irak, soit directement, soit par l'entremise de l'Egypte. Incrédules quant à une collusion entre l'Union soviétique et les gouvernements arabes réactionnaires, les progressistes arabes se racontent des fables sécurisantes : « Un avion chargé d'armes est parti d'Union soviétique à destination du Kurdistan. Il a été intercepté par l'Iran. » (Homme, 32 ans).

déclare continuellement : « Nous ne voulons pas de partis. » Comment voulez-vous que ce gouvernement puisse résoudre le problème ? Comprenez-vous ? Ceci est capital : le gouvernement négocie actuellement avec les Kurdes. Or, le Parti démocratique du Kurdistan est le Parti responsable de la révolution. Eh bien, dans le même temps, le gouvernement est contre les partis ! Ceci est essentiel !

« Vous savez, le peuple irakien veut la démocratie et la liberté. C'est pour cette raison que j'ai rejoint cette révolution, pour lutter contre la dictature. Parce que chaque homme est responsable devant l'histoire. Chaque homme a sa responsabilité vis-à-vis de l'événement. Et là, pas de problème : d'un côté une révolution juste, de l'autre, une dictature !

— *Si vous pouviez vous adresser aux responsables du Parti communiste français ou aux socialistes démocrates français, que leur diriez-vous ?*

— Il y aurait beaucoup à dire !... Je leur demanderais de nous aider en écrivant et publiant ce qui se passe... notre lutte... et dire la vérité ! Je leur demanderais de nous aider en médicaments, en argent, en tout ce qui est utile à la Révolution. Cette guerre est cruelle. Je parlerais surtout aux Français, à plus forte raison s'ils sont démocrates. Par exemple, j'ai appris que *l'Humanité*, en France, parlait très bien de cette guerre et disait des choses justes. Il faut parler de la révolution kurde, publier les résultats de la lutte.

LES KURDES NON IRAKIENS

Volontaires ou réfugiés politiques traqués par leur gouvernement, les Kurdes des Etats voisins ne constituent qu'un très faible effectif, de par la volonté même des chefs de la révolution kurde. En effet, les circonstances obligent les leaders de la révolution à faire preuve d'une très grande prudence à l'égard des

puissances qui signèrent et contresignèrent un pacte dont la raison d'être constituait une épée de Damoclès prête à tailler dans le vif toute tentative de libération nationale kurde. Le pacte de Baghdad n'était qu'un traité d'assistance mutuelle destiné à faire face à « des troubles internes » nés dans les régions kurdes du pays. La diplomatie kurde, à la sagesse réaliste, tient compte du renouveau possible d'une telle coalition, et s'efforce d'apaiser les craintes des gouvernements en localisant à l'extrême le conflit et en ordonnant le silence aux parties non irakiennes du Grand Kurdistan.

Ainsi rassurées, Ankara et Téhéran, l'une plus que l'autre, utilisent à leur tour une guerre qui leur paraît sans risque et présente l'avantage considérable de monopoliser l'attention d'un voisin agressif.

En 1963, l'armée syrienne prêta son concours à l'Irak et participa aux campagnes militaires menées dans le Kurdistan. Au cours de l'été 1966, un avocat kurde de Turquie fut assassiné par des agents des services spéciaux, alors qu'en compagnie de son fils il était en déplacement d'affaire. Descendu de voiture pour payer le pompiste qui venait de faire le plein d'essence, il fut abattu à bout portant par les occupants d'une grosse limousine sombre qui prit la fuite. De tels faits incitent à la prudence.

Etendre la révolution à l'ensemble du Kurdistan aurait pour conséquence immédiate de réunir en une force écrasante les troupes du C.E.N.T.O. qui bénéficieraient de l'appui des Etats-Unis, et les troupes arabes de la Syrie et de l'Irak.

Les pesh merga iraniens, turcs et syriens ne sont acceptés qu'à un taux très faible et lorsque leur propre existence est directement menacée dans leur pays d'origine. Combattre est alors plus qu'une participation : une nécessité.

Le particularisme, entendu en tant que principe qualitatif de sélection et d'opposition, se périmé de lui-même dans la communauté autogérée et libérée des servitudes d'une quelconque dictature :

— *Le jour où il y aura la démocratie véritable en Irak, alors Kurdes musulmans, chrétiens, communistes seront sur pied d'égalité. Il n'y aura pas de différence* (Homme, 64 ans).

FEMMES ET ENFANTS

L'approche des particularismes sociaux relatifs aux statuts sexuels nécessiterait une étude particulière d'envergure dont nous nous bornerons à esquisser quelques caractéristiques.

La révolution kurde semble n'être qu'une affaire d'hommes. Les femmes y figurent peu ou pas du tout. De temps à autre, un journaliste glisse dans ses articles la description d'une belle. La propagande kurde avait pensé qu'une héroïne en battle-dress pourrait émouvoir l'Occident : elle présenta Marguerite et ses amazones. Ce fut un échec. L'armée révolutionnaire elle-même comporte une importante proportion de célibataires. Pourtant, le Kurde mâle voue à la femme — qui bénéficie d'un statut social privilégié par rapport à ses compagnes arabes — un culte affectif et sexuel. Des femmes kurdes furent chefs de village. Un proverbe stigmatise l'homme seul et sans femme, qui « s'échauffe » et se détériore. Nous avons nous-même rencontré des « mères de la révolution » qui s'avançaient vers les pesh merga et les encourageaient. Les hommes perçoivent la valeur de l'effort qui est exigé de leurs épouses au cours de la révolution :

— *Ma femme est admirable... Lorsque je peux la voir, c'est elle qui m'incite à poursuivre.* (Officier.)

— *Pendant les combats, les femmes viennent porter des provisions aux maris qui se battent.* (Pesh merga.)

Mais se marier est difficile pour les jeunes pesh merga. Les combats, la présence au front, le manque

de ressources financières isolent les jeunes hommes qui ne disposent guère de temps pour faire la cour à une fille. Il est impossible à un pesh merga qui ne perçoit que quelques dinars de temps à autre d'assurer l'entretien de sa famille.

On dit la femme kurde plus libre que la femme arabe : c'est vrai. Toutefois, les tâches qui lui sont assignées, dans le cadre de cette liberté relative, ne contribuent pas à la mettre en valeur — d'autant plus que la géographie de la lutte exclut la participation des femmes évoluées, originaires des villes dans lesquelles elles continuent à vivre. Le responsable politique ou militaire, le technicien ou l'ingénieur originaire de la ville ont rejoint le maquis, seuls, laissant leurs enfants à la garde de l'épouse qui assume le rôle de chef de famille. De ce fait, si l'osmose cadres urbains-paysans a pu se réaliser, la rencontre femmes citadines-paysannes ne s'est pas accomplie. Il eût été difficile d'agir autrement.

L'émancipation de la femme en milieu islamisé ne peut être le fait d'une transformation ponctuelle, mais est liée à l'éducation préalable de l'homme, et en définitive, à l'évolution générale du groupe social. La libération de la femme doit s'inclure dans le cadre plus large de la libération politique, économique et sociale du paysan.

C'est ce que soutient le Parti démocratique du Kurdistan irakien qui, à l'article 20 de son programme, fait état des mesures économiques qui conditionnent le respect des droits « politiques, économiques et sociaux » de la femme kurde.

Ce même P.D.K. compte déjà 15 % de femmes parmi ses militants. L'une d'entre elles, présidente de l'Association des femmes du Kurdistan, est membre du Conseil de commandement de la révolution.

Le taux de participation au parti, pour l'élément féminin de la population, varie selon les régions. Il culmine à Sulemaniyeh avec 25 %. Chiffre considé-

nable qui ne doit pas étonner puisqu'il reflète le niveau d'évolution atteint dans une zone urbaine traditionnellement en pointe sur le plan socio-culturel. Passant à 5 % seulement à Mossoul, il avoisine le zéro dans le Bahdinan.

Moins sensible aux critères traditionnels du jugement, le collectif enfantin adhère souvent aux événements avec une maturité saisissante. La liberté dont il jouit par rapport au groupe, l'ambiance révolutionnaire dans laquelle il vit, parfois depuis sa naissance, lui permet de participer sans retenue aux mots d'ordre nouveaux.

Le rêve du garçon est de devenir pesh merga. Gamins et gamines s'entretiennent avec les soldats, leur posent des questions. Interrogés eux-mêmes, ils paraissent bien informés :

— *Nous ne faisons pas la guerre aux Arabes, mais au gouvernement. Il persécute les Kurdes. Les Kurdes sont divisés entre des pays : il y en a en Iran, en Turquie, en Syrie, en Union soviétique, et en plus, en Irak. Il y en a aussi au Liban et au Koweït.*

— *Les Kurdes du Koweït sont-ils comme ceux d'Irak ?*

— *Non, au Koweït, ils sont ouvriers. Ils y travaillent. En Irak, c'est leur pays. (Garçon, 10 ans, milieu rural.)*

Les pesh merga eux-mêmes favorisent l'intérêt des enfants à l'égard du phénomène révolutionnaire : des garçonnetts de 5 ou 6 ans portent l'uniforme. Certains s'appellent Barzani, Combat, Révolution, Liberté. D'autres se présentent dans les camps et demandent à être employés pour les corvées. Pendant un mois, au cours de l'automne 1966, la cuisine de l'Exécutif fut faite par un garçon de 14 ans qui eut chaque jour une centaine de personnes à nourrir.

Les Kurdes ne refusent jamais de confier des responsabilités aux enfants : responsabilités adaptées

qui les mettent à l'abri du danger et les informent par l'action. Les enfants refusent parfois de quitter les zones dangereuses.

L'enfant participe ainsi, de droit et de fait, au phénomène révolutionnaire qui le modèle et lui donne forme. Petit de l'homme, il est lui-même un animal politique. Confusément conscient d'être rejeté par un groupe ennemi, il prend acte de son appartenance à une communauté nationale. Attentif aux informations, aux commentaires radiodiffusés, aux séances d'instruction politique, il perçoit la nature de la lutte entreprise. Il sera curieux d'assister au déploiement dans le temps des nouvelles générations, formées sur le terrain même du combat.

La valeur de ce qui a été fait n'exclut pas une mésestimation de ce qui reste à faire. Certes, la révolution kurde a su réduire ses contradictions majeures. Elle ne porte pas moins la trace des handicaps de départ dont elle est parvenue à se débarrasser en partie.

Masqués par les impératifs de la guerre, restent posés les problèmes de l'élaboration d'une société nouvelle : collectif national producteur, dont la libération n'est pas seulement déterminée par l'indépendance nationale.

Si le taux de participation à la lutte armée est très élevé — les 9/10^{es} de la population — par contre, est très faible celui de participation active à la construction de l'édifice socio-politique.

— *Nous manquons de cadres.*

— *Le peuple n'est pas suffisamment éduqué.*

Ce sont les deux leitmotivs lancinants que nous avons rencontrés à chaque détour de cette analyse.

Cette « éducation » générale, politique, agricole, sanitaire et sociale, qui fait défaut, explique les difficultés de la réforme agraire, l'attentisme de centaines de petits paysans, des propriétaires, des mollahs, l'inquiétude de la bourgeoisie, les incertitudes de certains sympathisants. D'où l'apparent immobilisme tactique des responsables politiques qui consacrent le temps de paix à la formation de cadres adultes. La tâche est considérable.

On cite le chiffre de 300 écoles fermées : à savoir, toutes les écoles de la zone rurale et des petites villes du « Kurdistan libéré ».

Un comité de scolarisation a été formé qui comprend deux membres de l'Exécutif. Son projet : faire en sorte que, dans chaque village, puisse s'ouvrir une école qui serait tenue par un militant du P.D.K., un pesh merga ou un villageois instruit. Le succès de la campagne « l'armée du savoir » lancée dans les campagnes par le gouvernement iranien incite les responsables kurdes à promouvoir ces centres de formation. Mais si la réalisation du plan ne nécessite que peu de matériel, elle se heurte à de nombreux obstacles.

La population — au coefficient de scolarisation très faible — ne ressent pas l'urgence d'une solution. Aux parents inquiets de l'avenir de leurs enfants, répondent ceux qui disent : « Cela a toujours été ainsi. »

De plus, les cadres traditionnels des villages, capables de faire office d'enseignants, se refusent en majorité à réaliser un tel travail. Ce sont les mollahs : pieux bedeaux, mi-clerics, mi-laïcs, qui dirigent les prières et officient aux cérémonies. Paresseux et installés dans une apparente et confortable piété, ils assistent, impuissants et interloqués, à l'arrivée de la vague transformiste qui sapera leurs privilèges.

Lors d'une fête, sirotant le thé sur une terrasse, nous eûmes ce dialogue avec l'un de ces mollahs :

— *Que font les enfants, pendant la journée ?*

— *Ils jouent, ils travaillent dans les champs...*

Un paysan l'interrompt :

— *Ils ne savent que faire. Ils sont trop petits pour travailler. Ils devraient apprendre à lire et à écrire.*

— *Personne ne peut-il leur enseigner cela ?*

— *Oui, le mollah. Mais il ne veut pas.*

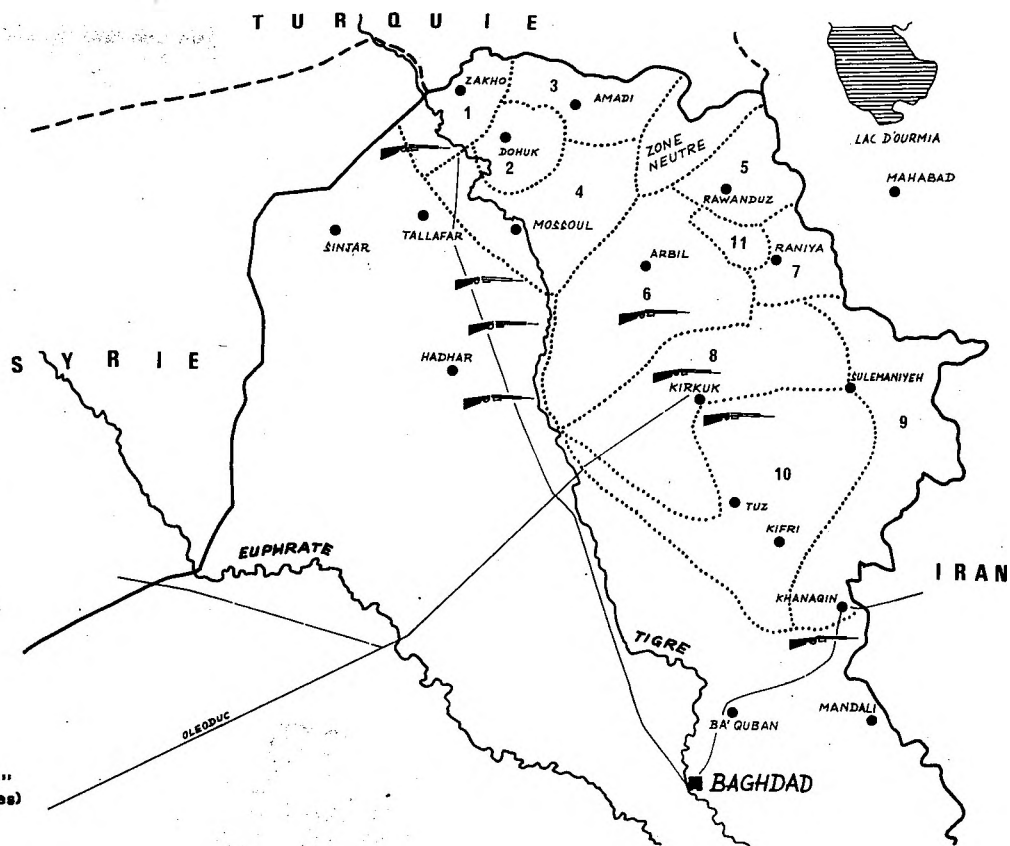
Le mollah se défendit comme un beau diable :

— *J'ai trop d'occupations. Je ne peux pas.*

— *Ce n'est pas vrai, répliqua le paysan, tu n'as rien à faire.*

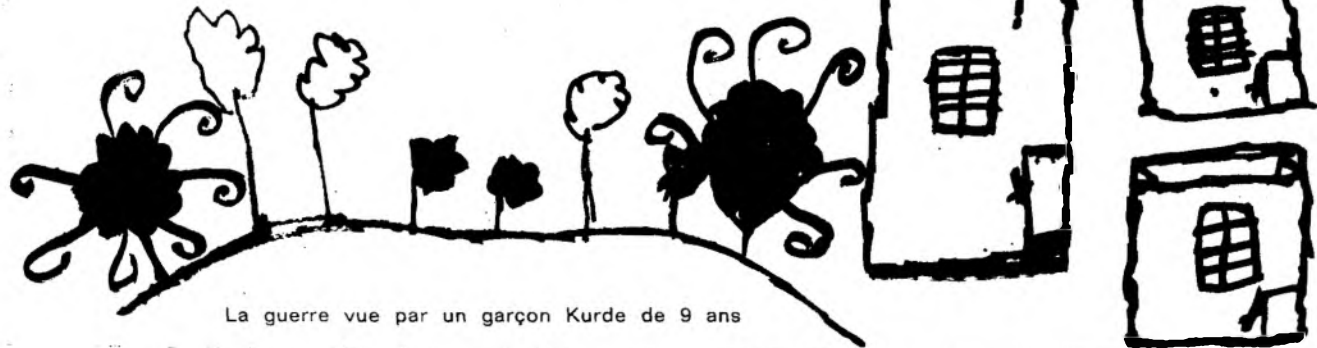
— *Mais je n'ai pas de livres, pas d'encre...*

— *Tu as le sol et la poussière, si tu le veux. Mais tu ne veux pas.*



Implantation des "Hez"
(armées révolutionnaires)
Carte inédite

عزاد
عبدالوهاب
روا ندواری



La guerre vue par un garçon Kurde de 9 ans

BARZANI

« Dans J'abats mon jeu, vous écrivez que la plupart des grands démocrates, de Saint-Just à Lénine, ont été de grands amoureux. Pourquoi ? »

« — Parce qu'une conception juste et forte de l'amour implique des vues particulières sur l'organisation des hommes, sur leur nature, sur leurs exigences. L'amour entaché du malheur des autres n'est plus l'amour des autres. »

Jean-René Huguenin, portrait d'Aragon
in : *Une autre jeunesse.*

Il est peu vraisemblable que Sheikh Ahmed Barzani ait lu Thomas More et James Harrington⁽³²⁾. Pourtant, Barzan, petit fief du Bahdinan adossé à la frontière turque, tient à la fois de l'île d'Utopie et du monastère clunisien rendu à l'état laïc. L'homme qui règne sur les terres dont il n'est nullement le propriétaire est un vieillard de 78 ans qui, deux fois par jour, assis sur une chaise, rend la justice à des paysans accroupis sur un tapis.

Il n'en fut pas toujours ainsi. Une longue fréquentation des géôles et des potences turques ou irakiennes décima la famille. En 1946, alors que la République kurde de Mahabad s'écroulait sous les assauts concertés de la Turquie, de l'Irak et de l'Iran, le cadet, Mollah Mustapha, réussissait à s'enfuir en Union soviétique, tandis que l'aîné en titre, Sheikh Ahmed, partait à Bassorah pour un séjour carcéral.

(32) *De optimo reipublicae statu, deque nova insula Utopia* (Louvain, 1516), par Thomas More. *Oceana* (1656), par James Harrington.

C'est au moment de l'exil familial des chefs de Barzan que parut un important ouvrage écrit par un Arabe progressiste qui traitait de la question kurde : *Saoufret Barzan* (« la révolution de Barzan »), publié en 1950 par Aziz Cheriff⁽³³⁾.

La révolution irakienne de 1958 rendit leur liberté aux frères Barzani. A son retour, Sheikh Ahmed instaura une sorte de régime socialiste primitif. Les terres furent mises en commun. Féodaux et aghas disparurent. Mauvais garçons, voleurs et assassins subirent des châtiments tels que leur exemple suffit à calmer les criminels en puissance. Dans cette région un peu sèche et austère, la vie coula laborieuse et tranquille. Deux mollahs — conservés pour les besoins spirituels — satisfirent la religion ; leurs collègues furent remerciés ou envoyés aux champs. Interdiction fut faite de partir en pèlerinage à La Mecque, en Arabie Séoudite :

— *Ce ne sont que des dépenses inutiles, déclara Sheikh Ahmed, et votre argent ne profite guère à Mohamed, mais plutôt au roi Fayçal. Donnez plutôt votre richesse aux pauvres de Barzan.*

Les riches qui insistaient pour accomplir leurs dévotions furent taxés de 200 à 300 dinars, au profit des nécessiteux.

Le système de la dot fut aboli :

— *S'ils s'aiment, qu'ils se marient !* ordonna l'oligarchie, qui constituait lui-même le trousseau des jeunes mariés au budget en difficulté.

Cette population qui ravirait J.-J. Rousseau est pratiquement analphabète. Tout homme qui sait lire

(33) Aziz Cheriff devait échapper aux massacres baasistes de 1963. Son frère, Abdurahmane Cheriff, fut moins heureux. Membre du Comité central du Parti communiste irakien, il fut arrêté et torturé. Avant de mourir, il fit appeler le secrétaire du Bureau politique Baas, Ali Salah Saadi :

— *C'est toi le secrétaire d'un parti progressiste ?* lui demanda-t-il. Saadi ayant répondu affirmativement, sa victime lui cracha au visage par trois fois. On le battit à mort.

et écrire représente une exception et reçoit le surnom de Mollah — tel le général Mustapha Barzani qui est aussi clerc que le ministre Nagi Taleb⁽³⁴⁾ est étudiant, ou Joséphine Baker boulangère. Entièrement dévoués à leur chef, Sheikh Ahmed, les paysans ne s'intéressent pas à la politique. Peu d'entre eux appartiennent au Parti :

— *C'est inutile, disent-ils, nous avons Sheikh Ahmed et Mollah Mustapha pour la politique. Nous ferons ce qu'ils nous diront de faire.*

La vénération que la population porte à son chef s'accompagne d'une telle confiance que les superstitions n'y résistent guère. C'est ainsi que le docteur Osman, membre du Bureau politique du P.D.K., put y pratiquer à loisir la médecine pendant dix mois : les paysans se rendirent à la visite sur ordre et acceptèrent de jeter aux ravins emplâtres et talismans.

Le Barzan a la réputation militaire dont jouissait le Breton en 1914 : solide, dur à la peine, discipliné et sobre en nourriture. Il fournit depuis longtemps un fort contingent de troupes de choc à la Révolution.

Pourtant, brûlé onze fois depuis la première guerre mondiale, Barzan a signé un armistice avec le gouvernement, peu après 1964⁽³⁵⁾.

Voici le milieu qui façonna Mollah Mustapha Barzani, 66 ans, général, commandant en chef de l'armée révolutionnaire, président du Conseil de commandement de la révolution kurde d'Irak, président du Parti démocratique du Kurdistan irakien.

Il est bien aventureux de rendre compte en quelques lignes d'un homme complexe, au statut privilégié, tour à tour sous-estimé et surestimé, et dont l'iconographie romancée en dit plus long sur ses auteurs que sur Barzani.

(34) Taleb, en arabe, signifie « étudiant ».

(35) Barzan fut brûlé trois fois entre 1917 et 1929. Puis en 1930, 1931, 1936, 1943, 1945, 1946, 1961, 1963.

Barzani est un leader populaire. Une figure historique.

L'importance du leader est inversement proportionnelle à la maturité du groupe. La crise, l'exception — donc la lutte armée — font ressentir au groupe profondément perturbé la nécessité d'une unité qui sera matérialisée par le *responsable*, père et messie. Le leader est alors transfiguré, c'est-à-dire chargé d'une signification à laquelle il doit lui-même correspondre. Il sera à la fois fort et protecteur, proche et inaccessible, impitoyable et bienveillant. Figure familière, il assure une stabilité et une perpétuité à « la cause ». D'autant plus prégnant que le groupe est disparate et immature, il évoluera progressivement vers la collégialité et, la crise résolue, finira par n'être que le symbole de l'effort passé (36).

Demandons aux Kurdes ce qu'ils pensent de Barzani. Les réponses varient selon la nature de l'échantillon observé. Si dans les zones rurales excentriques et isolées, Barzani *est la révolution*, il devient, pour les sujets plus concernés par la lutte et politisés, la personne autour de laquelle s'est organisée l'unité révolutionnaire. Pour la majorité des citadins et des membres du parti, Barzani est le *leader populaire* par excellence, paysan parmi les paysans, intégré dans une structure collégiale de commandement :

— *Barzani est pétri de traditions kurdes. C'est un homme qui aime son pays et les gens de son pays. L'évolution à long terme du Kurdistan, les problèmes de politique interne importent moins pour lui que*

(36) Evoquant les « échanges ou passages ou conversions entre modes et niveaux de l'exercice social » qui sont le fait de l'accession à lui-même du colonisé se libérant de ses servitudes, Jacques Berque écrit au sujet du leader : « Lorsqu'un de ces leaders qu'a mis au jour la conquête de l'indépendance assume un rôle que tout le monde alors, partisans et adversaires, reconnaît comme « historique », c'est que d'instinct ou par le concours des circonstances, il porte à une intense signification ces échanges hétérogènes. Ses faiblesses sont celles de ses chances. »

l'étape présente, qui est la libération du Kurdistan. Lorsqu'il aura obtenu ça, alors il cédera la place à une équipe plus jeune. (Chrétien, 50 ans).

— Barzani est un homme profondément bon. Il devient terrible lorsque la raison d'Etat l'exige. Il utilise et use les hommes, comme l'on presse un citron. (Homme, 35 ans.)

— Barzani a la carrure du dictateur qu'il n'est pas. Il intimide et attire à la fois. Aref ne fait pas le poids devant lui : quand on a vu Aref tout sautillant autour de lui, et lui rester calme et solennel, on a compris. (Homme, membre du P.D.K., 41 ans.)

— Barzani n'est pas un intellectuel : mais il fait confiance aux intellectuels dont il aime s'entourer. Il a une remarquable sagesse politique. C'est un prudent. Il ne se lance jamais à l'aveuglette. (Ingénieur, 32 ans, membre du P.D.K.).

— Barzani a trois statuts : c'est le chef des Kurdes, l'incarnation du nationalisme kurde, en Irak et à l'étranger ; puis c'est le président du Parti démocratique du Kurdistan irakien ; enfin, c'est le chef de l'armée révolutionnaire kurde. Or c'est un leader qui n'a pas été élu par des élections classiques. Ce n'est pas non plus l'héritier de quelque chef ou de quelque roi. Il n'a pas pris le pouvoir par un coup d'Etat. Il n'a pas la formation intellectuelle habituelle des chefs d'Etat. Il a jailli du peuple et a été imposé par lui. Il est très près du peuple et de la masse par sa pensée, ses racines, son mode de vie. Il n'est pas démagogue. Il n'aime pas prononcer de discours, ni paraître lors de grandes manifestations. Pour toutes ces raisons, c'est à nous, intellectuels, de faire l'effort de le comprendre et de traduire son comportement et ses idées. (Membre du P.D.K., ex-ingénieur en chef des travaux publics.)

Barzani ne sera pas jugé par ses textes. Il écrit peu et se contente de tracer les grandes lignes de ses interventions auprès du gouvernement ou des instances internationales. S'il n'est pas auteur — de

tempérament et de formation — il est un correcteur minutieux, soucieux du moindre détail : les rédacteurs du Comité exécutif en savent quelque chose.

Barzani n'est guère un théoricien. Invité par Staline, lors de son exil en U.R.S.S., à fréquenter l'Université pour y apprendre le marxisme-léninisme, il refusa :

— *L'Université, ce n'est pas pour moi. Les théories marxistes ne sont pas mon fort.*

L'anecdote prête à rire lorsque l'on se représente ce robuste paysan kurde, trapu, au visage lourd et marqué, aux sourcils noirs et drus, face au Géorgien. Un Géorgien plus apparenté au Kurdistan qu'à la plaine moscovite.

A dix-huit ans, Mollah Mustapha avait pris les armes comme un paysan se doit de les prendre pour défendre son sol et les siens. La résistance devenait une tradition de famille. Son frère Sheikh Ahmed dirigeait le mouvement. Le petit frère — qui entretemps s'était marié avec une Zibari — avait remplacé l'ainé en 1943. Général en chef de l'armée de la République de Mahabad, il était à présent en Union soviétique, à la fois reconnaissant et circonspect à l'égard de ces Russes si différents des Anglais et parfois si semblables à lui-même et à ses hommes. D'ailleurs, ceux de ses camarades de combat qui prirent femme lors de leur exil n'eurent pas à s'en repentir : « Les femmes russes sont comme les femmes kurdes, simples, solides et travailleuses. »

L'extraordinaire aventure du paysan de Barzan devait le mûrir et développer en lui une sagesse prudente qui rendait redoutable et efficace une détermination faisant dire de lui :

— *Il est impitoyable lorsqu'il a décidé quelque chose. Rien d'autre ne compte. Il lancerait dans le brasier ses propres fils et sa mère si cela devait être utile au Kurdistan.*

Les portraits polychromes de l'époque, édités en Union soviétique, le représentent vêtu d'un complet clair, assis dans un fauteuil. Les mains s'étalent largement sur les accoudoirs. Le visage est jeune, sévère. Les jambes croisées donnent de l'élégance au corps qui est vigoureux.

Mollah Mustapha vit et travaille la nuit. Couché à quatre heures, levé le matin à dix heures trente, il commence sa journée en recevant personnellement tous ceux qui désirent le voir : paysans, pesh merga, quémandeurs. Un blessé lui demande quelques dinars :

— *Je suis incapable de travailler. Il faut que ma famille mange.*

L'argent, toujours l'argent. Dinars, filis, dollars, livres sterling. Cauchemars. Barzani, qui ne dispose guère de fortune personnelle n'hésite pas à dépenser cent dinars pour faire soigner à Téhéran un pesh merga.

Barzani vit au jour le jour. Son emploi du temps n'est pas corseté par un planning strict. De temps à autre, il convoque tel ou tel responsable, tel ou tel officier. Depuis plus d'un an, il a tenu à ce que le Comité exécutif assume une bonne part de ses responsabilités. S'entourant de jeunes intellectuels, dont la moyenne d'âge ne dépasse pas 34 ans, il entend bien ne pas supporter seul la charge du pouvoir. Un jour, alors que par égard pour lui l'un de ces jeunes membres de l'Exécutif hésitait à prendre une décision, il s'est écrié :

— *De grâce, épargnez-moi. Si je vaux un sou, conservez-moi pour le jour où vous en aurez besoin. Mais prenez vos responsabilités.*

En fait, Barzani n'intervient que rarement, et seulement à l'occasion des grandes prises de décision. Solitaire, il aime à méditer seul, marchant de long en large dans un champ, les mains derrière le dos, le

buste légèrement incliné. Bon marcheur, cavalier, il n'hésite pas à se rendre en première ligne et à diriger les manœuvres.

Lorsqu'il reçoit un ami, il se prend parfois à rire et à plaisanter. Il se plaît à raconter d'interminables contes qui illustrent l'entretien : ce sont des souvenirs, ou des fables morales, dans lesquelles intervient le prophète. Son langage, coloré, cingle l'imbécile ou l'arriviste. Les formules concises, vivantes, se colportent de bouche à oreille. Parlant du gouvernement, il dit :

— *L'Irak est un camp militaire. Le gouvernement est militaire et l'armée contrôle le gouvernement.*

Un autre jour, il dira :

— *Ce sont des enfants qui brûlent leur maison.*

Evoquant un Kurde quelque peu ambitieux :

— *Il sort sa cuiller pour manger dans l'assiette des autres.*

Alors qu'on le suppliait de prendre soin de lui-même, il répliqua :

— *Dieu m'a fait naître sur le sol, je suis sur le sol, je dors sur le sol, et je mourrai par terre.*

Au sujet des distinctions honorifiques :

— *Les titres ne doivent pas être accordés par nous mais par le peuple. Le meilleur titre, c'est le travail.*

Au moment de la crise Talabani, quelqu'un lui suggérant de rappeler Ibrahim Ahmed, il répondit :

— *Vous me demandez de mettre un scorpion dans ma poche. Puis il ajouta : Je le laisse vivre dans le Kurdistan. Lorsqu'il a besoin d'argent, il vient et je lui donne 20 ou 30 livres.*

Barzani, un homme rude et simple que les siens entourent d'une sorte de cérémonial. Paysan, sans grande formation scolaire, il n'a jamais commis d'erreur tactique. Combattant courageux, il a horreur de la guerre. Réaliste sans ambition politique. Cir-

conspect et brutal. Secret et solitaire. Pragmatique, il ne supporte ni les discours, ni les titres, ni les flatteurs. Homme entier et tout en nuances, Barzani, prudent qui ne s'aventure jamais sans analyse préalable ni garantie, lui que l'on craint à Téhéran, Bagdad et Ankara ; dur comme l'acier, on le redoute, car il est impossible à acheter.

Grand amoureux, Barzani eut trois femmes qui lui donnèrent sept fils et quatre filles. Nul parmi ses fils ne sera l'héritier d'un trône inexistant. L'un de ses garçons, Idriss, le moins guerrier de tous, est son secrétaire. Aucun d'entre eux ne siège au Comité exécutif.

Le temps est mort des successions tribales. Les responsabilités sont confiées en fonction des capacités et non de la filiation.

Incarnation du peuple rural kurde en guerre, Barzani met au premier plan le combat pour l'émancipation nationale, qui amorcera — dans un second temps — l'émancipation socio-politique.

A l'exemple du peuple rural kurde, Barzani porte la trace de la féodalité, c'est un fait, mais ne peut être confondu avec elle. Autoritarisme, opportunisme, ce qui fut son anticommunisme — que l'on se rappelle l'expulsion de Hamza Abdallah — pragmatisme, réalisme, circonspection, ténacité et courage, tout cela n'est que la transcription, terme à terme, des caractères du paysan kurde qui compose à 95 % la masse combattante de la révolution.

En ce sens, l'évolution de Barzani suit celle du peuple, et à la politisation progressive du groupe correspond le partage du pouvoir qui d'autarcique devient collégial. Il y a loin du peuple kurde de 1961 aux participants du VII^e Congrès du P.D.K. Il y a loin du Barzani de 1961 au président du Conseil de commandement de la révolution de 1967. L'erreur tragique de Jalal Talabani et d'Ibrahim Ahmed aura été

de méconnaître la réalité objective du peuple et de précipiter une évolution qui ne peut être ni hâtive ni linéaire.

On ne peut plus écrire que Barzani « tient à bout de bras le sort de la révolution kurde ». L'organisation interne de la révolution et la qualité de l'équipe « jeune kurde » qui assume dès à présent la charge de l'Exécutif met le mouvement à l'abri d'une crise de succession insoluble⁽³⁷⁾. Le problème pouvait se poser il y a deux ans. A présent, il n'a plus de raison d'être. Certes, la présence de Barzani est précieuse, mais il a fait lui-même en sorte qu'elle ne soit pas indispensable. Barzani, l'homme qui a réuni, cerclées par la lutte sanglante, les forces parfois disparates qui font la révolution, a su favoriser l'action catalysante et organisante du Parti. Grâce à lui, la bourgeoisie patriote, les paysans, les citadins, les intellectuels, ont constitué une masse de manœuvre qui d'une révolte a réalisé une révolution.

C'est lors de la constitution du collectif qu'est indispensable la présence du leader, artifice historique de la cohésion nationale.

Il n'y a pas de mystère Barzani au sens romanesque du terme. Il n'y a pas de seigneur de la guerre, mais un paysan, formé par une lutte âpre, infiniment attaché à son sol et à son peuple.

(37) Les négociations de septembre 1967 ne seront plus menées comme en 1964 entre Barzani et le gouvernement, mais entre le Comité exécutif — dont Barzani — et le cabinet irakien.

LA "CRISE TALABANI"

« Un déserteur est avant tout un révolutionnaire démoralisé ou un pseudo-révolutionnaire qui a voulu jouer à la révolution. »

Allocution prononcée par le commandant Fidel Castro, afin d'informer le peuple de la mort du commandant Ernesto « Che » Guevara, le 15 octobre 1967.

L'action conteste le projet tout en lui donnant forme et consistance. Niées dans l'immobilisme du colonialisme et de la hiérarchie tribalo-féodale, les contradictions du groupe vont éclater au grand jour dans la lutte pour l'indépendance nationale.

Trois ans après les premières opérations militaires qui marquèrent le début de la révolution kurde d'Irak, un conflit passionné et sanglant sera le signe de la mutation profonde, en cours de réalisation, de la société kurde retrouvée : la crise de l'été 1964, connue sous le nom de crise « Talabani ».

Tout d'abord, posons brutalement un fait : les divergences théoriques qui opposèrent en 1964 le Bureau politique du P.D.K. à Mustapha Barzani, président du Parti et généralissime de l'armée révolutionnaire, ne sont pas seulement en cause. *Talabani a trahi.* Quittant le front — avec armes et bagages — il se rallia ouvertement au gouvernement de Bagdad et *participe aux opérations militaires menées contre le Kurdistan.* Le même avait auparavant dénoncé publiquement une collusion de Barzani avec les autorités irakiennes.

Que s'était-il donc passé ?

Nous assistons, à l'occasion de l'affaire Talabani, à l'aventure du Bureau politique d'un parti d'inspiration marxiste-léniniste, composé essentiellement de petits-bourgeois d'origine urbaine, plongé dans une lutte de libération nationale, menée dans une zone rurale par une armée révolutionnaire comptant en majorité des paysans. Pris de vitesse par ces derniers regroupés autour de chefs traditionnels, estimant mal la nature complexe du combat, ce Bureau politique ne saura pas s'adapter aux modalités particulières de la Révolution.

Il n'est pas question ici d'opposer théorie et pratique ni de condamner les théoriciens au profit de pragmatiques naïfs. Non. Répétons-le : ce fut une interprétation erronée et impulsive de la situation qui entraîna le Bureau politique de l'époque à l'opposition, puis à la trahison de certains d'entre eux.

Talabani et Ibrahim Ahmed — secrétaire du Parti en 1964 — *avaient refusé de reconnaître le rôle d'un chef populaire* — le général Barzani — *héros historique de l'indépendance kurde et meneur de facto du mouvement de libération. C'était nier la participation au combat de forces concourantes et remettre en cause l'unité de la nation kurde.* Unité compromise par le tribalisme, le féodalisme et une économie volontairement négligée par le pouvoir central. Seul un rassemblement du collectif dans le combat pouvait réduire ces antagonismes contradictoires : il fallait alors qu'un seul chef, représentatif de l'ensemble, coordonne l'action et réalise l'union. Ce chef, ce ne pouvait être que Mollah Mustapha Barzani.

La chronologie⁽³⁸⁾ d'une crise ne rend pas compte de son déterminisme, et la nomenclature des faits ne fournit qu'un matériel qui reste à décoder. Ces réserves notées, passons en revue l'événement.

En premier lieu : les personnages.

(38) Cf. *Orient*, n° 32/33, 1965, *op. cit.*

Le général Barzani : nous le connaissons.

Jalal Talabani : en 1964, il a 31 ans. C'est un juriste. Né à Sulemaniyeh, il a fait son droit à Baghdad et a plaidé quelques procès. Talabani est un homme ardent, généreux, impulsif. Il est réputé pour son éloquence et plaît aux pesh merga. Un sujet brillant « sur lequel Barzani fonde beaucoup d'espairs ».

Ibrahim Ahmed : secrétaire du P.D.K. D'une intelligence froide, rigoureuse. Un avocat, plus théoricien que praticien.

Jalal Talabani se refusait à plier l'échine devant le général paysan, survivance de ce qu'il croit être le passé. Sa prudence, son opportunisme, sa méfiance à l'égard de toute théorisation, l'irritent. La révolution kurde n'a que faire d'un chef tribal qui l'apparenterait plus à une jacquerie qu'à la révolution cubaine. Barzani est un héros du folklore kurde : ce n'est pas un révolutionnaire moderne, rompu à la stratégie et à la tactique de la guerre révolutionnaire.

Conflit de mentalités, de génération, de milieu : Barzani est un Bahdinan, un rustre du Nord. Talabani est du Sud : citadin d'une des villes kurdes les plus policées.

Tout se passe comme si Jalal Talabani, séduit à son tour par un certain esthétisme révolutionnaire, prisonnier des modèles étrangers à l'aire culturelle et politique du Moyen-Orient, tentait d'appliquer ces schémas appris ou imaginés à une situation dont il saisit imparfaitement les composantes.

Un révolutionnaire kurde nous dira :

— *Ce n'était pas un révolutionnaire, mais un bourgeois qui désirait faire une révolution.* (Homme, 32 ans.)

Ainsi se sont concertés les éléments d'une crise qui se dévoilera à l'occasion du cessez-le-feu de février 1964. Talabani est revenu d'un long voyage de propagande qui l'a conduit du Caire à Alger, de Beyrouth en Europe. Désavoué par Barzani qui écrit aux ambassades :

— *Cet homme ne me représente pas,*

Talabani a répondu :

— *Je ne représente pas Barzani, mais le Parti.*

Peu de temps après l'annonce officielle de la trêve, Barzani reçoit des journalistes étrangers et proteste de ses intentions pacifiques. Barzani et ses fidèles savent que le Bureau politique du Parti est hostile au cessez-le-feu et au principe même de négociation avec le gouvernement irakien. Au mois de mars, il ordonne à Talabani et à ses partisans de se retirer des zones qu'ils contrôlent. Ceux-ci refusent. Plus, ils se regroupent à Mahouat, décidés à régler son compte à Mollah Mustapha.

— *Les gens sont mécontents du cessez-le-feu. Il faut frapper. Il est nécessaire de mettre en place un réseau de responsables du Parti qui puisse prendre en main la direction de la révolution.*

A l'issue d'une « conférence », dite de Mahouat, le groupe publie en avril 1964 un manifeste accusant Barzani de complicité avec l'ennemi, au plus grand profit de ses intérêts personnels et aux dépens du Parti dont il souhaite la disparition. Barzani doit se présenter devant le Parti pour être jugé. Il est déchu de sa présidence.

Désireux de maîtriser la vindicte de ce qu'il nommait « l'Empire de Mahouat », le leader kurde décide de dissoudre temporairement l'armée, afin d'obliger les gens à une dispersion. Seule resterait sous les armes une unité originaire de Barzan. Ainsi pensait-il pouvoir crever l'abcès. La tactique était habile. Barzani convoque les chefs des unités de l'armée. Il leur expose les faits et recueille leur approbation :

— *Vous êtes notre seul chef. Nous avons confiance en vous. Vous seul pouvez réunir en un combat commun les différentes classes de la société kurde. Nous ne voulons pas l'aventure.*

A cette époque, Mollah Mustapha Barzani est prêt à pardonner. Conseillé par Ibrahim Ahmed, Talabani refuse toute conciliation. La lutte est ouverte.

Du 1^{er} au 7 juillet se réunit le VI^e Congrès du Parti dans la consternation et l'indécision. Beaucoup ne savent que penser de l'attitude des dissidents qui, exclus de la rencontre, la déclarent illégale. Cependant la majorité se déclare fidèle à la ligne de conduite observée par Barzani qui est réélu président. Le nouveau secrétaire du Comité central, un juriste, Habib Mohamed Kerim, ordonne aux « séparatistes » de se rendre. Ils refusent. Barzani jette ses pesh merga sur « l'Empire » qui tombe rapidement. Talabani, Ibrahim Ahmed et un millier d'hommes franchissent la frontière iranienne, emportant avec eux des codes secrets, de l'argent et du matériel. Ils s'établissent à Amadan où ils séjournent près de deux mois, revenant dans le Kurdistan irakien pour rompre le fer avec les pesh merga. Les combats seront brefs et décisifs. Le groupe Talabani repart pour l'exil, où l'attendent des agents du gouvernement iranien, prêts à utiliser à leur profit les antagonismes internes de la révolution kurde. A Téhéran, villa, cuisinier et chauffeur sont mis à leur disposition. La nourriture est excellente. La gastronomie tempère l'ennui et l'amertume de la chute.

Jalal déclare cependant qu'il sera présent aux côtés de Barzani le jour où Baghdad rompra la trêve. L'armée irakienne relance la guerre à la fin d'avril 1965. En août, Talabani regagne le Kurdistan irakien. On lui demande d'écrire son autocritique. Il refuse. Quelques mois après, alors que les combats font rage, un des membres du « groupe » se rend à Baghdad et prend contact avec le gouvernement.

Ce n'était plus un différend, mais une trahison. Deux ingénieurs qui avaient suivi Ibrahim Ahmed se désolidarisent de l'équipe et rejoignent la révolution. Baghdad se félicita d'une telle recrue. Talabani reçut honneurs et soldes dus à son rang. Les services spé-

ciaux l'adoptèrent et lui confièrent un bureau, avec pour mission le dépistage des militants clandestins du P.D.K. Ses hommes furent intégrés dans l'armée gouvernementale. La trahison de Talabani effaça les malentendus : désormais, les faits se suffisaient à eux-mêmes. La querelle aux alibis théoriques prenait son sens véritable.

Les nouveaux djashes — surnommés « djashes shashtout shash » — djashes modèle 1966 — participèrent à la campagne de printemps 1966. Encasernés à Sulemaniyeh, ils se rendirent célèbres par leurs violences : leur connaissance des gens et des lieux les rendait à même de traquer efficacement les responsables du Parti et les pesh merga de l'organisation secrète des villes.

Le docteur Bazzaz, premier ministre, conçut un projet ambitieux qui consistait à utiliser Talabani tant sur le plan militaire que politique : Jalal aurait été une sorte de Laval dévoué et obéissant. Son inconsistance, les nombreuses désertions des nouveaux djashes et l'incompréhension des militaires au pouvoir ne permirent pas au ministre de tirer parti de la situation.

À l'heure actuelle, Talabani joue le rôle du bon et fidèle serviteur kurde dont les déclarations publiées dans la presse arabe garantissent la propagande gouvernementale.

Jalal a conservé la direction d'un moignon de Parti dont l'organe central porte également le nom de celui de l'authentique P.D.K. : *Khabat*. Ce parti tint ses assises à Timar, du 28 août au 2 septembre 1966, sous la protection de la 5^e division irakienne. « D'importantes résolutions nationales » furent prises à cette occasion. Ces résolutions sont pour le moins étonnantes. Ecrites dans une langue fébrile, elles stigmatisent l'impérialisme et la réaction, le Parti communiste et le général Barzani, apportent le soutien du Parti au gouvernement Nagi Taleb et se permettent d'admettre le principe d'une coopération avec le parti Baas, aux massacres d'heureuse mémoire.

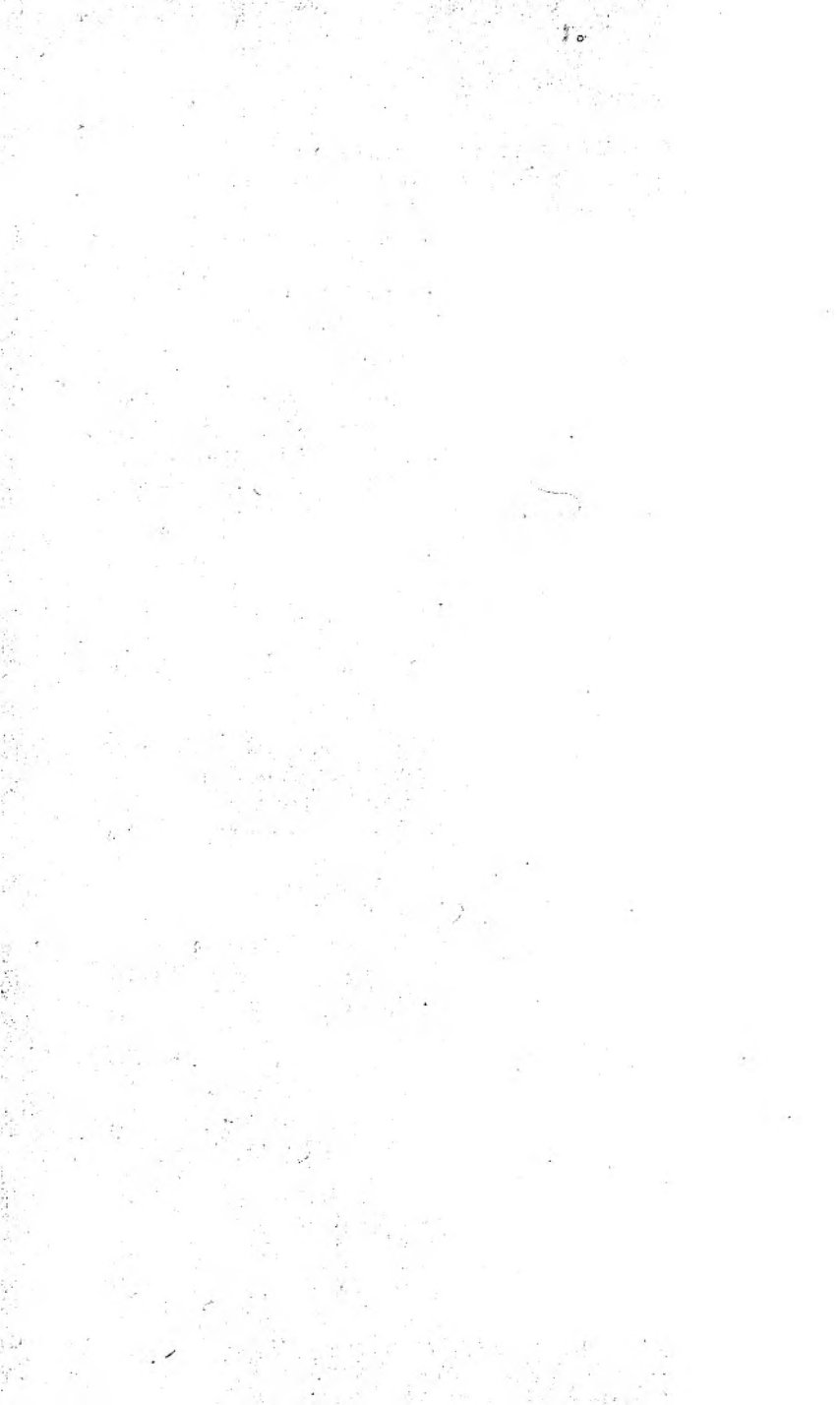
Le lundi 10 juillet 1967, paraissait à Beyrouth le n° 369, 8^e année, du journal pronassérien *Al Huria* (« la liberté ») écrit à la gloire de l'arabisme et de la lutte contre le sionisme et l'impérialisme. Une illustration représentait en haut de la page deux farouches guerriers côte à côte : un Kurde et un Arabe. L'article était signé Jalal Talabani.

Si douloureuse et si sanglante qu'elle le paraisse, « il n'y a donc rien d'étonnant, rien de nouveau, rien de terrible dans cette maladie infantile... Cette maladie passe sans danger et, après elle, l'organisme devient même plus robuste ⁽³⁹⁾ ».

« Ces conceptions gauchistes apparemment révolutionnaires découlent de « l'ultra-révolutionnarisme » propre aux intellectuels petits-bourgeois et du conservatisme des paysans en tant que petits producteurs. Lorsqu'ils envisagent n'importe quelle question, ils n'en voient qu'une partie... »

Pour la révolution kurde, la crise a été à l'origine d'une épuration interne et le moment d'un virage, marquant les débuts d'une mutation au niveau de l'éthique qui se répercuta à deux niveaux : au niveau des attitudes ; au niveau des institutions.

(39) Lénine : *la Maladie infantile du communisme*.



LA STRUCTURE RÉVOLUTIONNAIRE

LES STRUCTURES D'ORGANISATION ET DE DECISION

Été 1964. La crise Talabani bat son plein. Désarroi. Agitation. Les notables attentistes ne savent pour qui se prononcer. Ils craignent Barzani, tout en hésitant sur la mise. Le Parti lui-même n'échappe pas à la tentation de l'incertitude. Ballottée, atteinte dans sa chair, la Révolution va-t-elle périr ? Un jeune médecin déclare :

— *L'organisation est indispensable à la Révolution, au même titre que l'armée.*

Il n'est pas le seul à partager cet avis. Eclatée dans la violence avec la soudaineté de l'imprévu, la révolution avait pris tout le monde de vitesse. A l'exception de Barzani. D'une poigne de fer, il avait organisé dans le désordre, rassemblé dans l'excitation échevelée des premiers combats. Il fallait survivre. Survivre exigeait une poigne de fer. Une seule.

Cette quasi-dictature avait joué le rôle de serre-joint dans un édifice complexe et parfois disparate. Puis il y avait la guerre. Les campagnes meurtrières. La révolution avait pris de l'âge. Les tendances étaient devenues dissensions. Il s'avérait nécessaire, au sortir de la crise, de remplacer le serre-joint par une charpente cohérente.

L'élaboration de la structure n'allait pas sans difficultés. Il était important de distinguer, actives dans le corps de la révolution, plusieurs catégories de forces :

— Les patriotes bourgeois, propriétaires, paysans : éléments de base de la lutte, où l'on retrouvait pêle-mêle un évêque nestorien illettré et un agha conservateur.

— L'armée révolutionnaire, elle-même composite, puisqu'elle réunissait sous le même uniforme les vieux partisans de l'épopée républicaine, les jeunes paysans, les membres du Parti et les officiers qui avaient déserté l'armée gouvernementale.

— Le Parti. Ferment inappréciable de la lutte. Il lui revenait la charge capitale de conduire le peuple kurde vers des objectifs qui ne soient pas du passé, mais au contraire garants de l'avenir.

Conscient de l'importance d'une véritable organisation révolutionnaire, Barzani décide de réunir à Khanya une « conférence du peuple ». Ce congrès révolutionnaire tiendra ses assises du 9 au 17 octobre 1964. Y assistent : « Les dirigeants du Parti, les commandants des brigades de partisans, les chefs de tribu patriotes, une délégation du Bureau politique du Parti démocratique du Kurdistan de Syrie, le président de l'Association des étudiants kurdes en Europe, le secrétaire du Comité pour la défense du peuple kurde, enfin des représentants de nos frères chrétiens du Kurdistan et un certain nombre d'hôtes de marque ayant apporté une contribution à la révolution kurde (40). »

Après les discours introductifs, les membres du conseil se répartissent en cinq commissions, « afin de doter le Kurdistan irakien de lois et de règlements

(40) Communiqué du P.D.K.I. du 25 octobre 1964.

révolutionnaires » : commission constitutionnelle ; commission judiciaire ; commission militaire ; commission administrative ; commission financière.

Il s'agit là d'une « nouvelle étape historique dans la vie de notre glorieuse révolution ». Au sortir des embarras de l'adolescence, la révolution kurde aborde le cap de l'autonomie personnelle. Elle entreprend sa propre révolution, dans une sorte d'auto-analyse et de critique des modèles antérieurs, ce qui lui permettra de réajuster ses conduites et d'élaborer un projet définitif adapté aux conditions locales.

Au cours de leurs longues séances de travail, les commissions parvinrent à une définition du pouvoir, qui convenait à la fois à l'idéal démocratique de la révolution et à la situation d'urgence. Il fallait en effet répondre à la nécessité d'une représentation populaire ainsi que d'une direction unique, assumée par les forces révolutionnaires les plus aptes. De plus, tout en reconnaissant les fonctions privilégiées du Parti — moteur politique et pédagogique — il était indispensable d'éviter la mise en place d'une « dictature de Parti » qui n'aurait qu'exacerbé les conflits de tendance et détruit « l'union sacrée ».

Pour ces diverses raisons, furent créés deux organismes emboîtés l'un dans l'autre et cependant distincts : un Conseil de commandement de la révolution, sorte de Parlement représentatif de la population du Kurdistan ; un Comité exécutif — restreint — élu par le précédent.

Le Conseil de commandement de la révolution se compose actuellement de 63 membres. Le nombre des sièges n'y est pas limité. Il comprend : 27 membres du P.D.K.I., dont le Comité central ; un représentant de chaque minorité : le père Paul Baidar pour les chrétiens chaldéens et Mgr André, évêque nestorien ; les chefs de Hez, au nombre de onze ; les représentants des combattants arabes ; des personnalités kurdes indépendantes, civiles et militaires ; des chefs de tribu nationalistes et patriotes. Les sujets appartenant au P.D.K. sont majoritaires.

Le Conseil de commandement de la révolution se réunit en principe une fois chaque quatre mois. La guerre ne facilite guère les assemblées générales. Aussi ce rythme n'est-il pas scrupuleusement tenu.

Le Comité exécutif — « maktab tanfizi » — élu par le Conseil de commandement, se compose de 18 membres, dont 12 appartiennent au P.D.K. L'exécutif est la cheville ouvrière de la Révolution. Travaillant en liaison très étroite avec le Parti et le général Barzani, élu à la présidence du Conseil de commandement de la révolution, il représente l'élite politique et administrative d'aujourd'hui, certes, mais également du futur. Le secrétaire du Comité exécutif, Habib Mohamed Kerim, est également secrétaire du P.D.K. Les « jeunes Kurdes » y assument les principales fonctions, avec l'apprentissage du pouvoir au sein d'une communauté de travail dont la moyenne d'âge est inférieure à 40 ans. Les professions d'origine du groupe sont significatives : 1 ancien professeur de lycée ; 2 médecins ; 4 ingénieurs ; 1 propriétaire terrien ; 1 prêtre chaldéen ; 1 fonctionnaire des P.T.T. ; 2 avocats ; 6 officiers d'active.

Le Comité exécutif est localisé. Il est matérialisé par un camp mobile d'une centaine de sujets. Défendu par la D.C.A. et une compagnie de pesh merga, le Comité exécutif représente une cible de choix pour le gouvernement. Un camp de prisonniers arabes y fut adjoint, avec la double fonction de construire des abris contre les bombardements et de jouer le rôle de paratonnerre vis-à-vis de leurs compatriotes de l'armée gouvernementale.

L'existence quotidienne de l'Exécutif est placée sous le signe du labeur et de la frugalité. A la belle saison, c'est un défilé incessant de chefs militaires, de paysans, de plaideurs, de veuves, de réfugiés et de nécessiteux. Les problèmes à régler sont multiples. Ils vont des litiges cadastraux aux pensions à verser aux familles des victimes de guerre.

A l'administration civile s'ajoutent les questions militaires : mortier à expédier à une section du front, ravitaillement en munitions, achat d'armement à l'étranger ou en Irak, achat de vivres, de tissu ou de chaussures en plastique.

Un membre du Comité exécutif a pour mission la réception des journalistes et des observateurs étrangers : fonction malaisée et semée d'embûches : la révolution kurde ne peut se permettre le luxe d'une faute politique ou diplomatique. D'autres sujets sont respectivement chargés des affaires financières, de la justice, des renseignements, des sabotages, de la radio et de la presse.

La vie commune de ces hommes rendus célibataires par les circonstances offre un curieux mélange de collectivisme et d'esprit d'indépendance. Il arrive, en temps de paix, que les épouses, un fils ou des parents, parviennent à rejoindre le camp. Leur séjour est toujours rapide.

Repas pris en commun, discussions, séances de travail — cela, dans une ambiance de guerre et de pauvreté, a rompu ces hommes au travail d'équipe et à une réelle fraternité. La diversité des tempéraments s'exprime dans les loisirs et les moindres détails de la vie courante : tel colonel plante sa tente à mi-pente d'une ravine, un médecin apprend le français en deux mois en compagnie de la méthode Assimil, et l'on entend dans la nuit kurde une voix déclarer : « *Qui vous apporte votre courrier ? La concierge.* » Les informations des radios étrangères, arabes, israéliennes (les plus complètes), anglaises et françaises sont minutieusement enregistrées et commentées. Un ingénieur lit une traduction anglaise de J.-P. Sartre, *The words*. Beaucoup jouent aux échecs.

Le Comité exécutif supervise également deux organismes responsables de la fiscalité et de la justice.

L'imposition n'est pas symbolique. Participation active et matérielle du paysannat et des travailleurs urbains, elle permet de faire vivre l'armée et assure

l'existence des cadres permanents. Le montant de l'impôt est fixe : 5 % de la récolte. Il peut être reconsidéré par le bureau régional des impôts, qui comprend un représentant de l'armée, un membre du Parti et une personnalité locale. En réalité, compte tenu des dons effectués par les paysans, leur participation correspond bien souvent au quart de leur production. L'impôt est versé soit en nature (riz, tabac, blé, volaille), soit plus rarement en espèces (lorsque le tabac a pu être vendu, par exemple). L'armée révolutionnaire ou les cadres eux-mêmes n'ont pas le droit de réquisition : tout achat doit être payé.

L'organisation de la justice traduit dans les faits l'idéal révolutionnaire et reflète dans ses normes la nouvelle éthique. Une vingtaine de cours civiles quadrillent le Kurdistan de leur juridiction. A leur tête, un ancien juge du gouvernement ou une personnalité du Parti nommé par le Comité exécutif. Les condamnés sont jugés selon le code civil irakien. L'infrastructure judiciaire a été mise en place dès les premières heures de la révolution : en effet, la lutte armée pouvait favoriser les crimes « patriotiques » dont le mobile profond n'est que la vengeance ou les rivalités de famille. Tous les délits dont la sanction est supérieure à une condamnation de trois ans sont jugés par la cour martiale. La cour martiale de la révolution — ou Haute Cour de la révolution — est une création de « l'année historique ». Fondée en 1964, elle est seule habilitée à juger les crimes et les délits perpétrés à l'encontre de la révolution : crimes politiques, espionnage, assassinat de personnel militaire, trahison. La cour martiale siège à Mawat. Le prévenu est présenté à la cour qui détermine l'accusation par audition des témoins et interrogation du sujet lui-même assisté de l'avocat de son choix, serait-il étranger. La cour doit établir la preuve de l'accusation. Les minutes des procès sont conservées dans les archives et peuvent être consultées.

La clientèle habituelle de la Haute Cour se compose d'espions gouvernementaux. Ils sont le plus

souvent condamnés à mort, selon les codes militaires internationaux. Les « petits espions », informateurs qui tiennent plus de l'indic que de l'agent, bénéficient de peines plus ou moins longues : 4 à 20 ans de prison. Seuls ont été fusillés les sujets considérés comme dangereux pour la révolution, et au premier rang les djashes qui se sont rendus coupables d'exactions, de tortures, de violences ou de pillage.

La révolution kurde n'a jamais voulu procéder à la formation d'un gouvernement provisoire ou d'un contre-gouvernement quelconque. Les institutions qu'elle a établies dans le Kurdistan libéré ne visent qu'à rendre possible la révolution, en évitant l'anarchie. Il s'agit pour elle non de nommer des ministres mais de vaincre et de s'organiser.

L'ARMEE REVOLUTIONNAIRE

« Dans la mesure où la guerre est longue et acharnée, elle aboutira à ce que les détachements de partisans ayant reçu la trempe indispensable, se transforment peu à peu en unités régulières. En conséquence, les formes de combat qu'ils utilisent se rapprocheront aussi peu à peu des formes de combat des unités régulières, et ainsi la guerre de partisans se développera en guerre de manœuvre. »

Mao Tsé-Toung
la Guerre révolutionnaire

Incarnation de la réalité révolutionnaire, élément de force qui lui a permis de subsister, le pesh merga constitue le seul moyen de pression en possession de la révolution.

Pesh merga : « devant la mort ». Pesh merga ne signifie nullement suicidaire ou kamikaze : l'éventualité de la mort est une hypothèse librement et lucidement acceptée.

L'expression *pesh merga* est une création du Parti. Aux premières heures de l'histoire sanglante de la révolution de 1961, le Comité central du P.D.K., pris de vitesse par des groupes isolés de paysans ou les formations d'autodéfense groupées autour de quelques propriétaires terriens, sentit la nécessité d'une coordination de l'action. Au cours d'une réunion extraordinaire, l'idée jaillit :

— *Nous devons éviter que les paysans ne combattent que pour les aghas !*

— *Certainement ; et pour cela, il faut mobiliser la masse et l'unifier.*

Un homme fit remarquer :

— *Pour le moment, les paysans ne sont que les guerriers de tel ou tel agha. Nous devons créer un nouveau type d'homme. Ce sera le soldat de la révolution.*

— *Il faut leur trouver un nom !*

Ainsi naquit le *pesh merga*. Très vite les volontaires affluèrent, encombrant les postes de commandement embryonnaires qui commençaient à quadriller le pays.

Se posa alors le problème de l'armement et de l'encadrement. En 1961, l'armement s'élevait à quelque 500 vieux fusils. Il fallut attendre les premiers combats pour constituer un arsenal plus conséquent, récupéré sur le terrain. Les pistolets-mitrailleurs Klashinkov, précis et maniables — dont le chargeur en croissant emmagasine 100 cartouches — voisinèrent avec les fusils semi-automatiques Simenov, qui se démontent en huit pièces le temps d'allumer une cigarette, et les 303 anglais. Les cotisations des militants permirent d'y ajouter des armes achetées à l'étranger, dont la très bonne mitrailleuse légère allemande à tir rapide MG 42, que l'on rencontre dans tous les maquis du monde, et une maigre demi-douzaine de canons anti-aériens de 20 mm datés de 1943. Plus tard, quelques bazookas, mortiers lourds et quelques pièces d'artil-

lerie compléteront l'ensemble, sans apporter de solution définitive. En quantité infime, un tel matériel dévore des munitions coûteuses, et l'on se souviendra qu'une fusée de bazooka équivaut à l'entretien annuel d'un pesh merga.

Achetée à l'étranger ou à l'armée gouvernementale (41), une cartouche revient à 100 filis. Acheminées par caisses sur le front dans des conditions difficiles, elles représentent une richesse qui nécessite des sacrifices sans proportion avec leur valeur réelle.

L'entretien de l'armement n'a jamais posé de question : soigneux jusqu'au scrupule, le pesh merga utilise la majorité de ses temps libres à démonter son arme et à la nettoyer. Fort de son expérience personnelle, chacun a imaginé des « trucs » destinés à faciliter et à parfaire cette tâche ménagère essentielle pour tout combattant, et à plus forte raison pour tout maquisard. Le zèle du pesh merga ravirait tout officier d'instruction en service dans une caserne européenne et l'on rit encore au Kurdistan d'un cameraman qui, pour les besoins de son scénario, demanda à un soldat révolutionnaire d'abandonner son arme sur le seuil de sa maison et de se précipiter dans les bras de sa femme retrouvée :

— *Une arme ne s'abandonne jamais !... même pour rejoindre une femme.*

Organisés en une armée de 13 400 hommes, appelée à devenir armée de métier du Kurdistan autonome d'Irak, les pesh merga combattent en uniforme dans des unités fortement structurées, sur un théâtre d'opération nettement défini par un front de 600 miles. Le nombre d'hommes enrôlés est déterminé par un facteur matériel qui semblerait banal : l'armement disponible. Si son budget le lui permettait, la révo-

(41) Je ne citerai pas le nom de cet officier irakien qui tenta de vendre 40 dinars le mortier de sa section, ceci afin de venir à bout d'une dette de jeu contractée auprès de camarades de sa compagnie.

lution disposerait de 100 000 combattants, alors que ses effectifs gonflés à 15 000 sujets comptent près de 2 000 pesh merga de réserve distribués dans les services et non équipés.

Ces 13 400 pesh merga d'active sont répartis en 10 divisions ou Hez, et 1 bataillon indépendant, qui quadrillent le pays de la façon suivante :

— *Les Hez de la région de Mossoul* (4 Hez : Hez de Zakho, Hez de Dohuk, Hez de Amadya, Hez de Aqra). Elles sont placées sous le commandement d'un « civil » originaire de Barzan, Kak'a Ashad Koshawi, vieux compagnon de Barzani, dont l'apprentissage guerrier se fit sur le terrain le fusil à la main. Ces quatre Hez comptent plus de 4 000 pesh merga.

— *La Hez de Balak* (2 000 pesh merga) est commandée par un ancien officier supérieur d'artillerie, le colonel Abdurahmane Kasi, redoutable bretteur tant par les armes que par l'humour. Il gagna la révolution les bras chargés de rouleaux de cartes d'état-major, de règles de calcul et de tables de tir.

— *La Hez de Safin* (1 900 pesh merga) n'est pas de tout repos : deux points chauds gitent en son milieu : Arbil et Koi-Senjak, places fortes du gouvernement. A sa tête, un officier homme de lettres : le colonel Aziz Akrawa, auteur d'un dictionnaire arabo-kurde qu'il composait entre deux coups de main.

— *La Hez de Kawa* (600 pesh merga) flanque les défenses sud-est que s'efforcèrent en vain de percer les supplétifs gouvernementaux au cours de l'été 1966, puis en 1967 et 1968. Elle dut faire face à 54 assauts de commandos djashes appuyés par des mortiers et des mitrailleuses lourdes. Son chef est un « civil », Asso Mir Khan, personnage sympathique dont l'amabilité bourrue ne parvient pas à cacher une volonté de fer.

— *La Hez de Resgari* (1 300 pesh merga) s'étend du barrage de Dokan au nord de la capitale du pétrole, Kirkuk, et de Sulemaniyeh, haut lieu de l'indépendance kurde. Le lieutenant du Génie Rachid

Sendi en assume le commandement, assisté d'un jeune officier de gendarmerie. Resgari signifie en kurde « libération » ou « action de sauver ». Son nom et sa situation géographique en disent long sur son importance.

— *La Hez de Khabat* — « combat » — (1 400 pesh merga) borde la frontière iranienne du nord de Mawet (ou Mawat, Mahouat), au sud de la station de pompage de Khanaquin. Certains de ses avant-postes ne sont guère éloignés de plus de 120 kilomètres des faubourgs de Baghdad. A sa tête, un ancien capitaine de police : Ouahab Atroushi. Cette position stratégique particulièrement difficile à défendre fut sauvée du désastre en 1963 par les services spéciaux kurdes qui parvinrent à décrypter un message secret en provenance du grand quartier général de Baghdad, qui ordonnait aux troupes gouvernementales une manœuvre destinée à briser le verrou sud du dispositif révolutionnaire.

— *La Hez de Kaladagh* (1 000 pesh merga), à l'ouest de la précédente, est commandée par le lieutenant Tahir Ouali. Chargée de Kirkuk sud et de Sulemaniyeh sud, elle héberge sur ses terres un régime irakien fameux pour ses atrocités et qui se retranche dans la forteresse de Darban Khan (Darbandi Khan).

— *Au sud de Rawanduz*, un bataillon indépendant couvre la région de Betouata. Ses 600 hommes constituent un groupe d'intervention destiné à assurer la protection des postes de commandement situés à proximité.

Pour compléter l'inventaire, ajoutons que chaque section du Parti dispose chacune d'une centaine de pesh merga, vivant pour la plupart dans la clandestinité et formés en sections mobiles. Leur mission consiste à opérer les liaisons avec les P.C., et à faire face à toute éventualité : dans les villes, ils seront passeurs pour les déserteurs arabes, espions ou terroristes, en cas de représailles ordonnées par le Q.G.

De plus, l'équivalent de l'effectif d'une petite compagnie est de service au Q.G. du général Barzani et au Comité exécutif.

L'organisation générale des unités est la suivante :

La Hez (ou division) se décompose successivement en Batalyon (bataillon) : 3 à 9 Lük ; Lük (compagnie) : 100 à 150 pesh merga ; Peul (section) : 30 à 50 pesh merga.

L'examen du plan de défense kurde laisse apparaître une étrange clairière neutre qui fait tache au nord du Kurdistan irakien : la région de Barzan. Barzan, terre d'origine du général Barzani et dont le chef actuel, Sheikh Ahmed, est le propre frère du généralissime kurde, se déclare ville ouverte et a conservé sa poignée de gendarmes en tenue vert épinard. Isolée dans le Kurdistan libéré, Barzan s'avoue gouvernementale et cultive le paradoxe en fournissant au gouvernement à la fois un rebelle et un interlocuteur⁽⁴²⁾.

Lassé d'être la cible de choix des aviateurs anglais, puis irakiens, Sheikh Ahmed décida de crier grâce et tenta de mener son puîné à ses vues. Ce dernier refusa. C'est ainsi que Barzan cessa de brûler, offrant au pesh merga les avantages d'une ville de repos dont la tranquillité est assurée par ceux-là mêmes qu'ils combattent au front. Des accords permettent en temps de « paix officielle » les allées et venues prudentes d'un hélicoptère. De temps à autre, Sheikh Ahmed utilise ses bons offices pour tenter des négociations impossibles⁽⁴³⁾.

(42) Petit frère dont l'aîné ne partage pas les vues, Mustapha Barzani ne peut prétendre au titre de chef de tribu ni bénéficier de l'appui de sa propre maison. Est-ce une légende qui tombe ?

(43) Barzan ressemble en cela à Bougie qui pendant la guerre d'Algérie, selon J. Roy, servait de ville de repos au F.L.N.

Le commandement :

Officiers sans grades ni galons, les chefs militaires de la révolution sont choisis pour leur compétence et leur discipline. Ce principe fera d'un jeune lieutenant un chef de division, et d'un colonel un secrétaire. Les états-majors ne manqueront pas de méditer sur les résultats : depuis plus de six ans, une armée de paysans et de petits employés dirigés par de jeunes officiers de carrière « déserteurs » et par des « civils » tient en échec et taille en pièces des militaires supérieurement armés et formés par des techniciens étrangers.

Les déserteurs sont nombreux : 36 officiers de carrière ont rejoint les rangs de la révolution kurde : 3 colonels, 4 lieutenants-colonels, 4 commandants, 3 capitaines, 4 lieutenants, 18 sous-lieutenants. Il faut y ajouter 15 officiers de police (3 capitaines, 12 lieutenants et sous-lieutenants), 8 sous-officiers.

Dans l'Etat, l'officier est l'homme prestigieux qui boit du whisky, change de chemise chaque jour et peut prétendre à un portefeuille de ministre. Le règlement militaire résout ses problèmes de commandement et régit ses relations avec les subordonnés. Dans la révolution, le statut social de l'officier s'écroule au profit du statut personnel forgé à la force du poignet. Seule intervient la valeur et l'efficacité du sujet.

L'appellation commune de *pesh merga*, tant pour les « simples soldats » que pour les « officiers », est une illustration du nouveau mode de rapports établis entre les chefs et la troupe. La révolution s'est substituée au règlement, et ce n'est plus en fonction de ce dernier que peut se justifier un ordre. Armée dont

la moyenne d'âge est de 30 ans⁽⁴⁴⁾, rompue aux combats terrifiants dans lesquels le pesh merga et son fusil se trouvent plongés dans un univers fantastique de napalm, d'acide sulfurique, d'artillerie lourde, tandis que Migs et Hunter Hawker « strafent » sans économie de munitions, les forces de la révolution se sont soudées au danger, sans souci de panache ni de vaine gloire, sans médailles ni citations.

Le seul titre en honneur est celui de *kak'a* : frère aîné. Qualificatif qui précède à présent les prénoms et le nom de famille, et qu'utilise tant le pesh merga que l'officier, tant le paysan que le politique. On ne dit pas « mon colonel », mais « kak'a Nouri ». Kak'a correspond au « camarade » du Parti communiste, au « frère » de la révolution algérienne ou de l'Eglise chrétienne : c'est un refus du rituel discriminatif qui dès la première interpellation établit une hiérarchie entre les sujets et fausse implicitement la communication. Barzani lui-même se met en fureur lorsque l'un de ses visiteurs lui donne son titre de général :

— *Appelle-moi Mustapha !* répond-il à un jeune Kurde venu de Suisse.

Mal nourrie, sans solde fixe, mal chaussée, pauvre jusqu'aux limites de la misère, l'armée révolutionnaire n'a jamais eu pourtant l'allure d'une troupe désordonnée de guerriers mal rasés et tapageurs. L'uniforme de toile, complété l'hiver 1966-1967 de tenues kaki analogues au modèle 1946 de l'armée française, habille strictement le pesh merga qui doit en assurer l'entretien. On ne badine pas avec la propreté, et dans les villes de garnison, la police militaire en brassard rouge assure l'ordre et veille sur la tenue.

(44) Il n'est pas rare de rencontrer des pesh merga de 17 ou 60 ans. L'âge minimum requis est 17 ans. L'absence d'état civil permet d'enfreindre facilement cette loi. Pour être engagé, le postulant pesh merga doit être en bonne santé, ne pas avoir été l'objet d'une condamnation judiciaire, présenter des garanties morales et psychologiques.

Le pétrole de la lampe fume. Il est de mauvaise qualité. Acheté à l'un de ces marchands muletiers encombrés de bricoles, qui assurent le ravitaillement des boutiques et s'approvisionnent eux-mêmes à d'énormes camions dépouillés de plaques d'immatriculation.

Le silence du poste rend plus sensible les odeurs. Vieux murs de la baraque épaisse, roulée dans sa coquille de pierres lourdes. Paillasses rudes imprégnées par la sueur. Ecurie des mules et des chevaux. Et, surtout, le pétrole à moitié consumé qui irrite le nez et la gorge.

La sentinelle ne présente pas les armes à l'entrée.

Kak'a Rachid Sendi, le commandant de la Hez de Resgari, s'étire et éclate de rire :

— *Johny guitare !... Ici, c'est le ministère de la Guerre.*

L'ombre découpe avec exagération son visage d'hidalgo sur une étrange tapisserie : une natte décorée qui représente la Ka'ba de La Mecque et que l'on a fixée dans la terre du mur par six clous.

— *Il y a eu un accrochage à Qara Dagh... hier (le 13 novembre) ; nous avons eu 1 tué et 2 blessés. Les djashes ont laissé 7 morts sur le terrain, 2 autres ont été capturés, et 2 se sont ralliés...*

— *Qu'avons-nous récupéré ?*

— *4 fusils et 1 revolver...*

Kak'a Rachid relève brusquement la tête :

— *Kak'a John, que penses-tu de la guerre, telle que la mène le gouvernement ? C'était pareil en Algérie, avec les Français ?...*

Le colonel Abdur Rahman Kasi hausse un sourcil : la question l'intéresse. Il caresse sa moustache et se tourne vers ses amis : le colonel Nouri Makhouf, un grand diable de colonel expert aux échecs, et que l'on verrait fort bien à Saumur, un monocle vissé dans l'œil gauche, passant les cavaliers en revue, le

lieutenant-colonel Aziz Akrawi, l'indépendance faite homme, le capitaine Youssef Miran, le calme et la circonspection d'un artificier : il travaille dans « le sabotage », et une demi-douzaine de lieutenants et de sous-lieutenants.

Une porte claque. Un pesh merga, cartouchière au ventre, entre portant un plateau de fer-blanc sur lequel s'aligne une escouade de verres à thé.

— *Soup'as kak'a...* (merci, frère...).

Le thé ne se boit pas. Il se déguste.

— *Le capitaine Kemal n'est pas là ?*

— *Pas encore...*

Le capitaine Kemal Numan commande la brigade arabe de la révolution kurde. A 38 ans, une carrière bien remplie : officier d'artillerie, juge au tribunal du peuple formé par Kassem au lendemain de la révolution de 58. Attaché militaire de l'ambassade d'Irak à Moscou.

— *Le capitaine Kemal doit prendre la parole demain au congrès.*

— *Il a dû préparer son allocution... ces artilleurs sont toujours minutieux.*

Un commandant qui fut dans son temps membre du Parti communiste irakien pointe sa petite cuiller vers John :

— *En tout cas, ce n'est pas un pleutre : c'est lui qui a donné l'assaut avec un groupe de 150 pesh merga arabes et kurdes contre la 4^e brigade, sur le mont Hendren, en mai dernier... oui, oui... c'est lui, sous les ordres de Faher...*

— *Vous savez que Faher est communiste ?... Mais c'est un bon Kurde...*

— *De toute manière, intervient Rachid Sendi, nous sommes des militaires et des gens libres : nous ne faisons pas plus de politique que les autres, mais nous pouvons appartenir au parti de notre choix.*

Le thé servi, resservi, le pesh merga de service s'assied dans un coin de la salle, ce qui serait contraire à tout règlement de club d'officiers. Des boîtes de cigarettes circulent : tabac kurde traité en Kurdistan par les manufactures de Sulemaniyeh. La boîte de 20 cigarettes coûte 50 filis. Au maquis, le gamin qui en fait commerce les revend 60 filis, parfois 70.

Le capitaine Kemal est entré et salue. S'asseyant sur un matelas :

— *Je me demande si l'état-major irakien est lucide. Il est obnubilé par ses propres querelles, par ses rivalités.*

— *Quand je pense que nous avons trouvé les plans de la dernière campagne dans la serviette du commandant de la 4^e brigade : ils sont d'une naïveté enfantine. Ils sont partis du principe suivant, qui est juste : pour occuper les bas, il faut tenir les hauts. Donc, pour percer par la route stratégique de Rawanduz, il est nécessaire de s'emparer des sommets qui la bordent. Mais ils avaient prévu une percée rectiligne, sans souci des communications et minutée ainsi : tel jour, on prend Zozek, tel autre jour Hendren, tel autre jour on arrive ici, tel autre, là... le tout à l'avenant. De l'enfantillage de galopins paresseux et ignares !*

La voix rocailleuse du colonel Nouri trancha :

— *Méthode Hindenburg !... Les Irakiens disposent leurs armées en une grosse force appuyée par quelques éléments qui jouent surtout le rôle de réserves. Le maréchal Paul von Hindenburg était friand de cela... C'est curieux, comme par un fait exprès, les Allemands inspirent beaucoup dans la chasse aux Kurdes : von Moltke en Turquie, Hindenburg en Irak...*

— *Eyh !... n'oublie pas les Anglais, Kak'a Nouri. L'armée irakienne s'entraîne même en Angleterre... Il y a parmi nous des anciens de l'Académie royale du Génie ou de l'Infanterie. Yousséf Petrus, celui qui*

dirige l'atelier d'explosifs, est sorti dans les premiers de sa promotion. Il faudra aller le voir. Il fait du bon travail.

Au loin, un moteur ronfla. Une jeep gravissait le raidillon. Elle stoppa à l'entrée. Le pesh merga qui écoutait se leva d'un bond et alla aux nouvelles. Il revint peu après, s'approcha d'un officier et lui murmura quelque chose à l'oreille.

— Ah ! très bien !... J'y vais... Un poste de contrôle routier vient d'arrêter un espion !... Enfin, il semble bien que ce soit un espion.

Tassé à l'arrière de la jeep entre deux gardes, un bonhomme attendait. Une calotte blanche en coton sur le sommet du crâne, il ne paraissait guère effrayé. Il regarda avec attention le lieutenant qui s'approchait dans la pénombre :

— Tu parles kurde ?

— Oui !

— D'où es-tu ?

— Je viens de Bagdad, je cherche mon frère, il a disparu...

— Tu as un laissez-passer ?

— ... Non...

— Pourquoi tu n'en as pas demandé aux pesh merga ?

— ...

— Bon ! embarquez-moi ça, et on verra plus clair demain... Tu coucheras ce soir ici. Après nous contrôlerons ton identité. Ce n'est pas la peine de t'affoler.

La jeep fit demi-tour vers le P.C. Un petit homme s'en allait vers une mauvaise nuit d'inquiétude ou le poteau d'exécution, selon les résultats de l'enquête. L'espionnage est le seul crime puni de mort. Les innombrables contrôles routiers et patrouilles ont tôt fait de venir à bout de ce petit monde d'indicateurs besogneux et inhabiles. Appréhendé, l'observateur clandestin est minutieusement interrogé — on ne le

torture pas : c'est interdit et personne n'y songerait — puis expédié à Mahouat où siège la cour martiale. La prison y est confortable. La table honnête. Le suspect bénéficie de l'ordinaire de la troupe. Reconnu espion, le malheureux est conduit à une centaine de mètres du village, appuyé à un tronc d'arbre et abattu par un peloton de pesh merga. C'est officiel. Une vingtaine d'espions ont ainsi été fusillés depuis le début de la révolution.

— *Puisque nous sommes dans les histoires d'espions et de contre-espionnage, laissez-moi vous raconter la meilleure : vous savez qu'en pays musulman, il est très difficile de recruter de bonnes espionnes. Aucune jeune fille de bonne famille ou de bonne éducation n'accepterait un tel travail qui oblige à certaines libertés avec la morale traditionnelle, surtout sexuelle. De telle sorte que le gouvernement n'utilise que quelques prostituées sans cervelle, aussi sottes que laides. Or, juste après le cessez-le-feu, l'une d'elles est arrivée au camp du Comité exécutif, soi-disant pour effectuer des recherches pour sa famille : un cousin ou un oncle égaré qu'il s'agissait de retrouver... Ah ! la pauvre fille ! La plupart des pesh merga qui avaient séjourné à Bagdad avant la révolution y étaient passés dessus. Lorsqu'ils l'ont vue arriver, ils ont tous ri. Ils la poursuivaient en lui criant : Salut Aïcha, tu te souviens de moi ? et ils accompagnaient leurs rires d'obscénités. Il y avait de quoi : madame tenait salon à Bagdad !... Et elle a dû repartir tout de suite sous les huées et les ricanements de ceux qu'elle rencontrait. Inutile de fusiller un animal semblable... Quant à nos informateurs : soyons discrets et disons qu'ils sont nombreux et parfois très bien placés.*

Un officier avait donné à Kak'a John rendez-vous à l'école d'artillerie : un village isolé, auquel on ne peut accéder qu'après trois bonnes heures de marche, montante et trébuchante. L'école était dirigée par deux jeunes lieutenants : Nawzad Khushnaw et Tarik Muhyadinn. Jeunes officiers frais émoulus des écoles

d'application gouvernementales, ils avaient rejoint la révolution dès qu'ils s'étaient jugés suffisamment formés.

Le champ de tir se trouvait au nord du village. Une équipe de stagiaires s'exerçait au maniement du mortier de 120. L'instructeur lançait les coordonnées des cibles, vérifiait, modifiait les gisements et les sites à un rythme plus rapide. L'équipe recommençait, démontait l'énorme engin, partait au pas de course, réglait les appareils de visée. Mise à feu. Autre cible. Mise à feu. Démonter. Courir. Remonter.

Les stages — entraînement intensif théorique et pratique — durent vingt jours. Les stagiaires — 16 à chaque promotion — forment des équipes de servants de mortier, de bazooka et de canons de 105. Ce sont des pesh merga envoyés par leurs unités : jeunes et vieux, lycéens, paysans, employés, qui se retrouvent ensemble à l'occasion d'un apprentissage difficile qui exige de la précision et donc une grande maîtrise de soi.

— Il faut savoir pointer sa pièce, même lorsque les autres vous tirent dessus. Et puis, pas question de s'affoler : on forme une équipe, et si l'un de nous se panique, nous sommes tous fichus.

Un pesh merga au visage tanné, boucané, la moustache grise dressée, bute sur un « garde-à-vous - repos » accéléré. Au commandement, son équipe sort des rangs, et se place à cinq mètres du mortier.

— Garde à vous ! repos ! garde à vous ! repos !... garde à vous ! à la pièce ! rompez !... la main dessus ! à bras ! ferme !...

Chaque élément est démonté. La plaque de base est saisie par deux paires de bras robustes. Au pas de course, les servants emportent la pièce. Ils la remontent.

Une sentinelle crie :

— Avion à 3 heures !

Un réacteur siffle du côté de Mossoul. L'officier chef de pièce jette un ordre. La pièce est démontée. Une bâche. Des feuilles sèches. Les stagiaires disparaissent sous les couverts, l'arme au poing. Le Hunter Hawker vire de bord. Il n'a rien vu.

Le poisson figure au menu des artificiers : on le pêche dans la rivière voisine, à la grenade. Le lieutenant Youssef Petrus dirige une curieuse fabrique dans laquelle se montent des engins délicats comme des chronomètres et puissants comme des chars. Des bidons de 200 litres recèlent une sorte de terre jaunâtre, de saveur amère : du T.N.T. — ou tolite — que l'on fond à loisir au bain-marie à 80° pour le couler ensuite dans des boîtes d'acier ou des bols de plastique achetés au bazar de Kirkuk. Les boîtes d'acier ne sont à vrai dire que des sections de tuyauteries, quadrillées au tour. Un couvercle à l'entrée, un couvercle à la sortie et, au centre, une niche aménagée pour recevoir un détonateur. Voilà pour les grenades.

Les bols en plastique, quant à eux, sont les éléments de base des mines antichars indétectables. En effet, les détecteurs magnétiques — connus sous l'appellation populaire de « poêle à frire » — sont sensibles aux masses métalliques et permettent de découvrir facilement les mines à enveloppe de fer. C'est ainsi que plusieurs véhicules blindés et chars de la garnison de Rawanduz sautèrent sur de ridicules bols à 200 filis.

Non moins étrange, le parc auto de l'armée révolutionnaire présente un ensemble relativement hétéroclite, mais minutieusement entretenu par des sujets qui, par obligation, doivent donner le meilleur d'eux-mêmes.

Les problèmes posés aux mécaniciens kurdes sont nombreux : le ravitaillement en essence est une prouesse logistique ; les ateliers de réparation exigent

des machines-outils coûteuses ; les pièces de rechange ne peuvent être reçues que de l'extérieur. Au Kurdistan, les hommes et le matériel doivent tenir, durer, et s'inventer eux-mêmes leur propre thérapeutique.

La configuration géographique des lieux a conduit les mécaniciens à opérer de véritables prouesses. Une jeep se démonte comme un fusil — en plus pesant — et se charge à dos de mule. C'est ainsi que l'on peut rencontrer en pleine nature, dans une vallée large ou sur un plateau, un véhicule que l'on pourrait penser apporté par Shitan.

La nature de pesh merga n'implique pas l'appartenance au P.D.K. Le pesh merga, soldat révolutionnaire, peut postuler son entrée au Parti, qui considérera sa candidature favorablement, mais ne peut l'exiger.

Il n'y a jamais eu de commissaires politiques au sein de l'armée. Par contre, les pesh merga du Parti sont organisés en cellules, à l'image des militants civils.

Une guerre — serait-elle de libération — engendre un engouement guerrier aux alibis faciles. Les révolutions se soldent souvent par des dictatures paramilitaires. Le guérillero redevient le bourgeois de l'heure et son statut lui sert de décoration.

Une question est à poser, surtout lorsque l'on songe à l'image traditionnelle du Kurde, dont nous rendions compte dans les premiers chapitres de cette étude : intoxiqué par la guerre, le pesh merga pourra-t-il supporter la paix et la construire ?

Les circonstances présentent une réponse. En réalité, seuls 12 000 pesh merga, sur une population de 2 millions d'habitants, sont constitués en une armée qui, de révolutionnaire, deviendra gouvernementale lorsque le Kurdistan aura retrouvé son autonomie.

L'encadrement et les structures de l'armée révolutionnaire kurde interdisent la formation de bandes irrégulières ou de justiciers locaux. La discipline et

la politisation du conflit — dans lequel les militaires n'interviennent qu'en tant que techniciens du combat — contribuent à renforcer l'attitude pacifique du groupe.

Certes, le pesh merga est célébré dans le rituel populaire. Les gamins de 6 ans veulent porter l'uniforme. Les parents taillent dans la toile kaki des tenues réglementaires. Les jeunes paysans ne rêvent que de partir au feu : mais ce feu vient à eux sous la forme du phosphore et du napalm, et les armes manquent qui permettraient de les enrôler. Les nouveau-nés portent les noms des nouveaux saints : Liberté, Libération, Barzani, Combat, Révolution, et même Jean-Jacques Rousseau.

Cette célébration du combat n'est qu'une juste reconnaissance des mérites collectifs.

LE PARTI

Parti révolutionnaire, le P.D.K. n'est pas seulement une officine de pensée théorique. Son histoire préfigure celle de la révolution : une recherche de l'unité, au service du peuple kurde.

Le P.D.K. naquit le 6 août 1946, aux beaux jours de la République de Mahabad. Il existait déjà à Sulemaniyeh une branche du P.D.K. iranien — qui avait pour président Ibrahim Ahmed — et deux groupuscules : *Rezgari* (« libération ») et *Shores* (« révolution »). Le premier congrès du P.D.K., réuni à Bagdad en août 1946, fixa son patronyme : *Parti démocratique des Kurdes*. C'est à ce parti que se rallia en 1947 la branche iranienne de Sulemaniyeh, et les deux autres groupes qui décidèrent d'eux-mêmes leur dissolution.

En 1952, le Parti démocratique des Kurdes devint le *Parti démocratique du Kurdistan irakien*. La qualité

ethnique disparut au profit du souci politique. En effet, bon nombre d'Arméniens, d'Assyriens, de Turcs et même d'Arabes, habitant le Kurdistan, désiraient s'inscrire à un parti qui défendrait les intérêts de leur région.

Ceci déplut à quelques nationalistes dirigés par Hamza Abdullah, membre à l'époque du Bureau politique, et qui se séparèrent dans la proportion de un pour cinq du *Parti demokrati Kurdistanî Iraq*.

Le retour des dissidents se fit en 1956. Il fut suivi de l'arrivée de quelques personnalités kurdes et d'un certain nombre de sujets inscrits au Parti communiste irakien (45).

Le P.D.K., devenu *Parti démocratique unifié du Kurdistan irakien*, fort d'un bureau politique représentatif de trois partis, vécut en clandestin. La révolution de 1948 devait le faire apparaître à la surface. La Révolution de 1961 le révéla à lui-même.

Le statut du général Barzani, régulièrement reconduit à la présidence du Parti, est significatif de l'unité profonde qui scelle et coordonne les divers éléments de la révolution. Cette présidence est surtout honorifique : le général Barzani, héros de la révolution, n'a jamais posé au théoricien. Il incarne la lutte et la centralise. Leader populaire, il réalise un pont entre le Parti et la masse non encore politisée.

La révolution est en fait l'œuvre du Parti qui arme le bras militaire et donne un sens effectif à son action. Sans le Parti, la révolution kurde n'eût été

(45) Le nombre important de Kurdes responsables du Parti communiste irakien, et les rapports qui de tout temps existèrent entre le P.D.K. et le P.C.I. accréditèrent la thèse d'une allégeance de Barzani envers Moscou : « le Mollah rouge ». Cette attitude tient plus de la crainte obsessionnelle du « péril rouge » que de l'analyse objective de la situation. Il serait plus réaliste de parler à l'occasion du Moyen-Orient de « péril vert » que de « péril rouge ». Les analyses politiques chromatiques sont plus satisfaisantes pour l'œil que pour l'intelligence.

qu'une jacquerie ou une révolte. Circonstance privilégiée, la révolution se répercuta à son tour sur le Parti qui, de 5 000 membres en 1961 en compta 25 000 en 1966 (46).

Ces 25 000 militants sont en majorité des ruraux (45 à 50 %), puis des commerçants, des employés, des petits fonctionnaires, des ouvriers ; les étudiants ne représentent que la dernière catégorie numérique, mais de loin la plus active : ce sont eux qui fournissent les cadres. Tenus en sommeil pendant leurs études (les responsables kurdes déclarant : « Nous ne voulons pas de jeunes agitateurs, mais de jeunes techniciens »), ils sont très vite nommés à des postes de confiance, après un certain temps d'observation.

La structure du P.D.K. serait analogue à celle du Parti communiste : un Comité central, élu par le Congrès, choisit parmi ses 17 membres ceux qui constitueront le Bureau politique. Six sections partagent le pays. Elles sont elles-mêmes subdivisées en comités régionaux. L'unité de base du Parti est la cellule : 5 à 6 membres.

Les sections du P.D.K. sont celles de : Mossoul (6 comités) ; Arbil (7 comités) ; Kirkuk (8 comités) ; Sulemaniyeh (7 comités) ; Baghdad (comité pour la ville, comité pour les régions arabes et le sud de l'Irak) ; Armée révolutionnaire. Des comités épars intéressent les sujets résidant au Caire, en Europe et aux U.S.A. (47).

Un délégué local du Parti est responsable de 10 villages. Choisi par le Comité central, souvent sur proposition d'un village et appointé par le Parti, le délégué local assume une fonction d'éducation et de conseil.

(46) La révolution de Kassem (1958-1961) n'avait représenté qu'une période intermédiaire trop courte pour aboutir à une véritable maturité politique de la masse.

(47) Dans ce dernier cas, il s'agit principalement d'étudiants.

Il explique aux paysans les revendications de la Révolution, les objectifs et les principes du Parti. Il enseigne les rudiments de l'alphabet et du calcul, principalement dans l'armée. Il règle les différends locaux. Bien que son statut soit très différent de celui des juges, il peut effectivement intervenir dans ce qui constitue les tapages de la vie villageoise : querelles de fermiers, partage de terres, problèmes de succession.

L'analyse des textes met particulièrement en valeur les caractéristiques fondamentales du P.D.K. Deux publications rendent compte de l'éthique et de la stratégie du Parti : ce sont le *Règlement du Parti* et le *Programme*.

Les deux premiers articles du règlement intérieur reprennent les déclarations de principe du Programme. L'article 1 stipule que la lutte doit être entreprise sur la base de « l'abnégation de soi ». L'article 2 mérite d'être cité intégralement : « En bref, nos revendications sont l'autonomie du Kurdistan dans le cadre de la République irakienne, le combat pour l'obtention des libertés économiques et politiques en Irak, la garantie des droits des minorités nationales et religieuses du Kurdistan. Nous devons également nous efforcer d'élever dans la mesure du possible le niveau politique et culturel du Parti, par la mise en place de nombreux cadres. Nous devons également réaliser l'éducation des membres du Parti, en prenant pour base la fraternité arabo-kurde. »

Les conditions d'entrée au Parti sont au nombre de sept : 1. le sujet postulant doit accepter de donner le maximum de lui-même ; 2. il doit faire partie d'une cellule ; 3. si ses possibilités financières le lui permettent, il doit verser une cotisation ; 4. il doit être âgé

de 18 ans au moins ; 5. son niveau culturel et politique doit être suffisant ; 6. sa conduite doit être irréprochable. Il ne doit avoir fait l'objet d'aucune condamnation de droit commun ; 7. ne sera pas accepté un sujet « hostile à la paix mondiale et à la cause kurde ».

L'admission n'est pas immédiate : le Parti n'est pas à la recherche de membres nouveaux qui ne seraient que trop nombreux :

— *Si nous laissions faire, le Parti compterait 700 000 membres ou plus. Nous n'aurions alors qu'une masse généreuse et ignare. Ce serait malhonnête à la fois pour nous et pour eux.*

Avant de recevoir le titre de *membre*, le sujet, présenté par deux personnes inscrites elles-mêmes au Parti, est considéré comme *soutien du Parti*. Il restera six mois *candidat*. S'il est jugé apte, il franchira la dernière étape et de *candidat* (« morasha ») deviendra *membre*.

Des huit motifs d'exclusion cités, nous en retiendrons un : « Tout sujet qui tentera d'exploiter le Parti dans son propre intérêt sera exclu. »

Les qualités requises pour être élu au Comité central du Parti portent la trace des persécutions subies : le candidat doit être capable de résister à la torture (article 4) ; emprisonné, il reste de droit membre du Comité central (article 5).

Il serait trop long d'analyser le programme du Parti, paragraphe par paragraphe. Outre des déclarations théoriques proprement idéologiques, il apparaît comme un véritable plan de mise en valeur du Kurdistan. Il prévoit les réformes sociales nécessaires à la démocratisation du pays et insiste sur l'urgence d'une pédagogie collective qui permettrait aux paysans d'accéder à une véritable liberté économique, culturelle et politique.

L'article 5 est marqué d'une cicatrice. Celle de la crise de 1964. Alors qu'il stipulait que le Parti « s'éclaire

à la lumière du marxisme-léninisme », il fut remodelé au cours du VI^e Congrès : « Dans le cadre de sa lutte politique, le Parti étudie toutes les théories progressistes. Il suit les principes adéquats, examinant les circonstances propres au Kurdistan et à l'Irak. Il est également persuadé qu'un principe ne doit pas être strictement appliqué à la lettre, mais adapté à la situation présente. »

Ces quelques phrases résument comme une sanction le conflit qui avait opposé les théoriciens « aventuristes de gauche » aux réalistes en situation (48).

Organe du Parti démocratique du Kurdistan, *Khabat* (« la lutte ») est devenue la publication officielle de la révolution kurde. L'histoire du journal est en fait celle du Parti.

Clandestin sous le régime Nouri Saïd, il fut autorisé par Kassem qui exigea que soit enlevée du titre la mention *Kurdistani*.

Quotidien à Bagdad, *Khabat Kurdistani*, devenue *Khabat*, subit le contrecoup des incertitudes politiques du Zaïm : ses locaux et son matériel furent saisis. Ses rédacteurs pourchassés. *Khabat* émigra en conséquence dans les montagnes et ne parut que chaque quinzaine, en langue arabe et en langue kurde. Une presse mécanique à plateau actionnée par un pédalier remplaça les rotatives disparues.

Le journal est un élément fondamental de la pédagogie et de la propagande révolutionnaire. Lu et commenté tant dans le Kurdistan qu'à Bagdad, *Khabat* est un véhicule privilégié des mots d'ordre et de la réflexion théorique. Aussi sa rédaction fait-elle l'objet de soins particuliers.

Son rédacteur en chef, Sami, est assisté d'un bureau dont les membres appartiennent tous au Parti,

(48) Il s'agissait également d'apaiser les craintes des « voisins » et de ceux qui ne voient dans la révolution kurde que la « base avancée de l'impérialisme soviétique ».

et la plupart au Comité exécutif. Les articles se caractérisent par leur didactisme et leur modération. Un prêtre chaldéen proposa un jour un article vivement écrit et qui tournait en dérision l'attitude de certains Arabes à l'égard d'Israël. L'article fut naturellement refusé : on le jugeait incorrect et outrancier. Les accusations personnelles en sont bannies : un ancien officier de gendarmerie dut modifier les termes d'un de ses articles dans lequel il accusait le ministre Okeili de vouloir la mort de tous les fils de l'Irak pour se venger de sa propre impuissance génésique.

Deux autres revues sont éditées aux presses de *Khabat. Nouvelles du Kurdistan* : ce bimensuel de 2 000 copies en langue kurde, et de 2 000 autres en langue arabe, est un bulletin d'information militaire. Il ne paraît pas pendant les trêves. *La Voix des pesh merga* est destinée à l'armée révolutionnaire. La revue publie les créations littéraires des pesh merga, donne de leurs nouvelles, exalte leur effort et les soutient moralement.

La forte proportion d'analphabètes conduit les lecteurs de ces publications à organiser des séances collectives de lecture, qui donnent lieu à des rencontres et des commentaires. Les groupes se réunissent ainsi autour du journal communautaire qui constitue les tables de la réflexion politique.

LE VII^e CONGRES

« Le Congrès est la plus haute instance du Parti... Lui seul peut apporter des modifications au programme du Parti. »

Extrait du règlement du P.D.K.I.

Congrès de Parti en guerre.

Congrès d'un Parti interdit et pourchassé vers les montagnes du Kurdistan.

Préparé depuis plusieurs mois, attendu avec l'impatience de l'après-crise, le VII^e congrès du Parti démo-

cratique du Kurdistan irakien aura lieu du 15 au 20 novembre 1966 à Galala. 425 délégués représentant chacun 75 membres doivent y prendre part, ainsi que les envoyés des « partis frères du Kurdistan⁽⁴⁹⁾ » et un « grand nombre d'hôtes ». Cela signifie des journées de chemin difficile, des frontières franchies à la barbe des polices et de l'armée, une organisation minutieuse.

Des tentes sont dressées, des casernements aménagés. Le total des frais supportés par le Parti atteint 8 000 dinars : c'est une lourde somme. En effet, les délégués qui proviennent parfois des villages et des villes les plus reculés du Kurdistan sont souvent accompagnés d'une escorte de pesh merga qui assure leur sécurité.

Le Comité de préparation du Congrès met au point le programme des questions à traiter. L'équipe technique de *la Voix du Kurdistan* procède à l'installation de la sonorisation et de l'éclairage de la salle du congrès : quinze tentes en poil de chèvre tissé, mises bout à bout, tendues entre les deux ailes de l'ancienne école et maintenues par une forêt de jeunes troncs de peupliers. L'imprimerie de *Khabat* publie le règlement du Congrès. Un éditorial paraît dans l'organe central du Parti ; il est intitulé : « Qu'y a-t-il devant les délégués ? » Le rédacteur, dans une forme très didactique, analyse les composantes du VII^e Congrès :

« 1^o Ce Congrès, bien qu'il ne soit pas autorisé légalement, se tient publiquement, ce qui permettra à un grand nombre de délégués d'y prendre part et lui donnera son caractère de masse...

« 2^o Ce Congrès se tient après des événements majeurs qu'a connus notre peuple et que nous vivons encore en partie⁽⁵⁰⁾. Les délégués, qui proviennent

(49) Le Parti démocratique du Kurdistan iranien, le Parti démocratique du Kurdistan syrien, le Parti démocratique du Kurdistan turc.

(50) Allusion à la crise Jalal Talabani.

des régions libérées et des autres régions, sont des révolutionnaires ayant chacun leur option sur les événements et la façon d'agir...

« 3° Ce Congrès n'est pas un congrès de routine : il a lieu après le VI^e Congrès tenu en pleine crise de direction... Le Parti paraît comme un corps sain guéri d'une maladie qui l'avait affaibli pendant quelque temps... Il est à espérer que le délégué du Congrès soit franc, qu'il appartienne à la majorité ou à la minorité... »

15 novembre.

14 calicots ont été peints : 5 d'entre eux ont été accrochés à proximité des points névralgiques : à Jindian, sur la route de Rawanduz à la frontière du Kurdistan libéré — face à l'armée gouvernementale — et à Galala. On peut y lire :

« Vive la fraternité arabo-kurde ». « L'unité des forces politiques et nationales de l'Irak est nécessaire pour réaliser une unité nationale irakienne forte ». « Vive le P.D.K.I., leader politique du peuple kurde combattant ». « Nous demandons au gouvernement de mettre en pratique les promesses faites par les autorités aux Kurdes, et particulièrement le projet du 29 juin ».

Les quatre banderoles de la salle du Congrès diffèrent peu. Face à la tribune des orateurs : « Vive le président du Parti, leader de la révolution, Mustapha al Barzani ». En cour : « Gloire et à jamais dans nos esprits le souvenir des martyrs de la révolution ». Au centre : « Nous devons faire de la réunion du VII^e Congrès un moyen pour fortifier l'unité, l'idéal et l'organisation du Parti ». En jardin : « Nous demandons que soit mis un terme au régime militaire de l'Irak, et que soit au contraire constitué un régime parlementaire réel ».

Les délégués ont déjà envahi la petite ville, discrètement flanquée de plusieurs pièces de D.C.A. Les voitures amènent les derniers des retardataires. Le règle-

ment du Congrès stipule que chacun ne doit pénétrer dans la salle du congrès qu'après avoir déposé ses armes personnelles. Aux entrées, des pesh merga contrôlent les identités et les laissez-passer, et par une fouille discrète s'assurent de l'exécution de la consigne : ce geste a été décidé comme preuve de l'esprit pacifique qui anime le Parti. Tous portent le turban, y compris les « jeunes Kurdes » de l'Exécutif. En riant, l'un d'eux lance :

— *Les armes au vestiaire, c'est un grand pas. Le turban au vestiaire sera également une autre étape !*

Observateurs et invités prennent place. Ils pourront assister à la première séance. On reconnaît — moustache grise, haute taille — Zaki Khairi, membre du Bureau politique du Parti communiste irakien, le seul parti qui ait répondu à l'invitation lancée par le P.D.K.

Un speaker de la *Voix du Kurdistan* monte à la tribune tendue de satinade jaune :

— *Le VII^e Congrès est ouvert. Nous allons observer une minute de silence à la mémoire des morts de la révolution.*

Habib Mohamed Kerim, secrétaire du Parti et du Comité exécutif, lit au micro un texte de Barzani qui, souffrant du nerf sciatique depuis deux semaines, s'excuse de ne pouvoir être présent. En fait, Barzani préfère ne pas s'imposer. Il estime son statut personnel trop pesant pour ne pas perturber et fausser les travaux collectifs du Congrès. En conclusion de son message, il présente sa démission :

— *J'ai terminé mon temps, à d'autres de me remplacer.*

Cette démission, on pourrait la dire pédagogique, est refusée à l'unanimité. Un cri immense salue le nom de Barzani.

Se succèdent ensuite les allocutions des invités des associations ou partis étrangers :

Le délégué syrien du P.D.K. trace à gros traits l'incroyable persécution entreprise par le gouvernement de Damas : le plan de la ceinture arabe, le retrait de la nationalité syrienne à plusieurs milliers de paysans kurdes, les emprisonnements, les tortures. N., qui est accompagné d'un camarade, également Kurde de Syrie, s'entoure le visage d'un voile de peur d'être reconnu par un espion. Il demandera à n'être pas photographié.

Zaki Khairi parle au nom du Parti communiste irakien. Il stigmatise la clique de Jalal Talabani, alliée à un gouvernement dictatorial. Son exposé est clair, précis, dénué de toute phraséologie verbeuse.

C'est au tour du délégué de l'association des enseignants kurdes ; puis de Ismet Cheriff Vanly qui, dans un style pathétique, évoque les souffrances des pesh merga et leur pauvreté ; le colonel Nouri représente le Comité exécutif ; ce sont ensuite les délégués de l'Association des étudiants kurdes, de la jeunesse kurde.

Enfin, le capitaine Kemal, officier commandant la brigade arabe, membre du Conseil de commandement de la Révolution, apporte les vœux des Arabes qui combattent au sein de la révolution kurde. Il redit comment leur accord est total, et leur participation entière.

Le dernier invité à prendre la parole est le représentant des étudiants kurdes en Egypte.

Le speaker de *la Voix du Kurdistan* donne lecture de quelques télégrammes et lettres provenant d'Europe et d'Iran.

Après une courte interruption, le secrétaire du P.D.K. prend place pour l'exposé du *rapport politique*. Nous en retiendrons quelques idées forces :

— Analyse du « confusionnisme politique créé par un régime militaire non élu par le peuple ».

— L'unité nationale et la question kurde. Pour résoudre le problème, il n'y a que deux solutions :

la réalisation de l'unité nationale ; la majorité doit reconnaître les droits nationaux de la minorité. La plupart des partis arabes, à l'exception du Parti communiste et des partis progressistes démocrates, manifestent une attitude fanatique et rétrograde. La Constitution provisoire de Kassem avait reconnu les droits nationaux des Kurdes. « Malgré tout cela, nous persistons à vouloir maintenir de bonnes relations avec la nation arabe : nous savons que *le gouvernement de l'Irak n'est pas le représentant réel du peuple arabe de l'Irak.* »

— L'Irak et l'unité arabe : « L'unité arabe qui a été réalisée n'était pas bonne : elle était le fait d'une unité entre gouvernements, et non entre peuples. Par exemple, *l'unité avec l'Egypte n'est pas voulue par le peuple irakien pour le moment.* »

— La réforme agraire n'a pas été réalisée.

— Les travaux entrepris dans le Kurdistan, barrages de Dokan et de Darban Khan, l'ont été au profit exclusif de Baghdad et des régions du Sud.

— L'industrialisation et les problèmes du pétrole. Les projets établis sous Kassem — accords irako-soviétiques — n'ont pu être réalisés à la suite des incessants changements de gouvernement. Le gouvernement, de par sa faiblesse et ses dépenses causées par la guerre entreprise au Kurdistan, est lié aux compagnies étrangères de pétrole : l'I.P.C. ne verse pas son dû en royalties, le règlement 80 décidé par Kassem n'est pas respecté.

— La politique extérieure de la révolution est fondée sur la coexistence : *indépendance tant par rapport à l'est que par rapport à l'ouest.* Notre propagande à l'extérieur doit être véridique : pas d'informations fausses comme celles du gouvernement.

Toutefois, le nombre des nations qui nous appuient augmente de jour en jour. Des comités se créent, comme c'est le cas en France.

— Le Moyen-Orient se trouve dans une situation critique : divisé contre lui-même, il est en proie aux convoitises des impérialismes étrangers.

— Le cessez-le-feu a été imposé au gouvernement tant par la défaite de ses armées que par l'état de son économie. Si le gouvernement ne parvient pas à régler pacifiquement la question kurde, nous sommes prêts à prendre le risque de défendre notre liberté.

Des détails frappent l'observateur. L'atmosphère qui règne est celle d'un amphithéâtre studieux, attentif, discipliné. Il s'agit véritablement d'une célébration politique, au cours de laquelle tout se passe comme si les sujets réalisaient la découverte de la responsabilité collective et de la démocratie. Cette caractéristique — qui n'est pas anodine — doit être retenue et rapprochée de l'éthique révolutionnaire telle que nous l'avons étudiée.

16 novembre.

- Rapport financier.

- Rapport d'organisation, par le docteur Mahmoud Ali Osman.

Le point est d'importance : dans son introduction, le docteur Osman analyse la notion d'organisation et les conditions de sa réalisation. Il évoque le « centralisme démocratique ». « La centralisation est nécessaire pour la lutte ; elle doit être démocratique afin d'éviter la dictature... chacun doit faire en premier lieu son autocritique, avant de critiquer le groupe... Le Parti croit au leadership collectif, et non à l'individuel. »

Le docteur Osman présente les travaux du Comité de recherche et de surveillance du Parti, organisme composé de 5 à 7 membres élus par le Congrès et qui est chargé de sanctionner les fautes. Les carences sont dues à cinq causes principales : 1° la guerre a sabré dans les rangs des responsables qui, de plus, ont eu à assumer des charges militaires importantes ; 2° la crise Talabani ; 3° la faiblesse des cadres, « maladie chronique du Parti »... « pour cette raison, nous

devons ouvrir une école de cadres » ; 4° fautes personnelles de quatre membres du Comité central « qui n'ont rien fait, ou l'ont mal fait » ; 5° les membres du Bureau politique étant également membres du Comité exécutif, « ils ont été amenés à couper leur temps en deux ». « Toutefois, si nous comparons nos travaux aux difficultés auxquelles nous avons dû faire face, nous pouvons dire qu'il y a progrès important. »

- Election du président du congrès.

- Formation de six comités, qui formeront des groupes de travail : politique ; financier ; organisation ; programme du Parti ; recherche et surveillance ; problèmes de la Révolution.

19 novembre.

- Séance plénière.

Des sujets réclament la présence de Barzani.

Lecture des travaux des différents comités.

Nombreuses discussions :

— La réforme agraire : « Nous devons la réaliser. »

Réponse : « Le gouvernement aura beau jeu de nous accuser de séparatisme. Les quelques aghas qui se tiennent cois se retourneront franchement contre nous.

— L'unité arabe.

— Un Kurdistan indépendant.

— Les conditions d'admission d'un sujet au Comité central : certains désirent que soient promus les responsables locaux dans une sorte de hiérarchie absolue. Critique : c'est favoriser la formation de notables, et de filières favorables aux ambitieux.

— Les pesh merga ne doivent recevoir d'ordre que de Barzani.

— Un seul parti doit régner : le P.D.K. Il faut exclure les autres du Kurdistan. « Pourquoi favoriser les communistes, alors que les régimes communistes refusent la présence d'autres partis ? » Réponse : « Ce serait établir une dictature de parti et ressem-

bler à ceux que vous critiquez. Ce serait contraire à l'idéal démocratique. Les communistes irakiens nous soutiennent. Nous avons des relations avec le P.C.I., et non avec le Parti communiste — entité abstraite qui ne correspond pas avec la réalité. »

La majorité des délégués semble favorable à l'exclusion des tendances politiques différentes de celles du P.D.K. : il s'agit là d'une impulsion collective naturelle, induite par le manque de formation intellectuelle et politique. C'est aux cadres que revient la mission difficile d'expliquer aux délégués les dangers d'une telle attitude. A cette occasion, il est à remarquer la forme didactique de la pédagogie des responsables du Parti qui, loin d'imposer leur point de vue — ce qui serait relativement facile par leur statut personnel de médecins, d'ingénieurs — s'efforcent de faire analyser par les militants les limites de leur opinion.

20 novembre.

- Lettre de Barzani.
- Rapport sur la situation des Kurdes en Syrie.
- Elections.

Le Comité central élu comporte des éléments nouveaux : trois officiers sont élus, ce qui ne va pas sans inquiéter les politiques qui avancent : « La masse admire facilement les chefs de guerre, les héros militaires. Cela peut être dangereux, l'armée ne doit pas jouir d'une position privilégiée. » ; deux ingénieurs civils, ancien jalaliens ; un sujet pro-arabe, ancien délégué de la révolution au Caire.

A l'issue du Congrès, un communiqué final sera publié et un memorandum adressé au président Aref, demandant que soient enfin tenues les promesses du 29 juin 1966.

Nous retiendrons du communiqué final, en date du 25 novembre, une allusion à la situation inter-

nationale : « Le Congrès exprime dans une résolution son soutien à toutes les tendances internationales travaillant pour la consolidation de la paix mondiale et la diminution de la tension entre Etats, à la lumière de la charte des Nations Unies et des principes de coexistence pacifique, et travaillant à la solution des différends internationaux par la voie des négociations, à l'interdiction des armes thermonucléaires et des expériences atomiques, aux mouvements de libération nationale menés par les peuples luttant contre l'impérialisme, pour leur indépendance et leur droit à l'autodétermination, en particulier dans la patrie arabe.

« Le Congrès condamne la politique de discrimination raciale en Afrique du Sud et en Rhodésie. Il invite à rétablir la paix au Vietnam par la fin de l'intervention étrangère en ce pays et en permettant au peuple vietnamien de décider librement de son sort. »

INFORMATION ET COMMUNICATION

La distribution et l'exploitation de l'information sont des éléments essentiels de la révolution, tant pour sa poursuite que pour son propre développement interne.

Alors que la structure révolutionnaire tente de rassembler les forces patriotes plus ou moins éparpillées dans l'espace géographique et psychologique, il est important d'établir un système de communication destiné à réduire progressivement les isolats. L'ouvrage est d'autant plus urgent que larges sont les écarts entre les maillons.

Les circonstances de la lutte révolutionnaire ont suscité la création de deux réseaux d'information : un réseau militaire à usage tactique, un réseau civil à usage politique.

La guerre menée sur un front large de 600 miles nécessite la centralisation du renseignement et la coordination de l'action.

L'information militaire parvient au Q.G. par deux voies d'inégale valeur : l'estafette ou coureur solitaire et le service radio. L'estafette est utile aux sections et commandos dépourvus d'émetteurs radio. Elle rend compte à l'instance supérieure qui achemine à son tour l'information par ses propres moyens. L'homme de liaison est cependant indispensable lorsqu'il s'agit de faire parvenir un rapport volumineux et les codes secrets qui sont distribués aux unités chaque quinzaine, parfois chaque semaine. L'entraînement de ces coureurs est tel qu'ils sont capables de maintenir une allure de 9 km/heure en zone montagneuse, pendant cinq à huit heures. Des relais peuvent augmenter la vitesse de transmission du message en fournissant des relèves fraîches.

Le service radio, placé sous la direction du commissaire Kamal Ahmed Barki, assisté d'un ancien adjudant de l'armée irakienne, Khelil Baker, est remarquablement bien organisé.

La méthode utilisée est classique : double quadrillage des zones par l'utilisation des postes émetteurs-récepteurs à moyenne et à faible puissance, constituant une sorte de grillage représentant les grands axes de communication convergeant avec le central des opérations, et une résille plus fine correspondant à l'alimentation en information du grillage majeur. Le trafic radio est régi par des lois strictes déterminant les heures d'émission.

Les observateurs radio proviennent soit de l'armée et de la police, tel le commissaire Kamal formé en Angleterre, soit de l'école des transmissions de l'armée révolutionnaire.

Les postes en service ont tous été récupérés sur le terrain au cours des opérations militaires ou des coups de main menés par les commandos. Le 12 mai 1966, par exemple, l'armée révolutionnaire kurde s'est emparée de 46 unités de sans fil abandonnées par les gouvernementaux lors de la bataille de l'Hendren.

L'armature du réseau est assurée en majeure partie par 30 postes de fabrication américaine de type AN/GRC 9. Les postes de faible puissance, tel l'AN/PRC 10, les 105 et 108 soviétiques, sont portatifs et tributaires de piles non commercialisées (piles BA 279). Leur portée varie de 3 à 8 kilomètres suivant l'antenne utilisée.

Shaoukat Ismail vit depuis cinq ans dans l'univers compliqué de lettres dénuées de signification apparente, de dictionnaires étranges et de gouttes pour les yeux. Depuis cinq ans, cet homme a maigri de 20 kilos. La tente sous laquelle il travaille est hérissée d'antennes. Autour de lui, des manipulateurs casqués transcrivent des messages qui viennent s'accumuler dans un classeur. Shaoukat Ismail, officier de police du gouvernement irakien, est le responsable des services de décryptage du 2^e bureau de l'armée révolutionnaire.

L'armée irakienne utilise le Slidex pour coder ses messages : des tablettes de carton quadrillées portent des termes militaires : « attaque », « retraite », « convoi », « date », « commando », « bataillon ». Au bord de ces tablettes glissent deux réglettes de plastique sur lesquelles sont imprimés des lettres ou des chiffres. On joue au Slidex comme aux mots croisés : la lettre horizontale et le chiffre vertical correspondent à un mot conventionnel. Par exemple, I5 signifie « attaque », B4 « blindé »...

La mission de cet ancien officier de police consiste à découvrir le sens caché de ces couples de lettres et de chiffres qu'écoutent et prennent en note ses

opérateurs radio. Il arrive que les combinaisons changent vingt fois par jour. La difficulté du travail provient de son urgence : chaque message reçu doit être immédiatement décodé, quelle que soit son importance qui ne peut être déterminée à l'avance au simple vu de son mystérieux énoncé. Une telle activité est épuisante et nécessite une volonté et une intelligence hors pair.

— *Ils utilisent maintenant un double chiffre à seize combinaisons. C'est assez long... j'y arrive avec plus de temps. Mais pour eux, en face, c'est aussi long : de telle sorte que pour les messages urgents, ils sont obligés de simplifier. Parfois, dans la panique, ils émettent en clair.*

L'état-major irakien, impuissant devant l'invraisemblable exploit des services de décryptage kurdes, s'est trouvé dans l'obligation d'établir une installation coûteuse entre les P.C. des divisions qui communiquent avec Bagdad par l'entremise d'un téléphone à brouilleur.

— *En 1963, nous avons sauvé la révolution, raconte Shaoukat. Depuis cinquante-deux jours, l'armée gouvernementale se heurtait de front à notre armée qu'elle ne pouvait enfoncer. A minuit, on m'apporte un télégramme chiffré. Après demi-heure de travail, je parviens à le tirer en clair : l'armée gouvernementale recevait l'ordre de contourner nos positions et de lancer toutes ses forces au petit matin à un endroit malheureusement dégarni de pesh merga. J'envoie le télégramme à Barzani qui se trouvait à quinze minutes de là. A quatre heures du matin, toutes les troupes pesh merga étaient en place sur leurs nouvelles positions. Si le plan avait réussi, c'était la fin de la révolution !*

La qualité de la diffusion radio ne repose pas seulement sur la rapidité de la transmission : elle constitue pour la population civile un moyen privilégié de participation. L'information verbale et sonore semble particulièrement adaptée aux conditions posées

par une population faiblement alphabétisée et ne disposant que de peu de moyens de communications. La valeur de la voix débitrice du message s'établit bien au-delà du contenu formel de ce dernier : la voix personnalise la lutte révolutionnaire. Cette voix, dont la source est unique, apparaît de plus comme la représentation de l'unité révolutionnaire : les bulletins, les commentaires, les informations didactiques ne sont pas signées d'un nom d'auteur, mais se présentent comme la pensée de l'équipe responsable du Comité exécutif, et si l'on reconnaît la voix de tel speaker ou le style de tel rédacteur, il s'avère impossible d'en attribuer la responsabilité à un individu.

La discrétion verbale de Mollah Mustapha Barzani renforce ce processus de socialisation de l'information : il est très rare en effet que le président du Conseil de commandement de la Révolution prenne la parole, préférant confier cette tâche aux membres professionnellement qualifiés du Comité exécutif.

Nous retrouvons ici l'un des panneaux les plus importants qui constituent l'édifice éthique de la révolution : une défiance profonde à l'égard de la déclaration publique alliée à l'examen préalable scrupuleux de l'information diffusée à l'usage du collectif.

Le soin apporté au contenu des émissions s'explique également par son audience : de fait, si Bagdad fredonne deux succès des Beatles : *Honey, Honey kiss me* et *Oh my love of beatles*, c'est bien pour les avoir patiemment subis en tentant de prendre les émissions brouillées de la *Voix du Kurdistan irakien*. Arme redoutable, la radio kurde a été l'un des objectifs principaux de l'état-major irakien qui s'est efforcé autant par le brouillage que les bombardements des stations d'en venir à bout et de lui imposer silence.

La *Voix du Kurdistan irakien* est, avec la station arabo-kurde qui émet à partir de l'Allemagne de l'Est, le seul acte public de l'opposition politique irakienne. La révolution kurde dispose de trois émetteurs radio ondes courtes, présentant le même programme, mais

sur des longueurs d'onde différentes — 41, 45 et 48 mètres — afin de lutter contre le brouillage : dans le même but, l'émission quotidienne est reprise deux à trois fois par jour, les bribes entendues sur 41 mètres à 9 heures se complètent par des lambeaux de phrases à 13 heures sur 45 ou 48 mètres.

Un premier émetteur fut acheté en 1963. Vieillot, peu puissant, il était à peu près inefficace. En 1964, commande fut passée pour un second appareil. Il fut livré peu avant le cessez-le-feu, mais arriva au P.C. d'Ibrahim Ahmed qui s'en empara. Il ne devait l'utiliser que pendant vingt-quatre heures, injuriant le général Barzani et la révolution. Ibrahim Ahmed s'enfuit ensuite en Iran, muni du précieux émetteur qui devait lui être repris lors de son retour. Les émissions de la révolution étant régulièrement brouillées et inaudibles pour la majeure partie de la population, les paysans et les militants urbains demandèrent que fût installée une autre station plus puissante : souhait qui se réalisa en août 1965.

Les émissions ne sont pratiquement jamais en direct, mais enregistrées au préalable. Les conditions de travail sont particulièrement dures : repérée, la station doit changer non de studio, mais de grotte, déménageant groupes électrogènes, antennes, émetteurs et rouleaux de câbles.

Chaque programme est émis dans les deux langues : l'arabe et le kurde.

Dès la signature du cessez-le-feu, au 29 juin 1966, le gouvernement irakien s'efforça d'obtenir la disparition de cet efficace instrument de propagande et de mobilisation. Il n'obtint satisfaction que trois mois plus tard : le 1^{er} octobre 1966, *la Voix du Kurdistan irakien* interrompit ses émissions afin « de favoriser par un geste bienveillant la détente du climat et le retour à la normalité ». A plusieurs reprises, alors que les négociations moribondes vivaient des jours coma-

teurs, Barzani menaça le gouvernement de reprendre les émissions. Baghdad accorda en échange quelques faveurs, promit et obtint le maintien du silence.

Le prodigieux atout représenté par ce qui est plus qu'une simple arme, mais un mode privilégié de formation de la masse et de participation collective, explique l'importance des mesures de sécurité mises en jeu pour sa protection : la zone provisoire d'implantation de la station est classée zone interdite.

Toutefois, les difficultés économiques de la population ne permettent pas d'exploiter au maximum ce mode de formation. Nombreuses sont les familles rurales qui ne possèdent pas de récepteurs transistors. Le rapport heures d'écoute/unité de population varie selon les régions, et à l'intérieur d'une même zone selon les niveaux de vie. C'est au délégué local du P.D.K. que revient la charge de favoriser et de promouvoir l'écoute.

Un projet du Comité exécutif vise à élargir le contenu des émissions, en adjoignant aux informations et aux analyses politiques un programme d'alphabétisation et d'instruction sanitaire et sociale.

UNE NOUVELLE ÉTHIQUE

La mutation révolutionnaire traduite par les structures et les manifestations publiques du parti et de l'armée, aboutit à l'élaboration d'un nouveau type d'homme, fabriqué par le milieu révolutionnaire et qui, à son tour, infléchit son évolution.

Martelé par le froid, la faim, un travail harassant, le groupe de tête formé de ceux que l'on peut appeler les « jeunes Kurdes » présente une constante : une véritable obsession de l'éthique, poussée au scrupule.

Produit des circonstances, cette éthique n'est plus le code moral qu'impose une classe sociale ou une idéologie. Elle est réflexion de l'expérience, modification des attitudes initiales, au profit de l'enjeu majeur qui est la réussite de la révolution.

Ainsi, si un membre du Comité exécutif (30 ans) déclare en prenant place à l'arrière d'une jeep et en refusant la banquette confortable du chauffeur :

— *N'oublions pas que nous sommes pesh merga. Tous. Il ne doit y avoir aucune différence entre nous (responsables) et un paysan ou un pesh merga,*

cette déclaration n'est pas un luxe. Elle n'est guère boutade émue d'intellectuel attendri sur le malheur des autres. Le mot vient d'une nécessité profonde. La révolution ne peut survivre et se développer que dans la mesure où les cadres ne formeront pas une aristocratie.

Partis dans l'enthousiasme juvénile qui fait confondre la révolution d'un peuple avec ses propres ran-

cœurs, les révolutionnaires kurdes ont opéré une analyse critique des éléments magiques que pouvait recéler la notion de révolution :

— *Je n'utilise plus le mot « impérialisme » sans répugnance, tant il est galvaudé. L'impérialisme est toujours la cause de tous les maux, et les ennemis de l'Etat sont toujours les agents de l'impérialisme. Aref va jusqu'à dire : les partis politiques et les syndicats sont les agents de l'impérialisme. (Homme, 36 ans).*

— *A présent, je ne crois pas aux paroles des gens. Une parole ne signifie rien. Les gouvernements arabes, la Chine ou l'Union soviétique, comme les Etats-Unis, parlent toujours, racontent des tas de choses. Ce ne sont que des mots. (Homme, 28 ans, membre du P.D.K.)*

— *Je ne crois plus aux engagements écrits ou verbaux des intellectuels qui, après coup, lâchent la révolution par peur de la mort ou des bombes. (Homme, membre du P.D.K., 32 ans.)*

Cette dernière réflexion est significative. Elle conduit à ce principe : *un révolutionnaire doit combattre localement dans la révolution. A partir du moment où un sujet s'éloigne du terrain d'action de la révolution, il cesse d'appartenir à la révolution. Cette règle, extrêmement exclusive, est à l'origine des transformations apportées à la diplomatie kurde, au cours de ces mois derniers. Dorénavant, les missions de représentation de la révolution à l'étranger seront assurées par des membres du Comité exécutif momentanément détachés de la révolution, mais qui réintégreront le Kurdistan irakien dès la fin de leur mission. Cette mission ne devra pas excéder huit mois.*

— *Seul quelqu'un qui partage la vie des pesh merga et qui connaît très bien la révolution, dans tous ses détails, et qui vit son évolution au jour le jour, peut parler au nom de la révolution. Il sait que nous sommes pauvres, que nous devons être très prudents, que nous ne devons pas faire de grandes déclarations*

ou lancer des imprécations comme les Syriens sur Israël. » (Membre du Comité exécutif, 30 ans, membre du Bureau politique du P.D.K.)

Ce purisme, qu'il nous est difficile de comprendre si nous ne faisons pas l'effort de saisir le poids des circonstances particulières de la révolution kurde, s'accompagne d'un ascétisme d'obligation d'autant plus volontaire qu'il ne correspond pas originellement au tempérament kurde.

— *Nous ne pouvons pas oublier que les pesh merga n'ont rien... Quand je descends dans un hôtel et que je paye ma chambre 25 F, je dois savoir que je dépense en une nuit ce que gagne un pesh merga en trois mois ou plus.* » (Id.)

Le culte de la pauvreté intervient à la suite d'un mécanisme de sacralisation d'un état qui n'est plus perçu comme contraignant, mais en tant que facteur de progrès. Il entre en jeu au niveau de l'action individuelle, imposée par les faits. De subie (« *Nous sommes pauvres* »), la pauvreté devient agie (« *Nous devons vivre pauvrement. Encore plus pauvrement que notre pauvreté nous y oblige. Ainsi la révolution sera sauvée.* »).

Il me sera impossible d'oublier mon ami, le docteur Mahmoud Ali Osman, à l'éternel complet de serge sombre, se présentant — poignets usés, manches luisantes de misère — à une personnalité diplomatique des plus en vue. Le docteur Osman disait au retour de l'une de ses longues missions à l'étranger :

— *Je suis heureux, je reviens dans la révolution avec la même somme que j'ai reçue au départ.*

Comment ne pas évoquer la gabardine beige du général Barzani ? Une défroque historique que son propriétaire promène d'hiver en hiver, décolorée et élimée, pincée par les ronces, éclaboussée par les jaillissements de terre des bombardements.

Les vecteurs de la nouvelle éthique du Parti démocratique du Kurdistan, et plus particulièrement de ses cadres, se trouvent contenus dans la formule admirable d'un médecin, membre du Bureau politique et du Comité exécutif, qui déclare :

— *Je suis un petit-bourgeois fondu dans la révolution.*

Poursuivant, il ajoute :

— *Il y a chez nous une phrase qui est comme un symbole. Elle est revenue très souvent au cours du Congrès : « Tout pour la révolution ». C'est-à-dire que si nous ne perdons pas notre vie, nos biens, notre famille, notre situation au profit de la révolution, nous ne sommes pas révolutionnaires.*

Gens d'une terre grasse et empanachée. habillés de réflexes policés, entretenus depuis l'école primaire par une ambiance économique et culturelle qui — statistiques en main — nous fait appartenir à la maigre escouade des exploitants et maîtres des sept dixièmes de la planète, nous sommes ici pris au dépourvu. L'intransigeance de l'éthique révolutionnaire nous irrite. Oubliant nos propres idoles, nos catéchismes et formules, nous ne supportons pas la banalité de l'austère et accusons de naïveté ou de sottise les illuminations morales qui semblent animer le grouillement des peuples en révolution.

Révolution, c'est un mot qui affole. Qui nous conduit à nous raser la tête et — matraque en main — à rétablir les fondations d'un Occident pur et chrétien. Ou, au contraire, à nous encanailler la chevelure qui sera longue et hirsute, à la mesure de notre délire.

Barzani, après Jésus, Robespierre, Lénine et Mao Tsé-Toung, eut à son tour ses crânes rasés et ses chevelus, Baasistes et Jalaliens, qui récusèrent la nouvelle éthique naïve comme la réalité, intransigeante comme le combat.

Car la nouvelle éthique tire sa substance non de la réflexion théorique, mais des circonstances particulières de la lutte qui détermine une réflexion ultérieure dont la fonction est de coder l'expérience. L'événement une fois traduit pose les prémisses d'une éthique expérimentale avec laquelle le projet — l'avenir — sera programmé.

Voici le centre de gravité du système révolutionnaire kurde : il importe non pas d'adhérer à un modèle idéologique étranger, mais d'intégrer dans le contexte original et ultra-localisé du Kurdistan irakien les leçons des luttes précédentes. La libération politique et socio-économique du Kurdistan et de l'Irak ne peut — sous peine de faillite — se borner à la copie des schèmes occidentaux, extrêmes-orientaux ou américains.

— J'ai fait construire l'hôpital et cette maison (son domicile) sur des plans que j'ai moi-même composés, afin qu'ils soient une transition entre l'habitat traditionnel et l'habitat moderne, hygiénique et adapté. Avant, dans un village ou une ville, le gouvernement construisait des habitations destinées aux fonctionnaires, totalement différentes de celles dans lesquelles s'entassait le reste de la population: briques, béton, dalles coulées pour terrasses, grandes fenêtres, etc. Ces villas n'attiraient même pas les paysans qui les jugeaient d'un autre monde. Ce qu'il faut, c'est utiliser les habitudes et peu à peu les modifier. Par exemple, en utilisant les matériaux traditionnels. Ma maison est en pisé, vous l'avez vue. Mais dans la salle d'eau — voilà une nouveauté — avec un sac de ciment, j'ai installé une douche et un évier. Le paysan peut se le procurer, le sac de ciment. (Médecin arabe, 33 ans.)

La mutation de l'homme doit précéder l'action sur les structures. A la démence logorrhéique des gouvernements militaristes arabes, doit répondre un nouveau

type de responsables et de citoyens. Rudes, réalistes, patients, travailleurs, sobres dans leurs déclarations et leur mode d'existence.

— *Nous ne devons pas avoir les meilleurs agitateurs, mais les meilleurs ouvriers, les meilleurs techniciens. Si vous chauffez une pierre, vous n'aurez rien. Si vous chauffez un œuf, vous aurez un poussin. On ne demande pas à un poussin de tirer la charrue. On ne doit pas abattre l'arbre pour passer, mais le contourner et conserver son bois et ses branches.* (Membre du P.D.K., responsable d'un village, 43 ans.)

Ethique et politique cohabitent donc harmonieusement en unité de principe et d'action. Une longue vie commune vécue dans des circonstances dramatiques, groupant jeunes gens et sujets d'âge mûr, ruraux et citadins, lettrés et analphabètes, étudiants formés à Bagdad, à Londres, à Paris, et vieux militants de l'époque héroïque, une terrible crise intérieure, soldée par la trahison de l'un des plus brillants, des conditions ascétiques d'existence, l'absence pour la majorité des citadins de la femme et de la famille, tout cela a forgé une équipe de base solidement structurée, aguerrie et rompue au travail d'équipe.

Pour ces hommes, la révolution fut une sorte de confrontation avec eux-mêmes. Authentification de ce qu'ils avaient dit, sinon pensé, la révolution les happait jusqu'à la mort dans un cycle qu'ils n'avaient pu prévoir. Etudiants à Londres, ils avaient pris d'assaut l'ambassade d'Irak lors de la révolution de 1958. A Paris, ils s'étaient joints aux Arabes progressistes avec lesquels ils avaient porté la révolution algérienne. Nourris de Marx, Lénine, Mao Tsé-Toung, amoureux des existentialistes français, fatigués par les interminables discussions d'après minuit, libérés d'une société religieuse qu'ils reniaient, ils étaient pris dans la frénésie estudiantine du moyen-oriental qui retrouve en Europe ou en Union soviétique la matérialisation de ses rêves de désaliénation et de puissance.

Puis ce fut le retour au Kurdistan. Au cœur d'une masse rurale matraquée, pauvre et inculte. Ce fut l'abandon volontaire d'une situation sociale brillante. Ce fut la soumission à un leader populaire paysan. Ce fut une longue et patiente édification de la révolution. Une révolution qu'abandonnaient ceux que l'on avait admirés à Paris ou à Moscou. Ce fut une effrayante solitude.

L'étudiant théoricien changea alors de peau et devint véritablement révolutionnaire. Refusant — après expérience — « l'opportunisme et le doctrinarisme de gauche » et conscient que « l'on ne peut vaincre avec l'avant-garde seule », il considéra la révolution comme une étape pédagogique essentielle.

Par voie de conséquence, si le moralisme révolutionnaire transparait dans les institutions — par exemple l'appareil judiciaire — l'éthique politique s'incarne dans des prises de position caractéristiques qui sont : le refus de la guerre subversive et du terrorisme ; la condamnation du culte de la personnalité ; l'alliance avec les intérêts du peuple arabe ; le refus de l'offensive armée ou verbale ; le rôle pédagogique d'un parti monolithique ; l'abolition de la contrainte physique dans la réalisation de l'édifice révolutionnaire.

Le refus du terrorisme est lié aux circonstances de la lutte. Engagés dans un combat qui les oppose à un gouvernement totalitaire détaché de la masse irakienne, les Kurdes et leurs alliés arabes ne peuvent porter dans le peuple les horreurs d'une guerre dont il n'est pas responsable :

— *Nous faisons la guerre à un gouvernement, non au peuple irakien.* (Général Barzani.)

Parfois, une personnalité gouvernementale connue pour les atrocités dont elle s'est rendue coupable, est condamnée à mort. Elle sera assassinée. Mais, si les horreurs de la guerre sont nombreuses, les sentences capitales sont rares.

Le fair-play kurde prête à sourire. Un sourire teinté de stupéfaction lorsque l'on apprend que le

Conseil de commandement de la Révolution adressa au siège de l'*Iraq Petroleum Company* une lettre conçue en ces termes : les royalties versées par votre Compagnie ne bénéficiant ni aux Kurdes ni au peuple irakien, mais se métamorphosant en bombes, en chars d'assaut et en chasseurs, il serait bon qu'une dîme soit prélevée sur le total des bénéfices et versée aux hôpitaux de la Révolution. La missive ne reçut pas de réponse. Les Kurdes renouvelèrent la correspondance dans les mêmes termes et avec le même effet !

Les représailles décidées par la Révolution se bornèrent à deux coups de main spectaculaires et à quelques explosions. Les 10 et 11 octobre 1962, un commando pesh merga fut expédié à Ain Zalah, station de pompage située au nord-ouest de Mossoul. Les hommes traversèrent le Tigre à la nage, pénétrèrent dans l'enceinte, désarmèrent les gardes et s'installèrent sur place pour la nuit. Le lendemain, ils repartirent, emmenant comme otage un super-intendant britannique, M. Dankworth, ainsi qu'un collaborateur américain et sa famille. Ces derniers devaient être relâchés peu de temps après. Quant au sujet de Sa Gracieuse Majesté, il fut reçu par Barzani, copieusement nourri, confortablement logé, et reconduit à la frontière iranienne le 10 novembre, après avoir reçu pour conseil de raconter en Angleterre ce qu'il avait vu et entendu et de persuader MM. les P.D.G. de la vanité de la guerre. Dankworth prit l'avion de Londres, à Téhéran, et ne redonna plus signe de vie.

Le 25 novembre de la même année, le scénario se répéta à Karachok, au nord de Kirkuk : le butin fut plus conséquent. Il y avait là quatre techniciens irakiens et un ingénieur britannique, M. Goshing. On conduisit ces invités au P.C. de l'officier commandant la Hez d'Arbil, Omar Mustapha. Après de courtes séances d'endoctrinement scandées par les bombardements, ils rejoindront leur foyer en janvier 1963, porteurs de messages qui resteront sans effet.

Il semblerait à présent qu'une lassitude certaine contraigne les leaders de la révolution à envisager des mesures moins honorables, mais plus efficaces. Certes, le pétrole est le bien du peuple, disent-ils, cependant nous souhaiterions en jouir sous une autre forme que le napalm.

La révolution kurde s'accorde mal avec le culte de la personnalité. La méfiance que manifeste le groupe responsable à l'égard de la célébration d'un seul, semble être déterminée par deux faisceaux de facteurs : les circonstances et la localisation de la lutte. Chacun s'insère dans la vie collective selon ses capacités et en tant qu'élément complémentaire du tout. Les sujets critiqués pour leurs tendances exhibitionnistes ou autoritaires étaient soit géographiquement éloignés, excentrés, soit responsables d'une tâche qui contribuait à les isoler. C'est à cette collectivisation absolue de l'action que devait s'affronter Jalal Talabani en refusant un statut sans privilège.

Les rigueurs de la discipline révolutionnaire contribuent également à casser les tentatives de prise de pouvoir par un seul. Du jour au lendemain, un homme peut être appelé à tel poste, puis envoyé en mission dans telle zone, ou confié à un commandant d'unité. Disponible au maximum, fait pour servir la révolution et non pour se servir d'elle.

— *Nous désirons notre autonomie dans le cadre de la République irakienne.* Tel est le principe de base des revendications kurdes d'Irak. Le refus de la sécession — déclaration tant stratégique que tactique — oblige la révolution à se solidariser avec le peuple arabe. C'est dans ce sens qu'il faut entendre les prises de position publiées à l'occasion du conflit israélo-arabe et de la crise de l'I.P.C.

Victimes tant du nationalisme arabe que des intérêts étrangers qui furent à l'origine de celui-ci, les Kurdes savent que leur question ne constitue qu'un carreau de la mosaïque, en réfection, du Moyen-Orient.

— *Il n'y a pas que le problème kurde, et puis le reste. Mais le problème kurde dans le reste. (Comité exécutif, 32 ans.)*

— *Le monde arabe est malade, il est en crise, comme l'ensemble du Moyen-Orient, comme l'Extrême-Orient, comme l'Amérique. Pour venir à bout de cette maladie, il ne suffit pas d'entreprendre un traitement local... une pommade... mais de traiter par une cure d'ensemble. (Comité exécutif, 30 ans.)*

Cette prise de conscience réaliste détermine le refus de l'offensive. Le Moyen-Orient envasé dans ses problèmes économiques et politiques ne pourrait utiliser la violence que dans une tentative de suicide. La révolution kurde s'est toujours opposée à la reprise des combats, acceptant les cessez-le-feu, les négociations et les compromis temporaires. Jusqu'au prochain bombardement. Jusqu'à la prochaine campagne.

Qui plus est, consulté par Bagdad au moment de l'affaire d'Akaba en juin 1967, le général Barzani s'est violemment opposé à la guerre, disant qu'elle ne pourrait se solder que par une catastrophe économique, que supporterait le pays une nouvelle fois.

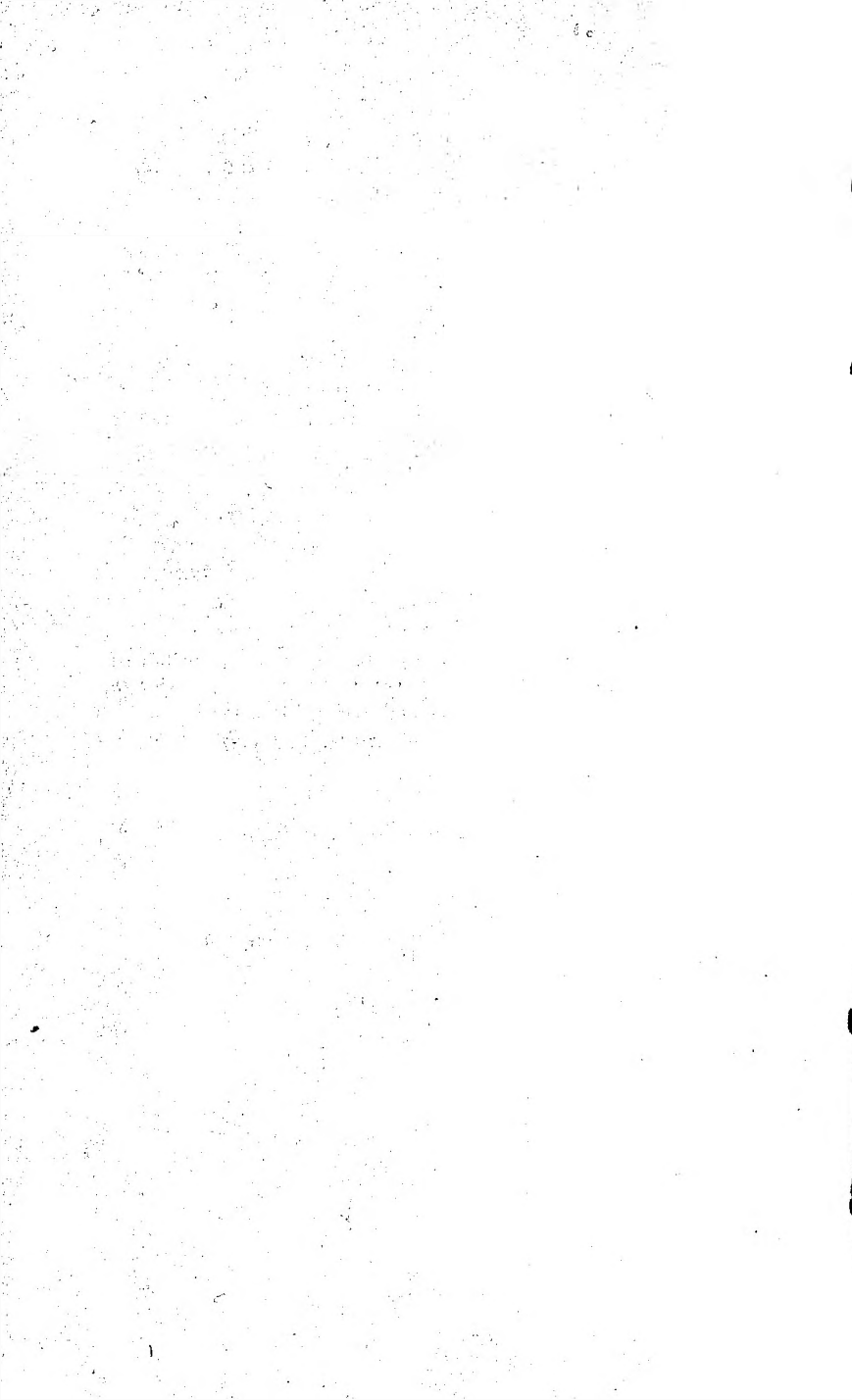
Bloc vigoureux et épais dont la fonction est non d'agiter, mais d'instruire, le Parti démocratique du Kurdistan coordonne la lutte et lui confère son sens véritable. Pédagogique, le Parti ne peut être contraignant : il ne s'agit pas d'effrayer, mais de donner de nouvelles motivations à la masse et aux responsables.

— *Pressuré par les aghas, appauvri, bombardé, emprisonné, torturé par la police, mitraillé dans ses champs, le paysan est suffisamment malheureux pour ne pas tomber sous une nouvelle dictature : celle du Parti. Seul compte le bien du peuple, et non le bien du Parti. Lorsque un parti commence à s'ériger en dictature et que dix responsables deviennent les gendarmes de deux millions de paysans, il faut le*

détruire. C'est comme quand un bœuf refuse de tirer la charrue et ordonne au laboureur de le faire lui-même. (Mustapha Barzani, président du P.D.K.)

Tranchant par son équilibre et sa modération sur le délire cahotique des courants fous qui agitent « la mare » des nationalismes, la révolution kurde semble se présenter dans l'âge serein et laborieux de sa maturité. Un membre du Comité exécutif qui appartient également au Bureau politique du P.D.K., et dont les missions à l'étranger en font le diplomate type de la révolution, déclare :

— *Il y a un proverbe kurde qui dit : peu à peu la pierre perce la pierre. La politique, c'est l'art des possibilités. Vous devez toujours travailler par des moyens adaptés aux circonstances, à la puissance des ennemis, aux possibilités de la révolution, au bénéfice de la nation et même à la politique des grandes puissances et des pays importants du monde. La politique est le contraire de l'enfance : on ne doit pas sympathiser à l'aveugle, mais penser soigneusement et examiner toutes les circonstances avant de faire quelque chose.*



INTRODUCTION
AUX LENDEMAINS



L'ORIENT est trop proche pour l'Occident des rêves de l'enfance pour être pris au sérieux. Nos passions lui ont décerné des vices et des masques irréductibles. Ceci, ajouté à notre ignorance, nous fait tenir pour négligeables ou simplement tapageurs les événements qui s'y déroulent. Ainsi conservons-nous dans l'ombre de notre indifférence la lutte révolutionnaire d'un peuple de 12 à 13 millions de sujets répartis sur une surface équivalente à celle de la France.

Dans une civilisation du profit, l'Histoire est l'aventure du bétail laissé sur la route : ses accidents sont toujours stupides. Il est effrayant de dresser le bilan d'un génocide et d'en connaître les causes réelles : inintelligence, agressivité hystérique, marchandages de tripot. Le progrès a-t-il pour origine le conflit de contradictions ? L'homme en révolte devient alors véritablement révolutionnaire lorsque à sa colère succède la prise de conscience des antagonismes internes de celui qui l'asservit.

La révolution kurde s'inscrit dans cette mutation : un monde volontaire et rude, tenace et lucide, chasse patiemment le vieux monde perclus de souvenirs et d'habitudes. Tandis que s'agitent les militaires d'une junte trafiquante, deux millions de paysans, de techniciens, d'ouvriers, de commerçants, accèdent à l'inquiétude politique et suivent les cours d'un Parti qui n'a que faire de l'agitation et lui préfère la construction réaliste d'une nation.

Au cœur du Moyen-Orient et au confluent des contradictions de l'Est, de l'Ouest et des mouvements révolutionnaires eux-mêmes, une masse de paysans s'acharne pour l'avenir. Sans tapage. Dans cette région du globe, il s'agit du premier phénomène de cette importance : une telle politisation du collectif — vécue dans une situation d'exception — est irréversible.

Le succès de la révolution kurde d'Irak est inéluctable. Mais ce n'est qu'une introduction aux lendemains. Ses dimensions et sa portée étonneront ceux-là mêmes qui en doutèrent. Consciente de sa puissance, masse dont la vitesse acquise oblige à rejeter toute éventualité de faillite, elle ne peut désormais se satisfaire de résultats provisoires ni de solutions inachevées.

Modèle dont il sera désormais tenu compte dans la typologie révolutionnaire, le combat libérateur des Kurdes d'Irak inaugure l'alliance d'une communauté spécifique — kurde — et de groupements progressistes nationaux. Ainsi la lutte est-elle commune en Irak pour les Kurdes, les démocrates arabes, les socialistes du Parti Baas de gauche et le Parti communiste irakien.

Ce phénomène d'assistance réciproque dans une guerre de libération nationale est analogue en Turquie, où un gouvernement se plaît à promettre au bourreau « rouges » et Kurdes à la fois. La chasse aux sorcières mac-carthyste unit au Kurde les démocrates, socialistes et communistes turcs, ainsi que le firent en 1963 les massacres des « brassards verts » d'Irak (1).

Les Kurdes ne prétendent pas à l'isolationnisme nationaliste : leur appartenance au Moyen-Orient signifie pour eux responsabilité à l'égard des groupes arabes, turcs, iraniens. Il ne s'agit pas pour le Kurdistan libéré de susciter un nouvel antagonisme, mais bien au contraire de participer à la défense politique et économique de ces Etats (2).

L'irruption du nationalisme kurde victorieux et son action concertée avec les milieux agissants

(1) Nombreux sont les parlementaires turcs, victimes de cette chasse aux sorcières : parmi eux, un de nos amis, le dramaturge et journaliste Setin Altan, connu pour ses brillants éditoriaux publiés par l'*Aksam* à Istanbul. Setin Altan a été accusé de « propagande communiste ».

(2) Cette attitude explique les positions prises par les responsables kurdes à l'occasion du conflit avec l'I.P.C. et de la guerre israélo-arabe.

arabes et turcs est, pour les gouvernements traditionnels, pour le moins embarrassante.

Suite du pacte de Bagdad ou de Saadabad, les réponses ne tarderont guère. Celle de la Turquie est significative de l'importance accordée à la question.

A l'occasion de la réunion à Ankara, en septembre 1967, du groupe de planification nucléaire de l'O.T.A.N., les délégués turcs ont insisté pour que soit étudié et réalisé un projet visant à l'installation d'une barrière nucléaire tactique le long de la frontière turco-soviétique. Ces mines atomiques seraient disposées de telle sorte que, mises à feu lors d'une « invasion » de la Turquie, elles puissent offrir un écran protecteur infranchissable pour les assaillants.

La région visée par le plan est le Kurdistan turc.

Défense est de l'O.T.A.N., la Turquie représente un chemin de ronde qui interdit jusqu'à présent toute communication directe entre les pays arabes et l'Union soviétique. Plus précisément, ce « chemin de ronde » turc est le Kurdistan accolé à l'U.R.S.S.

A dix pas de l'Union soviétique, une révolution kurde en Turquie, soutenue par la gauche, prendrait des proportions considérables et remettrait en cause la distribution des influences dans le Proche-Orient.

L'atomisation de la zone de guérilla et l'impossibilité d'échanges avec son allié voisin décapiteraient la révolution et éviteraient que se renouvelle l'étonnante retraite conduite par Barzani à la chute de la République kurde de Mahabad.

De nombreuses questions restent posées. C'est à l'histoire et non aux tarots d'y répondre. Tandis que se multiplient les incidents et que se renouvellent les promesses contradictoires, la révolution kurde d'Irak dessine chaque jour avec plus de rigueur les traits d'un modèle révolutionnaire. Sa réalité et sa robuste consistance nous serviront de conclusion provisoire.

La forêt est en marche.



**ÉLÉMENTS
DE BIBLIOGRAPHIE**



- ABBAS (Hilmi). — *Altkurdische Kamp und Liebeslieder*, München, 1964.
- ✓ ADAMSON (David). — *The Kurdish War* (George Allen & Unwin, édit.), London, 1964.
- ✓ ALDRIGE (James). — *The Diplomat*, London, 1950.
- ✓ AL-KAN-ANI (Nu'man Mahir). — *Limelight on the North of Iraq*, Baghdad, Dar al-Jumhuriya, 1965.
- ✓ ARFA (Hassan). — *The Kurds*. Worcester, London, 1966.
- BACHMANN (Walter). — *Kirchen und Moscheen in Armenien und Kurdistan*. Leipzig, 1913.
- BADGER (George P.). — *The Nestorians and their Rituals*, with the narrative of a mission to Mesopotamia and Kurdistan in 1842-44, and of a late visit to those countries in 1850 ; also, researches into the present condition of the Syrian Jacobites, papal Syrians, and Chaldeans, and an inquiry into the religious tenets of the Yezidees (J. Masters édit.), London, 1852.
- BARTH (Frederich). — *Principles of Social Organization in Southern Kurdistan*. Oslo, 1953.
- ✓ BEDIR-KHAN (Jaladat). — *Grammaire kurde*, Damas, 1933.
- ✓ BEDIR-KHAN (Emir Kamuran Aali). — *Langue kurde. Eléments de grammaire*. Cours donné à l'E.N.L.O.V. (2 vol.), Paris, 1953.
- ✓ — *Le Dossier du Kurdistan du Sud, dit Kurdistan d'Irak*, Paris, 1965.
- ✓ — *Etude historique sur la grande époque kurde* (Maspéro, édit.), Paris, à paraître en 1968.
- BERLINER (R.) & BORCHARD (P.). — *Silberschmiedearbeiten aus Kurdistan*, Berlin, 1911.
- ✓ BINDER (Henri). — *Au Kurdistan, en Mésopotamie et en Perse*, Paris, 1887.

BISHOP (I. L.) & BIRD. — *Journeys in Persia and Kurdistan* (2 vol.), London, 1891.

BLAU (Joyce). — *Le problème kurde*. Essai sociologique et historique. Centre pour l'étude des problèmes du monde musulman contemporain, 4, rue de Pascale, Bruxelles-4, 1963.

BLAU (O.). — *Die Stämme des nordöstlichen Kurdistan*, Leipzig, 1858-1862.

BOIS (Thomas). — *Les Kurdes, histoire, folklore*, Beyrouth, 1966.

— *L'âme des Kurdes à la lumière de leur folklore*, Beyrouth, 1946.

— *Connaissance des Kurdes* (Khayyats, édit.), Beyrouth, 1965.

BRAIDWOOD (Linda S.). — *Digging beyond the Tigris* (H. Schuman, édit.), London, 1953.

BRAIDWOOD (Robert J.) and BRUCE (Howe). — *Prehistoric Investigations in Iraqi Kurdistan*. Studies in Ancient Oriental Civilization (Chicago University Press, édit.), 1960, n° 31.

BURCHARD (Brentjes). — *Zu einigen Problemen der Geschichte der Kurdischen Nationalbewegung*. Wissenschaftliche Zeitschrift der Martin Luther Universität (Hall-Wittenberg, édit.), 1964.

CAMPANILE (G.). — *Storia della regione di Kurdistan ed ille sette di religione ivi esistenti*, Napoli, 1818.

CHALIAND (Gérard). — *La question kurde* (Maspéro, édit), Paris, 1961.

CHANTRE (Ernest). — *Les Kurdes*, Lyon, 1897.

CHARMOY (F.). — *Cheref-Nameh ou fastes de la nation kurde* (4 vol.), Saint-Petersbourg, 1868-1875. Version arabe 1952, Baghdad.

CHRISTENSEN, NERTHUS & DIETER. — *Notizen zur kurdischen Töpferei*, Berlin, 1960.

— *Tanzlieder der Hakkari-Kurden*. Jahrbuch für musikalische Volksund Völkerkunde, Berlin, 1963.

CHRISTOF (H.). — *Kurden und Armenier*, Heidelberg, 1935.

DEMCHENKO (P.). — *Irakski Kurdistan Wagne*, Moscou, 1963.

DOUGLAS (W. O.). — *Strange Lands and Friendly People*, London, 1951.

DRIVER (G.R.). — *The Name' Kurd and its Philological Connexions*, J.R.A.S., 393-403, 1913.

— *Dispersion of the Kurds in Ancient Times*, J.R.A.S., 563-572, 1921.

— *Studies in Kurdish History*, B.S.O.S., II, 495-513, 1922.

— *The Religion of the Kurds*, B.S.O.S., II/II, 197-215, 1922.

EAGLETON (William). — *The Kurdish Republic of 1946*, London N.Y. Oxford University, 1963.

EDMONDS (C.J.). — *Kurds, Turks and Arabs*, C.Y. (Oxford University Press, édit.), London, 1957.

EICKSTEDT (Egon von). — *Türken, Kurden und Iraner seit dem Altertum*, Stuttgart, 1961.

ALLOW (Agha Petros). — *Assyrian, Kurdish and Yezidis* (Government Press, édit.), Baghdad, 1920.

ELPHINSON (W.G.). — *The Kurdish Question*. International Affairs, January Ist. London, 1946.

EWLIYA CHELEBI SEYAHATNAMESI. — Istanbul, 1890.

FARIZOV (I. O.). — *Russko-Kurdsij Slovar*, Moscou, 1957.

FOWLER (G.). — *Three Years in Persia; with travelling adventures in Koordistan* (H. Colburn, édit.), London, 1841.

FOSSUM (L. O.). — *A Practical Kurdish Grammar*, Minneapolis, 1919.

FRASER (J. B.). — *Travels in Kurdistan and Mesopotamia*, 2 vol., London, 1840.

GARZONI (M.). — *Grammatica e vocabolario della lingua Kurda*. Roma, 1787.

GAVAN (S. S.). — *Kurdistan - Divided Nation of the Middle East* (Laurence & Wishart, édit.), London, 1958.

GHASSEMLOU (Abdul Rahman). — *Kurdistan and the Kurds* (Publishing House of the Csechoslovak Academy of Sciences, édit.) Prague, 1965.

GUINNESS (Walter E.). — *Impressions of Armenia and Kurdistan* (Spottiswoode, Ballantyne & C^o, Ltd, édit.), London, 1918.

GUYER (S.). — *My Journey down the Tigris* (T. F. Unwin, édit.), London, 1925.

HADANK (Karl). — *Boti und Ezâdi*, Berlin, 1938.

— *Kurdische-persische Forschungen*, III, band IV, Berlin, 1932.

- HAMILTON (A. M.). — *Road Through Kurdistan*, London, 1958.
- HAMMER. — *Ueber die Kurdische Sprache und ihre Mundarten*, Reisebeschreibung Evlias. Band III. Vienne, 1814.
- HANSEN (Henny H.). — *The Kurdish Woman's Life*, Köpenhamn, 1961.
- *Daughters of Allah* (Allen & Unwin, édit.), London, 1960.
- HARALDSON (Erlender). — *Med Uppreisnermönnum i Kurdistan*, Reykjavik, 1964.
- HARTMANN (Martin). — *Der Kurdische Divan des Scheiche Ahmet von Gezirat ibni Omar gennannt, Melai Giziri*, Berlin, 1904.
- HEAZELL (Francis N.) and MARGOLIOUTH (Mrs Jessie P.). — *Kurds and Christians* (W. Gardner, Darton & Co, Ltd, édit.), London, 1913.
- HUTTEROTH (W. D.). — *Bergnomaden und Yaylabauern in mit-teleren kurdischen Taurus*, Hamburg, 1959.
- JABA (A.). — *Recueil de notices et extraits kurdes*, Saint-Petersbourg, 1879.
- JABA (A.) & JUSTI. — *Dictionnaire Kurde-Français*, Saint-Petersbourg, 1879.
- JUSTI (Ferdinand). — *Über die Kurdischen Spiranten*, Marburg, 1873.
- *Kurdische Grammatik*, Saint-Petersbourg, 1880.
- KHALFIN (N. A.). — *Barbaza Kurdistan*, Moscou, 1964.
- KINNANE (Derk). — *The Kurds and Kurdistan* (Oxford University Press, édit.), London, 1964.
- KINNEIR (J. M.). — *Journey through Asia Minor, Armenia and Kurdistan* (J. Murray, édit.), London, 1818.
- KIRZIOGLU (M. Fahrettin). — *Her bakimdan türk olan Kürtler*, Ankara, 1964.
- KLAPROTH. — *Various Studies on Kurdish*, Vienne, 1808.
- *Kurdisches Wörterverzeichnis*, Vienne, 1814.
- KURDOJEV (K. K.). — *Kurdschij Jazik*, Moscou, 1961.
- *Grammatika Kurdschva Jazika (Kurmangî)*, Moscou, 1957.
- *Kurdsko-Russkij Slovar*, Moscou, 1960.
- LAZAREV (M. S.). — *Kurdistan i Kurdschaja problema*, Moscou, 1964.
- LAYARD (Sir Auguste Henry). — *Discoveries in the Ruins of Nineveh and Babylon ; with travels in Armenia, Kurdistan and the Desert* (J. Murray, édit.), London, 1853.

- MACKENZIE (D.N.). — *Kurdish Dialect Studies* (I-II), London, 1964.
- *The Origin of Kurdish*, Oxford, 1964.
- MANN (Oskar). — *Kurdisch-persische Forschungen*, IX Kurdische Dialekte, vol. I-II, Berlin, 1906-1909.
- MAUNSELI (F.). — *Kurdistan*, London, 1894.
- MAURIÈS (René). — *Le Kurdistan ou la mort* (Laffont, édit.), Paris, 1967.
- MC CARUS (Ernest N.). — *A Kurdish Grammar*, New York, 1958.
- MIGNAN (R.). — *A Winter Journal through Russia*, London (2 vol.), 1839.
- MINORSKY (V.). — *Kurdistan and Kurds*, Encyclopaedia of Islam, t. II, London, 1927 ; Paris, 1926.
- *The Gûrân*, B.S.O.S., 1943.
- MOLTKE (H.). — *Das Land und Volk der Kurden in Vermischten. Schriften zur orientalischen Frage*, Berlin, 1892.
- MULLER (Friedrich). — *Kurmângî - Dialekt der kurdischen Sprache*, Vienne, 1894.
- MULLER (G. J.). — *Einbruch ins verschlossene Kurdistan*, Reutlingen, 1937.
- MUKRIANI (Giu.). — *Rabar* (Farhangi Arabi-Kurdi), Arbil (Hewlêr), 1950.
- *Farhani Mah'abad* (Kurdi-Arabi), Arbil (Hewlêr), 1961.
- NIKITINE (Basil). — *Le problème kurde, politique étrangère*, Paris, 1946.
- *Les Kurdes, étude sociologique et historique*, Paris, 1956.
- PAUL (Marguerite Luise) & BEDIR-KHAN (Kamuran). — *Proverbes kurdes*, Paris, 1936.
- PRYM (E.) & SOCIN (A.). — *Kurdische Sammlungen*, Saint-Petersbourg, 1887-1890.
- RAMBOUT (L.). — *Les Kurdes et le droit* (Ed. du Cerf), Paris, 1947.
- HAY (W. R.). — *Two Years in Kurdistan* (1918-1920), London, 1921.
- REITLINGER (Gerald R.). — *A tower of Skulls : A Journey through Persia and Turkish Armenia* (Duckworth, édit.), London, 1932.

- RICH (C. J.). — *Narrative of a Residence in Koordistan and Account of a Visit to Shiraz and Persepolis* (2 vol.), London, 1880.
- *Notes on Koordistan*, London, 1836.
- ROMANETTE (I.). — *Le Kurdistan et la question kurde*, Paris, 1937.
- RUDENKO (M. B.). — *Mem û zin*, Moscou, 1962.
- ✓ SAFRASTIAN (A.). — *Kurds and Kurdistan* (Harwill Press Ltd, édit.), London, 1949.
- SAGADI (Alauddîn). — *Mêzuy adabi Kurdî*, Baghdad, 1952.
- ✓ SCHMIDT (Dana Adams). — *Journey Among Brave Men* (Little Brown and C°, édit.), Boston, 1964.
- ✓ SOANE (E. B.). — *Two Years in Kurdistan*, Boston, 1908.
- ✓ — *Grammar of the Kurmanji or Kurdish Language*, London, 1913.
- *Elementary Kurmanji Grammar*, district de Sulemaniyeh, Baghdad, 1912.
- *Elementary Kurdish Grammar*, Baghdad, 1919.
- ✓ — *To Mesopotamia and Kurdistan in Disguise*, London, 1926.
- SOUBRIER (Jacques). — *Moines et brigands, de l'Adriatique aux marches iraniennes* (J. Susse, édit.), Paris, 1945.
- SPEISER (E. A.). — *Southern Kurdistan in the Annals of Ashurnasirpal and Today*, 1928.
- ✓ SYKES (M.). — *The Kurdish Tribes of the Ottoman Empire*, I.J.R. Anthropol. Inst. London, 1908.
- SÊRKO (B.). — *Al-Qazia-L Kurdyye*, Kairo, 1930.
- SOCIN (A.). — *Die Sprache der Kurden*, Grundriss der iranischen Philologie, t. I, 2 (249-286), Strasbourg, 1898-1901.
- SOUTHGATE (Bishop Horatio). — *Narrative of a tour through Armenia, Kurdistan, Persia and Mesopotamia*, (D. Appleton & C°, édit.), New York, 1840.
- TSUKERMAN (I. I.). — *Eléments de grammaire kurde*, Moscou, 1962. }
- VILTJEVSKI (O.). — *Kurdi v Vendenja etnitjesguja istorju Kurdkovo naroda*, Moscou, 1961.
- ✓ VANLY (Ismet Cheriff). — *The Revolution of Iraki Kurdistan*, publié par le Comité pour la défense des droits du peuple kurde, avril 1958.
- ✓ — *Liberté pour le Kurdistan* (Maspéro, édit.), Partisan n° 6, 1962.

- WAGNER (M.). — *Reise nach Persien und Land der Kurden*, Leipzig, 1852.
- WAHBY (Taufiq). — *Dastûr i Zumân i Kurdî* (grammaire kurde), 1929-1930.
- *Xöndewâri y Bâw* (de l'emploi des caractères latins en kurde), 1933.
- *Farhang i Kurdî* (lexique arabo-kurde), 1943.
- *The Yazîdis are not Devil-Worshippers*, 1962.
- *Safra min Kurkûk ila Tâsluja* (voyage de Kirkuk à Tâslûja), 1965.
- ✓ WAHEED (A.). — *The Kurds and their Country*, Lahore, 1955.
- WIKANDER (Stig). — *Recueil de textes Kourmandji*, Uppsala, 1959.
- WILHEM (Eugène). — *La langue des Kurdes*, Paris, 1889.
- WUNSCH (J.). — *Meine Reise in Armenien und Kurdistan*, Vienne, 1883.
- ZAKI (Muhammed Amin). — *Mashahir al-Kurd we Kurdistan*, Baghdad, 1945.
- *Khulasat tarikh al-Kurd we Kurdistan*, Baghdad, 1961.

TRAVAUX UNIVERSITAIRES NON PUBLIÉS

- KARADAGHI (Mustafa). — *The Kurdish Question*, Master's Thesis, University of California at Berkeley, 1954.
- SPENCER (William). — *The Mosul Question in International Relations*. Dissertation, University Microfilm 3111, American University, Washington, D.C., 1965.
- ✓ VANLY (Ismet Cheriff). — *La révolution kurde d'Irak* (origine et développement), Université de Lausanne.

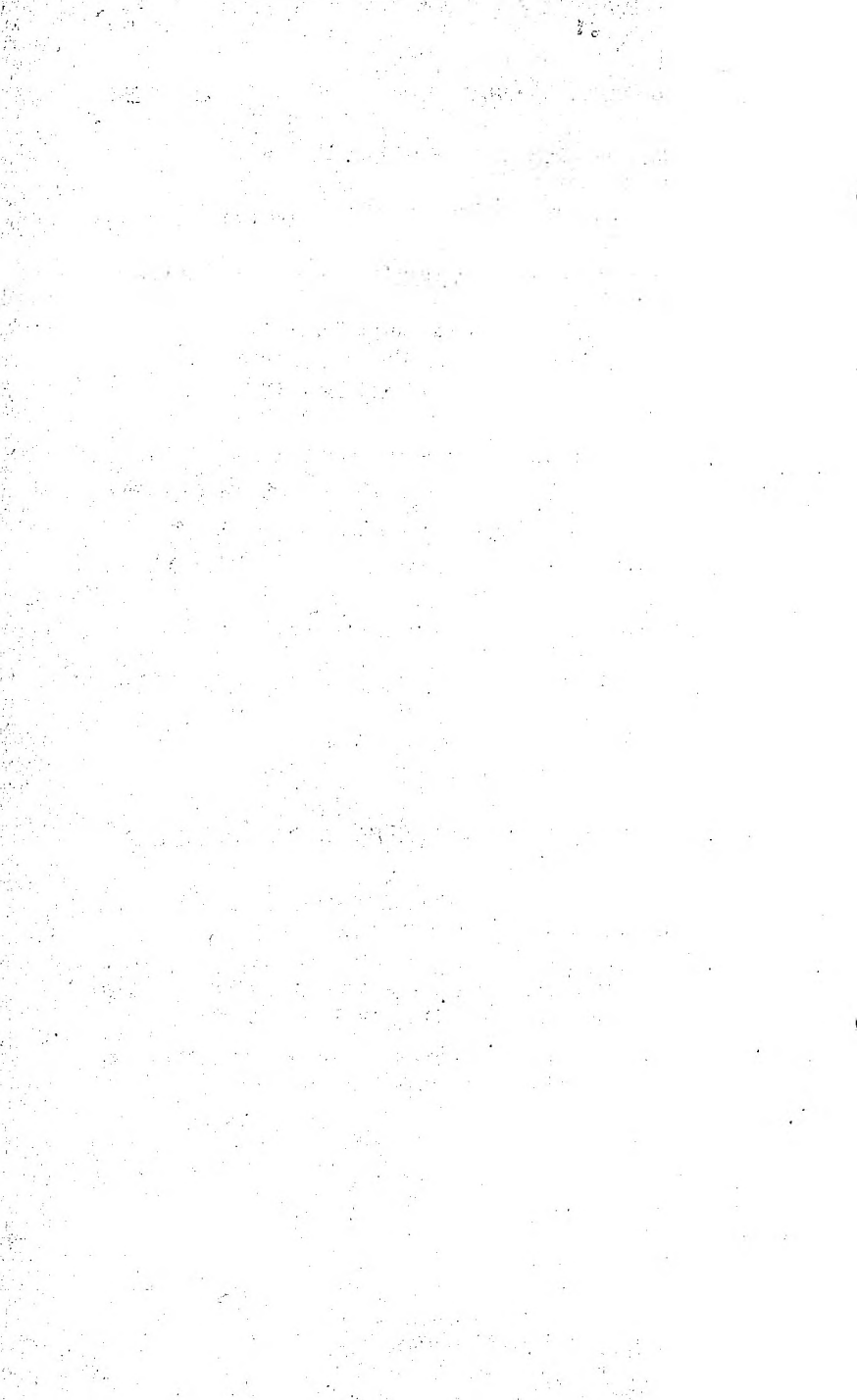
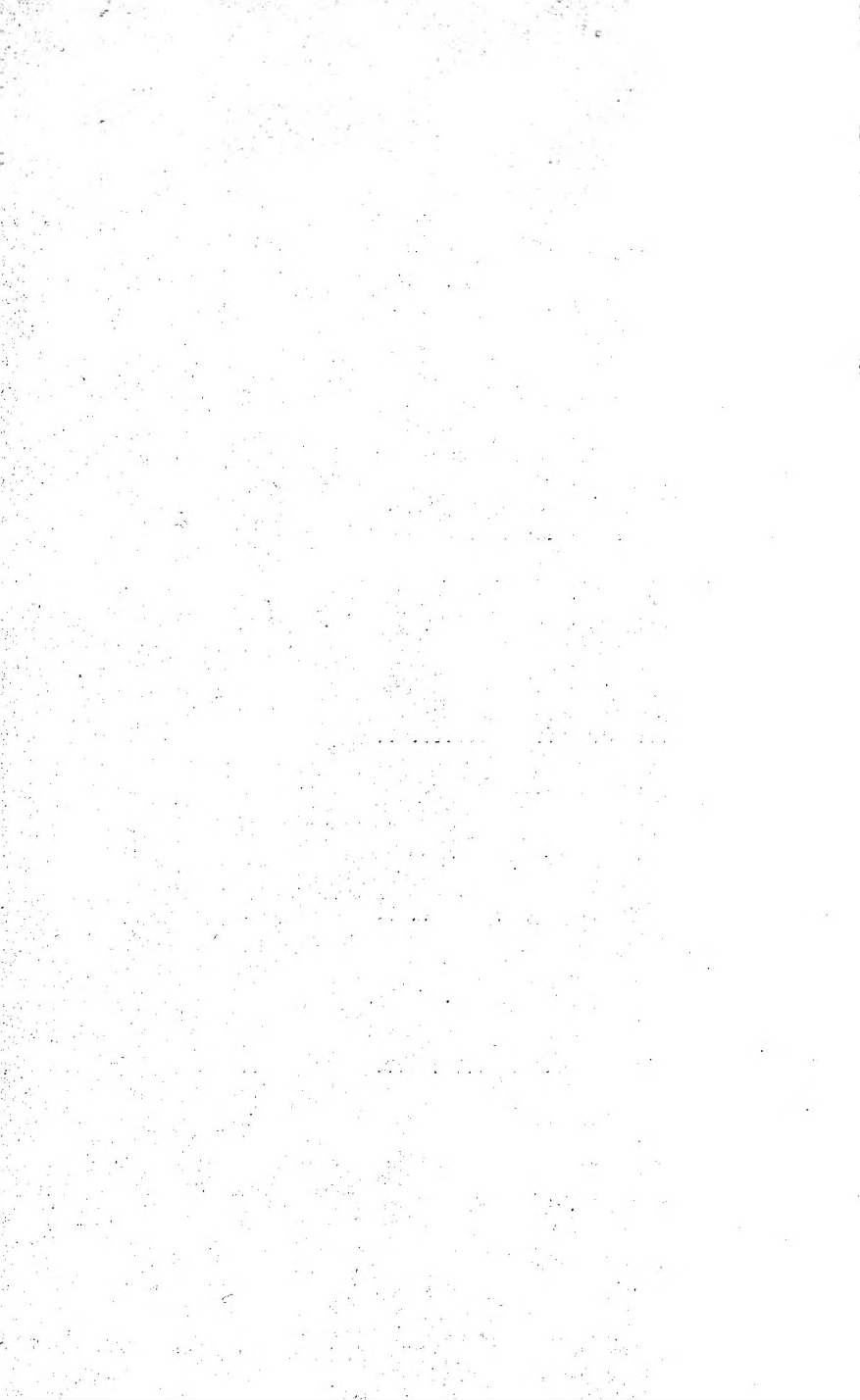


TABLE
DES MATIÈRES



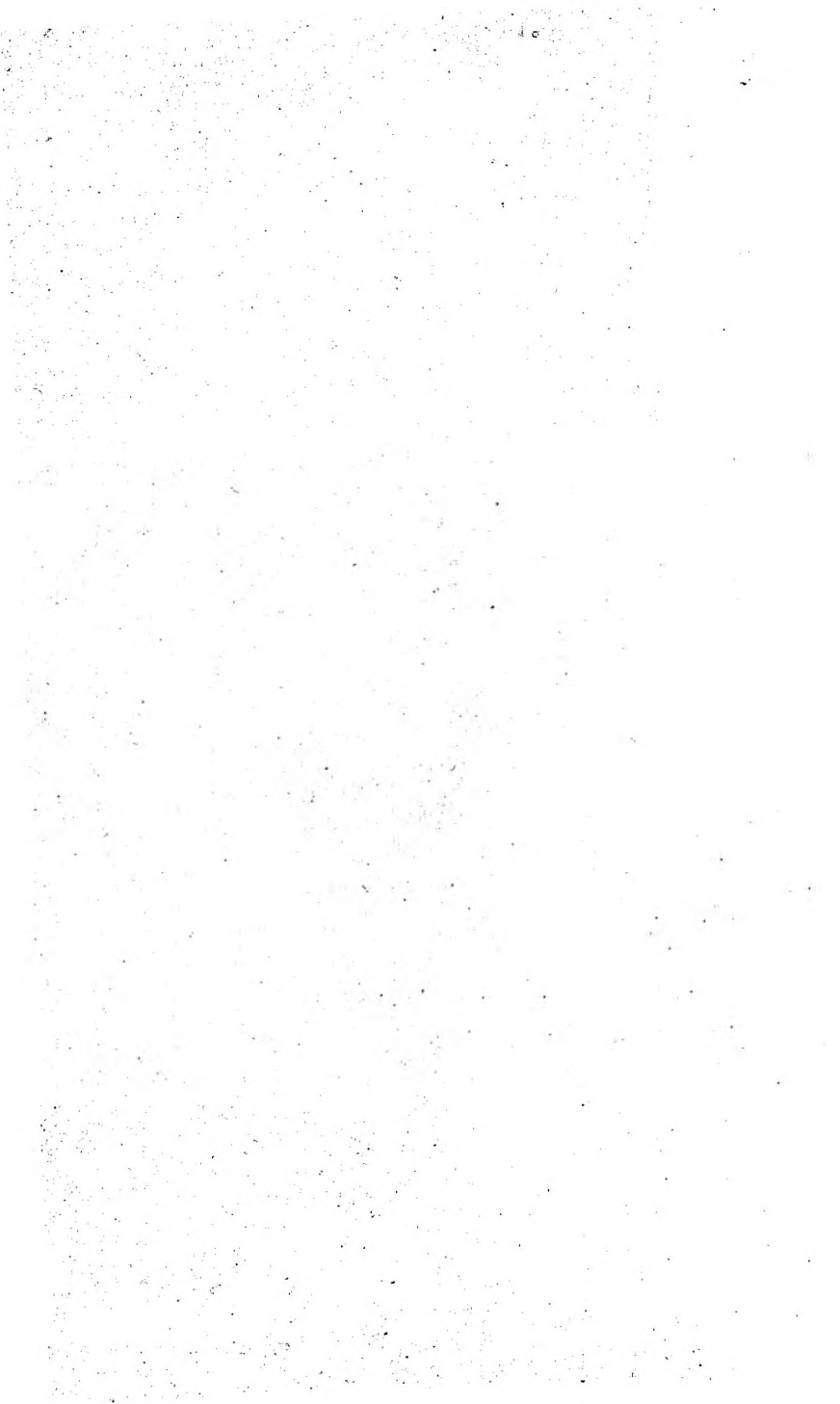
	Pages
Préface d'Armand Gatti	8
Préface de l'Emir Kamuran Bedir-Khan	11
LE SOLEIL EST SUR L'HORIZON	19
Les encombrements de la compréhension	31
<i>Difficultés méthodologiques</i>	32
<i>La perversion du silence</i>	34
<i>La perversion humanitaire</i>	35
<i>La perversion de l'exotisme</i>	36
<i>L'ambiguïté révolutionnaire</i>	38
La fascination du Kurde	41
Dans le temps et l'espace	53
<i>De l'aube...</i>	53
<i>... à midi</i>	56
<i>Du 14 juillet 1958 au 11 septembre 1961</i>	64
DU COTE DE BAGHDAD	75
Le pouvoir et l'armée	77
L'armée et le peuple	83
<i>Djashes</i>	90
<i>Engagés involontaires</i>	93
<i>Les nus et les morts</i>	95
<i>Bouteillons et propagande</i>	99

	Pages
DU COTE DU KURDISTAN	107
Visage d'un combat	109
<i>Dieu ! que la guerre est jolie !</i>	110
<i>Inconstance et contradictions</i>	123
<i>L'économie révolutionnaire</i>	139
La mutation révolutionnaire	149
<i>L'ambiguïté nationaliste</i>	149
<i>De la guerre à la révolution</i>	158
<i>La fusion des particularismes</i>	169
Barzani	193
La « crise Talabani »	203
La structure révolutionnaire	211
<i>Les structures d'organisation et de décision</i> ..	211
<i>L'armée révolutionnaire</i>	217
<i>Le parti</i>	233
<i>Le VII^e Congrès</i>	239
<i>Information et communication</i>	248
Une nouvelle éthique	255
INTRODUCTION AUX LENDEMAINS	267
Eléments de bibliographie	273

ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE 30 MAI 1968
SUR LES PRESSES DE
L'IMPRIMERIE
GUY DUCROS
44, RUE DE MADRID
BORDEAUX
(FRANCE)

INSTITUT KURDE DE PARIS
ENTRÉE N°

Dépôt légal 2^e trimestre 1968



FRERES DU MONDE

revue bimestrielle

a déjà publié :

Numéros

- 29/30 SOCIALISME ET CHRISTIANISME
(192 pages, 7 F.)
- 31 LES NOIRS AMERICAINS
(152 pages, 4,50 F.)
- 32 VOIE INDIENNE, VOIE CHINOISE
(Epuisé.)
- 33 LE POIDS DES RELIGIONS
(Epuisé.)
- 34 CRITIQUE DU CAPITALISME, I
(Epuisé.)
- 35/36 EVANGELISATION, SERVICE DU
MONDE
(Epuisé.)
- 37 CRITIQUE DU CAPITALISME, II
(Epuisé.)
- 38 LE CONCILE A L'EPREUVE
(160 pages, 5,50 F.)
- 39 MARXISTES ET CHRETIENS EN
POLOGNE
(168 pages, 6 F.)
- 40/41 LA VIOLENCE DES PAUVRES
(176 pages, 7 F.)
- 42 L'ESPAGNE BOUGE
(112 pages, 5 F.)
- 43/44 HAITI ENCHAINEE
(Epuisé.)
- 45 PROBLEMES DU MARXISME
(176 pages, 6,50 F.)
- 46/47 LE DEVELOPPEMENT DES
PEUPLES
(256 pages, 8,50 F.)
- 48 NOTES PORTUGAISES
(160 pages, 6 F.)
- 49/50 COMMUNISTES ET CHRETIENS
(264 pages, 9,50 F.)
- 51 FOI ET REVOLUTION
(144 pages, 6,50 F.)

(Tous ces prix s'entendent franco.)

FRERES DU MONDE

208, rue de Pessac
33 - BORDEAUX

C.C.P. Bordeaux 2674.85



document

Le Kurdistan : 500 000 km²,
13 millions d'habitants.
Une terre grasse, riche en minerais,
gorgée de pétrole,
fichée comme un coin de bûcheron
dans les défenses Est de l'O.T.A.N.,
entre l'Union soviétique et les pays arabes.
Dépecé en cinq parts,
martyrisé, le Kurdistan fait appel.
En Irak,
six ans de combats ensanglantent les plaines
et les montagnes kurdes.
C'est la guerre ?
Non : la Révolution.
Kurdes et Arabes progressistes luttent côte à côte,
tandis que le monde se tait.
Apparaît, au-delà des massacres,
le visage étonnant d'une société nouvelle,
forgée dans la souffrance.